



Journal International d'Arts et de Sciences
Medjunarodni Casopis za Kulturu, Umetnost i Nauku
International Journal of Arts and Sciences
Internationale Zeitschrift für Kunst und Wissenschaft

VOLUME 1

PARIS, Septembre 1992

No 2-3

Academie Serbe des Sciences
et des Arts:
'Memorandum ' (1986)

Franjo Tudjman:
'Dérive de la réalité historique'
(extraits)

Alija Izetbegovic:
'Declaration Islamique'

S O M M A I R E

Instructions aux auteurs <i>Editorial</i>	4 6 - 7	Milan Vuckovic: DEL'AUTRE COTEDUSIAM	29
Vlastimir Stoyanovich: LAYOUGOSLAVIE -GARANTIE CONTRE LA GUERRE DANS LES BALKANS	8	<i>Nouveaux livres</i> GLAMOCAK	31 32
<i>Courrier des lecteurs</i>	10	<i>Littérature</i>	
<i>Lettres</i>		Nikola Milenkovic: ZLOKOB	33
<i>Interview</i>		<i>Articles</i>	
Nenad V. Petrovic: SUR LA CONFERENCE DE LONDRES	11	Kosta St. Pavlowitch: COMMENT EST NEE L'AYOUGOSLAVIE	35
Barbara Loyer: L'HOMME FUT L'ASPHYXIE	12	Dusan T. Batakovic: DUBROVNIK: UNE DOUBLE IDENTITE	38
Marie - Christine Dalstein - Markovich: LES REGLES DE DROIT	13	Milton R. Copulos: PUTTING THE CRISIS INTO CONTEXT	42
Robert Liris: ACTION HUMANITAIRE ET GUERRE A LA GUERRE!	16	Srdjan Trifkovic: THE YUGOSLAV CRISIS AND THE UNITED STATES: HOW TO UNDERSTAND IT, WHAT TO DO ABOUT IT?	49
<i>Commentaires</i>		Dossier special	
Catherine Lutard: PAUL GARDE: 'VIE ET MORT DE LA YOUGOSLAVIE'	21	MEMORANDUM de l'Académie serbe des sciences et des arts	
Rastko Mocnik: TROIS MYTHES ET UNE HYPOTHESE	23	Franjo Tudjman: DÉRIVE DE LA RÉALITÉ HISTORIQUE (extraits)	
Zarko Puhovski: PLAIDOYER POUR UN CESSÉZ-LE-FEU	26	Alija Izetbegovic: DÉCLARATION ISLAMIQUE	
Dragan Pavlovic: LA LOI CONTRE OU POUR L'ÉTHIQUE	27		
Mirjana Morokvasic: ADIEU MARLENE	28		

Instructions aux auteurs:

“Dialogue” est une revue trimestrielle des idées, plus précisément de toutes les idées. Puisque le contenu d’un numéro sera très varié et englobera tout ce qui se réfère au sens le plus large aux sciences humaines et naturelles, à la culture et aux arts, les auteurs devront être conscients que peu de lecteurs sont experts dans tous ces domaines. Il faudra éviter les expressions techniques inutiles; là où l’utilisation de ces expressions sera essentielle, il faudra en donner une explication détaillée lors de la première utilisation. Les manuscrits devront être proprement et lisiblement dactylographiés, à double espace et uniquement en retro. La rédaction pense que la langue sert à la communication. Les auteurs seront priés d’utiliser le dialecte que la majorité des yougoslaves va comprendre. Si la forme elle-même est l’objet que l’on veut communiquer, ce texte doit être soumis pour publication dans la partie littéraire de notre revue.

Les “analyses” et les “commentaires longs”, ainsi que les articles originaux seront examinés par plusieurs membres (le plus souvent par 2 à 3 personnes) du Comité de rédaction ou de Conseil, parmi lesquels certains habitent en dehors de l’Europe. Le délai de transmission d’un pli postal peut ainsi aller de 3 à 7 semaines. Pour cette raison, les auteurs devront avoir en vue que le contenu des articles devra rester d’actualité même 6 mois après leur envoi à la Rédaction de la revue. Les textes en langues étrangères: Certain textes soumis pour publication en langue étrangère (français, anglais, allemand) seront publiés sans traduction. Ils occuperont 50% du contenu de la revue. Ces textes seront accompagnés d’un article de commentaire (1 page maximum).

Les différentes catégories de textes: 1. Editorial (1 à 2 pages). En principe un à trois articles par numéro sur les thèmes politiques (politique au sens large du terme). 2. Commentaires courts (1 page). Ce seront des commentaires écrits par les membres de la rédaction ou du Conseil de la rédaction ou, exceptionnellement, par les lecteurs. Il s’agira de commentaires sur les plus importants articles parus dans le même numéro de la revue, ou sur des problèmes divers de l’actualité. La structure de ces commentaires courts sera libre, journalistique. Si l’on se réfère à la littérature, on la citera dans le texte. 3. Analyses et commentaires longs. Ces

analyses et commentaires concerneront les avancées les plus récentes dans un domaine donné. Il est souhaitable qu’ils n’excèdent pas 7 pages de la revue. Les auteurs devront s’arranger pour que le titre de l’article décrive correctement le contenu de cet article. L’article doit débiter par un court résumé (100 à 130 mots). Le titre et le résumé seront traduits en français et en anglais. Un ou deux paragraphes (introduction) devront aider le lecteur qui ne serait pas expert du sujet traité, à le comprendre. Le texte devrait se terminer par une conclusion courte. Dans le cas d’une conclusion à plusieurs éléments, il faudra la limiter aux plus importants. Les références à la littérature seront mentionnées à la fin de l’article par ordre de citation dans le texte. Les notes ne se référant pas à la littérature sont également permises. Il est recommandé aux auteurs de ne pas essayer de prouver (dans le cas idéal) plus d’un fait, et cela en utilisant des arguments déjà acceptés comme des données scientifiques démontrées. 4. Articles originaux. Ce seront des exposés argumentés sur des nouvelles vues des problèmes avec, éventuellement, des solutions originelles. La structure et la longueur de l’article seront similaires aux “analyses et commentaires longs”. 5. Commentaires des lecteurs. Ce sont des commentaires plus longs (maximum 2 pages) ayant la structure d’un article, mais n’approfondissant pas trop le sujet traité. Un “résumé” n’est pas nécessaire, mais les citations de la littérature seront clairement énoncées. 6. Lettres des lecteurs à la rédaction. Pas plus d’une demie - page par lettre. 7. Actualités. Compte - rendus sans analyse profonde, à propos des événements culturels et scientifiques, ou des nouveaux livres parus aussi bien en Yougoslavie que dans le reste du monde, mais qui strictement parlant ne sont pas du domaine de la littérature (1 page maximum par compte - rendu). 8. Littérature et arts. Prose et poésie. Les créations littéraires originelles non encore publiées (maximum 10 pages de la revue). Exceptionnellement il sera possible de faire paraître des contributions littéraires plus longues en plusieurs séquences ou des fragments d’un livre. Peinture et arts plastiques. Des reproductions (3 à 5 pages de la revue).

DIALOGUE

La revue trimestrielle pur les arts et les science

Paris, Septembre 1992

Volume: 1., N°: 2/3

Prix: 50 F

Publié par:

Association DIALOGUE

Adresse:

17, Chemin du pont d’Herville,

78520 Guernes (par Limay), France.

Coéditeur

Edition de Titre

Directeur:

Bogoljub Kochovich

Rédacteur en chef:

Dragan Pavlovic

Rédacteurs:

Mauritio Albala * Marie - Christine

Dalstein, * Muriel Ecuer * Marina

Glamocak * Kosta Pavlovic * Straso

Tanaskoski, * Milan Vuckovic

Administration: **Dejan Kocovic, France**

* **Stevan Kosanovic, EU * Radosav Supicic, Pays-Bas * Miro Urosevic, Allemagne * Mirjana Vruckic, Allemagne * Elizabeta Vuckovic, Allemagne * Aleksandar Zegarac, Allemagne**

Conseil de Rédaction:

Mojsije Abinun, littérature, France * Dusan Batakovic, histoire, Yougoslavie (consultant special pour ce numéro) * Egon Ciklaj, économie, Argentine * Milovan Danojlic, littérature, France * Aleksandar Gilic, médecine, Yougoslavie * Zlatko Glamocak, arts, France * Mirko Govedarica, sociologie, France * Dusan Jankovic, économie, Itali * Djordje Konjikovic, ingénieur, France * Jovanka Konjikovic, architecture, France * Dragan Lazarevic, arts, France * Bratislav Milanovic, littérature, Yougoslavie * Miodrag Mihajlovic, médecine, EU * Nikola Milenkovic, littérature, France * Vladimir Milicic, EU * Mirjana Morokvasic, sociologie, France * Sima Mraovic, biologie, France * Ivan Pajic,

médecine, EU * Stevan Pavlovic, histoire, RU * Nenad Petrovic, littérature, RU * Zlatimir Popovic, sociologie, Allemagne * Negovan Rajic, littérature, Canada * Dragan Rajkovic, politique, France * Miro Rakocevic, France * Charls Simic, littérature, EU * Vlastimir Stojanovic, droit, France * Slobodan Soja, histoire, France * Nina Urosevic, Allemagne * Vladeta Vuckovic, mathématique, EU * Zvonimir Vuckovic, EU

Traducteurs: **Aleksandar Gajic * Miki Skrba * Rade Cuckovic * Harita Wybrands.**

SADRZAJ

Instructions aux auteurs	4	<i>Nove knjige</i>	31
<i>Uvodnik</i>	6 - 7	GLAMOČAK	32
<hr/>			
Vlastimir Stoyanovich: LAYOUGOSLAVIE -GARANTIE CONTRE LA GUERRE DANS LES BALKANS	8	<i>Knjizevnost</i>	
<i>Pisma citalaca</i>	10	Nikola Milenkovic: ZLOKOB	33
<hr/>			
<i>Pisma</i>		<i>Clanci</i>	
Nenad V. Petrovic: LONDONSKA KONFERENCIJA	11	Kosta St. Pavlowitch: COMMENT EST NEE LAYOUGOSLAVIE	35
Barbara Loyer: L'HOMME FUIT L'ASPHYXIE	12	Dusan T. Batakovic: DUBROVNIK: UNEDOUBLE IDENTITE	38
Marie - Christine Dalstein - Markovich: LES REGLES DU DROIT	13	Milton R. Copulos: PUTTING THE CRISIS INTO CONTEXT	42
Robert Liris: ACTION HUMANTAIRE ET GUERRE A LA GUERRE!	16	Srdjan Trifkovic: THE YUGOSLAV CRISIS AND THE UNITED STATES: HOW TO UNDERSTAND IT, WHAT TO DO ABOUT IT?	49
<hr/>			
<i>Intervju</i>			
NEOPHODNOST UDRUZIVANJA (Intervju s Edgarom Morenom)	19		
<hr/>			
<i>Komentari</i>			
Catherine Lutard: PAUL GARDE: 'VIE ET MORT DE LA YOUGOSLAVIE'	21	Specijalni dodatak	
Rastko Mocnik: TRINITAJ JEDNA HIPOTEZA	23	MEMORANDUM Srpske Akademije nauka i umetnosti	
Zarko Puhovski: PLEDOAJE ZA OBUSTAVU VATRE	26	Franjo Tudjman: BESPUCA POVIJESNE ZBILJNOSTI (izvodi)	
Dragan Pavlovic: ZAKON ZA ILI PROTIV ETIKE	27	Alija Izetbegovic: ISLAMSKA DEKLARACIJA	
Mirjana Morokvasic: ADIEU MARLENE	28		
Milan Vuckovic: SDRUGE STRANES IAMA	29		

Ilustracije u ovom broju:
Zlatko Glamocak



Tromesečnik DIJALOG resio je da ovoj pariskoj jeseni pokloni specijalni dosije koji predstavlja deo mozaika, pre svega krize a zatim i građanskog rata u Jugoslaviji.

Osnovna nam je namera da u **Specijalnom dodatku** pružimo čitaocima dokumente bez kojih se ne mogu izvesti relevantni i nepristrasni zaključci o poslednjim događajima u Jugoslaviji. Objavljivanjem delova knjige g. Tuđmana, knjige g. Izetbegovića kao i Memoranduma Srpske akademije nauka i umetnosti, koji su nastali u različitim periodima jugoslovenske krize, ne samo da se ostavlja trag određenog političkog trenutka, već je to i pokušaj da se objasne političke koncepcije tri sukobljena naroda u Jugoslaviji.

Na ovaj način daje se na uvid i kritički sud koliko ima istine da je Memorandum SANU (nastao je 1986. i do sada nije bio preveden na francuski jezik) samo sociološko - ekonomska kritička analiza krize u kojoj se našla Jugoslavija, posebno Srbija, pod komunističkim vodjstvom ili, pak, isključivo potka za Miloševiću "Veliku Srbiju". U istom smislu prezentuje se i knjiga aktuelnog predsednika Hrvatske g. Tuđmana "Bespuća povjesne zbiljnosti", osuđenog, u javnom mnjenju, za antisemitizam i nekritički odnos prema fašizmu; pre svega za njegovo nedistanciranje od Pavelićeve Nezavisne države Hrvatske, kao satelita Trećeg rajha. Pitanje koje se pri tom nameće je 'da li je pokušaj da se relativizuje nacistički genocid u službi umanjenja ustaskog genocida?'

Knjiga g. Izetbegovića, predsednika Predsedništva Bosne i Hercegovine, ("Islamska deklaracija") osporava kredibilitet g. Izetbegovića u njegovom zahtevu za građanskom državom. DIJALOG otvara pitanje da li teološka metodologija iznesena u "Islamskoj deklaraciji" predstavlja osnove za fundamentalističku praksu?



La revue trimestrielle DIALOGUE a décidé de vous offrir pendant l'automne un dossier spécial qui présente une partie du puzzle pour tenter de comprendre la crise et la guerre civile en Yougoslavie.

Notre intention première dans ce "Dossier Yougoslave" est de présenter aux lecteurs une documentation susceptible de les éclairer sur les événements actuels en Yougoslavie. Pour cela, il nous paraît important de reproduire quelques extraits du livre de M. Tudjman, de l'intégralité de celui de M. Izetbegovic, ainsi que le Memorandum de l'Académie serbe des sciences et des arts. En effet, en publiant ces écrits, il ne s'agit pas seulement de rappeler des moments politiques précis mais aussi de tenter d'expliquer les conceptions politiques des trois peuples qui s'affrontent dans l'ex-Yougoslavie.

Ainsi, le Memorandum de l'Académie des sciences et des arts de Serbie, est-il seulement une analyse socio-économique de la situation dans laquelle s'est trouvée l'ex-Yougoslavie, et en particulier la Serbie, sous la direction communiste, ou est-elle au contraire l'ébauche de la "Grande Serbie" de M. Milosevic? Dans le même esprit, nous présentons le livre du Président actuel de la Croatie F. Tudjman ("Dérive de la réalité historique", jugé par l'opinion publique pour antisémitisme et pour son attitude non-critique envers le fascisme, en particulier son manque de distance par rapport à l'Etat Indépendant de Croatie, Etat satellite du Troisième Reich. Est-ce que le fait de relativiser le génocide nazi sert également à minimiser celui commis par les oustachi?

De même que se pose la question de savoir si le livre de M. Izetbegovic, Président de la Présidence de Bosnie-Herzégovine ("La déclaration islamique"), bien qu'il ait écrit avant que la Bosnie-Herzégovine ait des chances de devenir un Etat indépendant rend moins crédible la revendication de M. Izetbegovic d'instaurer un Etat civil. DIALOGUE pose la question: la méthodologie théologique de "La déclaration islamique" ouvre-t-elle la voie à des idées fondamentalistes?

LA YUGOSLAVIE - garantie contre la guerre dans les Balkans

Vlastimir Stoyanovitch

Ancien Secrétaire de l' Union des démocrates et des socialistes yougoslaves en exil à Paris

L' article ci-dessous a été écrit au printemps 1991, c'est à dire à une époque où comme beaucoup d'autres, je me refusais à croire que la CEE et le monde libre en général pourraient accepter la dislocation de la Yougoslavie. Mon but fut de conforter l'idée de la viabilité de cet Etat et d'informer le courant qui tendait à présenter ce dernier comme un édifice artificiel, si chère aux révisionnistes de tous bords.

Hélas, je m'étais rudement trompé car les douze européens d'abord, d'autres facteurs ensuite, en commettant des erreurs immenses, voire condamnables, ont permis le démembrement de cet Etat européen par excellence.

Le mal est fait et l'Histoire ne se limitera pas à la condamnation des auteurs des atrocités, qui accompagnent cette dislocation. Elle ne manquera pas de stigmatiser les vrais responsables d'une nouvelle guerre, qui était prévisible tout autant que sa fin ne l'est pas.

Cela dit, il est urgent que chacun reconnaisse sa faute et que tous se mettent au travail pour chercher une solution globale au problème yougoslave. Il faut réparer le mal qui a été fait à tous les peuples de Yougoslavie et qui risque de coûter cher à toute l'Europe.

Pour commencer, il ne faudrait pas hésiter à considérer nulles et non avenues, toutes les décisions prises, dans une myopie totale, par diverses instances internationales et repartir à zéro.

La dernière Conférence sur la Yougoslavie, tenue à Londres à la fin du mois d'août 1992, ainsi que ses prolongations, commencées déjà à Genève paraissent s'orienter dans ce sens. Il faudrait se mettre à table et discuter de toutes les questions yougoslaves, sans exceptions. Aucune question ne devra être écartée, y compris celle des frontières.

Il nous faut oublier à jamais le raisonnement monstrueux selon lequel on aurait le droit de violer les frontières internationales, mais qu'il serait interdit de toucher aux frontières intérieures d'une Fédération, même si ces dernières n'ont été tracées et imposées que par des régimes totalitaires staliniens, dans le but de satisfaire les exigences de la politique et de la stratégie des anciens dirigeants de Moscou.

D'autres monstruosité ont été commises au cours de la crise yougoslave mais les catastrophes qu'il faut éviter rapidement, interdisent toute polémique. Il faut passer autre, c'est-à-dire, comme il est écrit dans un récent et excellent article paru dans le journal 'Libération' (De Maastricht à Sarajevo, 2. 02. 1992), et chercher les possibilités de la reconstitution d'une nouvelle communauté

d'Etats de l'ex-Yougoslavie.

C'est un impératif.

Quid habet aures audiendi, audiat!

Depuis l'éclatement de la crise yougoslave on assiste à une véritable avalanche de déclarations, de prises de position et d'affirmation faites par de nombreux historiens, souvent de fraîche date, par des experts ou prétendus tels, tendant tous à prouver que la Yougoslavie, dont le rôle au cours de la Deuxième Guerre Mondiale fut éminent, n'est en fait qu'un édifice artificiel, dont il serait urgent de se débarrasser.

Pire encore, beaucoup de dirigeants politiques notamment au sein de la CEE, épousèrent cette idée absurde. Certains parmi ces derniers ont été poussés par leur nostalgie révisionniste, d'autres par crainte de manquer à la solidarité européenne.

Messieurs les Européens, pour l'amour du Ciel, attention! Vous êtes sur une pente autrement dangereuse! N'oubliez pas que dans l'Histoire contemporaine trois empires perdirent leur puissance sur ce même terrain! D'autre part l'Histoire ne connaît aucune disparition d'un Etat, sans la guerre.

Sans tarder, instaurez un vrai embargo autour de toute la Yougoslavie. On est au printemps, c'est le moins gênant pour la population civile, mais suffisant pour empêcher l'éclatement de la guerre! empêchez à tout prix la dislocation de la fédération yougoslave, et laissez lui la possibilité de se réformer elle-même!

Sans cette mesure, très rapidement, les événements en Yougoslavie démontreront que d'une part, l'édifice de la communauté yougoslave n'était pas aussi artificiel que l'on avait tendance à le dire et d'autre part, que sa dislocation ne se fera pas sans une guerre, qui finira par menacer l'Europe entière.

Bref, il faut comprendre que "le vieux tigre", Clemenceau, n'en déplaît à ces novices historiens et politiciens, a très bien vu, dès 1918, que la Yougoslavie est la meilleure garantie pour la paix dans les Balkans.

Il faut agir vite. Pour éviter tout retard, le soussigné se permet très humblement de rappeler aux dirigeants européens quelques éléments essentiels concernant la Yougoslavie.

Léopold AMERY, membre du Cabinet de Guerre du Gouvernement britannique, écrit dans son livre "APPROACH MARCH", London, Hutchinson, 1973., à la page 229 ce qui suit:

"Le Putsch du 27 Mars (1941) fut, sans aucun doute

possible, le tournant dans la guerre. C'est cet événement qui a obligé l'Allemagne à ajourner de six semaines son attaque contre la Russie. Ce sont ces six semaines qui ont sauvé Moscou et provoqué un tournant capital dans la guerre... Le Putsch du 27 Mars demeure un des plus beaux exploits dans l'Histoire serbe, et même dans l'Histoire de l'Europe. ILA ASSURE A LA YUGOSLAVIE UNE PLACE D'HONNEUR PARMIS LES ALLIES, EN LA GARANTISSANT CONTRE TOUTE TENTATIVE DE DEMEMBREMENT."

Telle fut donc l'importance du Coup d'Etat en Yougoslavie, organisé le 27 Mars 1941 par les Serbes et suivi, avec plus ou moins d'empressement par d'autres peuples qui composent le pays, sauf, bien entendu, par le Parti communiste, les Oustashis, les minorités hongroises, allemandes et albanaises, qui tous choisirent l'Allemagne nazie.

Ces rappels de l'Histoire contemporaine sont destinés aux occidentaux qui, ces derniers mois, à l'occasion de la très grave crise que traverse la Yougoslavie en cherchent la raison, non dans la déroute d'un régime totalitaire, mais dans un quelconque défaut de l'ordre constitutionnel en vigueur en Yougoslavie. Ils se tuent littéralement en cherchant les différences qui existeraient entre les peuples de Yougoslavie sur le plan ethnique, religieux ou culturel pour expliquer la crise actuelle, alors que les vraies raisons crèvent les yeux.

Afin de montrer à quel point cette explication est erronée, il suffit de rappeler ces quelques faits, à savoir:

-La Yougoslavie a été fondée en 1918 (le 1er décembre). Or, en moins de dix ans d'existence, elle eut à subir un choc terrible, causé par l'attentat commis (le 20 juin 1928) par un député monténégrin, en plein Parlement à Belgrade, au cours duquel périrent trois des principaux dirigeants croates, dont le très populaire président du parti paysan croate Stjepan Radic. Le choc fut terrible mais la Yougoslavie tint bon.

-Sept ans plus tard, le 9 Octobre 1934, le pays fut de nouveau durement secoué par l'assassinat, du roi Alexandre de Yougoslavie à Marseille par les oustashi. Mais le pays tint bon sans aucun bouleversement sérieux.

-Il a fallu l'invasion de la soldatesque allemande, le 6 Avril 1941 pour atteindre sérieusement cet édifice. Mais, à peine quatre ans plus tard, plusieurs mois avant la fin de la guerre, la Yougoslavie redevint un Etat solide et respecté.

Cessons donc d'expliquer la crise actuelle de la Yougoslavie autrement qu'en voyant les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire, qu'il s'agit du terrible héritage de quarante-cinq ans de régime communiste.

Prenons l'exemple de l'ex-Allemagne de l'Est. Ce pays n'avait pas chez lui de question serbo-croate. Il n'avait pas à s'occuper des différences ethniques, culturelles ou religieuses de sa population et on a vu, l'année dernière dans quel piteux état il est sorti de l'enfer communiste! Il en était de même avec la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie et même l'Albanie.

Cela dit, la Yougoslavie est menacée. C'est un fait.

Toutefois, la dislocation de ce pays ne viendra pas, d'un quelconque danger de voir dans une de ses républiques, le maintien du régime communiste ou peut-

être, le retour de ce régime. Cette idéologie est mortellement blessée.

Mais elle a été malheureusement remplacée par un nationalisme extrême, d'où le danger de voir la renaissance d'une idéologie qui nous avait conduite à la Deuxième Guerre Mondiale!

Ce danger est d'autant plus grand que l'exemple de la Yougoslavie pourrait être contagieux pour plusieurs autres pays de la région et même pour l'URSS! En effet, il est absolument faux de croire que les élections parlementaires ou présidentielles (plus ou moins libres) ont porté au pouvoir un vrai régime démocratique dans aucune des six républiques yougoslaves. Tout au contraire, dans toutes les six républiques les élections ont été organisées et gagnées par des mouvements nationalistes extrêmes, voire dangereux, englobant très souvent des anciens communistes. Ces derniers gardèrent même la Présidence à Belgrade, à Zagreb, à Ljubljana, à Skopje et à Titograd! Pire encore, dans les six républiques les régimes sont devenus des otages, soit des racistes, soit des nostalgiques du communisme.

Il est important de savoir que les élections, même libres ne sont pas une garantie pour l'instauration de la démocratie. L'exemple d'Hitler est éclatant. Parce que le dictateur nazi a été élu au cours d'élections libres.

Il me semble plus important encore de faire une distinction dans les élections, c'est à dire entre le vote d'un pays pour l'INDEPENDANCE d'une part, et le vote pour la démocratie d'autre part. Souvenons-nous de Sékou Touré, de l'enfer qu'il avait instauré en Guinée après les élections libres en faveur de l'indépendance. On pourrait citer d'autres exemples identiques.

Hélas! Tout indique que les Douze de l'Europe sont en train de faire cette confusion qui risque de coûter cher à tout le continent.

Ainsi, le cours de la Conférence de la Paix sur la Yougoslavie, réunie depuis plusieurs mois à la Haye, interdit tout optimisme. Cette Conférence offre une triste image de l'Europe. Cette dernière d'une façon évidente ne connaît pas le dossier dont elle est chargée. A titre d'exemple: le Gouvernement français et les responsables de la Nouvelle Calédonie ont donné aux Caldoches et aux Canaques un délai de DIX ANS pour réfléchir, pour négocier et pour organiser ensuite leur référendum, au cours duquel ils auraient à décider s'ils veulent se séparer ou vivre ensemble; La Conférence des Européens a donné aux Yougoslaves un délai de TROIS MOIS pour s'entendre!

Bref, elle nous offre chaque jour la preuve de son impuissance!

Et pourtant, les Yougoslaves gardent toujours l'espoir qu'au moins Lord Carrington ne pourra pas oublier les affirmations solennelles des alliés de la Dernière Guerre, affirmations si bien résumées par son collègue Leopold Amery cité ci-dessus. La Yougoslavie a le droit "d'être garantie contre toute tentative de démembrement."

Les forces démocratiques dans toutes les républiques yougoslaves attendent de l'Europe une action ouverte et courageuse. Elle aurait dû commencer, et ce n'est pas trop tard, par une intervention pacifique qui aurait pour premier but l'instauration de régimes authentiquement

démocratiques dans toutes les républiques. Une fois ce but atteint, tout danger de création en pleine Europe d'un nouveau Liban serait définitivement écarté.

Par une telle action, l'Europe dont l'absence dans la crise du Golfe a été cruellement ressentie par tous les

Européens, réussirait peut-être à redorer un peu son blason.

q

PISMA CITALACA

Imao sam u rukama prvi broj vasesh casopisa. Malo sam se iznenadio kad sam procitao onako otvoreno pismo ggje Marine Glamocak, pogotov njezin P.S. Molim recite da jedan stari rojjeni dubrovcanin od 92 godina drzi da ggja M. G. nikad nije bila u dubrovackom arhivu, a jos manje da je tamo radila, jer ne bi mogla ono napisat. Izgleda da ggja M. G. ne zna sta je drzavni arhiv jedne gotovo hiljadugodisnje suverene drzave. Naucnici iz cijelog svijeta, megju njima dosta Srba, radili su mjesecima u tom arhivu i izdali na temelju toga rada dosta knjiga, ali niko nije pronasao dokumente o "srpskoj kulturi". Svakako u arhivu ima dosta ugovora sto se odnosi na trgovinu republike i njenih podanika sa cijelim ondasnjim svijetom. U Dubrovniku su bile dvije kancelarije Latina i Serba, ova srpska radila je sa Balkanom i ima mnogo ugovora pisanih cirilicom. Nije bas duhovita primjetba na racun Kouchnera. Nijesam procitao clanak A. Glücksmanna ali po "otvorenom pismu" mislim da je on tacno napisao o Dubrovniku u kojem je bio poslije 6 decembra kad je osteceno 30% Dubrovnika u zidinama, do temelja unisteno 8 palaca megju njima jedna vlasnost pravoslavne crkve (koju sam vodio 10 godina). Procitao sam u jednom francuskom listu "Dubrovnik et Barbares". Mislim da se mogu usporedit Vandali koji su pljackali Rim sa Srbima koji su harali po Konavlima. Prosto neverovatno sto se sve unistilo u okolini Dubrovnika a i sam grad koji je i dan danas neprestano bombardiran i neduzni

civili ubijani. Ja svaki gotovo dan dobijam vjesti sto se dogagja u Dubrovniku, uvijek samo unistavanja i ubijanja naduznog svijeta, nikad jedna svijetla tacka. Mozda ggji M. G. ne lezi na srcu Dubrovnik i njegov arhiv (do sada nije unisten) ali bi to bio gubitak za cijeli svijet. Ljaga na srpskom narodu radi Vukovara, Dubrovnika a sada Sarajeva nece se za desetine godina izbrisati. Na zalost jos grobari srpskog naroda imaju pristasa u narodu. Hoce li se ikad izkorjeniti mrznja, pocet govoriti istinu, koja cesto boli, da kod srpskog naroda zavlada pravda i prava demokratija.

Dr. Branko Bubalo,
Montréal, Kanada

Vasu osudu rata sasvim podrzavam. Narode nebismo ni direktno niti, pak, indirektno krivili za to. Dubrovnik je u ovom ratu, nazalost, bio ostecen. Koliko, znace se tek onda kad sluzbe propagande i jedne i druge strane dozvole da se napravi objektivna procena. Pored velike materijalne stete, rat je doveo do velikih gubitaka ljudskih zivota. Izraz moralne krize u "pravdom" demokratskom svetu je cinjenica da je, pocetkom rata, medjunarodnu javnost vise zabrinjavalo ostecenje istorijskih spomenika, kao sto je to Dubrovnik, od maltretiranja i ubijanja ljudi.

"Dijalog", u nacelu, nece objavljivati polemisucu prepisku citalaca vec ce se ograniciti na dublje rasprave ili pisma kojima ce se dokumentovano nesto ili dokazivati ili, pak, opovrgavati. Trudicemo se da

primenimo princip slican onome kome teze empirijske nauke, kako kazu Hempel i Oppenheim na samom pocetku svog, danas, klasicnog teksta*: 'To explain the phenomena in the world of our experience, to answer the question "why?" rather than only the question "what?" is one of the foremost objectives of empirical science.' **Mi cemo teziti da prostor u listu radije posvetimo raspravama koje imaju za predmet istrazivanja uzroke a ne posledice pojedinih pojava. Ovo, nazalost, nije uvek ocigledno. Uzroci drustvenih pojava su cesto vremenski i prostorno veoma udaljeni od posledica. Oni su, skoro redovno, i sami posledica drugih drustvenih pojava. Zadatak je, izgleda, dosta tezak. U primeru prethodnog pisma to znaci da bismo radije objavljivali studije o uzrocima oruzanih sukoba u Dubrovniku i nacionalnih previranja na teritoriji Jugoslavije nego sto bismo raspravljali o tacnom procentu ostecenja dubrovackih zidina. U proslom kao i u ovom broju ucinili smo izuzetak.**

* C. G. Hempel, and P. Oppenheim, *Studies in the Logic of Explanation, Philosophy of Science, vol. 15, 567 - 579, 1948.*

Saopstenje citaocima, saradnicima i autorima priloga

Ovaj dvobroj DIJALOGA je, kao sto se iz njegovog sadrzaja moze videti, opterecen jednom temom, ratom u Jugoslaviji. Za to smo imali jake razloge. Pored toga, veliki broj tekstova je na stranim jezicima. Ocigledno je da smo ga pre namenili stranoj nego nasoj publici. To smo ucinili iz istih razloga. U buducim brojevima cemo se truditi da uspostavimo ravnotezu, kako u sadrzaju tako i u jeziku. Posebni naponi ce biti ucinjeni kako bi se ostvarila neophodna sadrzajna raznovrsnost i kako bi casopis zaista postao casopis za **kulturu, umetnost i nauku.**

Nase saradnike molimo da pazljivo procitaju "Uputstva autorima" i da se striktno pridrzavaju instrukcija koje su tamo date. Mi cemo, nazalost, morati da odbijamo inace kvalitetne tekstove koji nisu u trazenoj formi. Nadamo se da cete razumeti da je to u interesu kvaliteta same publikacije i prihvatiti nase sugestije.

Urednistvo

ISPRAVKE

U proslom broju "DIJALOGA" pored velikog broja krupnih i sitnih gresaka u stanju smo da autorima i citaocima uputimo izvinjenje samo za dve:

Propustili smo da pomenemo ime autora ilustracija: **Deko.**

Na naslovnoj strani u sadrzaju (somaire) pominje se da je autor clanka "Svi ratovi su srednjevekovni" Branislava Katic koja je u stvari samo prevodilac nepotpisanog clanka koji je izasao u "Lettre aux adhérents" - La MAISON du MONDE d'EVRY.

LONDONSKA KONFERENCIJA

Nenad V. Petrovic, London

U Londonu je od 26. do 28. avgusta 1992. održana svetska konferencija o Jugoslaviji. Predsedavali su predsednik vlade Velike Britanije Džon Mejdžor i generalni sekretar Organizacije ujedinjenih nacija Butros Butros-Gali. Prisustvovalo je nekih četrdesetak delegacija kao i svi predsednici priznatih i nepriznatih republika sa teritorije nekadasnje socijalističke Jugoslavije (SFRJ), ali predstavnicima Srba Bosne i Hercegovine nije dato mesto za pregovaračkim stolom. Medjutim, to nije sprecilo lidera Srpske demokratske stranke Bosne i Hercegovine dr Radovana Karadžica, koji je svakako imao na takvom mestu i najviše da kaze, da postane centralna licnost na ovoj konferenciji, posto su medija - od televizijskih kanala do senzacionalističke stampe - stavile njega u centar paznje.

Pred sam pocetak Konferencije lord Karington podneo je ostavku na položaj glavnog pregovarača za mir u ime Evropske zajednice. Konzervativni šef britanske vlade Mejdžor uspeo je da predloži na njegovo mesto lorda Oueua, poznatijeg kao nekadasnjeg šefa britanskih socijal-demokrata pod imenom dr Dejvida Oueua. Taj izbor je ublažen odlukom da se kao pregovarač u ime Organizacije ujedinjenih nacija predloži iskusni državnik Sajrus Vens, Amerikanac, koji je daleko bolje upoznat sa zbivanjima na Balkanu nego dr Ouen, temperamentan i nediplomatski Englez. Dr Ouen je, protivno svim svojim socijalističkim i miroljubivim nacelima, otvoreno propovedao vojnu intervenciju u Jugoslaviji i upotrebu britanskog vazduhoplovstva da bombraduje srpske položaje i baze i Srbiji kao način da bi se zaustavila navodna srpska agresija na Bosnu i Hercegovinu. Tesko bi se mogla objasniti podobnost jedne takve licnosti za ovakvu jednu ulogu pregovarača za mir na Balkanu, sto su

priznali i vodeći britanski listovi u svojim komentarima ("The Guardian" 27. avgusta ili "The Sunday Telegraph" 30. avgusta).

Medjutim, iako je suviše rano dati konacno misljenje o znacaju ove medjunarodne konferencije mora se priznati jedna stvar: spremljena da bude odlucna osuda Srbije i Crne Gore kao agresora na susedne narode, Londonska konferencija i pored retorickih izliva nije to bila. To se već videlo iz zalopojki nemackih i austrijskih delegata. Naprotiv, može se reci da je svetska javnost sada nešto bolje upoznata sa problemom postojanja Srba van Republike Srbije, sa teznjom tih Srba da, posle sedamdeset godina zajednickog zivljenja u jednoj federativnoj državi, ne žele da postanu manjina u novostvorenim samostalnim državama u trenutku kada se stvara mocna ujedinjena Nemacka i cine planovi o ukidanju granica u zapadnoj Evropskoj zajednici. Sada je i obican covek na Zapadu, koji je inace bio manipulisan jednostranom propagandom zapadnih medija, mogao da vidi grube nelogicnosti u rezonovanju svetskog politicara koji su po svaku cenu hteli da razruse federativnu Jugoslaviju, a u istom momentu, da priznaju samostalnost jedne nove države Bosne i Hercegovine, koja je svojom strukturom Jugoslavija u malome.

Ovo saznanje o komplikovanosti i etnickoj slozenosti jugoslovenskog pitanja, čak i prvi dokazi da brutalnosti gradjanskog rata nisu samo monopol Srba već i drugih naroda na zalosnom tlu Balkana, uveliko su doprinele razbristravanju pojmova u javnom mnjenju tako da je teznja da se sto pre vojske Ujedinjenih nacija pošalju u Bosnu protiv Srba naisla na malu podršku. Pozivi na sveti rat protiv Srbije i Crne Gore, koji su lansirani u zemljama Islama od Pakistana do Juzne Arabije, bili su sve opasniji. Zahvaljujuci tome su i

neupuceni zapadni politicari mogli da uoce da eskalacija takvih razmera koja bi ponovo, pred kraj XX veka, dovela fundamentalisticki netolerantni i primitivni oblik Islama u redove miroljubivih jugoslovenskih Muslimana, naviknutih vekovima da žive sa pravoslavnim i katolickim susedima bez sukoba, neće voditi nicem dobrom.

S druge strane, kada je rec o komplikovanosti jugoslovenskog pitanja valja pomenuti sukob koji se na zatvorenoj sednici Londonske konferencije desio izmedju predsednika Savezne vlade Jugoslavije i predsednika Srbije, izmedju Milana Panica i Slobodana Milosevica. Panic nije dozvolio Milosevicu da govori u ime Srba, posto je smatrao da je on nadlezan da pred svetskim forumom zastupa Srbiju kao deo Savezne republike Jugoslavije. Mnogi su smatrali da je taj sukob namešten, ali potonje postavljanja pitanja poverenja Panicu u Saveznoj skupstini u Beogradu izgleda da je ovaj sukob imao realne osnove posto se pokazalo da Panic nije hteo da bude proizvedena ruka Miloseviceve politike.

Britanska stampa ocenila je Londonsku konferenciju kao britanski diplomatski uspeh. Englezima je uspelo da na konferenciji sakupe sve zaracene strane. Iznudili su obećanja od srpskih predstavnika da će zaustaviti "etnicko ciscenje", da će se zatvoriti sabirni logori, dok su Ujedinjene nacije dobile pravo da kontrolisu granicu izmedju Srbije i Bosne i Hercegovine. Prihvacen je dokumenat u kome se potvrđuje "postovanje integriteta sadasnjih granica ukoliko se ne promene uzajamnim sporazumom". Kao promasaje ove konferencije, britanska stampa pominje da nije konkretno nista odluceno o buducnosti izbeglica, da nije data nikakva garancija da će se osvojene teritorije vratiti, kao sto nema garancija da će se obećanja, tako velikodusno data, od strane Srba i ispuniti i najzad, da je pitanje priznanja Makedonije kao suverene države i dalje ostalo nerazjasnjeno i nereseno.

Sama cinjenica da se ratni sukob na teritoriji Bosne i Hercegovine nastavio nesmanjenom zestinom mogla bi možda da uveri pesimiste u njihovo predvidjanje da razgovori u Londonu kao i mnogobrojne ranije

konferencije u Brislu i Zenevi, nemaju stvarnog uticaja na razvoj događaja u gradjanskom ratu u Jugoslaviji. Ocgledno je da je moc neregularnih i paramilitarnih oruzanih grupa u haosu stvorenom raspadom Jugoslavije velika i da one nisu vise pod kontrolom nekih politickih ili drzavnih tela tako da staresine i vodje tih grupa prosto ne postuju naredjenja pretpostavljenih. Ljudi zive u psihozi odbacivanja svakih autoriteta. Mozda je najbolja ilustracija takve opste atmosfere otpora prema naredjivanju odozgo izrazio sahovski velemaistor Bobi Fiser kada je u Svetom Stevanu kod Budve na konferenciji za stampu procitao pismo americkog ministarstva kojim mu se zabranjuje da igra na sahovskom turniru u Crnoj Gori, jer ona podleze sankcijama od strane Organizacije ujedinjenih nacija, i kada je na to pismo pljunuo. Iako mozda izmedju srpskih, muslimanskih i hrvatskih ekstremista i americkog sahiste nema nikakve povezanosti, jasno je da u njihovim reakcijama na momentalno stanje u nasoj zemlji ima slicnosti na psiholoskoj osnovi. Drzava koja je postojala skoro tri cetvrtine veka razbijena je protivno volji najbrojnijeg naroda njenog, srpskog naroda, i kako se ocekivalo, doslo je do neminovnog gradjanskog rata u kome stradaju najteze bas oni krajevi u kojima je etnicka pomesanost stanovnistva najveca. To se odrazava na svakom koraku i u svakom vidu a pre svega u iracionalnom ponasanju ljudi kojima je cesto nametnuta druga narodnost ili drugo drzavljanstvo ili koji su dovedeni u iznenadnu situaciju da se moraju opredeljivati pod spoljasnjim pritiskom.

Slom Jugoslavije kao nekadasnje istaknute clanice vanblokovskih zemalja izazvao je i sukobe unutar delegacija nesvrstanih nacija u Dzakarti 1. septembra 1992, svega nekoliko dana posle zavrsetka Londonske konferencije. Predstavnici 102 neangazovane drzave imali su razlicita misljenja da li treba ili ne treba priznavati Jugoslaviju, koja je svega cetiri godine ranije bilanjihov domacin. Nigde nije bilo jasnije nego tu kako se himera o nesvrstanosti rاسبinula kao mehur od sapunice - nesvrstanost i samoupravljanje su za Titov rezim predstavljali betonske temelje nerazrusive socijalisticke Jugoslavije.

Da nije bilo africkih zemalja na celu sa Zimbabve i donekle Indije, islamske zemlje i veliki deo azijskih drzava odbacile bi Jugoslaviju kao da nikad nije postojala. Mozda treba donekle zahvaliti Londonskoj konferenciji koja je prihvatila da cuje misljenja svih zaracениh strana da se u Dzakarti nije postupilo kako su skstremisti predlagali: da se Jugoslaviji zatvore vrata kao ugnjetacu bosanskih muslimana.

Znacaj medjunarodne konferencije o Jugoslaviji, odrzane 1992. u Londonu, uocice se tek docnije kada se bude videlo kakav ce biti dalji razvoj događaja. I dalje bi bilo realno da se sa zabrinutoscu prati razbuktavanje ekstremnog nacionalizma na Balkanu, posto eskalacija neprosvecenog,

primitivistickog nacionalizma samo produbljuje krizu naseg drustva i vodi samounistenju. Jer, svako zna da u krajnjoj liniji, posle ovog gradjanskog rata koji se mora jednog dana ipak završiti, razjedinjeni i zaraceni narodi na Balkanu ne mogu se istrebiti i raseliti sa te vetrometine, nego ce morati ipak ziveti na tom istom tlu kao sto su ziveli vekovima.

q

L'HOMME FUIT L'ASPHYXIE

Barbara Loyer, Paris

Il s'agissait donc d'écire au sujet d'un pays qu'une partie de ses habitants habitent du mot magique de nation, un mot qui ouvre à leurs oreilles la voie de la reconnaissance, comme l'apprenti est enfin reconnu par son maître, ou plutôt car la nation est dit-on souvent très vieille, comme il faut à Goliath reconnaître que David lui est concomitant. Pourtant il me semblait qu'au point où nous en sommes de la cognition, de tous ces rameaux qui poussent des cerveaux, mathématiques, poétiques et bien d'autres, les phénomènes de haines et d'amour, d'harmonies et de violences avaient maintes fois déjà été décrits; il y a du jeu (on pourrait écrire je) dans la pensée théorique sur la Nature ou la société des Hommes et je ne savais pas bien de quelle façon m'entretenir sans offenser la mémoire de tous ceux qui meurent, de mort ou de vivre dans l'horreur, en Yougoslavie. Lorsque les scientifiques jouent à inventer des lois du monde, ils tendent vers un résultat palpable: les fusées volent et les trains roulent. Lorsque l'un ou l'autre parle qui cherche l'alliance des mots pour

redresser la barre vers le paradis, il n'en connaîtra jamais le résultat, dilué dans l'aléatoire, dans la mystérieuse alchimie des consciences (et de leurs métamorphoses). Je n'ai pu m'empêcher cependant de penser à l'utilité des lignes qui vont suivre et c'est pourquoi n'osant pas ou ne voulant pas m'immoler sous des bombes étrangères à tous égards mais désirent comme tant d'autre échapper à la morne indifférence, je tenterai ici un texte qui voudrait pouvoir marcher seul ensuite dans l'esprit des autres ses hôtes mais sans choisir peut être entre le tort et la raison qui parfois nous figent aux côtés des cadavres.

Donc disais-je, il me semble que l'on a déjà tout dit sur cette guerre bien avant qu'elle n'éclate. Ainsi par exemple, découvrant il y a peu le célèbre texte d'Ernest Renan, "Qu'est ce qu'une nation", (écrit à l'époque de l'émergence des grandes nations des futures guerres mondiales) j'ai pensé que le fond du problème, puisque la guerre est un problème, était là déjà tout entier évoqué. Il y a dans ce texte matière à se comporter prudemment.

J'aimerais vous en citer deux extraits. Le premier souligne le paradoxe apparent de la paix entre les gens qui sont parvenus à se considérer d'une même famille, et relativise les récits historiques en révélant leur fonction: expliquant que finalement, à l'échelle des siècles, lesdites nations sont des creusets de populations diverses, envahisseurs et envahis, Renan conclut: "l'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation, et c'est ainsi que le projet des études historiques est souvent pour la nationalité un danger. L'investigation historique, en effet, remet en lumière les faits de violence qui se sont passés à l'origine de toutes les formations politiques, même de celles dont les conséquences ont été bienfaisantes"

C'est un paradoxe en effet, car si l'investigation historique peut éventuellement, comme le sous-entend Renan, introduire le doute au sein d'une collectivité (opinion publique), elle a évidemment le mérite de relativiser la version de l'adversaire si adversaire il y a, et de faciliter peut-être les arbitrages.

De fait j'ai été surpris de voir comment la guerre Yougoslave avait provoqué des brisures même entre français qui se sont parfois partagés entre les différentes versions. Est-il vraiment nécessaire lorsque l'on a pas choisi de prendre les rênes de l'action (une action d'une certaine échelle, qui influe sur le cours des événements), de ne pas profiter de cette crise aux mains propres (télévisuelle) mettant en jeu des symboles qui ne sont pas les nôtres (un français sans attaches particulières en Yougoslavie ne devrait-il pas être moins sujet aux réactions purement émotives?), pour apprendre à écouter comment s'écrit l'histoire comme on apprend à écouter le chant des frondaisons. Puisque les intellectuels se disent aussi parfois "observateurs" pourquoi certains observent-ils si peu leurs propres réactions? Il est facile ici de ne pas bâtir de chapelles et l'on finit par s'interroger sur les motivations réelles de ceux qui ont des positions si tranchées au sujet d'une guerre si complexe.

Enfin je dirais encore, pour finir de commenter ce passage de Renan, que j'apprécie les vertus du doute et qu'il me semble beaucoup

plus intéressant et humain d'envisager les contradictions les plus complexes que de trancher des noeuds qui n'en finissent pas ensuite de repousser. Certes il y a la guerre et la mort de faim, mais je ne suis ni médecin, ni militaire, ni président de la République et ceux qui veulent m'enfiler l'habit urgent du pourfendeur de ma mauvaise conscience m'incitent au bout du compte à abdiquer de mon intelligence, si faible soit-elle; l'urgence me semble ici plutôt d'essayer d'en faire usage.

Pardonnez-moi le second extrait mais il me semble que l'on peut aujourd'hui encore le citer; Renan écrit: "L'histoire humaine diffère essentiellement de la zoologie. La race n'y est pas tout, comme chez les rongeurs ou les félins, et on n'a pas le droit d'aller par le monde tâter le crâne des gens, puis les prendre à la gorge en leur disant : "tu es notre sang, tu nous appartiens!" En dehors des caractères anthropologiques, il y a la raison, la justice, le vrai, le beau, qui sont les mêmes pour tous. Est-il certain que les Allemands qui ont élevé si haut le drapeau de l'ethnographie, ne verront pas les Slaves venir analyser, à leur tour, les noms des villages de la Saxe et de la Lusace, rechercher les traces des Wiltezs ou des Obotrites, et demander compte des massacres et des ventes en masses que les Othons firent de leurs aïeux? Pour tous il est bon de savoir oublier.

J'aime beaucoup l'ethnographie; c'est une science d'un rare intérêt; mais, comme je la veux libre, je la veux sans application politique. En ethnographie, comme toutes les études, les systèmes changent, c'est la condition du progrès. Les limites des Etats suivraient les fluctuations de la science. Le patriotisme dépendrait d'une dissertation plus ou moins paradoxale. On viendrait dire au patriote : "vous vous trompiez, vous versiez votre sang pour telle cause, vous croyiez être celte, non, vous êtes germain" Puis dix ans après, on viendrait vous dire que vous êtes slaves..."

Il semble incroyable que l'on puisse dans ces parages et à cette date remettre ce texte en circulation. J'en garderai surtout trois phrases. Les deux premières sont : "tu m'appartiens" et "je la veux libre". Je n'ai pas encore eu l'occasion dans ma vie de choisir un

camps, mais si le jour venait, je choisirais celui des gens qui ne possèdent personne. En fait, en envoyant ces quelques lignes à la revue Dialogue, c'est à ceux là que j'adresse le seul geste qui pour l'instant fut à ma portée.

Je crains en revanche de ne pouvoir si légèrement souscrire à l'affirmation que fait Renan d'un bien, beau et juste universel. J'ai eu la chance de pouvoir passer une journée dans l'enceinte de l'exposition dite précisément universelle et j'ai, précisément encore, tenté de me faire une idée de qui l'était et ne l'était point. Ce n'est ni l'heure ni le lieu ni dans mes capacités d'esquisser une théorie de l'universalité à la fin du XXe siècle, mais j'ai été frappée dirai-je seulement, pas cette dichotomie entre certaines représentations stéréotypées (la modernité est par exemple liée à la maîtrise des techniques) et celles de la différence. Les hommes sont tous égaux devant la mort mais traversent pour y arriver des paysages encore très distincts. On s'en réjouit mais on a l'impression qu'ils se confondent aussi avec ces paysages au point d'y être attachés comme on peut être pieds et poings liés. J'ai pensé en marchant dans cette enceinte fraternelle, à la limite vaporeuse entre les mille diamants de l'âme humaine et les véritables apories, impasses logiques, auxquelles peuvent nous mener l'attachement aux paysages de nos enfances.

Je ne connais pas les signes à placer entre les mots Humanité-Diversité-Guerre et je ne sais même pas si c'est une équation qu'il faut en faire, mais il me semble que tel est le problème posé par les événements actuels en Europe, ce qu'on appelle la renaissance des nationalismes. Les uns et les autres nous serviront ces trois mots et d'autres sans doute, figés en équations, et nous penserons peut-être parfois qu'elles sont mathématiques, scientifiques, ou fatales. Or, et c'est ce que je voudrais peut-être ajouter au texte de Renan, ce n'est pas le cas; pour deux raisons que j'appellerai plutôt pour l'instant des postulats, faute de temps pour mieux y réfléchir.

La première, c'est qu'à mon sens aucune formule n'est valable pour décrire l'ensemble des situations

posées par les nationalismes. Les interprétations historiques, les revendications qu'elles impliquent, et donc les réponses qu'elles peuvent susciter, sont variables non seulement entre les "camps", mais également à l'intérieur d'une idéologie (entre différents courants) et dans le temps (on ne met pas toujours en avant les mêmes événements ou phénomènes selon les stratégies conjoncturelles). J'ai en tête un exemple tiré d'un endroit que je connais un peu, le Pays basque, mais il serait très long et sans doute assez vain de résumer en dix lignes une histoire extrêmement alambiquée. La conclusion de cette histoire eut été la suivante. Au Pays basque une même loi (1839) concernant l'homogénéisation de la législation traditionnelle (d'ancien régime) locale, appelée fueros, avec la constitution espagnole, est interprétée dans trois provinces concernées comme la loi d'abolition de ces fueros, et dans la quatrième (la Navarre) comme une loi de confirmation desdits fueros. Les uns pensent que les termes de la confirmation dévirtualisèrent complètement l'ancien système, qui est donc aboli, les autres qu'ils permirent de conserver les symboles c'est-à-dire une part suffisante de réalité.

Ici je garderai ces derniers mots. Il me semble qu'il faut peut être accorder autant d'importance à la part suffisante de réalité acceptée par les uns et les autres, qu'à une soi-disante

réalité que l'on ne peut évidemment jamais atteindre. On appellera cela peut-être pragmatisme. J'y ajouterai une nuance: dans le mot pragmatique il y a le mot action, c'est une notion juridique que l'on associe aujourd'hui à l'efficacité, "faire" des choses par opposition peut être à parler (penser?). Mais la réalité est le résultat de la pensée; on sait combien un corps est la façon dont on l'habite, un repas comme on le sert, un pays comme on veut y vivre.

Le deuxième postulat annoncé plus haut est que par principe je crois ne vouloir admettre d'autrui aucune vérité singulière et surtout collective. Ce n'est pas un principe de retrait. René Char n'a pas déserté le 173^e régiment d'artillerie lourde, et fut Alexandre contre les nazis en "résistance d'un humanisme conscient de ses devoirs, discret sur ses vertus, désirant réserver l'inaccessible champ libre à la fantaisie de ses soleils et décidé à payer le prix pour cela". Il avait écrit en 1938, et je terminerai sur cette dernière citation, le poème suivant:

*l'homme fuit l'asphyxie
l'homme dont l'appétit hors de
l'imagination se calfeutre sans finir
de s'approvisionner, se délivrera par
les mains rivières soudainement
grossies.
L'homme qui s'épointe dans la*

*prémonition, qui déboise son silence
intérieur et le répartit en théâtres, ce
second c'est le faiseur de pain.*

*Aux uns la prison et la mort. Aux
autres la transhumance du Verbe.*

*Déborder l'économie de la création,
agrandir le sang des gestes, devoir de
toute lumière.*

*Nous tenons l'anneau où sont
enchaînés côte à côte, d'une part le
rossignol diabolique, d'autre part la
clé angélique.*

*Sur les arêtes de notre amertume,
l'aurore de la conscience s'avance et
dépose son limon.*

*Aoûtement. Une dimension franchit
le fruit de l'autre. Dimensions
adversaires. Déporté de l'attelage et
des noces, je bats le fer des fermoirs
invisibles.*

Je l'ai dit tout a déjà été dit et il y a tout à redécouvrir pour pouvoir le redire, inlassablement, miennement, nôtrement, pour savoir finalement poser ses propres questions, même boîteuses, aux événements, afin d'être et nous entendre aussi, car il est si difficile d'entendre!

q

Les règles de droit

Marie-Cristine Dalstein - Markovich, psychologue, Paris

Depuis quelques temps, nous nous sommes efforcés de comprendre quelque chose à la difficile question yougoslave. Il est malaisé de prendre du recul quand autant de passions, d'images se superposent et se déchirent, mais il nous semble nécessaire de laisser de côté les analyses rapides et séduisantes, les comparaisons faciles et convenues, car ce que nous avons pu apprendre concrètement depuis la chute du communisme et le début de ce conflit,

c'est qu'au-delà de ce que l'on nous présentait comme un vaste empire totalitaire, uniforme et gris, il y a des pays aux histoires singulières, aux différences et aux particularités affirmées.

Or depuis le début de la crise en Yougoslavie, les éclairages médiatiques, le parti pris de certains intellectuels et le peu de connaissances réelles du terrain contribue à brouiller nos repères de compréhension habituels: flux

d'informations contradictoires, situations imbriquées et complexes. Pour comprendre, il faut aussi remonter plus loin dans l'histoire, non pas se servir de l'histoire pour justifier telle ou telle thèse mise en avant par les acteurs du conflit, mais pour suivre la ligne des causalités, des enclenchements et malentendus qui provoquent les déchirements sanglants d'aujourd'hui.

Et s'il faut trouver une méthode pour analyser ce qui se passe, comprendre le pourquoi de la continuité des combats, (dont on sait qu'ils risquent d'aller en s'amplifiant et qu'ils sont pour certains, l'ultime recours choisi pour dire non à ce qui leur est imposé) il faut entendre ceux qui acceptent de douter et de poser les questions qui dérangent.

Acceptons de remettre à plat les diverses données du problème, essayons d'écouter ceux que l'on accuse pour tenter de sortir de cette logique de l'accusation, puisque sans cesse la balle- celle qui la première rompt le dernier cessez-le-feu - est renvoyée dans le camps adverse, entraînant une surenchère de réactions interminables, essayons d'entendre dans ce chaos et ces tourbillons incessants ce qui pourrait apparaître comme une forme de possible et de futur vivable.

On a beaucoup parlé de la résurgence du passé: il faut savoir qu'en Yougoslavie, l'autonomie était assez grande dans chacune des républiques pour qu'il existe dans un bon nombre de domaines peu de centralisme., par exemple, ce n'était pas les mêmes manuels d'histoire qui étaient utilisés dans les diverses républiques et c'est donc parfois une histoire différente qu'étudiaient slovènes, croates, serbes, macédoniens, monténégrins, bosniaques, habitants de Voïvodine ou de Kosovo.

Alors à moins de préciser à quelle version historique on se réfère, il faudra aussi envisager de restituer ce passé dans une perspective de vérité historique non-manipulable, afin de se préserver du révisionnisme et de la haine qu'engendrent les interprétations de l'histoire.

On a coutume de penser que le droit à l'autodétermination d'un peuple est un droit souverain, or on sait que ce droit s'oppose parfois à la raison d'état et que les peuples ne vivent pas forcément sur le territoire d'une même nation: ce dilemme, on ne peut guère le résoudre autrement que par un compromis civique. La Yougoslavie était un état fédéral, il existait un droit à la sécession d'une république seulement si aucune autre république n'y opposait son veto (cet argument a été mis en avant par M. Milosevic pour qualifier d'anti-constitutionnels les actes sécessionnistes slovènes et croates et exige un moratoire).

Il faut dans cette logique, opposer le droit à l'auto-détermination à la séparation s'exerçant dans le droit, et dans le respect - en particulier- du droit des minorités que la séparation

d'avec l'état antérieur va entériner.

La question du séparatisme était en fait beaucoup plus présente dans les esprits des dirigeants (du moins, de certains d'entre eux) et d'une partie du peuple qu'on ne le croit ici, et si la Yougoslavie n'était pas une création artificielle, contrairement à l'idée que s'empressement de répandre ceux que cette fédération gêne et a gêné: les nationalistes. Elle n'en reste pas moins un ensemble complexe, pluri-ethnique, multi-culturel, situé sur le relief karstique: soit une succession de montagnes et de plaines, qui peut exister si ces petits ensembles morcelés et diversifiés communiquent ce qui les rassemble.

En 1917, la Serbie est entrée dans l'acte fondateur de la première Yougoslavie en tant qu'état constitué alors que la Slovénie et la Croatie ont adhéré au projet pour se libérer de la domination austro-hongroise. Puis dans le partage intérieur des républiques sous le communisme, le dessein affirmé de Tito et le sacrifice des Serbes à l'idée yougoslave a été prôner la répartition de leur peuple dans quatre territoires afin d'éviter leur hégémonisme.

La faiblesse relative des Serbes dans le poids des décisions politiques de la Yougoslavie était doublé du fait qu'ils se trouvaient également gênés dans leur république par les droits de veto qui pouvaient être exercés par la Voïvodine et le Kosovo dans le cadre du fonctionnement interne de la république de Serbie élargie. Ces droits étaient des acquis de la Constitution de 1974, et ils ont été récusés par M. Milosevic à son arrivée au pouvoir, car ils bloquaient et alourdissaient le fonctionnement des institutions. Si on peut comprendre l'intérêt d'une telle mesure pour le développement de la Serbie, on ne peut que dénoncer la manière dont cette réforme a été menée: au détriment de l'autonomie des deux autres régions, à qui il aurait fallu donner également le droit à plus d'indépendance.

Les projets successifs de séparation croate et le dessein de former une Grande Croatie ont été curieusement mis sous silence dans les analyses récentes alors que cette question, relative à celle des frontières,

parcourt l'histoire yougoslave depuis son fondement en 1918, en passant par les étapes du parti paysan des années 1920, de l'état indépendant croate de 1941, des mouvements séparatistes du printemps 1971. Chaque fois, le problème des frontières et de populations "mixtes" se posait. On tient aujourd'hui pour définitives, des frontières qui ont été celles d'acquis successifs, de traités négociés avec les grandes puissances puis de modification faite sous le régime titiste (pour le découpage interne), et comme ces frontières constituent actuellement l'objet principal du litige, il faudrait imposer une période transitoire longue (les experts yougoslaves parlent de 5 à 10 ans) pendant laquelle on accepterait de discuter de compromis territoriaux tout en tenant ces frontières pour provisoires avant d'arriver à un accord satisfaisant.

En remontant un peu dans l'histoire, le vertige nous prend de voir comment, au cours des siècles, cette région du monde a été la proie des convoitises, des calculs et des intérêts militaires, économiques, stratégiques. La chute du communisme laisse à présent une zone de turbulences qui permet d'envisager une multitude de nouvelles possibilités et c'est autrement qu'il va falloir considérer et réinventer l'espace yougoslave et plus largement, l'espace balkanique.

Il est très difficile aussi de prendre du recul face à cette situation si l'on y applique le schéma qui a prévalu dans les médias et qui tentait d'en faire une guerre de conquête, avec une armée d'occupation, alors que l'on se doit de remarquer et d'observer que l'armée yougoslave était réellement fédérale et l'est restée jusqu'à très tard dans le conflit. On a parlé des collusions entre le pouvoir en place à Belgrade et à Zagreb et certaines unités dirigeants de l'armée, mais il faut aussi avoir présent à l'esprit: les dissensions internes dans l'armée, les accords entre certaines unités de l'armée fédérale et les commandants des milices et de la défense territoriale Croate, Musulmane et Serbe.

C'est en fonction de toutes ces données, que dès le début du conflit, des experts en géopolitique de nombreux pays se sont élevés contre la reconnaissance anticipée et hâtive

des républiques séparatistes car elle pouvait amener une ligne de fracture en Europe entre un nord riche et intégré économiquement et un sud en voie de sous-développement. Sous cet angle, on comprend aussi le brusque revirement des Etats-Unis qui, s'ils ont longtemps soutenu le projet fédéral, ont à présent une option différente sur les Balkans, dont on peut craindre qu'ils marchent vers leur participation dans deux aires d'influence: l'une, occidentale, germanique et catholique, liée à la C.E.E., l'autre orientale, avec une influence turque croissante, une position incommode de la Grèce, de nouvelles donnes pour l'Albanie, le tout sous parapluie U.S. La Serbie est exactement entre les deux zones et au coeur de la Yougoslavie, la Bosnie-Herzégovine symbolisait ce que l'on est en train d'asphyxier: une terre de mélange slave: orthodoxe, musulman et catholique à la fois.

Face à cette guerre, qui nous a surpris par sa violence et sa proximité, dans un premier temps, des réactions de soutien humanitaire se sont organisées en Europe pour venir en

aide aux populations civiles, otages ou parties-prenantes, c'était nécessaire, mais c'est insuffisant. Après les échecs répétés des cessez-le-feu et des tentatives de conciliation, on a décidé de désigner comme seuls responsables les Serbes et de les isoler du reste du monde: on a choisi de ne plus les entendre. On a le sentiment, lorsque l'on écoute les populations civiles de toutes les régions, qu'après une année de conflit, personne n'est satisfait de la situation actuelle, ni ne voit une possibilité d'amélioration dans l'avenir si on en reste aux revendications territoriales. Pourtant, il y a des gens qui là-bas, manifestent en faveur de la paix, expriment leurs projets, leurs inquiétudes, leurs espoirs. Nous devons nous sentir responsables de ces voix là et oeuvrer pour qu'elles soient de plus en plus entendues, car elles seules peuvent renouer les fils du dialogue que la guerre a interrompu.

Le forum des intellectuels de Belgrade par exemple s'engage concrètement dans des actions de conciliation sur le terrain en se rendant dans des villages où co-habitent des

communautés différentes et en parlant avec les uns et les autres.

La communauté européenne et ses experts devrait travailler plus et sur place avec ceux qui connaissent intimement leurs pays, sa langue et ses codes.

Et aujourd'hui où la Serbie et le Monténégro réunis demandent 100 jours pour mettre en place un projet de redressement économique et un moyen de sortir de la guerre, où des fractions modérées de population croates et slovènes se rendent à l'évidence de la nécessité de trouver des espaces communs d'échanges et de circulation (une structure souple qui reste à inventer), au lieu de menacer de faire parler les canons, il serait grand temps de soutenir les émergences de cette "société civile" qui est le fondement de la vie à venir.

q

ACTION HUMANITAIRE ET GUERRE A LA GUERRE!

(A propos d'un article de Monsieur Claude Malhuret: "L'ACTION HUMANITAIRE ALIBI DE L'INACTION POLITIQUE?")

Robert Liris, Professeur d'Histoire, Paris

"Pourquoi ne pas dire crûment la vérité: aux tanks serbes, l'Occident a répondu par des ambulances, et aux obus par des caisses de médicaments." Ainsi s'exprimait monsieur Claude Malhuret, ancien secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et ancien président de Médecins sans frontières dans les colonnes du Monde le jeudi 20 août 1992. Sous prétexte de ne pas "critiquer la générosité", (je cite), voici, derrière le discours logique des bonnes intentions le plus mortifier des propos.

La guerre est à environ deux heures d'avion de Paris. C'est une guerre civile européenne, nous sommes déchirés et partisans comme nous le

fûmes jadis à propos de la République espagnole, de l'infortunée Tchécoslovaquie ou du suicidaire corridor de Dantzig.

La question des malheurs présents de l'Europe à travers la tragédie qui déchire actuellement la Bosnie Herzégovine et dresse les uns contre les autres des Serbes, des Musulmans et des Croates, prend un tour dramatique mais n'est pas sans rapport avec d'autres événements du passé européen en d'autres lieux et d'autres temps. La machine infernale est bien assez complexe à arrêter pour, provisoirement, ne pas perdre un temps précieux à l'illusoire recherche d'une origine simple et unique à la terreur

aveugle des minorités en conflits désormais ouverts: "les tanks serbes" par exemple. Par peur de voir s'étendre des conflits orientaux de plus en plus probables dans l'ex empire du froid et dans la crainte panique et mal formulée qu'un flot de réfugiés, à la façon des Goths de jadis, déferlent du Danube vers les Aquitaines ou les Bétiques "californiennes" de l'Europe de l'ouest, l'opinion européenne cherche une victime à sacrifier pour conjurer sa peur de l'avenir. On surestime la capacité guerrière des Serbes (dans le même esprit, nous avons été mis en condition au moment du conflit irakien) et on a oublié les anciennes alliances, le combat commun aux côtés des alliés de 1914 et celui des résistants yougoslaves au nazisme mené par le croate Tito. (Ils ont fait face aux fascistes croates d'Ante Pavelic comme la Résistance française a fait face aux Doriotistes et à la Milice et ils ont eu aussi leur Pétain serbe, Nedic, collaborant également au nom "de l'ordre, du travail et de la paix..." ce qui est moins connu et fut tout aussi tragique.)

Les Serbes seraient ils une “victime de rechange”?

Les Serbes doivent-ils apparaître dans un contexte de crainte et de peur collective d'une guerre générale ou de désordres profondes et durables, comme une victime de rechange? Une guerre en Serbie fixerait dans les Balkans, toujours mal connus des Européens de l'ouest, le foyer de la guerre qui serait de cette façon contenue et ne déferlerait pas sur le fragile super marché des Douze. L'Autriche, Hongrie et l'Allemagne avaient déjà fait ce calcul mortel: fixer le lieu d'une tragédie guerrière dans le labyrinthe balkanique. Au XXe siècle on n'enferme plus le Minotaure, nous savons qu'il est en nous.

L'évolution vers une conscience plus humaniste, plus planétaire des problèmes d'avenir de l'espèce humaine font que l'écologie, l'économie, la démographie, la violence relèvent d'une vision globalisée et assez inquiétante à maîtriser: il n'y aura pas d'autarcie, d'isolement montagnard ou insulaire, de ligne Maginot d'un pays de légende. Les idées, les maladies, les monnaies, le terrorisme, la drogue et la guerre se jouent des frontières. Les nouveaux espaces sont de plus en plus ouverts et pénétrés. Les excuses que nous trouvons à la guerre tiennent compte de cette éventuelle propagation plus ou moins imminente des menaces.

L'homme du XXe siècle finissant, plus que ses ancêtres, immédiatement informé, n'est plus l'objet d'une grande peur déferlante globale comme ce fut le cas dans les millénarismes, mais d'un sentiment confus et tenace de multiples menaces imminentes. L'ennemi est partout, surtout en nous-mêmes. La Yougoslavie est bien l'exemple, pour l'Europe, de ce désarroi. Les opinions européennes désirent, s'acharnent même, à pouvoir connaître plus à l'ouest la nécessaire et périlleuse construction européenne.

Le malheur serbe, (comme le malheur juif ou celui d'autres minorités en d'autres lieux), c'est aussi la dissémination. Dans l'ancienne Fédération yougoslaves, la situation serait la suivante: en Croatie 12% de Serbes et 77% de Croates, en Bosnie

Herzegovine 31% de Serbes, 44% de Musulmans, 17% de Croates. Au Monténégro, 9% de Serbes, 10% au Kosovo, 57% dans la province de Vojvodine et 87% en Serbie. Le tissu social et ethnique est tramé par le temps, les voisins et amis par une vieille malédiction resurgie et mal conjurée se sont mués en pires ennemis: aucune force internationale ne peut intervenir au coeur d'une vendetta généralisée nourrie de pulsions de morts cycliques et répétitives. A l'encontre de ces archaïsmes autodestructeurs, la Fédération yougoslave était en beau projet ambitieux, généreux et viable. Quel européen ne rêverait pas de se trouver à Sarajevo où le charme de la ville reposait sur l'atmosphère de généreuse tolérance des cultures métissées? Le moment des olympiades de Sarajevo est un de ceux où les peuples purent se croire heureux: On rebâtira: un jour la moisson sera belle! Les peuples de Yougoslavie s'étaient souhaités dans la fédération. L'Etat yougoslave n'était pas une construction artificielle née d'un découpage politique dû à des circonstances de rapport de force diplomatique mais il est né de la lutte contre les envahisseurs.

L'action humanitaire est aussi une action “politique”

Que nul n'agisse ainsi, s'il n'est philosophie et ami du genre humain, pourrait-on dire après les grandes anciens.

On a toutes les chances de continuer indéfiniment à française, en mettant d'emblée l'accent sur le côté humanitaire, est bien de la part du Président français un élémentaire et très fraternel geste spontané (reçu comme tel à Sarajevo et Belgrade) qui a eu mérite de faire sortir les instances internationales de l'inhibition de l'action sans “ajouter à des guerres nationales une guerre internationale”. Méfions nous “. surtout des engagements guerriers, vengeurs ou justiciers des intellectuels. Les manieurs d'idées sont parfois terriblement mortifières...” La liberté ou la Mort” écrivait, sans rien connaître de l'avenir, les admirateurs enthousiastes et pacifistes de Rousseau.

La position française est

infiniment plus nuancée et pragmatique. Le ministre B.Kouchner a parfaitement raison de rappeler que la France a plusieurs milliers de réfugiés yougoslaves “sur son sol”. Ils ont trouvé place dans leurs famille déjà installée depuis longtemps dans notre pays. Il s'agit de relation d'accueil dans un milieu familial pour éviter le dépaysement avec une possibilité plus aisée de retour. La politique de création des “zones neutres de protection ou d'accueil temporaire” permet d'éviter des départs définitifs, on peut fuir la zone des combats et revenir chez soi la paix revenue. Il faut aider un pays sans le démanteler.

L'action humanitaire est dans le droit fil de l'action généreuse et inédite menée comme Médecins sans frontière par Claude Malhuret et Bernard Kouchner. Il s'agit bien d'agir et de réfléchir sans frontières, comme le fait l'opinion qui à travers les verres déformants des medias parvient à s'émouvoir de l'autre, des autres et de leurs malheurs. Elle est bien redoutable la responsabilité des journalistes qui n'auront jamais la tranquilles retenue de l'historien, prophète plus ou moins bien intentionné du passé: ils tentent de réfléchir dans l'instant qui fuit. Examinés dans une perspective de long terme l'action humanitaire et le devoir d'ingérence (l'aspect défensivement militarisé de l'aide humanitaire) sont générateurs d'exemplarité. Des hommes seront secourus, des camps surveillés ou ouverts, des prisonniers échangées, des criminels de guerre démasqués. Les diplomates auront ainsi, dans leurs difficiles négociations des arguments nouveaux et décisifs qui ne seront plus ceux de la guerre ouverte, “politique continuée par d'autres moyens”, cette malheureuse formule de Karl Von Clausewitz a fait son temps. Tout comme le vieil adage brandi par Jacques Delors: “Il faut montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir”. Que les socialistes français qui appelaient la Trêve de Dieu montre combien l'histoire événementielle livrée aux mémoires sans grande réflexion humaniste.

Les clercs ont voulu jadis limiter les massacres en interdisant la guerre certains jours et surtout en instituant des lieux de “sauvetés”, des îlots de paix, où la guerre, le meurtre,

étaient exclus. Les moines défendait ces lieux de paix et montraient déjà que "l'action humanitaire "s'accompagnait d'une relative militarisation! Frère Jean défendait l'enclos de l'abbaye à coup de croix... nous dit Rabelais ! L'action de B. Kouchner, sur le terrain, adapte au monde "moderne", développe, prolonge avec une ardeur et une noblesse toute chevaleresque l'action d'H. Dunant. Limiter les massacres, atténuer les souffrances, permet aux diplomates d'agir plus efficacement et sans avoir à négocier sur les inévitables rancoeurs des perdants et des vaincus humiliés pour des générations (Versailles!) et d'avoir de nouvelles données pour négocier; humaines et garanties, elles ont autant de poids que les morts et les destructions. Nous n'avons pas le droit de confondre les chemins de la mort et des mots. Le cycle de la "violence fondatrice" peut être rompu. Les politiques traditionnels, (le discours du Maître!) aux arrières pensées de Gorgone, changent de masques et font alors taire, pour un instant d'éternité, leur soif de sang, de pouvoir... et de peur!

Sous le beau nom d'action humanitaire on a peut-être trouvé un principe efficace qui fera reculer le spectre de la guerre. Voici que la paix

avance de mieux en mieux armée sur les lieux du combat. Elle affirme, portée par l'opinion, sa présence sur les lieux même des affrontements bien avant le temps de s'asseoir à la table des négociations. Nous n'avons que "l'équilibre de la terreur" pour, dans les années de guerre froide, conjurer la menace imminente du péril nucléaire.

La France, dans la crise yougoslave, a agi humainement, fidèle à sa philosophie fraternelle et cosmopolite. On est subjugué par le verbe généreux, emporté, magnifique de trouble et de fraternité de son ministre, homme sincère et avant tout désespéré d'avoir le courage de nous avouer qu'il n'a que la solution d'agir dans le respect de toutes les vies.

Les hommes de ma génération, nostalgiques d'un généreux romantisme politique, bien loin de voir dans "l'action humanitaire un alibi de l'inaction politique", se sentent soulevés et prêts à tout faire pour agir dans le cadre de la future Europe: guerre à la guerre dans l'esprit de Maastricht!

Les hommes désespérés qui sont en guerre et ne subissent plus que la violence réciproque, ne sont plus livrés à eux-mêmes, une pression internationale ferme, importante et

constante, par la présence de l'action humanitaire, rappelle, en tous lieux de conflit et le plus souvent possible, que l'homme doit cesser de combattre l'homme et que le retour à la paix est une question de temps, de raison et de volonté. Des hommes prennent aussi le risque de mourir à l'oeuvre dans les institutions internationales pour imposer à tous, sans exception, l'ordre de la paix. Cela est bien de la grande politique, la seule qui vaille pour l'avenir humain: affirmer le désir de établir et de maintenir la Paix.

Que parler "d'alibi de l'inaction politique" à propos de l'action humanitaire m'a semblé soudain une incroyable et momentanée perte de repère dans nos espérances et nos devoirs!

NEOPHODNOST UDRUZIVANJA

INTERVJU S EDGAR MORENOM

Vise od cetrdeset godina Edgar Moren je prisutan u svetu nauke i to u nekoliko domena: sociologija, antropologija, filozofija, biologija... Multidimenzionalnost kao metod "umnozavanja misljenja", koju zastupa vec u svojoj cetvrtoj knjizi "Metod", jedino ima prava na istinu. Na istinu uspostavljanja dijaloga izmedju razlicitih naucnih disciplina. Naime, drustvene nauke zaboravljaju da je u osnovi coveka multidimenzionalnost te je svaka podela "sveznanja" na razlicite, iscepkane discipline krajnje vestacka i, stoga, neodrziva. "Kompleksnost pred kojom se nalazi savremeno drustvo zahteva daleko vecu studioznost i komparativnost koja ne podleze pukom formalnom kognitivizmu i jednostranom determinizmu", kaze nas sagovornik.

Edgar Moren je protivnik generalnih ideja, pre svega, u teoriji a onda i u praksi, narocito u politickom prakticismu gde se zastupa odrzanje "generalne" podele na dobre i zle. U tom smislu je njegova intervencija u francuskom listu "Le Monde" vrlo znacajna kako za sukobljene strane na jugoslovenskom prostoru tako i za sve one koji su na bilo koji nacin umesani u taj sukob.

Vasa intervencija u "Le Monde"-u otvorila je nove teorijsko-politicke modifikacije balkanskog prostora?

Moren: To bi bila specificna udruzivanja. Za narode koji su u pravom smislu reci balkanski udruzivanje bi moglo da zahvati Srbiju, Crnu Goru, Makedoniju, Bugarsku, Grcku i Tursku. Moglo bi doci i do udruzivanja podunavskih zemalja koje bi moglo da podje od Rumunije, imalo bi u svom sastavu i Srbiju, i islo bi preko Austrije sve do Nemacke. Po meni, osnovni cilj je Evropa varijabilne geometrije. Na tome treba svi da radimo. Evropa kao tkivo sa raznovrsnim vezama izmedju svake zemlje sa svakom, a krajnji cilj bi trebalo da bude jedna velika konfederacija, globalna.

Evropska konfederacija predpostavlja i ulazak Istocno evropskih zemalja cime se menja osnovna forma dosadasnje "ujedinjene Evrope"?

Moren: Ja sam za ideju konfederacije koju je predlozio Miteran. Ali, s druge strane, mi shvatamo da se ta ideja moze ostvariti jedino ako se polazi od tkiva mnogobrojnih medjusobnih veza koje su drzave medjusobno vec izgradile i drugih, koje bi bile uspostavljene zahvaljujuci toj novoj klimi. Udruzivanja raznih tipova ne bi sprecavalo opste ujedinjenje Evrope. Naprotiv. Sve bi to moglo da vodi ka integraciji zemalja, ovog dela sveta, u sveopstu evropsku konfederaciju. Meni izgleda, recimo, jako pozitivna cinjenica da se Balticke zemlje organizuju regionalno gde bi usle i Rusija i Finska i Danska, Svedska i Norveska. To bi cinilo celinu zajednickih interesa. Celinu koja vec pociva na ostvarenim udruzenjima iz proslosti kao sto je bila

Hanseatska liga. Hanseatska liga je bila asocijativna forma grupe gradova, neke vrste mikro-drzavica, koje su imale ne samo ekonomsku zajednicu nego i jednu vrstu dubokog zajednickog kulturnog zivota. Negde cemo "iskopati" forme udruzivanja, a negde moramo da potrazimo sasvim nove osnove. Ja bih rado video da se zemlje jugoslovenskog prostora medjusobno udruze zajedno sa drugim zemljama.

Mnogi dozivljavaju Evropu ne samo kao mogucnost ekonomske vec i politicke moci Nemacke?

Moren: Tragedija je u tome sto mnogi ljudi, narocito u Srbiji, imaju utisak da je sadasnost mehanicko ponavljanje proslosti. Tacnije, ponavljanje onog sta se sa njima dogodilo posle 1940. kada je efektivno Nemacka intervenisala kao vojna sila, hegemonisticka sila koja je stvorila Nezavisnu drzavu Hrvatsku Ante Pavelica itd. Ili misle da je to nastavljanje starog pangermanizma koji se u istoriji manifestovao sa "Drang nach Osten". To vise ne moze da stoji kao identifikacija.

Koji je stvarni problem? Stvarni problem je taj sto je Nemacka ucinila svoj prvi gest politicke autonomije prema evropskoj dvanaestorici time sto je, ocedvidno, zelela brzo priznavanje Slovenije i Hrvatske. Posle toga dvanaest zemalja su se dogovorile da i one priznaju te drzave pod odredjenim uslovima i garancijama. Nemacka nije sacekala taj rok da bi priznala Sloveniju i Hrvatsku. Znacni, taj gest nas moze zabrinuti u pogledu rizika buducnosti. Medjutim, ako ne izgradimo Evropu, i to ne samo Evropu dvanaestorice vec mnogo siru koja ce ukljuciti i zemlje koje su sada na istoku Evrope, mi zaista rizikujemo da se proces dislokacije sa Istoka siri na Zapad cime bi se stvorene pukotine razjedinjenja jos vise produbile. Recimo izmedju Nemacke i Francuske, jer savez ove dve zemlje ucinio je mogucim jedinstvo Evrope. Taj savez je bio tim pre jaci jer se radilo o dva bivsa suparnika, dva fundamentalna neprijatelja. Ovim prijateljstvom nestaje svaka ideja hegemonije, i kod Nemaca i kod Francuza, nad Evropom.

Cime se Vas iskaz moze potkrepiti?

Moren: Ulaskom vrlo dinamicnih zemalja sa juga Evrope kao sto su Portugalija, Spanija i Italija gradi se asocijativna Evropa. Policentricna Evropa u kojoj nestaje opasnost od nemackog autonomizma. Ali, ne napravimo li tu asocijativnu Evropu imacemo iste one probleme koje smo imali u proslosti. A tada nece vise biti protivteze na istoku Evrope. Nekada je postojala francusko-ruska alijansa, zatim francusko-rumunski savez, francusko-srpsko prijateljstvo itd. To su, danas, samo neke od mogucnosti udruzivanja.

Kakav je Vas stav o danasnjoj Nemackoj?

Moren: U samoj Nemackoj postoje vrlo jaki tokovi

tradicionalnog uticaja u smislu kulturnog ili ekonomskog uticaja preko germanske kulture bivse Austro-Ugarske. Mi ne mozemo izbrisati izvestan broj tih afiniteta. Jedino u okviru policentricne Evrope necemo morati da strepimo od povratka Nemacke na medjunarodnu scenu ne samo jake i dominirajuće ekonomske sile vec i Nemacke koja vrlo lako moze da postane politicka sila. To je samo eventualna opasnost.

Nemacka je, danas, duboko demokratska zemlja. Zemlja gde je obnova starih nacistickih ideja slaba, ali ako nas kontinent nastavi procesom raspada i truljenja sve opasnosti su moguće. Ne pravimo danas mit o Nemackoj, mit o opasnosti Nemacke. Nemacka pokusava da igra demokratsku igru i to se moze videti u njenom nedavnom sukobu s turskim rukovodiocima u vezi koriscenja nemackog oruzja u borbi turskih organa protiv Kurda. Nemci su intervenisali da to prodato oruzje ne bude upotrebljeno protiv Kurda. Ne mozemo joj nista prebaciti za jednu takvu akciju. Zato, ne mistifikujmo Nemacku jer ima ozbiljnijih problema o kojima zaista treba razgovarati.

Koliko ima ispravnosti teza da je Jugoslaviju, sve do sada, ocuvao Sovjetski savez, tacnije njegova moguca vojna intervencija?

Moren: Ono sto je nas, na Zapadu, prevarilo jeste cinjenica da je opasnost od napada Sovjetskog saveza na Jugoslaviju, posle prekida Tita sa Staljinom, priblizila jugoslovenske narode koji su se nasli u opasnosti. Eskomunikacija Tita i jugoslovenskih rukovodilaca, od strane Sovjeta, predstavljala je tokom dugog perioda stvarnu pretnju. Ta opasnost je davala utisak da su se jugoslovenski narodi priblizili i da su mnogo cvrsce povezani nego sto su ikad bili. Ista opasnost nije nestala ni posle Titove smrti, jer su Rusi mogli da iskoriste pocetak nesuglasica medju jugoslovenskim republikama i da se, ponovo, umesaju u jugoslovensku situaciju. Rasulom SSSR-a centrifugalne snage su se osetile slobodnije, jer je nestala opasnost u vidu velike sile kao sto je bio Sovjetski savez.

Da, ali stvarni proces je zamena komunisticke ideologije idelogijom nacionalizma?

Moren: Naravno da je velika uloga aparacika koji su, svi, igrali na hipernacionalistickoj karti. Desilo se, a to nije iskljuceno ni u drugim zemljama, da bivsi aparatciki shvate da mogu biti popularni jedino prihvatanjem najekstremnijih nacionalistickih pozicija. To je ocevidno, recimo, u slucaju Kravcuka u Ukrajini. To im je jedini nacin da dobiju u trci za popularnoscu u konkurenciji sa bivsim disidentima. Jedini slucaj koji govori suprotno, tj. da je disident pobedio u poredjenju sa aparatcicima je Vaclav Havel. On je, takodje, jedan od retkih koji uspeva da odoli centrifugalnim silama.

Da, ali i Cesko-Slovačka trazi princip primene samoopredeljenja?

Moren: Istina, ali cak i da dodje do odvajanja Ceske od Slovačke to ce, verujem, biti razvod braka po obostranom dogovoru. Korektan. Ali, vratimo se na pomenutu razdrazenost na nacionalnoj bazi. Vidite, danasnji zvanicni predstavnici, partneri u dijalogu, su ljudi koji dovode do produbljanja, a ne do zaustavljanja strasti.

Ostavimo na trenutak pogresne ljude u pogresno vreme. Verujete li da se medju Srbima, Hrvatima i Muslimanima mogu naci nasi Edgar-Moreni koji nisu ostrasceni i zarazeni politikom nacionalizma?

Moren: Naravno da oni postoje. To je nepobitno. Podsetimo se samo na tolike istorijske primere. Kada je rat izbio, odjednom, 1914. postojao je i u Francuskoj i u Nemackoj citav jedan pokret intelektualaca koji su bili protiv rata. ipak, mnogi od njih bacili su se u zagrljaj histericnog nacionalizma. Jedino Romen Rolan nije posao tim putem.

Prema istim izvorima zanimljivi su podaci da su i srpski socijalisti glasali protiv ratnog budzeta...

Moren: I danas, u Beogradu, ima ljudi, pre svega intelektualaca, koji su protiv rata, koji ostro kritikuju vladinu politiku ne samo na unutrasnjem planu. Pored toga, postoje opozicione snage koje su za mir i za pregovor s drugim narodima, koji se odupiru sovinstickoj histeriji.

Da, ali je razdrazenost tako velika da se onaj koji pokusava da stupi u dijalog automatski biva proglašen izdajicom od vlastitog naroda.

Moren: Opet kao tokom I svetskog rata. Trebalo je kao primer isticati Svajcarsku, gde je odrzan Kongres u organizaciji onih ljudi koji nisu hteli da pristanu na nastavak rata...Mozda bi Francuska trebalo da pozove pripadnike jugoslovenskih naroda koji su protiv rata. Naravno, treba misliti i na Albance, Ne treba zaboraviti i Muslimane. U svakom slucaju, treba biti u tradiciji otvaranja prema drugima. Meni se cini primerenim da ovde navedem kako se ta vrsta problema resava u Kvebeku, u Kanadi. Tu je evidentno postojanje tri partnera: stanovnici Kvebeka, tacnije francusko govorno podrucje je trazilo suverenost u odnosu prema dominaciji anglofonaca koji su, ipak, bili svesni da se do resenja mora doci pregovorima. Zatim, tu su amerindijanci koji se konstituisu kao nova nacija. Naime, oni su do nasih dana predstavljali samo niz raznih plemena da bi sa komunikacijskim razvojem stvorili svest o sebi. Pored toga, oni nisu ni tako malobrojni kako se cinilo. Isto kao sto danas postoje Muslimani kao narod. Indijanci su stekli pravo priznatosti i postali ravnopravni partneri u pregovorima. U konceptu diskusija- ljudi sa Kosova, zatim Muslimani kao i ostale nacionalne manjine- treba svi da uestvuju u dijalogu sa vecinskim narodom.

U analiziranju sukoba, pre svega izmedju Srba i Hrvata raznorazne glasine i neproverene vesti zauzimaju vazno mesto u nacionalnoj strasti. Sta bi, tim povodom, mogao da nam preporuci autor sjajne knjige "Glasine iz Orleansa"?

Moren: Ja sam se sa problemom raznosjenja lazних glasova vec bavio i pre Orleanskog slucaja i to u mojoj prvoj knjizi "Nulta godina. Nemacka". Naime, nalazio sam se u Nemackoj u vreme njenog raspada i pobede saveznika. Zemlja je bila pod jednom opstom traumom gde su, posle pada nacizma, kruzile razne glasine koje su, u stvari, zamenjivale vesti. Nemci vise nisu verovali Hitleru, ali ni u ono sto su govorili pobednici, nasi saveznici. Ljudi nisu hteli da veruju da su uopste postojali uzasni logori za unistenje ljudi. Zemljom su se sirile glasine kao pozar. Ono sto je zanimljivo jeste da je

mir u narod unet samo dugim i sporim prociscavanjem nezavisnih listova. Listova koji su kritikovali one koji su imali vlast. Samo su se pluralitetom misljenja glasine umanjivale. Medjutim, kao sto se zna, glasine se ne mogu potpuno izbaciti iz zivota, cak ni u danasnjem svetu koji je supermedijatiziran. Znaci, bez obzira na radio, televiziju, novine...ima glasina koje se prenose nevidjenom brzinom. Glasina je takva da nije iskljucivo lazna: ponekad je tacna, ponekad nije.

Ono sto je, pak, bilo interesantno u Orleanskom slucaju sirenja glasina (o misterioznom nestanku devojkaka) jeste to da ako je neko samo slusao radio ili pratio lokalnu stampanicu mogao je konstatovati da se nista ne desava. Ni jedna devojkaka nije nestala, ali su se glasine sirile jer njihov oslonac pociva na fantazmu, na snu o mladim i lepim devojkakama. Naravno, prica se nadovezala na ostatke srednjovekovnog antisemitizma, a da ljudi nisu ni bili svesni te cinjenice. Anketa koju sam vodio i razjasnjenje tog fenomena slomila je glasine iako ih nije potpuno iskorenila.

U situacijama koje su lakozapaljujuce, sa velikom afektivnom temperaturom i koja je, istovremeno, na granici politicke hysterije ne moze se, na zalost, napasti glasina takva kakva je. Naprotiv, treba stvoriti klimu racionalnosti i razgovora. Postoje, ipak, momenti kad racionalno nadvladava iracionalno.

Intervju vodili: Dejan Bogdanovic i Marina Glamocak

q

Paul Garde: “Vie et mort de la Yougoslavie”

(Paris, Fayard 1992. 444 pages, 140 francs)

Catherine Lutard, sociologue, chercheur associé à l’I.M.S.E.C.O. (Paris)

Composé de trois parties, le livre présente les grands traits historiques, puis les éléments particuliers de la Fédération (nationalité, langue, religion) et de chaque république, et en fin l’explication chronologique de la situation actuelle. L’auteur se présente comme linguiste et littéraire et avoue une pauvreté bibliographique que l’on remarque aisément (documentation majoritairement française). Aucune étude empirique n’a été faite et le fait d’avoir parcouru la Yougoslavie à moto, à pied... doit crédibiliser les propos tenus. Même s’il précise qu’il n’est “ni historien, ni politologue”, il prétend pourtant expliquer les faits historiques et politiques. Une conception manichéenne, toile de fond du livre, présente les Slovénes et les Croates pacifistes (pp 53, 295), démocratiques (p 266), prônant le dialogue (p 288), les Serbes belliqueux (p 53), autoritaires (p 295)...

En refusant le pacte tripartite du 25 mars 1941, les Serbes se font encore remarquer par leur forte tête: un peuple qui ne recherche que le combat (p 266) ! Rien n’est démontré ni argumenté, tout est affirmé. Outre des titres un peu racoleurs (ex “Monténégro: le village d’Astérix”...), il y a souvent confusion entre les faits historiques et les mythes: page 36 il va présenter l’occupation austro-hongroise comme un choix de la part du Royaume de Croatie.

Afin de contrecarrer les critiques, P. Garde va utiliser une méthode fort habile: affirmer une chose, insister sur un fait et en dégager le coté positif et, plus loin (1, 10, 150 pages) c’est à dire, lorsque le lecteur ne fait pas

forcément le rapprochement, apporter quelques nuances mais sans citer explicitement le fait exact auxquelles elles se rapportent; par exemple:

p 36, affirme le choix du Royaume de Croatie, p 190, fait allusion aux mythes dans l’histoire;

p 44, présente Starcevic comme un grammairien, p 48 précise qu’il dirige le parti droit qui prône un état national croate. Ne fait aucune allusion à l’idéologie nationaliste de Starcevic et à sa haine des Serbes idéologie reprise par Pavelic pendant la 2 de guerre mondiale et par les principaux responsables politiques croates actuels;

p 56, présente le V.M.R.O. du début du XX^e siècle, comme une organisation “révolutionnaire” de Macédoine qui lutte contre la Serbie. p 57, il précise en passant, sans que le lecteur non averti en sache plus, que le V.M.R.O. a participé au mouvement des oustachis: aucune allusion à leur implication dans l’assassinat du roi Alexandre en 1934. à Marseille.

Une autre preuve de son habilité: afin de minimiser la participation du peuple croate au régime oustachi, non seulement il signale la résistance active et massive des Croates mais, un paragraphe plus tard, insiste sur la collaboration avec l’ennemi en Serbie, certains criminels serbes (ex. Djujic p 73) n’ont jamais été jugés et vivent en exil.

Bien entendu, aucune allusion aux oustachis, qui n’ont jamais été jugés, ni par la Yougoslavie, ni par les tribunaux de guerre internationaux et qui ont bénéficié de l’aide du Vatican et de certaines dictatures (ex Espagne,

Argentine...) pour s'exiler.

Pendant des périodes précises (et c'est le cas pour la seconde guerre mondiale des faits (exacts) sont avancés pour accuser un camp et oubliés pour minimiser la participation de l'autre camp.

L'auteur va occulter le passé et le régime oustachi est une période privilégiée: (pp 64, 73) l'influence des oustachis était limitée en Croatie (pp 65, 67) la résistance active et massive de la population croate: pp 64, 80, 87 insiste fortement sur la prise de distances de la hiérarchie catholique avec Pavelic, par ex. Stepinac, même si tout le monde connaît les liens étroits entre l'église catholique et les différentes dictatures de l'époque. Il va citer encore quelques membres du clergé (pp 79, 80) mais va poursuivre par une lettre de l'épiscopat croate qui, s'il admet ces faits, signale que le nombre de prêtres concernés est infime et que le clergé a protesté par lettres.

p 58: les relations de parenté lui échappent: Paul est le cousin germain d'Alexandre et non pas son frère.

p 77: dans son admiration inconditionnelle de la Croatie, du goût de celle-ci pour la démocratie, P. Garde va citer les travaux de Tudjman afin de préciser le nombre des victimes pendant la seconde guerre mondiale. Plus loin, lorsqu'il va présenter la Croatie, aucune allusion au livre "Déroute de la vérité historique" ne sera faite, livre révisionniste, antisémite, antiserbe... de l'actuel président croate Tudjman? Pis! P. Garde affirme que Tudjman "s'était donné pour tâche de combattre les oustachi".

On va apprendre avec surprise que Croatie, Slovénie et Vojvodine ont un niveau culturel plus haut que les autres (p 96), que la Yougoslavie est une construction artificielle (aucune allusion au projet de confédération balkanique). L'auteur n'explique pas le fonctionnement du système titiste et simplifie la résolution des questions nationales (et des différents débats historiques concernant ces problèmes). Il présente la Yougoslavie comme "une prison des peuples" où l'on brime les nationalités (et, entre autres, les Croates).

Par ce biais, le nationalisme (à part celui des Serbes) est un événement positif de libération et le mouvement de 1971 croate, qui est connu pour ses thèses réactionnaires et ultra-nationalistes, est expliqué comme une "libération de la société". P. Garde, seule la répression a généré la situation actuelle.

Les nationalités sont présentées en chiffres. Contestant à plusieurs reprises le fait que les Albanais sont plus nombreux que les Macédoniens et les Monténégrins, que les Hongrois sont aussi nombreux que les Monténégrins et n'ont pourtant pas le statut de peuple (mais celui de minorité). L'auteur ne fait aucune référence aux nations de référence des populations citées (Albanie, Hongrie...).

Parlant de l'hétérogénéité des républiques, il essaye de démontrer (pp 117-124) scientifiquement (tableaux, données...) que les "taux de cohésion" ("pourcentages qu'y représente la population la plus nombreuse") sont plus faibles d'Europe. On peut se demander pourquoi faire ce type de comparaison, quel est le but? On sait que les données historiques et géopolitiques des peuples yougoslaves sont autrement plus complexes que pour certains pays d'Europe cités (ex. France, Espagne).

Tout cela pour montrer (p 122) que le chiffre des "yougoslaves ne correspond à aucune réalité concrète"! Mais alors, pourquoi 700 000 mariages mixtes, qui sont ces 5,4% de la population en 1981 qui se déclarent Yougoslaves? Des abstractions?

P. Garde considère les changements politiques des pays satellites comme une "évolution démocratique" à part la Serbie, où il y a un phénomène inverse. Il se veut comparatiste et parle de "la révolution culturelle serbe" (1986-1989) faisant une analogie implicite à Mao. Même si tous les dirigeants politiques actuels ont été formés à la même école, seul Milosevic est un descendant politique direct de Tito. Afin de légitimer les actions albanaises contre les Serbes, l'auteur va simplifier à outrance le problème du Kosovo. Même si l'émigration albanaise représente la main d'œuvre bon marché

en Croatie et en Slovénie. P. Garde estime que ces deux républiques aident véritablement les Albanais (p 261-264); aucune allusion à des stratégies de déstabilisation de la Serbie par ces deux républiques citées.

p 262: la Slovénie est plus riche, on n'a aucune explication sur le pourquoi (matières premières achetées à bas prix dans les républiques pauvres et revendus à prix fort après transformation, dans la Fédération...). P. Garde plaint les pauvres Slovènes qui ont beaucoup donné aux autres républiques. Mais les Croates restent les meilleurs! Alors que l'on sait qu'une grande partie de l'immigration croate installée en Australie ou au Canada partagent des thèses fascistes (criminels de guerre en personne ou leur descendance) l'auteur veut nous faire croire que cette immigration lutte pour la démocratie. Même si le droit des minorités régresse aussi en Croatie (avec Slovénie et Serbie), aucune critique de la Constitution n'est avancée, sur les réserves de la commission Badinter. On apprend même qu'il existe une sur-représentation des Serbes dans l'administration (p 278) ce qui explique et légitime le licenciement des Serbes par le gouvernement de Tudjman.

p 293: Izetbegovic n'a que des louanges, on le compare à Gandhi. Aucune allusion à son livre "La déclaration islamique" qui prône une république islamique.

On regrette que la présentation succincte mais utile des organisations para-militaires serbes n'ait pas son pendant chez les Croates et chez les Musulmans. En fait, p 361, on apprend que le gouvernement croate a arrêté Paraga (chef du parti d'extrême droite croate H.O.S.)- qui a été relâché aussitôt, ne l'oublions pas! - dans un "souci de légalité" et que ces organisations fascistes sont aujourd'hui "dissoutes" (p 389). On apprend aussi qu'en Croatie on peut s'exprimer librement (que dire des problèmes que connaissent les différents membres de l'opposition, M. Pupovac - qui n'est en aucun cas réfugié à Londres, p 365- et les autres).

On apprend aussi qu'il n'existe pas de propagande en Croatie (pp 364-366). Outre ces affirmations mensongères, l'auteur n'a pas fait d'étude comparée minutieuse des médias serbes et croates afin de voir la similitude de la propagande haineuse, mensongère et violente.

pp 384-385, on va enfin apprendre, même si les faits prouvent le contraire, que les Croates sont attaqués par la presse française et que Mitterrand défend les Serbes, ces

fascistes. Heureusement aussi que l'Allemagne, dont le but est la défense de la liberté des peuples est là pour influencer la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie (aucune allusion aux stratégies géopolitiques)! Heureusement aussi que des "voix courageuses" comme celles de B. Stasi ou A. Finkielkraut sont là pour défendre les Croates, contre le vrai fascisme qui est en Serbie.

En brandissant le drapeau nationaliste en 1986, P. Garde estime que Milosevic a ouvertement agressé les autres nationalités. La Serbie est fautive. Le noyau dur de la thèse est que la nation, le peuple ne sont pas des "constructions imaginaires" des XIX^e- XX^e siècles, mais une identité originelle précise, sans bien sûr en préciser le contenu. Il oublie que certains éléments historiques mêlés à la politique titiste (réformes économiques, Constitution de 1974) ont produit la montée des nationalismes. On ne

pourra expliquer la situation actuelle (et c'est ce que prétend faire P. Garde) que si l'on analyse toutes les forces en présence, avec lucidité et objectivité. P. Garde dit que la France est désinformée: c'est vrai et son livre est un excellent exemple de désinformation.

q

TRI MITA I JEDNA HIPOTEZA⁽¹⁾

Rastko Mocnik, Sociolog, Ljubljana

Moja intervencija ce biti vise jedan pokusaj objasnjenja nego jedno svedocenje. Govoricu o tri mita koja su cesto spominjana kada se diskutuje o jugoslovenskoj krizi i koji su cesto predstavljeni kao objasnjenja te krize iako u stvarnosti oni cine upravo predmet koji bi trebalo objasniti.

Bice korisno da se ti mitovi blize ispitaju posto su oni konstrukcija ideoloske realnosti i cine okvir novog oblika socijalne integracije koja se namece jugoslovenskim drustvima od strane novih elita na vlasti.

Brzo se primecuje da su vecina mitova koji se danas proturaju dirigovana protiv "Jugoslavije", razlozi su mnogobrojni, spomenicu dva koja nisu mnogo uocljiva gledajuci sa strane:

- S jedne strane, nove elite nisu sposobne da upravljaju jednim drustvom velikih dimenzija. Ovo je jasno: one su nametnule, svaka u svojoj drzavi, jednu prekomernu centralizaciju i tako usle u permanentan sukob sa oblastima (regijama);

- Drugi razlog je sto su te nove elite u sukobu i nisu sposobne da vladaju drustvom na bazi pregovora; one praktikuju parlamentarnu manipulaciju, represiju javne diskusije, ideoloski teror i likvidaciju javnog zivota.

1. Tri mita

Nastojacu da analiziram sledeca tri mita:

- 1) "Jugoslavija je bila vestacka drzava"
- 2) "Kulturne razlike su te koje su dezantegrirale jugoslovensku drzavu"
- 3) "Komunizam je ugusio ispoljavanje nacionalnih identiteta"

Pokusacu da objasnim ove pretpostavke i da vidim sta mozemo odgonetnuti na osnovama ideoloskog,

politickog ili socijalnog sadrzaja ove mitologije.

Prvi mit govori da je Jugoslavija bila vestacka tvorevina u svim svojim oblicima, ili bar jedna prikladna Unija u koju su partneri usli sa razlicitim ocekivanjima, i da je odmah od pocetka ta drzava bila zasnovana na nesporazumu.

Lako je uociti da je pojam drzave, u cije ime mozemo formulisati takav prigovor, pojam jedne organske drzave. Po tom pojmu, ugovor izmedju apstraktnih individua je moguc jedino na bazi jednog pre-ugovora, kvazi spontano izniklom, na primer, na etnickom ko-pripadnistvu.

Drugi mit je o kulturnim razlikama. Treba da se pitamo o kojoj je to kulturnoj razlici rec, u doba televizije, kulture masa i planetarne komunikacije...

Ako se misli o seoskom folkloru, etnografske oblasti preseccu ponekada nacionalne celine, ali i ujedinjuju razne nacionalnosti u istim oblastima ili pak dele plemena iste nacionalnosti. U svakom slucaju, seoski folklor cinu samo jedan deo stanovnistva (u Sloveniji, 10%). Ako mislimo na versku pripadnost, i tu praksa obuhvata samo jednu manjinu stanovnistva, sa izuzetkom muslimanske nacije. Mozemo takodje da mislimo na izvesne crte svekodnevnog zivota. Posetio sam Prag, pod jednopartijskim rezimom, i mogao sam utvrditi da su vecine crta zivota, gledano malo sovinisticki kao "balkanske", bile zajednicke crte zivota pod komunizmom. Zelim da spomenem dezorganizaciju, ukocenost aparata, slabu motivaciju ljudi...

Izraz kulturnih razlika je onaj o seoskoj i religioznoj nostalgiji koje su bile komponente vladajuce ideologije u jednopartijskom rezimu, njena arhaicna komponenta. Vec u to doba ona je bila u sukobu sa kulturom civilnog modernog drustva, jedna kultura nikla iz samo-organizacije omladine

kulturno eksproprisane i ekonomski pod-priviligovane, jedna internacionalna kultura (rok, punk...). Ovaj sukob je bio glavna crta demokratskih borbi godina 1975 do 1989.

Poslednji mit: "komunizam je ugusio ispoljavanje nacionalnog identiteta". To je tacno za izvesne periode vremena i za izvesne nacionalnosti. To je tacno za hrvatsku naciju, za srpsku naciju i za albansku naciju, ali je vrlo jako pogresno za Slovence, Muslimane, Makedonce i mozda cak i za Crnogorce.

Ovde manipuliseo sa jednom teoremom koja je bar sumnjicava i ne uvidjamo dovoljno nacionalisticku ideologiju u reprodukciji jednopartijske dominacije u poslednjoj dekadi, narocito posle Titove smrti gde je oblik socijalne dominacije bio manje vise otvorena koalicija nacionalnih oligarhija.

Ovi mitovi su sireni od strane dela bivseg rezima (kulture birokratije) koja je postala srz ideologije novih nacionalnih rezima. Za novu elitu ona je instrument za dolazak na vlast.

2. Moja hipoteza

Ona je po malo autobiografska. Za vreme borbi za demokratiju pod komunizmom, mi smo znali da komunisticka drzava mora jednog dana da padne jer je bila nesposobna da organizuje drustvo i, u poslednjim godinama, nesposobna da zadrzi nivo drustvene reprodukcije koja je vec bila dostignuta. Medjutim stonismo znali, i sto se sada pojavljuje, to je da je komunisticka drzava bila neadekvatna i da je postala "anahrona" u poredjenju sa mehanizmima socijalne dominacije koju je sama uspostavila, da nije vise bila sposobna da reprodukuje.

Sada vidimo - to je moja hipoteza - da odnosi socijalne dominacije, uspostavljeni u prosllosti od komunistickog rezima, mogu najzad da se razvijaju posto su se otarasili jedne drzave koja je ipak bila racionalisticka, intelektualisticka, hegelijanska, sto znaci internacionalisticka i da su nastavili da razvijaju svoju vrlo opasnu radikalnu logiku.

Uz pomoc mehanizama socijalne u pravom smislu postkomunisticke dominacije, nove elite uspostavljaaju odnose eksploatacije u stilu primitivne akumulacije u komunizmu i u okviru jedne svetske ekonomije, marginalizuju ta drustva i guraju ih u jednu neokolonijsku poziciju.

Da bi odgovorili na postavljeno pitanje u ovim nasim susretima, glavne zapreke za jednu koezistenciju stanovnistava jugoslovenskih oblasti su verovatno mehanizmi socijalne dominacije nasledjeni od bivseg rezima i preterano razvijeni od tada.

Evo nekoliko od tih mehanizama:

- Nova kolektivisticka vera: ako je formula "dobrovoljnog sluzenja" pod bivsim rezimom bila "ja znam da birokratija nije svemocna ali ja ipak u to verujem...", nova formula ratnog govora je "ja verujem i necu nista da znam".
- Anti komunizam kao reakcija dubokog straha na propast komunizma.
- Represivna sentimentalnost politickog govora, kao, na primer, deklaracija slovenackog ministra za informacije "Balkan i samoupravni socijalizam stvorili su gomilu iluzija o demokratiji, i odvikli nas od odgovornosti i od osecaja za zadatak".

-Ritualizacija politickog zivota (proslave, praznici...) i dodajmo, insinuaciju kao dominantnu figuru u dijalogu, primoravajući tako sagovornika da ritualise svoj vlastiti govor kako bi dokazao svoju vernost.

Koje osnove onda predloziti za miri koezistenciju? Treba nastaviti stare borbe za prava coveka i demokratije, danas narocito slobodu izrazavanja i slobodu informacije. U izvesnom smislu situacija je gora: dok je pre javno mnjenje bilo apaticno i cak osecalo sve vise i vise simpatije za disidente, sada treba ici protiv javnog mnjenja koje je zatrovano mrzjom i sistematskom propagandnom dezinformacijom. S druge strane demokratija ima evidentne prednosti: slobodu organizovanja, gnezda slobodnog izrazavanja, i jednu komplikovaniju kompoziciju, ne monolitnost javnog prostora. Tako se formiraju nove koalicije sa modernim socijalnim i gradskim slojevima koji su najteze pogodjene politikom novih elita. Mislim na klasicnu radnicku klasu, koja je paradoksalno ujedinjena sa klasom manadzera, grupama mladih, nezaposlenih i grupama zena (u poslednje vreme se malo govori o problemima pobacaja, i profesionalne segregacije).

Primedbe na jugoslovensku krizu

(Dodatak pisan jula 1991.)

Tri faktora cine jugoslovensku krizu specijalno eksplozivnom:

- Nesposobnost demokratskih rezima da kroz pregovore nadju resenje,
- Cinjenica je da federacija postoji jos jedino u formi vojnog aparata,
- Preovladjivanje nacionalisticke ideologije.

Drugi aspekt je posledica prvog a prvi je posledica treceg.

Ispada pak ako uspemo uz pomoc medjunarodne zajednice da sprecimo rat, da ce tezina ekonomske i socijalne krize nametnuti jedan normalniji stav prema politickim pojavama. Moci cemo onda da predvidimo jedno trajno resenje koje vec zastupa vise opozicionih ne-nacionalistickih stranaka i pokreta civilnog drustva, tj. mreza drzava vise administrativne nego tradicionalne prirode, drzava zasnovanih na principu gradjanstva a ne na etnickom principu, sa velikom ekonomskom medjuzavisnoscu, sa jakom naucnom i kulturnom saradnjom... Te drzave bi priznale autoritet jednog medjunarodnog tela za odbranu prava coveka. Transformacija citave te oblasti u demilitarizovanu zonu verovatno ce biti jedna od potrebnih komponenata za takvo resenje.

Ako je istina da je politika etnicke izolacije faktor koji blokira konstruktivni pristup ekonomskoj i socijalnoj krizi, dijagnoza moze, uprkos svega, biti optimisticka: s jedne strane nacionalizam koji je obuhvatio celo podrucje "realnog socijalizma" izgleda samo posledica post-komunizma; s druge strane, u Jugoslaviji, nacionalizam belezi prekid i privremeno nazadovanje demokratskog procesa.

Mozemo protumaciti ideologiju izolacionizma grupa koje su sada na vlasti njihovim socijalnim karakterom: formirani su sa izvesnim frakcijama podloznim bivsem rezimu (srednja klasa birokratije, srednja klasa, knjizevna intelegencija), u savezu sa izvesnim progonejnim grupama

i eksploatisana od rezima (mali privrednici, seljaci), njihovi ekonomski i socijalni interesi ne idu vrlo daleko i mogu se održati na vlasti jedino u ograničenom okviru nacionalnih država. Njihov plan izgleda tesko ostvarljiv: nije samo već pojačao socijalnu nategnutost i prouzrokovao etnicke sukobe nego je čak i auto - destruktivan. Jedna skupa država, centralizovana, eventualno represivna, ne konvenira mnogo siromasnim i slabo organizovanim društvima. Ako one hoće da uspeju na ekonomskom planu, one će morati da se bolje organizuju i dakle da se otarase, u prvom redu, utopije jedne "teske" države koja iziskuje velike troškove kao što je to bio slučaj u XIX veku

Mozemo nagadjati zasto su upravo te grupe bile u najpogodnijem položaju da pobeđu na izborima (nepotrebno pitanje za Srbiju i Crnu Goru gde opozicija nije imala podjednake šanse; u drugim republikama, nekomunističke frakcije, podvrgnute bivšem režimu, i koje su imale lakši pristup polugama vlasti i medijima, bile su logično upućene da se združe sa antikomunističkim "organskim" grupama). Medjutim nije tako lako videti zasto je nacionalistička ideologija "zahvatila mase" u citavoj Istочноj Evropi. Jasan odgovor po kojem otpor komunizmu, nametnut spolja kao instrumenat sovjetskog imperijalizma, morao se normalno izraziti u jednom pokretu za nacionalno oslobodjenje i gde su se demokratske borbe vodile u ime individualističkih i građanskih vrednosti. Cini nam se dakle da su novi nacionalizmi na Istoku povezani sa bivšom komunističkom dominacijom i da moraju biti smatrani kao njena posledica. Evo tri argumenta u korist jednog takvog tumačenja:

1. Nigde na Istoku fasizam nije bio simbolično pobedjen. Za komunističku ideologiju, razlog tom propustu je očigledan: zbog svog vlastitog totalitarizma, ona je izbegavala analizu fasizma. Teorijska kritika komunizma, specijalno jaka u Jugoslaviji, ucinila je jednu grešku koja je svojstvena levicarstvu: ona se solidarizovala sa svojim protivnikom u oblasti svoje sopstvene konstitutivne zablude. Pokušaji izvesnih frakcija sadašnjih režima da rehabilituju kolaboraciju i lokalni fasizam kao borbu za nacionalne interese protiv komunizma su vrlo značajni.

2. Komunistički kolektivizam je prisvojio kolektivnu svest kroz njenu materializaciju u sistemima distribucije nacionalnog produkta, socijalnog osiguranja...

3. Nacionalizam je bio vazan elemenat u bivšim komunističkim režimima. To je očividno u slučaju Jugoslavije gde je bivši režim bio koalicija nacionalnih oligarhija. Mozemo to isto reci za elite sovjetskih satelita koji su imali da potvrde njihovu specifičnu razliku i da opravdaju na neki način njihovu kolaboraciju. Da bi opravdali svoj legitimitet, komunističke oligarhije su čak podržavale elitne specijaliste nacionalističke ideologije, da bi na kraju pali kao njihove žrtve.

Pored ovih specifičnih razloga, treba takodje uzeti u obzir jedan opšti razlog koji se odnosi na mehanizme društvene integracije. Sto je društvena vlast više centralizovana, utoliko više društvena integracija zavisi od aktivnosti dominantne grupe. Propast komunističkih režima je poremetila društva na Istoku sa ozbiljnom opasnošću dezintegracije. Brzo se nametnula potreba da se nadje novi princip integracije. Nacionalizam je sada prevladavajuća

ideologija na osnovu koje društva misle o njihovim novim problemima i koji nameću oblik odgovora koje ona donose. U stvari, jedno rešenje, unapred izrečeno i koje obavestava posle toga na koji način treba postaviti pitanje, ne dozvoljava zadovoljavajuću problematiku ekonomske, socijalne i političke ogromne kompleksnosti. Sto dokazuju masovni strajkovi u bazicnim industrijama koje su se desile upravo pred početak rata u najvećem broju republika i strajkovi nastavnika i profesora univerziteta u nekim od tih republika.

Potreba pomoći međunarodne zajednice da garantuje mir na jugoslovenskom prostoru je hitna. Jedno proizvedeno vreme sukoba moglo bi da unese državnu napetost na ekonomskom planu. Planovi o privatizaciji predloženi od vlada na vlasti su više državni nego liberalni. Oni bi mogli da gurnu te zemlje u bedu i socijalnu nestabilnost. Sadašnje vlade, uzimajući, opšte govoreći, anti-radničku liniju, razaraju sisteme socijalne pomoći, zdravstvene zaštite, etc.... One bi takodje mogle da pogorsaju pitanje prava čoveka; slučaj etničkih manjina je očigledan, a duga tradicija diskriminacije za misljenja nastavljena je od sadašnjih režima.

Mir će eliminisati armiju kao politički faktor, dozvolice nastavak demokratskih procesa, promenice prioritete političke debate i otvorice mogućnost da pristupimo pragmatičnije novoj konstrukciji jugoslovenskog prostora.

Prevod sa francuskog Bogoljub Kocovic

1. Izlaganje na kolokvijumu I.C.E. oktobra 1991. u Parizu. Članak je objavljen u tromesečnom časopisu "MIGRATIONS LITTERAIRES", 18-19: 68-75, Edition du Titre, 1992. © I. C. E.

q

PLEDOAJE ZA OBUSTAVU VATRE⁽¹⁾

Zarko Puhovski, Profesor političke filozofije, Zagreb

Pre svega, za sve one u Jugoslaviji koji ne žele biti uvučeni u rat, izgleda da je prvo pitanje: da li je moguć mir? Pokusac ovde da pokazem da to nije, za sada, bitno pitanje. Po mom mišljenju, bitno pitanje, je ono o mogućnosti obustave vatre. Kao što smo videli, samo postovanje obustave vatre je ogromno za sve strane u ratu. Koliko juče smo imali po dvanaesti put sporazum o obustavi vatre; i nijedan od njih nije bio postovan. Zato tražiti sada mir je utopija. I što više, mislim da bi taj mir bio negativan iz sledećih razloga:

a) U situaciji u kojoj se nalazimo, pravo pitanje nije ni budućnost jugoslovenske države niti ono o budućnosti država proizašlih iz jugoslovenskih republika; mnogo jednostavnije - i u vreme rata sva pitanja postaju jednostavna - jedino pitanje je ono o budućnosti svih Jugoslovena, odnosno, neposredno preživljavanje svih ljudi koji žive u Jugoslaviji. U prvom redu, razume se, za stanovnike Hrvatske i statistički govoreci još više za Srbe koji žive u Hrvatskoj, ali takođe i za ostale Srbe, i najzad za bilo kojeg stanovnika Jugoslavije posto nema samo Srba u federalnoj armiji.

b) U pregovorima o miru trebalo bi da se raspravlja o perspektivama života na jugoslovenskim teritorijama. Ovaj rat je pak jedna izopacena forma egzistencije. Jugoslavije: ona proizlazi iz nesposobnosti, u prošlosti, u diskusijama o političkoj budućnosti ove zemlje. Zato nam je potreban jedan prelazni period kako bi se stvorila propisna atmosfera za početak pregovora koji bi definisali jedno konceptualno rešenje problema.

c) Mir koji bi mogao proizaći iz neposrednih pregovora bio bi pod uticajem rata, mržnje koje je on prouzrokovao i, što je još važnije, teritorijalnih promena ostvarenih ratom - što bi ga odmah napravilo nepravednim.

Prednje tri tačke predstavljaju nekoliko razloga koji nas navode da se koncentrišemo na obustavu vatre. Za taj cilj treba da uspostavimo tri putokaza za orijentaciju:

a) Obustava vatre bi trebalo da traje sve vreme prelaznog perioda, posle čega bi mogli da počnu pravi pregovori, po meni više godina;

b) Obustava vatre mora da ostavi otvorene sve moguće opcije;

c) Obustavu vatre mora da nadgleda međunarodna zajednica, jer ne postoji međusobno poverenje u Jugoslaviji.

Sadržaj obustave vatre mogao bi biti sledeći:

a) Obustavljanje pregovora o granicama za vreme prelaznog perioda, ali jednovremeno prihvatanje, kao privremeno, svih granica u Jugoslaviji i njihovo priznavanje da bi one mogle biti izmenjene ali samo u sporazumu s republikama ili državama koje su u pitanju i posle jednog referenduma stanovništva u oblastima o kojima se radi.

b) Medjusobno prihvatanje funkcionisanja jugoslovenskih republika kao država u privremenim granicama (one pre početka 1991.) To prihvatanje vrlo jasno podrazumeva obustavljanje, ali ne i ukidanje, političkog i pravnog postojanja Jugoslavije za vreme prelaznog perioda, čekajući bolja vremena.

c) Priznanje da svaka republika ima pravo da zaštiti manjine istog porekla koji su nastanjene u drugim republikama. Ovde aludiram na mehanizme kao što su oni koji su bili predviđeni u Državnom ugovoru za Austriju 1955. godine: njegov član 7 ustupio je Jugoslaviji pravo zaštite slovenačkih i hrvatskih manjina u Austriji. Po međunarodnom pravu, rec je o izvesnom ograničenju suvereniteta ovih jugoslovenskih republika koje funkcionisu kao države.

Po mom mišljenju, zaista, u toj koncepciji nacionalne suverenosti, u etničkoj definiciji nalazi se duboki uzrok naših nevolja i rata. Jer protivno narodnom suverenitetu zasnovanom na građanstvu, nacionalni etnički suverenitet uvek pada u iskušenju da isključi jedan deo stanovništva: nacionalne manjine.

Tako na primer, prvi zakon izglasan u estonskom Parlamentu, posle njene deklaracije o suverenosti, isključuje pravo glasanja svakoj osobi ne-estonskog porekla i koji boravi manje od deset godina u Estoniji.

Prvi zakon koji je izglasan u slovenačkom Parlamentu, sutradan posle njene deklaracije nezavisnosti, bila je promena člana o pravima manjina u ustavu: zamenili su "pravo manjina" sa "pravima autohtonim manjinama", rec koji se odnosi samo na 15.000 Italijana i 25.000 Mađara u Sloveniji. Najzad 15% stanovnika Slovenije nisu ni Slovenci ni autohtone manjine.

I prvi zakon izglasan u hrvatskom Parlamentu, posto je bio izabran, bio je takođe ustavna promena kojom su ukinute garancije izvesnih prava priznatih srpskoj manjini.

Sve ovo receno je da bi ilustrovali posledice koncepta nacionalnog suvereniteta na etničkoj osnovi. Nije ipak lako boriti se protiv tog koncepta jer je široko prihvaćen od stanovništva republika. Zato smatram da treba ograničiti suverenitete za vreme prelaznog perioda obustave vatre.

Poslednje pitanje koje bih voleo da dodirnem su politička sredstva koja bi bila upotrebljavana za vreme perioda obustave vatre: "van rata i bez mira". Sva su postkomunistička društva u istoj teskoj situaciji: u svim tim zemljama, na mesto civilnog društva, prevladava danas nacionalnost na etničkoj bazi. Pozivati se na etniku bila je jedina moguća forma kolektivne pripadnosti za vreme socijalističkog perioda, jedina forma priznavanja u jednoj

zajednici bez ideoloskog mesanja komunistickog aparata. Kada je komunisticka drzava nestala, jedino orudje koje je ostalo za upotrebu je bio je osecaj pripadnosti jednom etnikumu. Nije moguće prebroditi ovaj problem na kratki rok, jedini cilj koji nam je dostupan je u razoruzanju.

Da budem potpuno iskren i cinican: vi ih ne mozete spreciti da se mrze ali mozda mozete spreciti da se ubijaju ili, u frojdovom smislu, zameniti jednu ratnicku mrznju sa kulturnom mrznjom.

Prevod sa francuskog Bogoljub Kocovic

1. Izlaganje na kolokvijumu I.C.E. (Initiative des citoyens d'Europe; Pokret gradjana Evrope) oktobra 1991. u Parizu. Clanak je objavljen u tromesečnom casopisu MIGRATIONS LITTERAIRES, revue trimestrielle des lettres yougoslaves, N° 18-19: 65-67, Editions du titre, Pariz, 1992. © I. C. E.

ZAKON ZA ILI PROTIV ETIKE

Dragan Pavlovic MD, INSERM 226, Pariz

Eutanazija

Britanski filozof Bertrand Russell zapisao je jednom prilikom sledece: "Iz razloga koji mi nikad nisu bili jasni, opste je prihvaceno glediste da je bolje postojati nego ne postojati". Ne ulazeci dublje u razloge koji ni samom filozofu nisu bili poznati, vredno je pomenuti da ma koliko neka gledista bila opste prihvacena, uvek ce se naci neka druga gledista, razlicita, ako ne i sasvim suprotna. To je, izgleda, u prirodi ljudskog duha!

Nesumnjivo je da u odnosu na postojanje i nepostojanje, tojest zivot i smrt, cesto postoji i sasvim suprotno glediste onom - prema Russellu - opste prihvacenom, koje nam je svima poznato i koje se javlja u formi samoubistva i eutanazije, ili ubistva iz milosrdja.

Formulacija problema je vrlo jednostavna. Citamo u Deklaraciji o ljudskim pravima da se **čovjek radja slobodan**. To znaci da je na njemu samom da odlucuje sta ce da cinii. A to, kao sto znamo, nije jednostavno ostvariti. U izboru postojanja ili nepostojanja, zivota ili smrti, slobode prakticno kao da nema. Postojece pravne i moralne norme obavezuju na bezuslovno postojanje. Samoubistvo i eutanazija su, nasuprot tome, dva nacina ostvarivanja prava na nepostojanje. Ipak, oni do danas nisu nasli mesto cak ni u zakonima razvijenih drustava, ne samo zato sto ih ta drustva ne odobravaju, vec i zato sto je izuzetno tesko nedvosmisleno formulisati odgovarajuće zakonske norme.

Francuska vlada je upravo sada na putu da formulise prvi zakon o bioetici, i nije iskluceno da ce eutanazija naci svoje mesto medu njegovim paragrafima.

U tom smislu, pritisak javnosti je u poslednjih petnaest godina posebno porastao, sto dovodi i do osnivanja prvog etickog komiteta na nacionalnom nivou u Francuskoj, 1983. godine. U Evropi, jedino Danska ima, od 1987. godine, eticki komitet na nacionalnom nivou.

Problem eutanazije se pojavljuje u najostrijoj formi u bolnicama na odeljenjima intenzivne nege i reanimacije - u terapiji pacijenata koji se nalaze u nepovratnoj komi.

"Video sam svojim ocima, kaze jedan revoltirani Parizanin, jedan les kome je vestacki bilo zabranjeno da umre. Jednu zenu koja nije bila dala svoje telo medicini, ali su ga lekari bili prisvojili, otimajuci joj njenu smrt".

Slicnih slucajeva je sve vise. Odgovoran je, razume se, izvanredan napredak medicine. Funkcije vecine vaznijih organa mogu danas obavljati i masine. Pacijent se moze danima i mesecima odrzavati u zivotu, dok oboleli vitalni organ ne preuzme svoju funkciju. Svakako, mozdana smrt, koja je nepovratna, cinii svako vegetiranje besmislenim. Poznati su slucajevi odrzavanja u stanju vegetiranja i vise od deset godina (na primer, Ineke Stinnisen u Holandiji).

"Ono sto deli coveka od zivotinje, to je njegov mozak, kaze Jean Bernard, akademik, predsednik Francuskog Nacionalnog Konsultativnog Etickog Komiteta u svojoj knjizi "Od biologije do etike". "Pacijent u hronicnom vegetativnom stanju ostaje da bude licnost iako su njegeve mozdane funkcije delimicno izgubljene. Mi danas znamo da srce moze da nastavi da kuca, pluca da disu; covek kome srce kuca a pluca disu je mrtav, ako njegov elektroencefalogram miruje za vreme od vise casova. Mrtve treba postovati. Jer postovanje mrtvih je isto tako drevno kao i covek". U ovim recima francuskog akademika moze se nazreti sustina problema, a to je dvojstvo coveka kao fizickog i spiritualnog, misaonog bica.

Eutanazija moze biti **aktivna**, i sastoji se u prekidanju rada masina za odrzavanje vitalnih funkcija ili ubrizgavanju otrova, i **pasivna**, sto znaci ukidanje, inace neophodne medikamentozne terapije, ili nepruzanje reanimacije u slucaju potrebe.

Aktivna eutanazija nije tako retka u medicinskoj praksi. Poznati americki medicinski casopis, The New England Journal of Medicin, donosi u februarskom broju rezultate studije koji bi mogli da sokiraju protivnike eutanazije, a da ohrabre njene pobornike. Naime, jedna forma eutanazije je primenjena na svakog cetnaestog pacijenta koji je primljen na odeljenje intenzivne nege u dve kalifornijske bolnice. Razlog za donosenje ovakve odluke najcesce je bila - ne

mozdana smrt, kako bi se mozda ocekivalo, vec lose zdravstveno stanje pacijenta i losa prognoza u razvoju bolesti. Egzekucija eutanazije bila je, obavljena u velikom broju slucajeva iskljucivanjem vestackih pluca koja su disala za pacijenta. Tom prilikom, cesto je bilo neophodno uspricati analgetike ili sedative, da bi pacijent manje patio od nedostatka vazduha! Izbor pacijenata na kojima ce se izvršiti eutanazija je bio obavljen striktno prema medicinskim indikacijama, kazu autori studije, mada se opravdanost davanja skupe terapije pojedinim pacijentima stalno diskutovovala medju lekarima.

Pored pravnog problema razgranicenja izmedju ubistva i eutanazije, koje prethodni kalifornijski primer moze da probudi medju sumnjicavima, postoje problemi eticko-religiozne prirode koje ce biti jos teze resiti. U anketi **Expressa** od kraja januara, nijedna od tri visoke licnosti glavnih religija u Francuskoj (katolicke, protestantske i jevrejske) ipak se nije izrazila povoljno o vestackom odrzavanju u zivotu. Veliki rabin Chouchena je pritom iskljucio samo aktivnu eutanaziju kao mogucnost.

Problem eutanazije, postojanja i nepostojanja, sa gledista logicke analize izgleda prilicno prost, mada bez ociglednog resenja. Nama se samo cini da imamo izbor

izmedju postojanja i nepostojanja. U stvari dovoljno je da shvatimo da je "nepostojanje" rec koja negira **sve** i nema realni sadrzaj na koji se odnosi. U svetu realnosti **pravog izbora** izmedju postojanja i nepostojanja nema, jer je data samo jedna mogucnost: postojanje. Za izbor su, ocigledno, potrebne dve mogucnosti. Ipak u realnom zivotu ovo nikome ko je direktno suocen sa problemom samoubistva ili eutanazije, ne lici na resenje. Logika jednostavno ovde ne pomaze.

Za sada u Francuskoj, kao prakticno svuda u svetu, medicinska **praksa** je na oprobanom, mada klizavom putu Hipokratovske etike:" U vršenju duznosti prema bolesniku nece na mene delovati nikakvi obziri vere, nacionalnosti, rase, politicke ili klasne pripadnosti. Apsolutno cu postovati ljudski zivot od samog zacetka. Ni pod pretnjom necu dopustiti da se iskoriste moja medicinska znanja suprotno zakonima humanosti. Ovo obecavam svecano, slobodno, pozivajuci se na svoju cast".

© 1990 RFI

q

Adieu, Marlene

Mirjana Morokvasic, sociolog, CNRS, Pariz

16. maja 1992, na berlinskom groblju Friedenau, sahranjena je Marlene Magdalena Dietrich, poslednja filmska diva i najpoznatija berlinka ovog veka. Na ulazu u groblje, na velikom crnom platnu ispisano je "Adieu, Marlene", dok se nekoliko stotina berlincana polako u koloni priblizava grobnici da joj oda poslednju postu. Rascvetali jorgovani sire majski miris oko nas. Razmislim kako je lepo sto je Marlene do kraja ostala dosledna samoj sebi, van klisea, suverena i nedohvatljiva. Ovaj njen "povratak" u Berlin samo potvrđuje davnasnju resenost da se u Berlin nikada vise ne vrati: Marlene emigrantkinja, Marlene gradjanka sveta u sebi je davno sahranila svoj nekadasnji Berlin iz dvadesetih godina, metropolu kosmopolitskog duha; svoje gadjenje i otpor nacistickoj Nemačkoj otvoreno je pokazala i tridesetih godina i za vreme rata i posle njega.

Umrla je pre deset dana u Parizu. Za razliku od Berlina i Nemačke, Pariz i Francuska su ispratili Marleni uz drzavne pocasti dostojne velikana. Istina, i u Berlinu, njenom rodnom gradu, bila je predvidjena svecana sahrana sa oko 600 zvanica, pod pokroviteljstvom berlinskog Senata, uz direktan prenos dva televizijska programa. U poslednji momenat svecanost je medjutim otkazana, berlinski Senat se ogradio od svega s obrazlozenjem da iz "tehnickih razloga i nedostatka vremena" gala svecanost nije mogla biti organizovana. Osim toga, kaze se u saopštenju Senata, mnoge od zvanica su zbog starosti ili zbog istovremenog prisustva na Festivalu u Kanu otkazale ucesce.

Zanimljivo je medjutim da Parizu nije smetalo pomanjkanje vremena ni tehnicki razlozi, koje berlinski

Senat stavlja u prvi plan kao opravdanje za otkazanu svecanost. Jasno je da niko nije mogao predvideti datum Marlenine smrti pa da bude unapred spreman! Da je ovo samo izgovori da je zvanicom Berlinu mnogo jednostavnije da Marleni ne vraca iz zaborava na koji ju je jos davno osudio rodni grad i citava Nemačka, postaje medjutim jasno na osnovu posmrtnog obracuna sa divom u koji su se upustili neki ovdasnji mediji, pogotovo bulevarska i desno orijentisana stampa. Izbegavanje neprijatnog suocavanja sa jos neprijatnijom prosloscu jos uvek se izgleda vise isplati nego zauzimanje jasnog stava u odnosu na nju.

U eri sveopste eskalacije nacionalizma u Evropi koja negde vodi u rat, a negde "samo" dovodi ekstremne nacionaliste na politicku scenu i banalizuje njihove sovinisticke ekscese, momenat je vise nego pogodan za one koji su jedva docekali da mirne duse i bez uobicajene i izforsirane fasadne grize savesti Marleni javno osude kao "izdajicu" koja je domovinu u najtezim trenucima (citaj, treci Rajh; rat) ostavila na cedilu. Ona je naime odbila da se vrati u nacisticku Nemačku, odlucila da pesmom bodri americke vojnike, a ne nemačke, i 1945. je uslau Berlin u uniformi americkog oficira. Ovo joj mnogi ni dan danas ne mogu oprostiti i u raznim "pismima citaoca", intervjuima i clancima patriotskih novinara dali su, povodom njene smrti, oduska svojim osvetoljubivim osecanjima. Berlinski Senat je ocigledno ustuknuo pred pritiskom tog dela javnog mnjenja, ciji su mu glasovi, ne treba zaboraviti, potrebni na izborima.

Za neke komentatore koji su konstatovali ovaj plitki politicki oportunistam (oni su u manjini), radi se o "ponizenju koje diva nije zaslužila umesto pocasti, noga u zadnjicu", pise naprimer berlinski "Tageszeitung". Tu su se medjutim i oni prevarili. Marlena, gradjanka sveta, nikada nije bila zrtva niti ju je bilo ko mogao poniziti. Ostala je do kraja verna onom Berlinu koga vise nema,

kosmopolitskoj metropoli. Ovaj Berlin, koji je to prestao biti zahvaljujuci Hitlerovim ekstrem-patriotima, zarko bi zeleo da to ponovo postane: prestonica Nemačke, Evropska metropola. Nije taj danasnji Berlin nju ponizio nego ga je ona, mrtva, dovela u situaciju da svojim stavom ustvari pokaze koliko je jos daleko od cilja.

Berlin me ustvari mnogone zabrinjava, ni Nemačka. Ucenje demokratije je dug proces, ali je ovde ipak steceno dragoceno iskustvo i stvorene su snage koje su u stanju da zadrze i kanalisu ekstremni nacionalizam. Berlin ce, nema sumnje, jednog dana opet biti jedna od metropola sveta i kao takav, nadam se, pruziti utociste, kao Pariz danas i Amerika nekad, svima onima koji zele biti i ostati gradjani, individue, koji pate i guse se u patriotizmom nametnutoj izolaciji.

Brinu me gradovi u kojima sam se nekada osecala kao kod kuce, sadasnje prestonice i drugi gradovi novonastalih drzavica na teritoriji moje bivse Jugoslavije. Istina, niti po kulturnom dometu i samim tim ni po dozi provincijalnog koja je uvek bila tamo u razlicitom stepenu prisutna. Medjutim, postojala je etnicka izmesanost, duh tolerancije i svest da razlike obogacuju, oplemenjuju, stimulisu razmenu ideja i kreativnost i podsticu teznju za

univerzalnim. Slicnost sa prestonicom Nemačke je u tome sto je sadasnji rat neke gradove pretvorio u sablasne kulise nalik na Berlin 1945, a nekim, pogotovo onima gde su zajednicki zivot i tolerancija medju narodima bili oduvek modus vivendi, preti apsurd podele novim berlinskim zidom. Iz njih su pobjegli mnogi koji, kao Marlena, nisu mogli da se pomire sa lokal-patriotskim vrednostima i okvirima i nemogucnoscu rada i opstenja sa drugima.

Cujem Marlenin caroban, dubok nostalgican glas koji opominje da je nesto otislo u nepovrat:

“Sag mir, wo die Blumen sind, wo sind sie geblieben ... sag mir, wo die Mädchen sind, was ist geschehn ... sag mir, wo die Männer sind, über Gräbern weht der Wind. Wann wird man je verstehn, wann wird man je verstehn.” (Reci mi, gde je cvece, gde je nestalo svece ... reci mi, gde su devojke, sta se to desilo ... reci mi, gde su nestali mladici, preko grobova vetar fijuće. Kada ce ljudi shvatiti, kada ce ljudi shvatiti). Pevala je to posle onog rata.

q

Putopisna reportaza

Sa druge strane Sijama

Milan Vuckovic, Minhen

Thailand (nekadasnji Siam), se nalazi u srcu jugoistocne Azije gde se geografski granici sa Burmom na zapadu i severu, Laosom na severoistoku, Kambodjom na istoku i Malezijom na jugu.

Oko 53 miliona stanovnika zivi u danasnjem Thailandu, od kojih su vecina etnicki Thai-pripadnici. Burna i bogata proslost Thailanda, koji do sada u svojoj istoriji nikada nije bio osvajan ili porobljavan od drugih zemalja, pocinje jos 650. godine pre nove ere, kada je thailandski narod, dosavsi iz jugoistocne Kine, osnovao svoju nezavisnu kraljevinu Nahcao, koja se održala punih sest stotina godina.

Sukhothai postaje prva prestonica Sijama u trinaestom veku. Iz strategijskih razloga, glavni grad je prebacen za vreme vladavine Chakri dinastije (Rama I) na drugu obalu reke Chao Phraya u Bangkok. Pod vladavinom Chakri dinastije osnovanom 1782. godine (i koja vlada jos i danas) granice danasnjeg Thailanda bivaju

definitivno konsolidovane.

Kralj Mongkut (1851-1868) nastojao je da cvrsce poveze svoju zemlju sa zapadom, narocito Francuskom i Engleskom, ne bi li osigurao nezavisnost svoje zemlje. Tako je Thailand izbegao sudbinu susednih zemalja koje su osetile moc evropske kolonizacije. Kralj Chulalongkorn (1868-1910) pobornik je znacajnih socijalnih i politickih reformi koje zemlju kroz sigurnost uvode u dvadeseti vek.

Sadasnji kralj Bhumibol (Rama IX) vlada zemljom koja sigurno ima jednu od vodećih uloga u ekonomskom i politickom zivotu jugoistocne Azije.

Ako bih hteo da pisem o Thailandu, onda bi trebalo pisati o njegovim vrednostima i predivnim hramovima ciji se zivopisni detalji u narocitim bojama presijavaju u praskozorju jutarnjeg sunca koje se na

istoku radja, o njegovim stanovnicima, divnim, skromnim ljudima ciste duse i punih razumevanja, sto je jedan od korena ucenja Theravada - Budizma, glavne i najrasprostranjenije religije u Thailandu (oko 90% stanovnistva). Za to bi mi trebalo bih mnogo vise prostora i stranica nego sto prostor ovde dozvoljava.

Medjutim, moja namera je da skrenem paznju na jedan veliki problem koji to nije samo u Thailandu, Filipinima, Indiji i drugim lepim i egzoticnim Azijskim zemljama, vec i u Evropi odakle i poticu glavni akteri i pokretaci pomenutog problema - turisti, i oni kojima turizam služi samo kao izgovor.

Ako ste jednom bili u Thailandu, slozicete se da se ta lepa zemlja intezivnije i potpuno drugacije dozivljava nocu. Thailand se potpuno preorijentisao na turizam koji i sacinja lavovski deo ukupnog godisnjeg novcanog deficita zemlje

Na obalama s divnim pescanim plazama unistavaju se palme i krce sume, da bi na njihovo mesto nikli moderni visespratni hoteli sa svojim pratećim kompleksima. Pattaya, u kojoj sam se najvise i zadržao, do pre samo par godina bila je malo selo koje je u medjuvremenu, zbog svog povoljnog položaja, postala drugi glavni turisticki centar Thailanda, odmah iza Bangkoka. Medjutim, ime Pattaya danas asocira i negativnu pomisao na sve

rasprostranjeniji SEX-turizam.

Sam grad Pattaya može se podeliti na severni i južni deo grada. Prijatno letovanje i odmor, kao i divne plaže, mogu se više doživeti u severnom delu.

U južnoj Pattayi skoncentrisane su sve one negativnosti koje su gradu i donele los imidz.

Mnostvo barova, kuće za "masazu", shopping centri gde vas na ulici presreću preprodavci cigareta koji ispod ruke nude i drogu, kao i mnogobrojni evropski turisti, od kojih po brojnosti Nemci nadmasuju sve ostale. Veoma su cesti, raspoređeni maltene jedan do drugog, barovi koji nude "specijalitet" Thailanda, cuvene KARAOKE sa svojim poluobnazenim profi-plesacicama.

Oskudno obucene "nocne dame" pokušavaju da eventualne musterije i goste svojih barova privuku još sa ulice. To im i nije tako tesko ako se zna da je veci procenat medju turistima onaj koji nije dosao da se divi Thailandu zbog njegovih pravih turistickih i duhovnih vrednosti.

Nemci (ali ne samo oni) su bili jako "snalazljivi", pa danas u Pattayi drže citavu dobro organizovanu mrežu raznoraznih barova, restorana, kuća za masazu u kojima "radi" na hiljade devojaka i maloletnih devojcica i decaka, koji svoj hleb i novac nastoje da zarade prodajući svoje telo i dusu.

Zanimljivo je i kako se ova najznacajnija radna snaga regrutuje. Uglavnom sa severa Thailanda koji je neuporedivo siromasniji deo zemlje.

Iz velikih turistickih centara salju se grupe ljudi koji svoj boravak po siromasnim selima severnog Thailanda zakljucuju kupovinom maloletne dece, uz obećanje roditeljima da će imati osiguran boravak, hranu i novac od koga će jedan deo moci slati i kuci.

Posle uobicajenog nagadjanja, posao se zakljucuje na obostrano zadovoljstvo. Roditelja, zato sto su pokušali nesto ne bi li svojoj deci obezbedili daljnu egzistenciju i izlaz iz krajnje bede, i prodavca koji će svom gazdi, novim kadrom, obezbediti veci profit, sto naravno znaci i bolju licnu zaradu.

A kako deca završavaju? Za njih je citav njihov buduci svet koji će

imati prilike da gledaju: prostor ispred bara u kome će "raditi", i dve sobe u zgradi od kojih je jedna predvidjena za korisnike sex-turizma.

O ovom problemu je sve više, medjutim, pocelo da se pise i govori i u samoj S.R. Nemackoj. Cak je nedavno izglasan i novi zakon koji će pokušati da obuhvati sve nemacke drzavljane kojima će se suditi dokaze li im se boravak u Thailandu radi koriscenja seksualnih usluga maloletne dece.

"Korisnici" takvih usluga su iz svih slojeva nemackog drustva. Od radnika do profesora univerziteta, akademika, menadžera...

Na jednoj od ranijih emisija na ovu temu prikazanoj na jednoj od gledanijih programa nemacke televizije, reporter je negde na ulicama Bangkoka upitao nemackog turistu, inace profesora univerziteta po zanimanju a koji je za ruku držao petnaestogodisnjakinju, zasto bas maloletnicu. Odgovor je bio: "Japlacam za to, pa prema tome mogu da sebi priustim ono sto zelim".

Pisac ovih redova je takodje pokušao nesto više da sazna od svojih thailandskih poznanika u razgovoru. Prica se o svemu, ali kada se dodje do teme "sex za turiste", nadje se jednostavno na cutanje ili odmahivanjem glavom. Mogao sam da primetim koliko je to mojim sagovornicima bilo neprijatno. Kao da se i sami stide onoga sto drugi cine. Tema o "sex-turizmu" se u Thailandu jednostavno ignorise. Po hotelima se cesto mogu videti evropski turisti koji svoj boravak provode u drustvu thailandskih lepotica.

U Nemackoj se, na primer, to ovako radi: iz odredjenog kruga poznanika i prijatelja dobijaju se vec unapred adrese i informacije o cenama "zakupa" devojaka, iza kojih opet stoje mocni zemljaci koji su napravili celokupnu mrežu takvih poslova, zvanicno u Thailandu ilegalnu, nezvanicno legalizovanu cutanjem i korumpiranjem sudstva i policije. Kada korisnik ovakvih usluga stigne ne naznacenu adresu, s "preporukama", vrsi se dogovor o ceni, sto opet zavisi od broja zakupljenih dana (više dana - veci popust) da bi se na kraju izvršio izbor i odbir dama. Posto korisnici ovakvih vrsta usluga sa svojim pratiljama provode i dobar deo svog

vremena po hotelima u kojima se nalaze i drugi turisti, mogu se zakupiti i maloletnice.

Inace treba pomenuti i "najtrazeniju robu" po raznim vrstama barova i ulicama. To su maloletnice od 12-14 godina starosti, koje ispunjavaju jedini trazeni uslov: da su "nedodirnite".

U Thailandu je trenutno oko 800.000 maloletne dece ispod 14 (i recima: cetnaest) godina, spremnih da zadovolje bolesne zelje i perverzne fantazije turista iz Evrope, Japana, Amerike...

Koliko je to puno mozemo uporediti na pr. sa mnogo vecom Indijom, gde je oko 400.000 maloletne dece prinudjeno da se bavi prostitucijom. Filipini ne zaostaju na ovoj neslavnoj listi; izmedju 60-100.000 dece ispod 14 godina starosti, sto je takodje jedan od razloga povecanog turizma koji Filipinima donosi zaradu vecu od jedne milijarde dolara godisnje.

Ovakav sex-turizam donosi još jednu veliku nevelju. AIDS (ili sida). Kondomi se u vecoj meri ne koriste tako da se broj inficiranih sve više siri. I pored toga jedno je sigurno: broj muskih turista se ne smanjuje. Naprotiv.

Iako je ovakva situacija najblaze receno alarmantna, kompetentni ljudi iz drzavnog ministarstva ne preduzimaju nista da bi ovaj veliki problem u svojoj zemlji, ako ne iskorenili, onda barem energicnim akcijama nastojali da umanje. Ne postoji ni neka znacajnija kampanja gradjana usmerenih protiv ignorisanja ovog problema od strane drzavnog rukovodstva.

U prilog tome: kada je pre neku godinu grupa zena bonskih parlamentaraca pokušala da se više informise o prljavstinama sex biznisa sa decom u Bangkoku, ambasada ih je odbila recima: "Ne brinete se zaboga Vi o ovim problemima, radije pogledajte malo ovu divnu zemlju."

Jedan prijatelj, inace Kinez, koji vec dugo zivi u Pattayi rekao mi je jednom prilikom u razgovoru: "Ako ovde imas dovoljno novca, mozes sve da kupis". Znaci li to da je "dovoljno novca" kojim se i cutanje može kupiti doslo i do vrha drzavnog rukovodstva?

Nedavno su u Thailandu održani novi visestranački izbori. Vidicemo hoće li se pokrenuti neka

konkretna akcija da se ogroman broj od 800.000 maloletne dece, koji su prinudjeni da se bave prostitucijom, vise ne siri.

Za kraj setih se jos jedne recenice moga starijeg kineskog prijatelja: "Nije ipak novac svena ovom svetu. Mozes i puno da ga imas, ali ako ti nije srce puno, on ti mnogo ne znaci".

Napomena: pomenute statisticke podatke je objavila ECRAT organizacija koja je pokrenula kampanju protiv decije prostitucije u trecem svetu.

Nove knjige

“Le seisme yougoslave” (1)

Poslednji broj tromesecne revije “Migration Littéraires” (2) posvecen je “jugoslovenskom zemljotresu”. Dvadesetak nasih intelektualaca iz Ljubljane, Beograda, Zagreba, Sarajeva..., ukratko izlazu svoj otpor nametnutom nasilju. Vecina njih je dolazila u Pariz i javno se zalagala za dijalog, zamir, za postovanje ljudskih prava, za slobodu stampe... Knjiga sadrzi interesantne dokumente iz vremena stvaranja Jugoslavije, kao sto su predavanje profesora Stanoja Stanojevic o Jugoslovenskom problemu i izvodi iz sarajevskog procesa atentatorima.

(1) na francuskom jeziku, 165 strana, 80,- FF.

(2) Editions du Titre, 47 bis Avenue de Clichy, 75017 Paris; telefon: (1) 45.22.33.39.

Dj.K.

Stvaranje americke nacije

Nedavno se u Francuskoj pojavila knjiga “Secesionistiki rat” (1). Posvecena je gradjanskom ratu (1861-1865), u kome je Amerika izgubila vise ljudi (oko 600.000) nego u svim docnijim ratovima zajedno.

O razlozima rata se jos uvek diskutuje; poceo je povodom ukidanja ropstva (jos je Deklaracija Nezavisnosti iz 1776. godine objavila da se svi ljudi radjaju jednaki) a nastavljen kao rat za otcepljenje drzava Juga (za secesiju je

bilo 11 od tadasnjih 34 drzava).

Tokom cetvorogodisnjih bratoubilackih borbi sreca je naizmenicno bila cas uz juznjake, cas uz severnjake - prema cudima istorije i umesnosti vojskovođa (Grant, Li, Dzonson..).

Pisac ostavlja citaocu da trazi razloge poraza juznjaka - aristokrata i vlasnika plantaza pamuka. Cinjenica je da su severnjaci imali jacu ekonomiju i brojcano preimucstvo - ali to u tom ratu, izgleda, nisu bili odlucujuci faktori.

Danas je tesko naci gradic istocno od reke Misisipi bez spomenika gradjanskom ratu. Suze i krv su odavno zasuseni a ljubitelji tradicija se povremeno okupljaju, obuceni u uniforme Dzona Reba-juznjaka i Bila Jenka-severnjacka, da docaraju atmosferu legendarnih bitaka. Posle 130 prohujalih godina, ove proslave potsecaju Ameriku da je gradjanski rat, od jedne neizvesne unije, napravio americku naciju.

(1) J. McPherson: *La Guerre de Sécession*, Robert Laffont, 1040 strana, 130 FF.

Dj. Konjickovic

DRUGA SRBIJA

U izdanju BEOGRADSKOG KRUGA, knjizare PLATO i lista BORBA uskoro iz stampe izlazi zbornik: **DRUGA SRBIJA**.

U zborniku DRUGA SRBIJA sabrana su, na oko 320 stranica teksta, kazivanja preko osamdeset uglednih intelektualaca, clanova BEOGRADSKOG KRUGA i njihovih gostiju, izgovorena na deset sesija koje su se, pod istoimenim naslovom, odrzale u Studentskom kulturnom centru svake subote, od pocetka aprila do kraja juna ove 1992. godine.

Ucesnici tribune: poznati

knjizevnici, naucnici, umetnici, novinari, filmski i pozorisni reziseri, arhitekti, prevodioci, glumci - izlagali su, pred brojnim slusateljstvom, svoje poglede na JEDNU DRUGU I DRUGACIJU SRBIJU. Svako je na svoj nacin, strogom analizom naucnika, osecajnoscu umetnika, svedocenjem ocevica ili, naprosto, ocajnickim vapajem odgovornog javnog poslenika - dao svoj doprinos uobicavanju JEDNOG NOVOG JAVNOG MNJENJA. Govorili su ljudi razlicitih politickih uverenja, medjusobno nesravnjivih licnih iskustava i raznovrsnih profesionalnih interesa, ali je zajednicki imenitelj svijui tih priloga bilo nastojanje da se, s onu stranu politicke, nacionalne i verske iskljucivosti, uspostavi najzad gradjansko drustvo zasnovano na SLOBODI, MIRU, TRPELJIVOSTI i PRAVICNOSTI. Jedni su analizirali uzroke mrznje i zla, drugi ukazivali na pogubne posledice neodgovornog ozivljavanja nacionalnih mitova, treci upozoravali na opasnosti koje nam prete ako se na vreme ne osvestimo... Svi su, medjutim, bili rukovodjeni zeljom da, makar i s tih nekoliko reci, naznace medjase puta koji vodi u DRUGU i DRUGACIJU SRBIJU.

DRUGA SRBIJA je nastala zahvaljujuci i BORBI, koja je redovno izvestavala o subotnjim sesijama BEOGRADSKOG KRUGA i objavila niz priloga ucesnika tribine. Zbornik DRUGA SRBIJA je najbolji dokaz da jos nije sve izgubljeno...

Nijednog trenutka ne sumnjamo da ce mnogi citaoci “DIJALOGA” zeleti ne samo da se pretplate nego i da dodaju dobrovoljni prilog da bi tako pomogli da se sto pre ta knjiga prevede i na strane jezike. Pretplata iznosi DM 25; 85F; £ 8,50; \$ 20.

Pretplate i dobrovoljne

priloge mozete poslati na poverenike "DIJALOG"-a, ili uplatiti na blagajni knjizare PLATO, ili na ziro racun broj: 60816-601-51766, sa naznakom **Plato-Druga Srbija.** q

Biblioteka "Na pragu novog doba"
Izdavac: "GrafoPublik", Zemun

Dr Selimir Govedarica
DRUGACIJI PRISTUP

**despotije, nasilje i nenasilje,
pravna drzava, kako igde,
raskid i stvaranje.**

Recenzenti: **Dr Dragan Simeunovic
i Desimir Tosic**

Predgovor: Rec recenzenta -
D. Simeunovic

Pogovor: Recenzija D. Tosic

Knjiga se moze nabaviti preko
DIJALOGA,
a u Jugoslaviji u knjizarama
"Prosveta" ili naruciti na telefon
(Beograd) 459478.
Cene: **70F**; Za Jugoslaviju: **4DM.**

SLOBODNE I DISIDENStKE FIGURE

Glamocak

(Prikaz izlozbe "FIGURACIJA KRAJEM MILENIJUMA" uz crteze **Zlatka Glamocaka**)

Kraj likovne sezone u Parizu nesumnjivo je obelezila izlozba "Figuracija krajem milenijuma", koja je otvorena na novom Belvilskom izlagackom prostoru. Pompeznost naziva, koji se očitava u pomalo zastrasujucem nagovestaju kraja drugog milenijuma, privukla je brojnu francusku likovnu masineriju da zauzme stavove odobravanja ili osporavanja ovakvog likovnog koncepta.

Ideja dva renomirana pariska likovna kriticara, Fransis Parent i Catherine Cazalé da vrata ugled figurativnom pristupu u umetnosti očitava se i u samom nazivu izlozbe. "Figuracija krajem milenijuma" zaokruzena je izborom predstavnika mlade generacije koja je izabrala "disidensko"-figurativni likovni izraz.

"Figuracija krajem milenijuma" u kojoj na posredan nacin ucestvuju i najpoznatije svetske galerije (Yvon Lambert, Fabien Boulakia, Jouse-Seguin), jeste, u stvari, pokusaj predstavljanja "nove i kraljevske" avangarde, kako se izjasnio sam organizator u predgovoru luksuznog kataloga.

Znacajni proces u korist figuracije zapoceo je osamdesetih godina kao "treci nacin", "slobodna figuracija" ili, pak, "grafitna figuracija". Naravno, sva tri pomenuta pravca nasla su svoje dostojne predstavnike.

Na ovoj izlozbi, sledeci liniju berlinskih neo-fovista, "brutalne umetnosti", kako objasjava Francis Parent, pronaci cemo ekspresionisticki kolorit Lukaszewsk -og, Beaujean-a, Bucher-a, mladog Sholby-a ...

"Slobodna figuracija", u formi figurativne ekspresije u kome je pomesana kultura vec naucenog i mas-medijska subkultura, predstavljena je, izmedju ostalih umetnika, i radovima Kriki-a, poznatog likovnoj javnosti po izlaganju na cuvenim salonima kao sto su SAGA ili FIAK.

Imena poput grafitista JeanM-ichel Basquiat-a i Keith Haring, koji su jos pre smrti postali internacionalne vedete uvodjenjem nove "grafitske knjizevnosti", zatim Jerome Mesnager-a, ili Di Roza cije slike dosezu vrednost od milion dolara, Robert Combas-a koga trenutno zastupa galerija Dade Djurica "Beaubur"- dovoljno svedoce o nivou izlozbe. Naravno, ne treba zaboraviti ni Jone One koji ce odslikati jedan zid u Barseloni u cast olimpijskih igara.

Od trideset cetiri izlozena eksponata, koja su osigurana kod "Lojda", samo jedan rad predstavlja skulpturu. "Sveta Tereza" je rad vajara mladje generacije Zlatka Glamocaka za koga je, jedne prilike, Velickovic rekao da je skulptura koju Glamocak odrzava "Don Kihotovski posao rehabilitacije figuracije".

"Bavim se umetnoscu gotovo od svog rođenja, do sada nisam video nista sto bi se moglo uporediti sa Glamocakovim radom. To je ekspresija bola koja nam carobno dokazuje da skulptura nije nesto sto je dato prirodom, kako zeleda je protumace realisti," izjavio je za televiziju Fransis Paron, slazuci se sa ocenom Catherine Cazalé da je Glamocak otkrice izlozbe "figuracija krajem milenijuma".

T.J.

q

Comment est née la Yougoslavie

Kosta St. Pavlowitch, historien, London

The history of Yugoslavia's unification in 1918 is generally seen through the prism of today's raging nationalisms, or of the West's black and white simplifications. This article seeks to replace the unification in its historical context. It examines the attitude of the Allies who had no interest in seeing the disintegration of the Austro-Hungarian empire, and who did not recognise the new Yugoslav state until well into 1919. At the end of the war, the Yugoslav provinces of the empire were in a chaotic state: anarchy and looting were rife, the Italians were laying claim to, and occupying more and more Yugoslav territories. Yugoslavia, it is argued, was as much the product of this situation as of the gradual build up of Illyrian or Yugoslav ideals which had existed in intellectual circles. Finally, the author argues that, although all sides in 1918 were agreed on the necessity of unification, there was a fundamental misconception, principally between Serbs and Croats (both of whom already had well-established national ideologies), as to what form the new state should take. Because of the urgency of the situation on the ground, this misconception could not be cleared, and unification was rushed through with insufficient negotiation.

Ce qui est écrit aujourd'hui sur l'unification de 1918 reflète plus les perceptions nationales actuelles que les réalités historiques. A Zagreb, on parle aujourd'hui d'une libération après plus de 70 ans de quasi-esclavage, tandis qu'à Belgrade on rappelle les sacrifices faits par l'identité nationale serbe qui s'est généreusement fondue dans l'identité yougoslave. Vladislav Jovanovic, le ministre des Affaires étrangères de Serbie, déclarait dans "Le Monde" le 15 janvier 1992: "La Serbie a refusé (la grande Serbie qui lui a été offerte par les alliés) pour faire plaisir aux Croates et aux Slovènes, qui imploraient de se joindre à nous pour vivre dans un Etat commun".

La presse occidentale aussi écrit l'histoire de 1918 à sa lecture du présent. Il est trop facile, alors que la Yougoslavie est en sanglante voie de disparition, de qualifier sa création en 1918 d'artificielle, d'y voir une "création de Versailles", une récompense pour la Serbie victorieuse, un Etat multinational inéluctablement voué à la disparition.

Il eut fallu être visionnaire pour envisager l'écroulement de la Monarchie austro-hongroise au début de la guerre. Les gouvernements alliés ne le voyaient certes pas; ils n'envisageaient nullement la création d'une Yougoslavie sur ses décombres. A cause de la guerre, ils étaient même plutôt enclins à offrir des territoires convoités pour une éventuelle Yougoslavie, ou même des territoires serbes, pour essayer de faire entrer en guerre l'Italie, la

Bulgarie ou la Roumanie. Ainsi, le fameux Traité secret de Londres, conclu sans consultation avec la Serbie en 1915, offrait à l'Italie de larges territoires de la Monarchie - dont l'Istrie, tout le nord de la Dalmatie, ainsi que la plus part des îles dalmates - pour que celle-ci entre en guerre du côté des Alliés.

De plus, il importait de maintenir une Autriche-Hongrie, certes réduite, mais suffisamment forte pour servir de contrepoids face à l'Allemagne. En novembre 1916, le Ministre des affaires étrangères britannique, Balfour, exprimait ces craintes: "J'aimerais voir la double monarchie maintenue, (...) plutôt que de voir une Autriche réduite à ses composantes allemandes et s'unifiant avec l'Allemagne" (1). Une telle position se trouva renforcée par l'effondrement de la Russie tsariste en 1917, donnant lieu à certains contacts pour conclure une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie.

Même avec l'effondrement de la Monarchie, dans les derniers mois de la guerre, alors qu'ils reconnaissaient la Pologne et la Tchécoslovaquie sur ses décombres, les Alliés ne reconnaissaient pas l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, établi sur les territoires sud-slaves de l'Autriche-Hongrie; en même temps les troupes italiennes occupaient de larges tranches de la Yougoslavie, et la presse italienne annonçait à grands titres la "libération" d'une ville dalmate après l'autre.

Si l'unification des Serbes, Croates et Slovènes a été déclarée le 1^{er} décembre 1918 ce n'est pas par la volonté des Alliés, mais surtout à cause de la situation dans les régions yougoslaves de l'Empire à la fin de la guerre. Certes la libération des frères yougoslaves faisait partie des objectifs de guerre de la Serbie déclarés en 1914, avec une frontière envisagée sur la ligne Segedin - Maribor - Klagenfurt. Cependant le gouvernement serbe, en tant qu'acteur politique et militaire dans une situation changeante, ne pouvait se permettre un programme intransigeant, et les déclarations de ses représentants varient du tout au rien. On doit comprendre que le gouvernement serbe n'était pas prêt à risquer sa "petite solution", c'est à dire une Serbie augmentée, par une position intransigeante sur une Yougoslavie, qui, jusqu'à la fin, semblait très lointaine; Pasic se lamentait d'ailleurs en janvier 1918 que le Comité yougoslave ne comprenait pas le rôle de la Serbie, qui tel un père, "s'il ne peut libérer tous ses enfants, en libère autant que possible, et pour les autres attend le moment favorable." (2)

Les interlocuteurs "yougoslaves" du gouvernement serbe et des Alliés, réunis dans le Comité yougoslave (Jugoslovenski Odbor) n'étaient nullement représentatifs de ceux aux nom desquels ils parlaient. Le

Comité était largement croate, plus particulièrement dalmate; il était composé d'intellectuels émigrés ayant des idées de yougoslavisme très éloignées des sentiments de la plupart des Serbes, Croates et Slovènes vivant dans l'Empire: ainsi le gouvernement serbe avait une fausse impression des sentiments yougoslaves de ces derniers. De plus, à cause de sa composition dalmate, le Comité yougoslave envenimait les relations avec l'Italie, réclamant une Yougoslavie qui aurait englobé 1,300.000 Italiens, Allemands, Hongrois et Roumains!

Quant aux autorités locales, et au Sabor de Zagreb, ils manifestèrent jusqu'à la fin une grande loyauté envers la dynastie, tout en réclamant une réorganisation interne de la Monarchie, un "trialisme" qui aurait mis la Croatie de pair avec la Hongrie et l'Autriche. Dans les populations, il semble que la loyauté à l'Empereur, pourtant très forte, aurait commencé à s'éroder vers la fin de la guerre. On ne peut cependant pas dire que cette loyauté ait fait place à un yougoslavisme que la population en général comprenait mal.

La débâcle de l'Autriche-Hongrie fut marquée dans les pays yougoslaves de l'Empire par une très grande anarchie. Avec le retrait des troupes autrichiennes apparaissaient un peu partout des Conseils nationaux prenant en main les affaires. Le 29 octobre à Zagreb était déclarée l'indépendance de la Dalmatie, de la Croatie, de la Slavonie et de Rijeka; au même moment, des foules pillaient, forçaient les arsenaux et les prisons de la ville. Un peu partout, on assistait au même spectacle, à des jacqueries et au maraudage de bandes de déserteurs. Le président d'un conseil municipal en Slavonie se lamentait aux autorités de Zagreb qu'il ne pouvait mettre en place des tribunaux militaires, car il aurait fallu "prendre toute la localité" (3). On assiste à des heurts entre Serbes et Croates, mais surtout entre Serbes et Musulmans en Bosnie où l'explosion sociale rejoignait le problème national (en Bosnie plus de 90% des propriétaires terriens étaient musulmans). Certaines régions (Srem, Bihac, Banja Luka, Kotor...) déclarent des unifications unilatérales avec la Serbie. De plus, après l'armistice avec l'Autriche-Hongrie (4 novembre), intervient une difficulté supplémentaire: l'Italie occupe peu à peu les régions qui lui ont été promises par le Traité de Londres, et va même au delà, ceci sur la base de l'armistice.

C'est face à cette situation chaotique que les troupes serbes doivent être invitées pour le maintien de l'ordre. Plusieurs communes les invitent de leur propre initiative, avant que le Conseil national de Zagreb ne le fasse. L'unification est d'autant plus pressante que l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, toujours pas reconnu des grandes puissances, risquait de ne pas être représenté aux conférences de paix et risquait même d'être traité comme territoire ennemi. C'est ce dérapage de la situation qui pousse les représentants de Zagreb le 1er décembre à concéder au Régent Alexandre une unification presque sans débat sur la forme, prévoyant une Assemblée constituante à la simple majorité, ce qui laissait à la Serbie la présence dans tout arrangement à venir.

La tragédie de l'unification du 1er décembre 1918 c'est évidemment la façon hâtive dont elle a été menée, mais aussi l'incompréhension totale de toute part des objectifs

de l'autre. Pour chacun, l'unification s'insérait dans une lignée historique et nationale dont les aboutissements ne coïncidaient pas. Pour les Serbes, la création de la Yougoslavie, constitue l'aboutissement de leur programme national, englobant tous les Serbes en un seul Etat. 1918 a résolu le problème national serbe, il n'y a plus de Serbes hors des frontières de la patrie.

Pour les Croates, la Yougoslavie représente tout autre chose. La libération des Habsbourgs constitue l'aboutissement d'un rêve millénaire. "Hrvatska Drzava", l'organe du Parti du droit de Starcevic (Starceviceva Stranka Prava, SSP) écrit le 29 novembre 1918: "Le peuple croate a vit ce pour lequel il a lutté pendant des siècles, il s'est libéré de son ennemi historique hongrois, qui dévorait son corps national et suçait son sang, ...". En 1918, pourtant, cette identité historique, étatique, et nationale à peine libérée, quasiment tous les pans de l'opinion croate, y compris le SSP, sont prêts à la réaliser par le biais de l'unification.

Les Serbes se sont toujours justifiés en citant les larges droits culturels, religieux, linguistiques accordés aux Croates (et aux Slovènes); en citant aussi l'extension du suffrage politique apportée par l'unification (ce n'est, en effet, que sous le système électoral du royaume SHS que le Parti paysans de Stjepan Radic devient une force, grâce à l'extension du suffrage aux normes serbes). Mais le gouvernement serbe n'a pas compris en 1918, et bien peu de Serbes comprennent aujourd'hui, que l'identité nationale croate, ne réside pas seulement dans l'Eglise catholique et l'alphabet latin, mais est ancrée dans le droit, l'historisme, les institutions qui ont conservées une continuité légale tout au long de la domination habsbourgeoise.

Un incident, aussi tôt que 1917, exprime bien l'incompréhension qui existait: sur le front russe un bataillon de volontaires avait été formé, sous commandement serbe, de soldats yougoslaves déserteurs de l'armée austro-hongroise; certains officiers ayant propagé des idées d'une autonomie croate ou slovène avaient été disciplinés, et, en protestation, les autres volontaires croates et slovènes quittèrent le corps pour rejoindre l'armée russe, affirmant leur idéal d'une Yougoslavie composée de trois Etats autonomes dans une fédération à l'exemple de la Suisse ou des Etats-Unis.

De leur côté, les Croates ont abusé du langage de l'unité yougoslave lorsqu'il était question d'obtenir des concessions de Vienne ou de Budapest, face à un gouvernement impérial qui jouait sur les divisions nationales pour affaiblir la position croate. Cet unitarisme absolu s'est retourné contre eux en 1918. Les hommes politiques qui ont négocié l'unification étaient acculés et nullement représentatifs, tandis que les représentants d'autres tendances, pourtant importantes, se disqualifiaient par leur intransigeance, tout à fait futile face à une Serbie victorieuse, qui n'allait certes pas accepter, après une guerre longue et meurtrière, de remettre en question sa dynastie (comme le voulait Radic), d'avoir une fédération avec une Croatie dans ses frontières austro-hongroises jusqu'à Zemun, ou d'avoir sa capitale à Ljubljana.

Hélas, à cause de l'urgence de la situation, ces différences fondamentales de conception de l'Etat ne purent jamais être abordées. En 1918, l'idée de l'unification était

acceptée par tous, même les nationalistes extrémistes, tous y trouvaient l'aboutissement de leur rêve national, mais personne n'essayait de les réconcilier. En fait, les nationalismes étaient difficilement conciliables, il fallait plutôt tenter de les dépasser. L'été dernier, Desimir Tomic posait une question fondamentale pour les bases de l'unification de 1918, mais aussi pour les décombres d'aujourd'hui: "Est-ce qu'un Etat comme la Yougoslavie peut reposer sur des nationalismes historiques? La conservation de la fédération yougoslave n'est possible que si nous nous libérons des nationalismes historiques". L'unification de 1918 rejoint la tragédie actuelle sur plusieurs thèmes: elle montre l'incapacité, des deux côtés, de comprendre les aspirations nationales de l'autre. Elle pose la question: peut-on réconcilier deux nationalismes visant

à regrouper tous leurs compatriotes dans un même Etat, dans des régions aux populations si mélangées? En 1918, on essaya de résoudre cette question par la Yougoslavie, aujourd'hui on la résout par le "nettoyage" ethnique et la guerre.

1. Cité par Leo Valiani, "*La dissoluzione dell'Austria-Ungheria*", Milan 1966, traduction anglaise, Londres 1973, p. 169.

2. Cité par Ivo Banac, "*The National Question in Yugoslavia. Origins, History, Politics*", Ithaca & Londres, 1984, p. 126.

3. *Ibid.* p. 129.

4. "*Cuda od sporazuma i nesporazuma: Srbi i Hrvati - cija je elita luda*", "*Nedeljna Borba*", 29-30/6/1991.

DUBROVNIK: UNE DOUBLE IDENTITE

Dusan T. Batakovic
Institut d'histoire,
Academie serbe des Sciences et des Arts, Belgrade

Les images d'une terrible guerre ethnique sur le territoire yougoslave se perdent devant l'angoisse dont est saisie l'Europe par le danger que courent les valeurs antiques de Dubrovnik, l'une des plus belles villes de la Méditerranée. Par malheur, les représentants des médias dont la connaissance superficielle en la matière est évidente, ont eu l'imprudence de placer le sort de cette magnifique ville dans le contexte du conflit serbo-croate, dans lequel les Croates ont été désignés comme "défenseurs" et les Serbes, qu'on a identifiés à l'armée fédérale, comme "barbares" qui s'attaquent à l'antique **Raguse**.

Dubrovnik, une ville qui dans le paysage sombre de la Yougoslavie se distinguait par son esprit supranational, son aristocratie, qui imprégnait tous ceux qui y séjournaient, a été entraîné, contre son gré, dans le règlement de comptes sanglant entre les différents mouvements nationaux suscité par la chute du communisme.

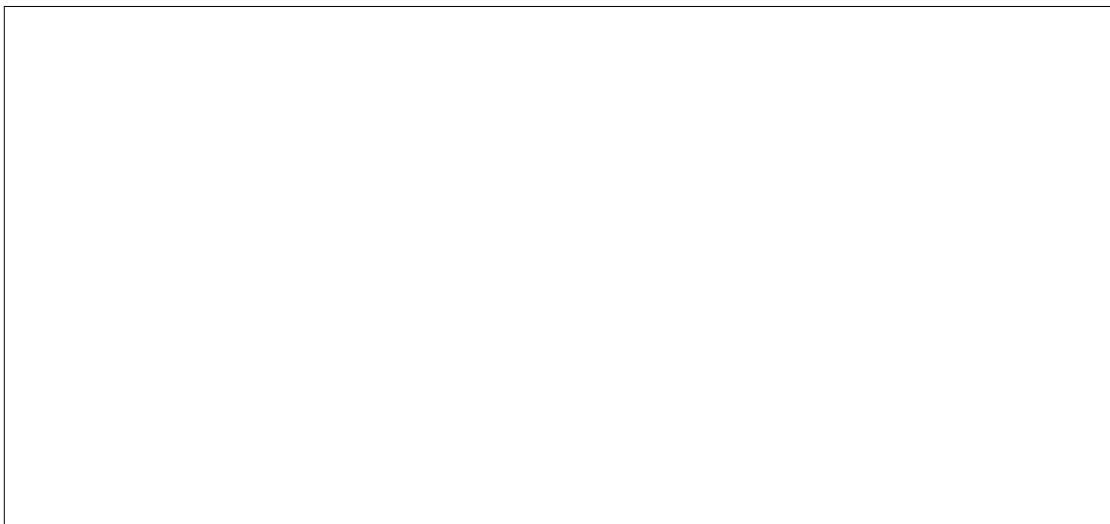
Or il est absolument impossible d'imaginer que les Serbes (les troupes monténégrines et herzégoviniennes) puissent vouloir détruire Dubrovnik, car ce sont eux mêmes qui l'ont construit et l'ont habité au cours des huit derniers siècles, car les archives de cette ville sont le plus grandes archives serbes. Fernand Braudel désignait Dubrovnik comme "la mémoire de la Méditerranée", notamment à cause de la richesse de ses archives parlant des relations commerciales de Dubrovnik avec Constantinople, Venise, Alexandrie Barcelone et Marseille (1).

La valeur de Dubrovnik (a classical city-state) ne provient pas uniquement de ses murs célèbres construits à une date plus récente, après le grand tremblement de terre de 1667. La valeur historique principale de Raguse se trouve dans les fonds innombrables de ses archives, dans ses musées abritant la plus grande collection d'icônes serbes orthodoxes, dans ses palais appartenant aux familles de la noblesse locale, dans ses églises franciscaines et dominicaines.

Il est vrai qu'en dehors de l'ex-Yougoslavie il y a très peu d'experts qui savent que la correspondance politique et commerciale de la République de Raguse concernait surtout le peuple qui se trouvait dans son arrière-pays - les Serbes. Jusqu'à l'abolition de la République, Dubrovnik avait en fait une double identité: envers le monde extérieur, il mettait l'accent sur son caractère slave alors qu'envers son arrière pays, il soulignait son héritage romain (2).

L'administration à Dubrovnik utilisait les langues vénétienne et latine, et la langue slave, c'est-à-dire serbe (dans les documents officiels: **lingua serviano, lingua rasciana sive illyrica, in lingua serviana per maggior intelligenza di ogni uno, ex sermone serviano in italium, scriptum in lingua serviana**), ou la langue des Rascas comme à l'époque les chroniqueurs occidentaux appelaient les Serbes (3).

Les actes écrits par le gouvernement aux citoyens,



Les cartes: Cartel, F. W. Dubrovnik (Raguza), a classical city - state, New York, 1972.

les lettres, les testaments, la correspondance en général, les adresses des citoyens au gouvernement, étaient en dialecte stokavien serbe d'Herzégovine orientale, sans doute de la région de Trebinje, une petite ville serbe vingt kilomètres au nord-est de Dubrovnik.

Valtazar Bogisic savant de Cavtat, dans sa thèse de doctorat sur 'Le statut de Raguse' soutenue à Paris, affirme que le mot 'Sclavonia' signifie toujours la Serbie ("Sclavonia. Le statut n'emploie ce mot que dans un sens restreint, dénommant ainsi le Royaume de Serbie aussi que les pays qui en dépendent ou qui sont habités par la race serbe"), et que le mot slave (sclavus) fut un synonyme pour le nom serbe ("Sclavus. Même restriction, même observation")(3). Milan Resetar, philologue et historien de Dubrovnik, dans ses recherches finales sur la langue à Dubrovnik a conclu: "Pour ceux qui séparent la langue serbe de la langue croate, c'est le dialecte national serbe, ou pour qui ne fait pas cette distinction, c'est le dialecte serbo-croate"(4).

Au Moyen-Age les notables de Dubrovnik occupaient dans l'Etat serbe des postes importants. Ils étaient les ambassadeurs des souverains serbes alors que les notables serbes gardaient leurs trésors à Dubrovnik. D'ailleurs, au moment de l'invasion turque un grand nombre de Serbes se sont enfuis et installés à Dubrovnik. Mais pour obtenir la citoyenneté de Raguse ils étaient obligés d'abandonner la religion orthodoxe pour prendre la religion catholique. Comme on sait, plus tard les Serbes ont identifié leur nation avec la religion orthodoxe, mais ceux qui, pour pouvoir vivre à Dubrovnik se sont convertis au catholicisme n'ont jamais renoncé à leur caractère serbe (5).

Le plus grand poète de Dubrovnik Ivan (Djivo) Gundulic (1589-1638) a laissé derrière lui le fameux poème "Osman" qui est une apologie de la nation slave et de l'histoire serbe. Auguste Dozon a écrit en 1859: "Les chants historiques serbes ont eu d'ailleurs une destinée singulière et bien importante. C'est grâce à eux en grande partie, on n'en saurait douter, que s'est conservé dans le peuple le sentiment de la nationalité. Et d'un autre côté pourtant, ils

ont servi à conserver le lien national entre les Serbes des diverses religions, car on a vu des Bosniaques musulmans demander à un *kadi* la grâce d'un prisonnier serbe de rite oriental, comme bon chanteur de 'pesmas' et, au commencement du XVIIe siècle, Gundulic, le dignitaire de la République de Raguse, revendiquait déjà comme gloire nationale, dans son poème 'd'Osman', les gestes, embellis par la poésie, de Marko Kraljevic et d'autres héros serbes."(6) L'origine slave et serbe de Raguse fut aussi soulignée par Mauro Orbini, le plus grand historien de la République dans son célèbre ouvrage "Il regno degli Slavi" (1601)(7).

Après l'abolition de la République, par acte de Napoléon en 1808 (voir les *Mémoires du Maréchal Marmont, duc de Raguse*), la noblesse de Dubrovnik (ce qu'il en restait, car ils avaient fait serment de ne pas se marier en signe d'affliction puisqu'ils avaient perdu leur République) tout au long du XIXe siècle et au début du XXe siècle se déclarait majoritairement Serbes. Les citoyens de Dubrovnik les plus réputés allant de Matija Ban et Medo Pucic jusqu'à Jovan Djaja et le comte Lujo Vojnovic furent hauts fonctionnaires et ministres dans les gouvernements de la Serbie et du Monténégro. Les grands peintres, Marko Murat (son tableau fameux: 'L'entrée de l'empereur Dusan à Dubrovnik') et Ignjat Job, furent parmi les premiers porteurs du romantisme serbe, et le plus grand écrivain de Dubrovnik au début du XXe siècle le comte Ivo Vojnovic insistait toujours sur sa nationalité serbe.

Tout au contraire, l'histoire des Croates et celle de Dubrovnik jusqu'aux dernières décennies du XIXe siècle n'ont eu pratiquement rien de commun: la Croatie fut davantage une province hongroise et la Dalmatie était sous l'administration vénitienne, française, puis autrichienne. Entre elles il n'y avait pas beaucoup de relations politiques vu que l'arrière-pays de la République de Dubrovnik (l'Herzégovine orientale) était peuplé majoritairement de Serbes orthodoxes et en partie de musulmans slaves (les Serbes islamisés sous la domination ottomane).

Les Croates n'avaient pas à cette époque de

possibilité réelle de s'installer à Dubrovnik. Parmi les vieux citoyens de Raguse, jusqu'à la moitié du XIX siècle ils sont considérés comme des étrangers, comme les autres peuples de la Méditerranée. Dans les archives de Dubrovnik, on trouve des documents (du XVIIe et XVIIIe siècle) sur les procès dans lesquels une des parties, des commerçants croates, lit-on dans ces documents, parlait une langue incompréhensible, un dialecte qui était tout à fait différent du dialecte serbo-ragusain parlé à Dubrovnik (8).

L'intérêt des Croates pour Dubrovnik commence vers la fin du XIX siècle, au temps où les Croates, majoritairement comme fonctionnaires autrichiens, venaient s'installer dans cette ville antique. Parallèlement, au même temps, le clerge catholique venu de Croatie à région de Dubrovnik commence à identifier le catholicisme au fait d'être Croates. Malgré cette affluence soudaine la plupart des citoyens de Raguse, y compris son évêque (dum Ivo Stojanovic) se déclaraient comme serbes-catholiques (9).

Les luttes ouvertes entre les deux idées nationales rivales commencèrent en 1893, au moment où les Serbes de Dubrovnik ont érigé un monument à Ivan (Djivo) Gundulic lequel était considéré par les Croates comme leur poète national. Plus récemment, au cours de la création de l'Etat commun des Slaves du Sud, la Yougoslavie en 1918, la Diète de la Dalmatie où siégeaient les délégués de Dubrovnik, a adressé à Zagreb au Conseil National des Slovènes, des Croates et des Serbes des anciennes provinces austro-hongroises, plusieurs télégrammes demandant de s'associer immédiatement au Royaume de Serbie, sinon, la Dalmatie et Dubrovnik se réuniraient directement avec la Serbie (10).

Entre les deux guerres, de 1919 à 1929, Dubrovnik fut le centre d'un de 33 districts administratifs du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (devenu le Royaume de Yougoslavie en 1929) et pendant la décennie suivante, il dépendait administrativement de la Banovine de Zeta

(Monténégro). Ce n'est qu'en 1939, que Dubrovnik est entré dans la cadre de la Croatie (la Banovine de la Croatie, fondée provisoirement de différents territoires réclamé par les Croates, pour des raisons politiques, comme 'corpus separatum' de l'Etat yougoslave), pour la première fois dans son histoire.

Sous l'occupation italienne pendant la deuxième guerre mondiale, les oustachis (les fascistes croates) de Ante Pavelic ont tué et déporté, sous diverses prétextes, des dizaines de vieux citoyens serbes de Raguse, orthodoxes et catholiques également. Dubrovnik entra de nouveau dans la république fédérale croate en 1945 suivant les plans des dirigeants communistes alors que son développement historique lui imposait presque un statut autonome comme pour toute la Dalmatie. Ceux qui essayèrent de s'y opposer avec des arguments historiques tel l'historien contemporain de Dubrovnik, Jorjo Tadic, grand ami de Fernand Braudel, ont été condamnés sévèrement par les fonctionnaires du parti communiste yougoslave (11).

Pendant la domination communiste, toutes les institutions culturelles ont été croatisées, et l'histoire de la République de Raguse est devenue officiellement croate: dans tous les livres, scientifiques et touristiques également, dans tous les guides culturels et manuels d'histoire, Dubrovnik fut présenté comme l'héritage exclusif du peuple croate. Le modèle idéologique des dirigeants communistes yougoslaves - projection des réalités politiques contemporaines dans le passé, jusqu'au Moyen-Age - dans le cas de Dubrovnik fut parfaitement accompli.

Il est vrai qu'aujourd'hui la majorité des citoyens de Dubrovnik se sent Croate car il s'agit, en majorité d'habitants installés dans cette ville au cours des dernières décennies et venant des autres parties de la Dalmatie et de la Bosnie. Cependant, l'usage que les dirigeants Croates, à Dubrovnik et surtout à Zagreb, font de cette magnifique

ville au cours des opérations militaires menées dans cette malheureuse guerre ne nous permet pas de croire qu'ils sont conscients de la valeur historique de Dubrovnik.

En dépit de la Charte de l'Unesco qui interdit l'entrée des armées dans les sites sous la protection de l'Unesco, les troupes croates ont pénétré dans Dubrovnik. Par l'entrée de ces troupes, venues d'autres régions de la Croatie, les habitants de Dubrovnik, contre leur gré, ont été entraînés dans le conflit militaire. Conflit qu'à utiliser le pouvoir croate pour se présenter aux yeux du monde entier comme victime de l'agression et pour présenter leurs adversaires comme des barbares qui détruisent des monuments historiques, faisant partie du patrimoine mondial. Grâce au conflit militaire autour de Dubrovnik, la Croatie est parvenue à la reconnaissance internationale. Mais, Dubrovnik, l'antique République de Raguse, a perdu son importante double identité: romaine et slave, catholique et serbe en même temps.

1. Cf. J.Tadic, *Les archives économiques de Raguse, Annales E.S.C., Novembre - Decembre 1961*, pp. 968-1175; B. Krekic, *Dubrovnik (Ragusa) et le Levant au Moyen Age, Paris 1961*.
2. F.W. Carter, *Dubrovnik (Ragusa). A Classical City-state, London and New York 1972*, pp.587-663 (Appendix 2. Dubrovnik Archives)
3. V. Boghisich, *Le statut de Raguse. Codification inédite du XIII siècle, Paris 1894*, p.44, note 2 et 3. Natko Nodilo, historien croate, a souligné: " A Dubrovnik, si ce n'est depuis le début, de mémoire d'hommes, on parlait (...) serbe; des plébeins aux patriciens, dans la vie publique comme dans la vie

- privée. (Prvi ljetopisci i davna historiografija dubrovacka, RAD Jugoslavenske Akademije Znanosti i Umjetnosti, vol. LXV, p. 117); Cf. A. Vaillant, Les origines de la langue littéraire ragusaine, Revue des Etudes Slaves, vol. IV, Paris 1924, pp. 222-251.*
4. Dans: 'Glas' Srpske akademije nauka, vol. CCI, Belgrade 1951, pp. 1-47. Cf. B. Nedeljkovic, *Quelques données sur notre langue dans les archives de la République de Dubrovnik, Istorijski casopis, vol. XXIX-XXX (1982-1983), Belgrade 1983, pp. 101-115, qui donne dizains des exemples des archives ragusaine sur la langue serbe à Dubrovnik.*
 5. J. Tadic, *Promet putnika u starom Dubrovniku, Dubrovnik 1939; idem, Dubrovacki portreti, Belgrade 1948.*
 6. A. Dozon, *Poésis populaires serbes, traduites sur les originaux avec une introduction et des notes, Paris 1859, pp.9-10. Cf. A. Jensen, Gundulic und seinen 'Osman', Göteborg 1900; J. Tadic, Dubrovnik za vreme Djiva Gundulica, Srpski knjizevni glasnik, No 4 (1939), pp. 275-282.*
 7. Cf. R. Samardzic, *Veliki vek Dubrovnika, Belgrade 1961.*
 8. Cf. J.D. Mitrovic, *Srpstvo u Dubrovniku, Belgrade 1992.*
 9. L. Bakotic, *Srbi u Dalmaciji, Belgrade 1937.*
 - (10) M.Z. Zivanovic, *Dubrovnik u borbi za ujedinjenje 1903-1918, Belgrade 1962.*
 11. Cf. son text testamentaire, publié après sa mort en 1970: J. Tadic, *Sablast kruzi Jugoslavijom, Istorijski casopis, vol. XI (1971), Belgrade 1971.*

YUGOSLAVIA

PUTTING THE CRISIS INTO CONTEXT

A SPECIAL REPORT OF THE NATIONAL DEFENSE COUNCIL FOUNDATION
July 29, 1991

MILTON R. COPULOS

President of the National Defense Council Foundation, USA

INTRODUCTION

With the collapse of East Bloc communism ethnic divisions that have long been a source of conflict on the European continent are again emerging; Nowhere is this more in evidence than in the Balkans, where the rise of militant nationalist movements within the Yugoslav republics has resulted in a civil war that threatens to tear the country apart. Although EEC representatives have been able to negotiate a temporary truce in the region, conflicts between Serbia peasants and local militiamen in Croatia have steadily escalated in violence, and now constitute what military anarchist call a "Phase One-Low-Intensity Conflict". To date, over 200 people have died in these ethnic clashes. Clearly, the potential for a long and bloody civil war remains.

Despite the brief respite won by EEC representatives, attempts to provide outside mediation for Yugoslavia have lacked an understanding of the historic context of the conflict. As a result, they have been based on a number of false perceptions, and therefore are largely misdirected; These misperceptions have been further compounded by at best uninformed, and at worst heavily biased media reporting from the region.

If there is to be any hope for peacefully resolving Yugoslavia's internal conflict, it is essential that U.S. decision makers cut through the fog of misinformations and rhetoric, and achieve a better understanding of the origins and scope of the problems that lie at their root. To do this, they must first recognize a number of contemporary realities concerning the current situation; Among these are:

1) The conflict between the Yugoslav republics has not arisen from a dispute over whether the nation should be a federation or a confederation. Rather, it arises from disputes over the internal Yugoslav borders which were arbitrary drawn by Tito in 1943 in large part to dilute Serbian political influence.

2) Claims to the contrary withstanding, the issue is not one of democracy vs communism, or for that matter market economics vs central planning. The governments of all of the major republics (Serbia, Croatia and Slovenia) were put in power through open and free elections, and are therefore putatively legitimate in a superficial sense. At the same time, however, all are also essentially authoritarian, with Serbia retaining the communist model, while Croatia

implemented a fascist model and Slovenia adopting a socialist structure. Further, all are led by former communists. In short, no matter what they say, none of the current governments actually embraces the fundamental values of American democracy and therefore, none are worthy of U.S. support.

3) U.S. policy makers must recognize that the current crisis was precipitated by and has been heightened by the actions of Croatia and Slovenia, first moving unilaterally to break away which in turn sparked the initial action by federal troops - a move ordered by Federal President Ante Markovic, a Croatian; then in refusing to permit federal troops to return peacefully to their barracks under a cease-fire agreement; and finally in making clearly unacceptable demands on the nation's joint presidency when it attempted to achieve a negotiated solution. Indeed, even prior to proclaiming their independence, both Slovenia and Croatia had covertly stockpiled large caches of arms in preparation for military action.

4) The concern of the ethnic Serbian minorities in Croatia are founded in both historic experience and contemporary actions of the Croatian nationalist government. Therefore; any policy which results in the independence for some or all of Yugoslavia's constituent elements must take into account such justified ethnic concerns; and assure that the safety and liberty of ethnic minorities are not put in jeopardy.

5) A failure of U.S. policy in the Balkans could carry a very high price by opening the door to further ethnic conflicts in other parts of the former East Bloc.

In addition to comprehend the contemporary realities related to the Yugoslav crisis, however, it is also essential that U.S. policy makers fully understand the historic factors from which these contemporary elements evolved. Only such an understanding will permit the U.S. to craft a policy that will properly serve its interests.

THE HISTORIC CONTEXT: ORIGINS THROUGH THE FIRST WORLD WAR

In the middle of the sixth century, invasions by the Avars, a nomadic tribe which originated in Central Asia sparked a migration of Slavic peoples from their original homeland in the Pripet Marches (a region roughly comprised of modern-

day south-central Poland and the Ukraine) to the Balkans. The migration of the Slavs to the Balkans cut the land bridge that linked the Byzantine Empire and the west, creating a buffer between the Frankish Kingdom and the Byzantines which was thereafter subject to constant pressures from invading forces.

In 819 AD, the Slovans were incorporated within the Frankish monarchy, and later the Holy Roman Empire. The Croats were absorbed into Hungary in 1102, and ceased to exist as an independent nation until 1918.

First politically organized around the middle of the ninth century, Serbia was subjugated by the Byzantines in 924. During the reign of Stevan Nemanja (1167-1196), Serbia was again able to assert its independence from Byzantines, and reached its zenith under Emperor Dusan around 1350.

An expanding Ottoman Empire, however, had cast its eyes westward, and in 1361, Suleiman's armies marched into Thrace, capturing the city of Adrianople. Throughout the next century, Adrianople would be the Ottoman Empire's forward base for attacks on the Balkans. Finally, in 1459 the bulk of Serbia, with the exception of Montenegro was conquered and incorporated into the Ottoman Empire. Therefore, until the nineteenth century, of all the once proud Slav states, only Montenegro remained free of foreign domination.

The rise of nationalistic sentiments following the French Revolution inspired new uprisings in the Balkans. In 1804, Serbian peasants demanding autonomy were led by Karageorge in a revolt against the Ottomans. Although they were crushed after three years of fierce fighting, Serbia was made a principality in 1817.

In 1875, the Balkans rose up again, but in this instance, with the help of Russian intervention against the Turks both Serbia and Bosnia were able to win their independence. For Bosnia, though, independence was short lived. (*) In 1908, the Austro - Hungarian Empire unilaterally annexed the province of Bosnia - Herzegovina. This move would prove fateful, because the embarrassment it caused the Czar, who was nominally the protector of South Slavs, became a major factor in his decision to commit Russian forces to the defense of Serbia 1914.

Just four years later, came a second factor which helped set the stage for World War I, the Balkan Wars (1912-1913) in which Serbia, Greece, Montenegro, Romania, and Bulgaria joined forces to drive Turks out of Europe. Serbia greatly enhanced its size and prestige in the conflict, causing great alarm within the councils of the crumbling Habsburg Empire.

Although over three fifths of Austria - Hungary's subjects were Slavs - Poles, Czeches, Slovaks, Serbs, Bosnians, and Montenegrins - the Austrian and Magyar elites who ruled the nation were unwilling to permit the Slavs a role in governing. This short-sighted policy served only to fuel the fires of the already intense South Slav nationalism that had been growing within the Empire.

Even before the Balkan Wars, Belgrade had been a centre for South Slav nationalism. With the victory over the Turks, Serbia, became a veritable fountainhead of inflammatory nationalistic propaganda. This made the Serbs a matter a matter of special concern. While the Serbs were

not strong enough to challenge Austria directly, the Habsburgs feared that covert agitation inspired in Belgrade might spark a successful revolt.

Opinion within the Empire's ruling circles on how to deal with South Slavs nationalism was sharply divided, with the General Staff arguing for an invasion of Serbia to settle the "Serb problem" once for all, and moderates like Archduke Franz Ferdinand preferring the so-called "trialist solution" which would add a third element to the existing Austro - Hungarian government representing Slav interests. The "trialist solution" was vigorously opposed on the one hand by the Magyars and Austrian elites, which had no desire to relinquish any of their power, and no other by extreme South Slav nationalists who wanted to establish a fully independent South Slav state.

As a result, when Archduke Franz Ferdinand was assassinated, Austria's General Staff seized the on the event as an opportunity to end Southern Slav aspirations for independence once and for all. Their first step was to respond to the assassination with a set of demands they knew Serbia could not possibly accept. When the Serbian response to the Austrian diplomatic note proved conciliatory, the Habsburg were faced with a dilemma. Diplomatic precedents of the time indicated that a response such as Serbia's would remove any cause for armed conflict. Yet, Austria had already decided on a war to put the Serbs in their place once and for all. In the end, Austria simply decided to ignore the Serbian response.

As a result, Austria attacked Serbia on July 28, 1914. Within two weeks, Britain, France, Germany, Russia, Belgium and Montenegro were all embroiled in the war. The conflict that followed could take a heavy toll of the Serbian population. Serbia would lose 30% of its population in the war, including 60% of its adult males.

During the war, as it became clear that the Allies were winning, Croatian and Slovenian representatives in Vienna had begun to call for the creation of a unified, independent Southern Slav state. Working through the "Yugoslav Committee", the Croatian and Slovenian representatives petitioned the Serbian government in exile at Corfu to be included in a post war state. This would permit them to move from the losing side to that of the victors. In December of 1918 the "Kingdom of Serbs, Croats, and Slovans was proclaimed. Its name was changed to Yugoslavia in 1929.

The new state had a formidable set of problems to overcome. Its population spoke three major languages: Serbo-Croat, Sloven, and Macedonian, as well a host of minor one such as Albanian and Turkish. The Croats and Slovans looked down on the Serbs and Montenegrins, viewing them as uncouth peasants. There were also vast religious differences between Orthodox Serbs, Catholic Croats and Slovans, and Moslem Shiptars. Most important, of all, though was the fact that many Slovans and Croats, as subjects of the Habsburg Empire had borne arms against newfound fellow citizens in the recent war - effectively combining victor and defeated in a single nation. The legacy of this mismatch has two decades of uneasy rule and internal strife.

THE HISTORIC CONTEXT: THE SECOND WORLD WAR

When Germany invaded Yugoslavia in April of 1941, Croatia declared itself an independent state. Under the leadership of Dr. Ante Pavelic, the "Independent State of Croatia" operated the Jasenovac concentration camp, the third largest in Europe. Post-war estimates suggest that over 750,000 Serbs, Jews, and Gypsies were exterminated by Croatia's "ustasha" thugs in a parallel to Hitler's "Final Solution".

The barbarity of the Ustasha slaughter is difficult to contemplate, but was documented in a Secret report prepared by a team of OSS officers led by Lt. Col. Robert H. McDowell that had been infiltrated into Yugoslavia to assess conditions. McDowell a former professor of Balkan history, was shocked by that he found. His report stated in part:

"The record is only too clear that whereas the Germans were primarily concerned with simply killing males, the Ustashi made a general practice of killing by torture women and children, as well as men."

It went on to conclude:

"During 1917-1919, in the Caucasus and Turkey the undesigned became very much accustomed to massacre and torture, but the carefully checked stories from Bosnia, reveal an insanity, much beyond on the worst of the last war's atrocities."

In addition to the systematic slaughter of Serbs, Jews, and Gypsies initiated by Croatia, the Yugoslav resistance which was initiated by General Draza Mihailovich's Chetniks on May 13, 1941, also elicited a ferocious response from Germans occupiers, with between 9,000 and 10,000 Serbian peasants killed during the initial reprisals. According to a declassified Top Secret OSS report:

"It is clear that the atrocities began not as reprisals but as a technique to of discouraging the thought of

resistance. As resistance developed, the reprisals made the initial terrorism appear as moderation. In each community, in almost every home visited by the mission, the story was the same - one or more male members of the family murdered in 1941 or 1942 by German troops."

At first, the communists under Tito cooperated with the German because of the Hitler Stalin Pact. They regularly denounced Mihailovich supporters to the Nazis, and attempted to undermine Chetnik activities.

The German attack on the USSR brought a quick reversal in Tito's policies, leading him to have his Partisans join in resisting the occupation. However, he withdrew his forces from Serbia to regions under Italian control where the administration was not as harsh. As increasing numbers of German units were transferred to the Eastern front, though, and forces from Bulgaria, Italy, Romania, Hungary, and Croatia replaced them, both the Partisans and Chetnik forces increasingly were fighting each other rather than the occupiers.

Although the Chetniks were the original resistance movement in Yugoslavia, a decision was made in 1943 to abandon the nationalists in favour of Tito's communists. The move was justified largely on the basis of doctored reports originating with British intelligence sources in Cairo and later Bari, Italy, that suggested the Chetnik forces were not fighting effectively, or were even possibly collaborating with the Germans. It was not long after the war, when documents were declassified that it became possible to establish that these reports had been fabricated by communists stationed in key positions in the British Intelligence Service in order to position Tito for post-war leadership of the Yugoslav state. Among the most prominent of the communist moles was James Klugman, a close associate to Kim Philby.

Once Tito had exclusive Allied support, he initiated a campaign to assure post-war control of Yugoslavia in part by storing large caches of arms and equipment for

SLAVIC MIGRATION CIRCA 600 AD



use in the post-war revolution. Moreover, with the defeat of Italy, the partisans' principal bosses were not essentially in Allied hands permitting them to increasingly turn their attention to fighting the Chetniks rather than the Germans.

Among the key problems Tito knew he had overcome was the potential political power of the intensely anti-communist Serbs, who constituted the majority of Yugoslavia's population. Here, the communist leader took a more subtle approach, establishing arbitrary borders for the republics that would constitute post-war Yugoslavia in a way which dispersed the Serbian population. Indeed, he was so intent on diluting Serbian political power that the borders he proposed even included an expansion of Croatian territory at Serbian expense effectively validating those established by the Croatian Ustashi!

In October of 1944, with Russian support, the Partisan forces entered Belgrade, and initiated a ruthless campaign to eliminate all opposition. After a fierce and bloody civil war, communist rule was eventually consolidated, and Tito installed as President.

THE POST-WAR PERIOD

In 1948 Tito broke with Stalin and in short order Yugoslavia became a favoured client state of the West. The United States, seeing any schism in the communist bloc as serving its interests, began pouring money and assistance into the break-away communist regime setting a pattern that would persist for decades. Indeed, unquestioned support of Yugoslavia, became one of the bulwarks of the West's response to Moscow. Yet, maintaining this policy required the West to keep a blind eye to much of that Tito actually did.

Although the non-aligned movement was formed to oppose all forms of imperialism and colonialism, in practice it associated these ills exclusively with the West. Indeed, it could be said that the non-aligned movement was in fact aligned against the West! Also, it routinely identified itself with the most radical movements in the Middle East and elsewhere, despite their often repressive nature. Moreover, despite heavy support from the West, Tito often

acted in ways that were antithetical to Western interests. For example, during the 1967 War, he permitted the Soviet Air Force to overfly Yugoslavia, and provided it with refuelling facilities. Later, when Qaddafi decided to close the Gulf of Sirte, Yugoslavia provided the contact mines.

Despite Tito's questionable actions, the West continued to loan billions of dollars to Yugoslavia, even though it was always doubtful that the money would ever be repaid. In part it seemed that the Western nations felt they had invested too much in Yugoslavia to abandon their client. As a result, today Yugoslavia's total foreign indebtedness has reached some \$16.7 billion, or over \$700 for every man, woman and child in the nation. Of this, some \$3 billion is owed by Croatia, and \$1.8 billion by Slovenia. Even with this Western largesse, however, in 1989 Yugoslavia's overall per capita income was just \$2,535.

The question which remains, though, is what Western policy should be under current circumstances.

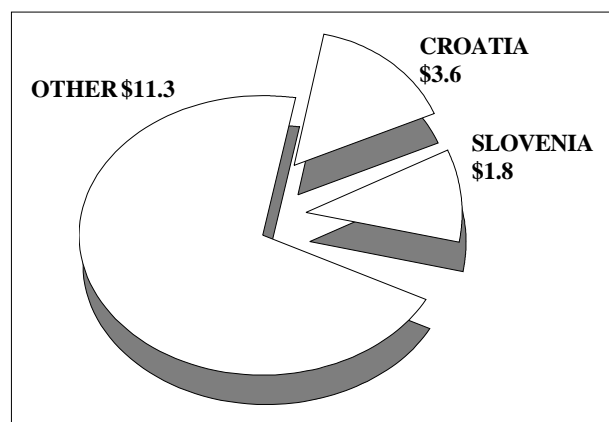
THE CURRENT SITUATION

The crisis that now grips the Balkans is the inevitable legacy of Tito's rule. Although painted in the West with a "human face" the fact is that Tito's Yugoslavia remained a collection of totalitarian states, held together in large degree by the force of his personality, the strength of the army, and the brutality of his secret police. With his death in 1980, it was only a matter of time before this artificial construct blew apart.

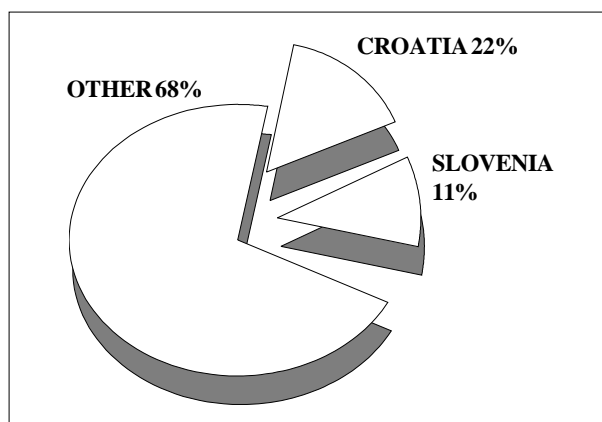
In recent weeks, certain basic facts have become evident concerning affairs in Yugoslavia.

1) The Federal Government can no longer play a meaningful role in the nation's future. It is being ignored by all parties, and being unelected, lacks basic legitimacy.

2) The concept of self-determination is not being applied in an even-handed fashion. Slovenes and Croats who want to go their own way, are encouraged by the West, yet other elements of the population, who have no desire to become part of another nation, such as the substantial Serbian minority in Croatia, are denied the same right.



**FOREIGN
INDEBTEDNESS
(billions)**



**PROPORTIONATE SHARE OF
FOREIGN DEBT (billions)**

3) The anti-Serbian bias evident in both U.S. official pronouncement and media coverage has been highly counter-productive, effectively driving democratic elements in Serbia that would otherwise support political and economic reform into an alliance with the communist holdover's.

4) The concerns of ethnic Serbs living in Croatia for their safety are well justified due to the systematic campaign of terror and discrimination against its Serbian minority that the nationalist government of Croatia has initiated. Indeed, it is reminiscent of the one instituted by the quisling Pavelic regime during World War II.

5) The Yugoslav crisis has been accompanied by a resurgence of the old European rivalries that ultimately resulted in two world wars. A fact that bodes ill for the future stability of the European continent. Most important, the current situation in Yugoslavia is in fact a paradigm for the evolving political crisis in the Soviet Union.

MINORITY RIGHTS: AN OVERARCHING ISSUE

Historically the West has been traditional champion of minority rights, and nowhere is the maintenance of this tradition more important than in the case of Yugoslavia. The ethnic division that characterize that Balkan nation have been a source of conflict and enmity through its history. Indeed, Western nations in general, and the U.S. in particular have been quick to criticize perceived abuses of minorities by Serbian government. Yet equal, and potentially greater abuses of minority rights by the Croatian government are being ignored. Among the specific, well documented actions of the Croatian government to curtail fundamental rights of minorities are included:

* The denial of employment to resident other than ethnic Croats and the requirement that where they are permitted employment, Serbs sign loyalty oaths.

* The imposition of confiscatory taxes on the property of residents other than ethnic Croats, and the demolition of Serbian homes along the Dalmatian coast without provocation.

* Press restrictions, including the exclusion of independent reporters from access to sources of informa-

tion, harassment of Yugoslav journalists working for Western press organizations, the purging of Serbians from the state-run television network, and the closing of the Zagreb office of Tanjug, the Yugoslav press agency.

* The harassment of Eastern Orthodox clergy.

* Use of terror tactics against Serbian residents, including threats, unprovoked attacks on civilians, and the vandalism directed at Eastern Orthodox Churches.

* A move to "purify" the Croatian language by purging Serbian words, and banning the use of Cyrillic characters.

* The arrest and detention of Serbian leaders without justification or cause.

* Promotion of personality cult centred on Croatian president Franjo Tudjman.

These actions are clearly those of a police state, not a "Western-style democracy" as news reports would suggest. Moreover, the suggestion that Croatia is somehow embracing the capitalist ethic appears just as far removed from reality.

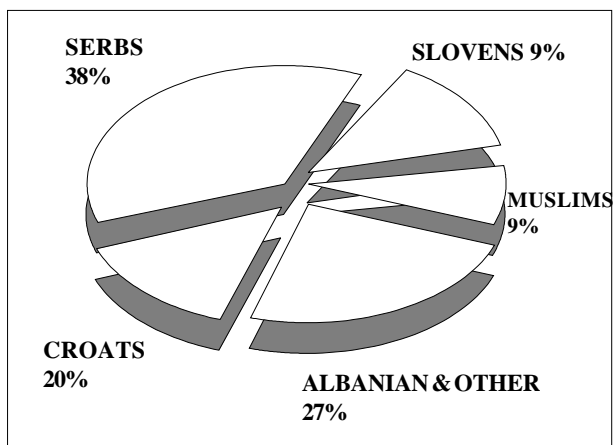
Rather than permit genuine privatisation of industry, Croatia has instead placed control of most industries in the hands of a few nationalist officials who are positioned to pass out the state's assets to a privileged few.

In short, contrary to the characterization currently popular in the press, Croatia remains an authoritarian state where human rights are largely ignored. A Western diplomat quoted by Blane Harden in Washington Post summed up the situation rather directly stating:

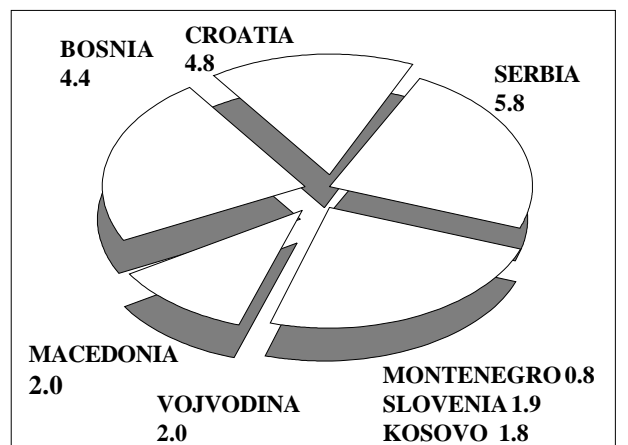
"The simplistic views that sees a free democratic Croatia and a bad barbaric Serbia is a lot of crap."

NEO-FASCISM AND THE CROATIAN NATIONALIST MOVEMENT

One of the most disturbing aspects of the ultr - nationalist movement in Croatia is its tendency towards Neo - fascism. Indeed, the Croatian nationalist government has taken a number of actions that have underscored this tendency



POPULATION BY ETHNIC GROUP (%)



POPULATION BY POLITICAL UNIT (billion)

since taking office. Croatia's president Franjo Tudjman renamed the "Square of Victims of Fascism" as the Square of Croatian Giants. This move was widely interpreted by minorities in Croatia to be an implicit endorsement of World War II Ustashi who murdered hundreds of thousands of Jews, Serbs and Gypsies. Tudjman also had Croatia adopt as its flag, the same standard that flew over the Nazi Puppet "Independent State of Croatia. Most disturbing of all, however, are the opinions offered by Croatia's president in various writings.

According to a report published by the Institute for Jewish affairs, an organization sponsored jointly by the Anti-Defamation League and the World Jewish Congress, in his 1989 book titled "Wanderings of Historical Truth", Tudjman stated

"A Jew is still a Jew. Even in the (Nazi) camp they retained their bad characteristics - selfishness, perfidy, meanness, slyness, and treacherousness."

Nor was this Tudjman's only troublesome statement. In the previously mentioned book he stated in reference to estimates that 6 million Jews were killed in the Nazi concentration camps:

"The above mentioned estimate of six million dead Jews is based to the greater extent on emotionally biased testimonies as well as one-sided and exaggerated data of post-war calculations of war crimes, and on the settling of accounts with the defeated perpetrators of war crimes."

He goes on to say:

"First, through the entire history there were always attempts of 'final solution' of foreign and undesirable racial-ethnic and religious groups by means of extermination and conversion to 'true religion'. Second, examples abound which show that there were many more such mass murders (which can be categorized as genocidal), both in magnitude and diversity after a war has ended than during the war itself. Victors can freely exercise their will after a war, while during the actual conflicts they are limited by the very uncertainty as to how war accounts would be finally settled. Third, every attempt of establishing the appearance of all or some kinds of genocidal acts in just one historical period

is a fairly useless task."

Tudjman's most outrageous writing, however, attempts to use the Bible to justify genocide:

"... a genocide is a natural phenomenon, in harmony with societal and mythologically divine nature. Genocide is not only permissible, it is also recommended, even commanded by the word of the almighty Yahweh, whenever it is useful for the survival of the restoration of the kingdom of the chosen nation, or for the preservation and the spreading of its one and only correct faith."

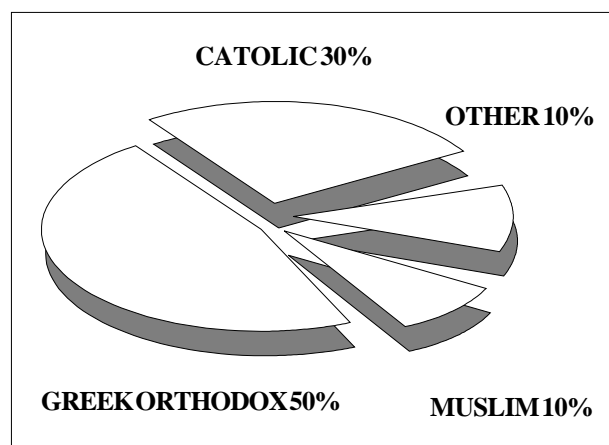
Tudjman has also often attempted to deny that 750,000 Serbs, Jews, and Gypsies were put to death at the infamous Jasenovac concentration camp, insisting instead that the actual number was 30,000, and asserting that nationalist forces under Mihailovich killed many more Croats. This assertion, however, flies in the face of all authoritative estimates, as well as recently declassified reports from OSS operatives sent into Yugoslavia during the Second World War.

"I hoped that anti-semitism and nationalistic hatred, had vanished in Croatia. I was wrong."

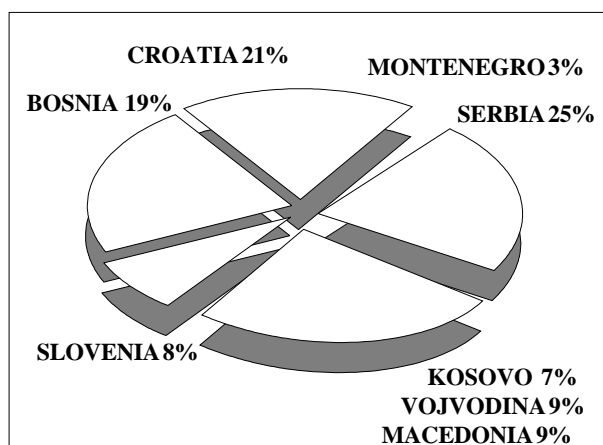
Given Tudjman's public pronouncements, and the policies of his government, it is easy to understand why Croatia's Serbian minority lives in fear of a renewed holocaust. Indeed, harassment by the illegal Croatian militia has already led over 22,000 Serbs to flee Croatia according to Red Cross figures. Despite this fact, however, no Western government has to date spoken out on their behalf.

THE FUTURE OF YUGOSLAVIA

In looking to the future, it is clear that the Yugoslav state forced together by Josip Broz Tito simply cannot endure. Ethnic hatred, and economic and political differences mandate a change. For the nations in the West, what is important is to ensure that the change takes place as peacefully as possible. To do this, it is essential that the West does not fuel ethnic passions by appearing to side



PRINCIPAL RELIGIONS (%)



PERCENT OF POPULATION BY POLITICAL UNIT

with any specific group. Yet, to date, the West has done exactly that. Indeed, if anything, Western actions have tended to encourage the nationalistic frenzy that has led to over 300 deaths to date.

The question then, is "What should the West do?"

First, it is important to recognize that the current governments in power in the various republics that constitute Yugoslavia are unlikely to remain in place in the future. Eventually, nationalistic frenzy will give away to harsh economic reality, and the inability of nationalist leaders to make good on their excessive promises will take its toll. Indeed, Slovenia is already beginning to recognize the price it will pay for independence, as wages drop by 25 percent, and exports by a third.

Ironically, although both Slovenia and Croatia have complained bitterly that they were subsidising the less prosperous provinces and republics to their south, their access to these regions as a protected market accounted for up to one third of their total production. Eventually, the nations that succeed Yugoslavia will have to come to some sort of economic accommodation, and that, more than anything else may eventually lead to improved relations between them.

Secondly, the West must recognize that Yugoslavia's current internal borders were the product of an arbitrary process, designed to meet Tito's political objective of diluting Serbian political influence rather than to serve the actual dreams, hopes and aspirations of that nation's people. Therefore, they cannot be maintained. While the Croatian population of Yugoslavia should have the right to self-determination, they should recognize a reciprocal right for the Serbian minority that resides within Croatia. Their forced incorporation into a new state where they will clearly be an oppressed minority can only lead to unending bloodshed.

Third, the West should attempt to open dialogue with democratic elements in Serbia. The anti-Serbian bias so much in evidence in the West has forced advocates of democracy into an uneasy alliance with the current nationalist majority. This is counter-productive, and in the long-term will only serve to reinforce the grip of hold-over Marxist on the reign government.

Fourth, the West must stop deluding itself about the nature of the governments of the various republics. As stated earlier, none is a democracy in the Western sense, and none shares Western social and economic values. Therefore, none deserves the West's support.

A fifth and final point that must be considered is the implications a failure to settle the ethnic issues within the Balkans will have for other emerging ethnic concerns within the former East Bloc. The most potentially dangerous of these are found within the Soviet Union, which is comprised of some 128 different national groups, many of which harbour aspirations for independence. Permitting unbridled ethnic conflict to take place in the Balkans could send a signal to these groups the West would live to regret.

FOR FURTHER READING

GENERAL BACKGROUND

A History of Modern Serbia, Volumes I and II, by Michael Boro Petrovich, Harcourt Brace Jovanovich, New York, 1976

Black Lamb and Grey Falcon (A Journey through Yugoslavia), by Rebecca West, Viking Press, New York, 7th printing 1956

Tito's Flayed Legacy (Yugoslavia and the West since 1939) by Nora Beloff, Westview Press, Boulder Colorado, 1985

The Web of Disinformation, by Michael Lees, Harcourt Brace Jovanovich, New York, 1990

THE CURRENT SITUATION

"*The Tanks of July*", *Newsweek*, July 15, 1991, page 22

"*The fire this time*", *U.S. News & World Report*, July 15, 1991

"*Out of Control*" *Time Magazine*, July 15, 1991

ANTI-SEMITISM IN CROATIA

"*Central and East European Jewry: The impact of Liberalization and Revolution*", *Research Report Nos 2 & 3*, 1990, *The Institute of Jewish Affairs New York*.

"*Religious and Political Ferment in Yugoslavia*", by Arthur B. Keyes Jr. *The Christian Century*, Cicero, III. May 8, 1991, page 524.

"*Ghosts From a Bloody Past Haunt Yugoslavia's Future*", by Roy Gutman, *Newsday*, May, 19, 1991

"*Fears of antisemitism as Croatian nationalists increase their influence*", *The Jerusalem Post*, December 30, 1990

ECONOMICS

"*Unblocking the Yugoslav Economy*", by John Boland, *Warfields*, March, 1991, page 32

"*Faltering Free Market Progress*", by Warren Brookes, *The Washington Times*, February 27, 1991

"*Soviets Need Hones Money, Not Aid*", by Steven H. Hanke, *Wall Street Journal*, June 5, 1991

"*Steve Hanks: profession <<privatiseur >>*", *Le Figaro*, March 26, 1991

* Bosnia-Herzegovina was occupied in 1878 by Austro-Hungary, and annexed 1908 (editor's note).

THE YUGOSLAV CRISIS AND THE UNITED STATES: HOW TO UNDERSTAND IT, WHAT TO DO ABOUT IT?

Contributions to a debate yet to be

Dr. Srdjan Trifkovic

Former fellow, Hoover Institution on War, Revolution and Peace,
Stanford University, Stanford, CA 94305-6010

Abstract

The crisis in Yugoslavia presents the democratic community of nations in general, and the United States in particular, with a difficult dilemma: whether to “do something” or, in the words of a British official, to “allow the fire to burn itself out”? Since the Yugoslav flame is more likely to spread than to die out, inactivity is not feasible. So what to do? This dilemma contains both a challenge and an opportunity. America’s challenge is to devise a “Yugoslav” policy based upon a coherent, thorough analysis of the issues involved. Such a policy should seek to articulate U.S. national interest in the area, while taking due account of the respect for democracy, justice, and human rights. The opportunity is to pursue this policy - once defined - consistently and fairly, in concert with our European partners, in order to help defuse the hotbed of conflict in a strategically crucial part of the Old Continent.

So far, Europe has failed to cope successfully with the Yugoslav problem. There is a general agreement in Brussels that the present crisis in Yugoslavia is a matter of concern and legitimate interest to the international community. There is also a consensus that an eventual solution should be based upon the repudiation of violence and respect for the institutions of conflict resolution by the disputing parties. However, not all Euro-partners are equally mindful of the need to analyze the Yugoslav situation in all of its historical, legal, moral, and political aspects. Germany in particular has displayed an unnerving tendency to push for “solutions” which may be in line with Herr Genscher’s perception of his country’s particular geopolitical interests, but which do not reflect an European consensus and are not likely to result in a permanent settlement in the Balkans. This has caused some unease in Paris, London and Rome, indicating for the second time, a year after the Gulf Crisis,

that the Community still does not have a single voice on foreign policy.

Some U.S. media and politicians have erred in debates over Yugoslavia for different reasons. Apparently overwhelmed by the multi-layered complexity of the Yugoslav problem, they were prone to look for simplified explanations and instant formulae. There was a tendency to decide who were the “good guys” and who were the “bad” ones, where neither black nor white can be found - only different shades of gray prevail. Propaganda was too often accepted as fact, even though “facts” are a scarce commodity on Yugoslavia’s battleground today. People on all sides there have a marked tendency not to allow facts to stand in the way of their particular “truth.”

An eventual settlement may come about only as the result of peaceful negotiation among the disputing parties. As a first step, however, the outside world ought to take an active role in defining the framework and terms of this debate. This role may be fulfilled only if other countries maintain their credibility as bona fide impartial mediators. They must avoid any appearance of accepting facile, ready-made solutions, and - like good jurors - they should deliberately reject preconceived notions about who has done what to whom and what should be the final solution.

Therefore, we need to get back to basics, starting with history. History is a political factor **par excellence** in the Balkans: events of five decades, or five centuries ago have an immediate effect on how people perceive themselves and others, how they define their objectives, and how they go about reaching those objectives.

Creation of Yugoslavia

So what is Yugoslavia: a fatally flawed edifice from its inception, or an old dream turned sour? It is a bit of both; but let us first establish what it isn’t. There are frequent claims - both within “the Land of South Slavs” and by less well informed observers abroad - that Yugoslavia has been

an artificial and unnatural state all along, a sort of mini-Soviet Union, created for the benefit of the majority nation. While this view may appear alluring, especially because of the attractive Soviet parallel, it is based on an inaccurate and misleading picture.

It is a matter of historical record that the roots of the movement for South Slav unity were to be found among all constituent nations of Yugoslavia long before the new state was created. This movement was especially strong in mid-nineteenth century Croatia, among the intelligentsia. It found an articulate advocate in a Roman Catholic bishop, Josip Juraj Strossmayer. Even the Habsburg general who is now celebrated as a Croatian national hero, ban Josip Jelacic, asserted that both Serbs and Croats were essentially one people (1848). In those days, the rationale for South Slav unity - cultural, socio-economic, linguistic - seemed no less valid than that which guided Germans and Italians on their road to unification under Bismarck or Mazzini. The legacy of nineteenth-century "Yugoslavism," romantic and confined to intellectual elites as it was, cannot be overlooked or totally eradicated.

When the unification finally came, after World War I, it was probably a half-century overdue: the process of separate cultural development and articulation of separate national identities among the South Slavs had been almost completed. Yugoslavia came into being as a nineteenth-century dream which fitted rather uneasily into the realities of post-1918 Europe.

In Serbia, which had renewed its independence a century earlier, the Yugoslav idea was not universally admired. Indeed, it was argued that the acceptance of the Yugoslav solution was not in line with the pragmatically defined national interest of the Kingdom, which emerged as one of the victorious powers from the Great War.

During that war, the Allies had offered Serbia considerable territorial enlargement (Vojvodina, Bosnia-Herzegovina, Montenegro, parts of today's Croatia...) - in effect the creation of a Great Serbia, which would have covered some two-thirds of today's Yugoslav territory. The Entente powers envisaged this solution as a reward for Serbia's considerable contribution to the Allied cause 1914-1918, during which it lost a quarter of its population. A major portion of the Adriatic Coast was thereby assigned to Italy.

During those four years, young Croatians and Slovenes fought on the side of the Central Powers, most as Austro-Hungarian conscripts, some as volunteers. As the Entente victory appeared increasingly imminent, several exiled Croatian and Slovene politicians started an intense lobbying action with the Government of Serbia and in Allied capitals, in favour of a single South Slav state on the ruins of Austria-Hungary. Not surprisingly, they were apprehensive of ending the war on the losing side, and being left to the tender mercies of their much more powerful and expansionist neighbours, such as Italy. They saw in the Yugoslav option a way to avoid this undesirable outcome, and endeavoured to overcome doubts and reservations of Serbian Prime Minister Pasic and others.

An agreement between the "Yugoslav Committee" and the Government of Serbia was eventually reached at the Island

of Corfu in 1917, envisaging a unitary state under the Serbian dynasty of Karageorgevich. As a leading Croatian politician, Dr. Ante Trumbich, declared at the time: Serbia proved ready to sacrifice her state individuality in order that one common state of all Serbs, Croats, and Slovenes might be created. She thus has the absolute right to be called the Yugoslav Piedmont.

The leading political force in Zagreb from 1903 until the end of the Great War, the Croat-Serb Coalition was in the forefront of this pro-Yugoslav activity within the Habsburg lands of Croatia and Slavonia. Both partners in this alliance were regarded as an integral part of Croatia's body-politic, and as legitimate participants in any decision-making about the province's future.

Slovene and Croat representatives arrived in Belgrade on December 1, 1918, to press for immediate unification with Serbia, which was duly effected. They may have been defending their particular national interests in that way; it is nevertheless significant that their action came months before the victorious allies convened in Versailles. The new state, far from being a "Versailles creation," offered Croats and Slovenes an opportunity to preserve their territorial and linguistic integrity, and gave Serbs a chance finally to come under one state roof. The Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes, as it was originally called, was created on the basis of President Wilson's Fourteen Points; the U.S. government was accordingly among the first to recognize it. Historical record thus contradicts the myth of Yugoslavia's "artificial creation." Its constituent nations voluntarily entered the union, on the basis of an overwhelming mandate of elected representatives in formerly Austro-Hungarian South Slav lands.

Yugoslavia Between Two World Wars

The new state was beset by huge problems from the beginning, from the legacy of war and destruction to the animosity of several of its neighbours whose territorial appetites went unsatisfied in Versailles. The unsettled national question proved much more serious. It is sometimes claimed today that between 1919 and 1941, Yugoslavia was dominated by Serbs, while other nationalities were oppressed. While arguments exist to support such a claim, a comprehensive look reveals a more complex story than it may seem at first.

Denunciation of "great-Serbian oppression" was a favourite theme as early as 1919 of both the Croat separatist movement and of Moscow-controlled Yugoslav communists. From the earliest days, both groups were adamantly opposed to the Yugoslav state, for different reasons, but with similar methods and vocabulary. The former refused to take part in the Constituent Assembly, the latter refused to recognize the Constitution of 1921. This even resulted in an unholy alliance between Croatian politicians and the Communist International in the heyday of Lenin's drive to export the Bolshevik Revolution. (A similar community of interests was forged between the extreme Croatian proto-Fascist fringe and the Communist Party of Yugoslavia a decade later, in the early 1930's.)

Between the wars, Yugoslavia was a state desperately in search of a viable political system. Most Serbs

sought to turn it into a relatively centralized, unitary state, the model for which corresponded to their pre-1914 experience. Many Croats brought into the new union all the reflexes and obstructionist modes of political discourse inherited from the days of Austria-Hungary. Without any tradition of independent statehood in modern times, Croatian politicians tended to perceive ANY state as an entity external to themselves and their perception of the Croats' national interest, therefore as antagonistic and intrinsically untrustworthy.

The mood of mistrust and increasing antagonism was facilitated by many mistakes made by the Serb political establishment, where one could find both insensitivity and lack of understanding of the other side's apprehensions and aspirations. Clashing self-perceptions were involved, resulting in an unprecedented degree of animosity. Two decades of gradual estrangement among Yugoslavs, primarily defined through the Serb-Croat problem, came to dominate the political life of the "First Yugoslavia."

Nevertheless, even this "Serb-dominated" state was constantly in search of a *modus vivendi* with the Croats. In August 1939, when an agreement was finally reached, Croatia's political establishment expressed satisfaction with the extensive autonomy granted thereby. The undisputed leader of the Croat people at that time, Dr. Vladko Macek, signed the agreement which opened with the following statement: "Yugoslavia is the best guarantee of the independence and progress of Serbs, Croats, and Slovenes."

By that time, the clouds of war were already gathering around Yugoslavia. In March 1941, in the darkest hour for all friends of liberty in Europe, thousands of Serbs took to the streets of Belgrade and other cities in support of a pro-Allied coup d'état. Hitler's subsequent rage resulted in a ferocious Axis attack and the destruction of the country. Being on the Allied side even when "pragmatic self-interest" dictated otherwise was to cost Serbia yet another crop of its youth, for the second time in a generation's lifetime.

On the eve of German attack, the Croatian leader, Macek, rejected all German offers of power in a future independent Croatia. He, too, was a "devastated man" when the attack came. There was one group, however, which greeted the arrival of the Wehrmacht with unconcealed delight: Croatian separatists, the most sinister of whom - the Ustasa movement headed by Ante Pavelic - were duly installed in power by the victorious Germans and Italians.

The Ustasa Legacy

The present Serb-Croat conflict cannot be properly understood or evaluated without some reference to the policy of genocide perpetrated by Croatian Quislings, the Ustasas, against Serbs, Jews, and Gypsies during the Second World War. There is a wealth of authentic documents on Ustasa atrocities from German, Italian, and Allied sources. Axis field commanders often complained that the Croats anti-Serb zeal was providing guerrilla formations with a steady pool of recruits. The trauma which the Serbs experienced in Croatian extermination camps and under the knives of Croatian regular units and irregular bands is only vaguely

discernible from the following entry in the latest Britannica:

In Croatia the indigenous fascist regime set about a policy of "racial purification" that went beyond even Nazi practices. Minority groups such as Jews and Gypsies were to be eliminated, as were the Serbs: it was declared that one-third of the Serbian population would be deported, one-third converted to Roman Catholicism, and one-third liquidated [...]

Ustasa bands terrorized the countryside. The partial collaboration of the Catholic clergy in these practices continues to be a component of Serb-Croat suspicion. (Macropedia, Vol. 29, 1991, p. 1111)

A similar assessment is offered by the **Encyclopaedia Americana**, which stresses that the Ustasa regime organized a campaign of forced annihilation and conversion of the Serbian Orthodox - resulting in chaos and civil war. Similar verdicts came from Croatian democrats and anti-fascists, too. The late Dr. Branko Peselj, a prominent Croat pre-war politician and Macek's personal aide, and in his emigre days an attorney in Washington D.C. for forty years prior to his death in 1990, testified that Pavelic's Ustasas intended to eliminate all Serbs in areas they controlled. In this they almost succeeded, deploying means even more cruel - and no less efficient - than those used in Auschwitz and Babi Yar. Exact numbers are still disputed; according to German contemporary estimates, several hundred thousand Serb civilians were slain. But more important than an exact number is the fact that, in "Independent Croatia," there was no rational correlation between a Serb's behaviour or values and the state's attitude towards him.

People outside Yugoslavia may have some difficulty comprehending the unwavering determination of Serbs not to live under a sovereign Croat government. Those Serbs, it should be remembered, have this genocide within living memory as a salient feature of their outlook. Hundreds of thousands perished, and there is hardly a Serb in Croatia who does not have a family member or an ancestor among the victims.

The Serbs fears are certainly not allayed by the people who rule Croatia today, uncompromising nationalists who not only minimize the number of victims, or even deny that atrocities have taken place, but who also readily admit that the Quisling-ruled Croatia "reflected those centuries-old aspirations of the Croat people" (Croatia's President Franjo Tudjman, 1990). It is worthy of mention that this so-called Independent State of Croatia declared war on the United States and Great Britain in December 1941, and that thousands of its volunteers took an active part in the struggle for Hitler's "New Europe" in places as far apart as Stalingrad and Trieste.

Tito's Legacy

The roots of Yugoslavia's current crisis are primarily to be found in the legacy of Marshal Josip Broz Tito's autocratic brand of communism. Mistakenly hailed by the West for decades as a "different" kind of communist, Tito had devised in his lifetime a political system designed to perpetuate his personal power by keeping Yugoslavia's national Party hierarchies permanently at odds with each other. Apprehensive of all real or potential rivals to the point

of paranoia, Tito devised an unworkable decision-making system which made him a permanent giant among dwarfs. In his aftermath, this system also assured Yugoslavia's slide into civil war.

Tito began his Yugoslav career as an agent of Stalin's Comintern. This ambitious Croatian locksmith converted to communism, Austrian veteran of the Great War, was given a mandate by Moscow during World War II to give shape to the "new" Yugoslavia. He was able to do so due to his victory in a multi-cornered civil war which raged in Yugoslavia from 1941 until 1945. This was primarily a civil war: most victims were killed by OTHER Yugoslavs, and most parties were vying for power after the end of the global conflict. For all his rhetoric of "national liberation," Tito's self-avowed main enemy was the pro-Western resistance movement of General Draza Mihailovic's Cetniks, abandoned by the British in 1943 because "Tito was killing more Germans."

Serbian nationalists today claim that Tito's "solution" of 1945 was an inherently anti-Serb affair, the result of a grand communist conspiracy against the nation which proved most reluctant in embracing the five-pointed red star. This is an exaggeration. Admittedly, anti-Serb overtones of the Comintern's pre-war slogans were amply reflected in the assumptions on which the second, communist Yugoslavia was based. But the primary motive was to keep all players equally weak, to prevent any single party being strong enough to threaten the dynamics of Tito's rule. As the Serbs happened to be more numerous and, historically, more "stubborn" (Tito's words) than the rest, they had to be circumscribed in territory and political influence.

There were ultimately no "winners" in Tito's one-man state: all were losers except the dictator and his nomenclature. It is nevertheless evident that the Serb nation was treated by him with particularly vindictive disdain. To keep them (as well as everyone else) at bay, Tito introduced the policy of "brotherhood and unity," a typical communist set of slogans about the overcoming of national differences through the common experience of anti-Fascist struggle and post-war "construction of socialism." This was meant to strengthen the Party's control and keep nationalist passions at bay.

The chief practical consequence of such approach, however, was a massive official cover-up of Ustasa war crimes against the Serbs, all in the name of ideological peace and new order. Everything was supposed to be "forgiven and forgotten," and any reminder of the unhealed wounds was labelled a nationalist provocation. Consequently, the process of de-Nazification never took place in Yugoslavia. This is a paramount factor of contemporary politics in Croatia, which has emerged as the hotbed of instability in post-Titoist Yugoslavia. Tito's edifice had been untenable and thoroughly flawed from the beginning, but tragedies and mistakes from the past threaten to repeat themselves on its ruins.

Internal Boundaries

The most pernicious practical aspect of Tito's legacy

concerns internal boundaries. To be precise, the problem concerns the discrepancy between administrative boundaries of federal units within Yugoslavia, and ethnic demarcation lines between the constituent nations of Yugoslavia. Internal boundaries between Yugoslav federal units were arbitrarily established by the communist Partisan leadership in 1943, at a meeting of the communist-controlled provisional legislature organized by Tito. The decision was presented to this forum in a ready-made form, not open to questions and debate. It received its final touches in 1945, in an equally "democratic" manner. Those boundaries are still in force today.

While national communist parties of Croatia and Slovenia were duly represented at the 1943 gathering, the Serbs fighting on Tito's side - the only group denied the "privilege" of having a national communist party at that time - were not. It is far from certain whether even pro-communist Serbs would have agreed to Tito's project of the territorial division of Yugoslavia, were it not for his assurances that the boundaries were irrelevant anyway. It was claimed that they would be treated merely as administrative lines between federal units, under the same state roof.

It was thus that the boundaries between the six republics were subsequently presented to the public at large. Of course, no debate was ever allowed, although some questions could be legitimately asked. For instance, just over one percent of all inhabitants of the Republic of Serbia are Croatian, while in 1948 - even after the Ustasa genocide - the Serbs accounted for 17 percent of the population of the Republic of Croatia. Ethnically senseless, those boundaries have no basis in history either, even less in law. They have never been subjected to a popular plebiscite, let alone to the due process of negotiation, signature and ratification by the democratically elected representatives of the peoples affected by them.

One consequence of Tito's project was to split the Serbs into four federal units, leaving one-third of them outside the confines of "Serbia-proper." Furthermore, within Serbia itself, two autonomous provinces were created, thus diminishing that republic's coherence even further. No other federal republic in Yugoslavia had autonomous provinces carved out of its land, although the same set of ethnic, historical, cultural, and geographic principles would have dictated the granting of the same autonomous status to Istria with Quarnero and Dalmatia, to name but two obvious candidates.

Subsequently, Tito's peculiar brand of federalism was enthroned. It was inherently unstable: Serbs, with 40 percent of the total population, had one-eighth influence. This provided the basis for an eventual resurrection of Serbian nationalism, which came in the late 1980's with Slobodan Milosevic. For all his demagoguery and populism, Milosevic could not have succeeded had he not relied on a deep, well-grounded sense of dissatisfaction and Angst present among a majority of Serbs of all social classes. It is now becoming obvious that they have never accepted the legitimacy of these boundaries, even as administrative lines. Any attempt to turn them into international frontiers would eliminate the grounds for a constructive dialogue with them, or for a peaceful and just resolution of the

Yugoslav crisis. Yugoslavia's internal boundaries are a legacy of Stalin's Comintern, which inspired them, and of Tito's autocratic communism, which enforced them. Now that both those creations are mercifully defunct, it would be a supreme irony for the democratic community of nations to treat their flawed legacy as legally binding or legitimate. It is highly significant that in Croatia the ruling team seeks to preserve one - and only one! - part of the Yugoslav legacy: the boundaries. It is hardly surprising that the Serbs refuse to accept this, as it would imply the abandonment of hundreds of thousands of their compatriots to an uncertain future under Croatia's ultra-nationalist regime, a regime deeply imbued with the chauvinistic mysticism of blood and soil.

Constitutional Issues

Yugoslavia's Constitution of 1974 codified Tito's unworkable system of collective decision-making, his concept of "workers' self-management" once so dear to Western left-wing intellectuals, and his internal division of the country. This document is now defunct. Unilateral actions of Yugoslavia's separatist forces, relying on the policy of fait accompli, assured that no legally codified framework can be enforced at the moment. Unfortunately, in some Yugoslav republics this document imbued with Titoist ideology was replaced over the past year by constitutions which elevate the Nation to the status of the highest good.

The new Croatian constitution, proclaimed in December 1990, is a case in point. Croatia was thereby defined as the nation-state of the Croat people, in the best tradition of national romanticism, thus reducing the Serbs there to the status of a mere national minority. Of course, a rational and civilized solution would have been to devise constitutional arrangements which always treat the citizen as the key subject. It is from him, the free individual, that the collective rights of Yugoslavia's constituent nations ought to spring.

These nations accordingly need to be recognized as entities which transcend the boundaries between constituent republics. To take an example which is the source of considerable controversy right now, parts of the Serb nation have been inhabiting many areas of the federal republic of Croatia for centuries. Today they have a simple majority in about a third of its territory, even after the tremendous loss of life under the Ustasas during World War II. The Serbs' right to these lands was recognized in the ONLY international agreement dealing with this issue - the London Treaty of 1915, signed by the major Allied powers. As far back as the seventeenth and eighteenth centuries, the Serbs' rights there were codified in numerous charters by Habsburg monarchs, who sought to reward Serb warriors for their services to the Crown. Besides neither ethnic, nor legal, there are also no historical grounds for Yugoslavia's constituent nations to be split up by the arbitrarily drawn boundaries between administrative units.

Rights of Seceding and Loyalist Population

It is an established legal precedent and an accepted principle of international law that a secessionist entity cannot take with it geographically compact regions inhabited by a

majority opposed to secession. There are two clear historical parallels to illustrate this.

In 1920, Ireland was a much more coherent cultural, historical and political entity than, say, Croatia ever will be. And yet, Ireland had to be partitioned when the Irish Free State came into being. The Loyalist population of Ulster's Six Counties could not be denied their right to self-determination when the Nationalists in the South exercised theirs.

In a similar vein, in 1861, a majority of the inhabitants of what is now West Virginia refused to be taken out of the Union by Richmond when Virginia opted for secession and joined the Confederacy. The West Virginians' right to remain loyal to the Union was duly recognized when they were granted statehood by the United States in 1863. In the same way, the Serbs of Krajina do not want to deny the right to Croats to self-determination, but justifiably and reasonably, they demand the same right for themselves.

The shape of Yugoslavia's eventual "divorce" ought to reflect the nature of its "marriage" in 1918. Yugoslavia came into being with the approval of the international community as a voluntary union of its three "constituent peoples": Serbs, Croats, and Slovenes. Prior to 1918, only Serbia and Montenegro were sovereign states: the rest of today's Yugoslavia (including the two secessionist republics of Slovenia and Croatia) were fully incorporated into Austria-Hungary. They joined Serbia in union as peoples, not as "states." The right to secession remains vested in the constituent peoples of Yugoslavia (as distinct from national minorities), and evidently not in some self-proclaimed "states" which came into being over seventy years later.

Ideally, the will of the constituent peoples would be expressed validly by the convening of a constituent assembly of all Yugoslavs, where the shape of the future relationship among the founder-nations could be resolved. Elections to this body would need to be supervised by international observers. The problem just might be reduced to the status of a clean slate, and - it is hoped - a constructive new beginning.

The Issue of Recognition

From all of the above, it follows that no recognition of the unilaterally proclaimed "states" within Yugoslavia should be contemplated by the democratic community of nations. Besides other arguments, in the particular case of Croatia, some basic requirements of the Stimson Doctrine are not satisfied: effective control of the "would-be" state's territory, absence of outstanding territorial disputes, and consensus regarding recognition among the majority of the community of nations.

Furthermore, recognition of Croatia on the basis of the territoriality of Yugoslavia's old administrative units would imply a denial of the right of Serbs and others within Yugoslavia to devise a new kind of union in those parts of the country where they have a clear majority. Such action would also ignore or deny international legal criteria, precedents, and principles. It would give comfort to the perpetrators of unilateral policy of faits accomplis, who evidently have reason to fear a genuinely democratic

solution of the Yugoslav imbroglio.

Such a solution must be based on a comprehensive application of the Helsinki Accords and the Hague Conventions, both in terms of borders and respect for individual and collective rights. Yugoslavia's external borders are not an issue. A solution must proceed from the reality that a majority of Croats and Slovenes wish to secede, and that a majority of Macedonians seek at least a nominal sovereignty within a loose Yugoslav framework.

There is no obstacle to the Slovenes' wish for self-determination, or to the Macedonians' desire to determine their own future. As for Croatia, the preceding arguments indicate that the community of nations has to approach the issue with patience and readiness to confront intransigence on both sides. Even from a purely pragmatic viewpoint, apart from any legal, historical, or moral arguments, it is not in the best interest of this or any other well-meaning government to follow the clarion call of separatist lobbies for unilateral recognition of Croatia's independence. Such a move would create grave new problems without resolving any of the old ones.

The optimal solution would dictate a cooling-down period, followed by the convening of a constituent assembly of all Yugoslavs, to be freely elected under international supervision. If no election to the constituent assembly could be realistically arranged, then at least there ought to be an internationally supervised plebiscite on who wants to stay with whom. It should take the local borough as the smallest collective entity. All sides ought to declare in advance their adherence to the principle that the democratically expressed will of the people would be inviolable; but even this course requires the acceptance of a flexible attitude towards Yugoslavia's internal boundaries as a *conditio sine qua non* of any peaceful solution.

Human Rights

In terms of human rights, the situation is far from satisfactory in most parts of Yugoslavia. In Serbia, the government of President Slobodan Milosevic has conducted itself unsatisfactorily on many fronts: its control of the media, its attitude towards student protests in March 1991, and its unwillingness to allow the normal functioning of truly democratic, pluralist political life in what used to be the only democracy in the Balkans early in this century. Even its democratic credentials are suspect, in view of serious allegations that the first post-war free election in Serbia, in December 1990, was less than completely fair...

Equally melancholy is the situation in Croatia. The authoritarian policy of its president, Dr. Tudjman, has turned most media into propaganda outlets of the ruling separatist coalition. Western observers and diplomats have repeatedly stressed that the terms of public debate are much freer even in Milosevic's Serbia than in Tudjman's "young democracy." Much more serious than the issue of media freedom, however, is the systematic abuse of the human rights of Serbs in Croatia (cf. Time, September 30, 1991). This policy was initiated already by the former communist regime in Croatia, as witnessed in July 1989, when scores of Serbs were arrested simply because they attended a commemoration outside an Orthodox church near the city of Knin.

More systematic persecution of Serbs in Croatia came after the electoral victory of the separatists in that republic in the spring of 1990. There are well-documented cases of thousands of Serbs fired from their jobs in a totally arbitrary manner, or forced to sign humiliating "declarations of loyalty" to the new government in Zagreb. They were denied the right to use their Cyrillic script, and - significantly - they were prevented from setting up their own schools, where their children would be shielded from at least some of the excesses of anti-Serb propaganda which now permeates Croatian textbooks. Even a year ago, all this induced U.S. Ambassador in Belgrade Warren Zimmerman to express his concern about the position of Serbs in Croatia to the authorities in Zagreb.

Events of 1990 were but a prelude to the present state of affairs in Croatia. The Serbs describe it as anti-Serb state terror, which is hardly an exaggeration. Distribution of arms to "reliable Croats" in the villages, members of the ruling Croatian Democratic Alliance (HDZ), turned every nook and cranny of the republic of Croatia with a Serb population into an anti-Serb open season: nocturnal shootings, hate slogans spray-painted on houses, and threatening telephone calls in the middle of the night became the order of the day. Eventually, over one-hundred-thousand Serb people living within the boundaries of the federal republic of Croatia, mainly women, children, and old people, had to abandon their homes and seek refuge in Serbia, Bosnia-Herzegovina, and Montenegro.

It is sad, but unsurprising, that the government in Zagreb has failed the test of true democracy. Dr. Tudjman is a former communist general, faithful to Tito's memory even to this day. His government has been and still is composed of many former communists who went from Titoist orthodoxy to chauvinist obscurantism without stopping anywhere in between. They are hostages of simplistic solutions, unable to appreciate the complexity and subtlety of the political process in a democracy, and unable to escape the clutches of collectivism - in its Marxist or in its nationalist guise.

At the present time, no government of a Yugoslav republic may claim the distinction of being truly democratic. A sober appraisal of the situation cautions us against facile divisions of Yugoslavia into "pro-Western", democratic, and "neo-communist" authoritarian parts. It is hardly disputable that Serbia's president, Slobodan Milosevic, has strong authoritarian tendencies; but that republic's constitution at least allows the possibility of a fundamental change with his eventual departure from the helm. Croatia, on the other hand, cannot entertain such hope: it is constitutionally defined as the "nation-state of the Croat people", and the "embodiment of its centuries-old striving for statehood." Such a definition is in a way understandable, emerging as it does within the context of a small, underdeveloped, and insecure central-east European nationalism. It fits rather uneasily, however, into the concept of an increasingly united Europe that seeks to liberate itself from this kind of nationalist hangover.

Problem of Kosovo

Much has been said about human rights violations in the Serbian province of Kosovo. However, while the focus is

on the present position of ethnic Albanians there, not much is said about the predicament of some tens of thousands of Kosovo Serbs who were forced to leave the province under the Albanians' pressure and intimidation. An objective, balanced approach requires both aspects to be taken into account. Most analysts fail to draw the distinction between the problem of human rights in Kosovo, and the problem of Albanian separatism there. Do minority rights entail the right to set up a state structure with an inherent right of secession?

The media in most democratic countries are quite properly making this distinction in the treatment of other similar problems (Sinn Fein in Ulster, Basques in Spain, Corsicans in France, South Tyrol Germans in Italy, etc). The inescapable fact is that the ethnic Albanian "intifada" in Kosovo is primarily a separatist movement. As David Binder, a prominent editor known for his sympathies for the Albanians' cause, wrote in *The New York Times* on February 8, 1991:

Albanian advocates here dream of an ethnic Albanian republic in Kosovo that could one day unite with Albania. They say they dare not express this longing in public for fear of angering the leadership of Serbia.

Ethnic Albanians do have a majority in the province of Kosovo, but this province is historically, geographically, and economically an integral part of Serbia. In the same way, there is a Hispanic majority in southern Florida and in many parts of the Southwest, but those areas are in every other respect an integral part of the United States. Within Serbia, ethnic Albanians are a minority. Their present status is definitely unsatisfactory, and the Serbian authorities need to find ways of initiating a dialogue with them. They should, indeed, enjoy full minority rights - but those rights do not include the right to secession and independent statehood. If they did, then the same could be demanded by Mexicans in southern Texas, or Cubans in southern Florida, or Germans in South Tyrol, or Hungarians in Transylvania. And yet, it is easy to imagine how the American public would react if the hypothetical advocates of a fifty-first, Latino state openly plotted secession from the Union and merger with a foreign country!

No country in history has ever voluntarily surrendered its territory to satisfy separatist demands of an ethnic minority. In 1938, to their lasting discredit, Britain and France coerced Czechoslovakia to surrender Sudetenland to Hitler, following months of agitation by the German minority there. Seven years later, those regions were reintegrated into Czechoslovakia, and millions of Sudeten Germans were expelled. "Final solutions" give rise to final reactions, which are ultimately in neither side's interest.

The problem of Kosovo cannot and should not be linked to the resolving of Yugoslavia's fundamental crisis, which concerns Serbs and Croats. Before defining a position on Kosovo, a foreign observer should take into account not only the plight of ethnic Albanians there, but also that province's role as the cradle of Serbian statehood and culture, and the fact that the indigenous Serb population of Kosovo - settled there continuously for over eleven centuries - has been halved over the past fifty years. Again, Manichean, black-and-white perceptions are neither accu-

rate, nor helpful.

Interest of the United States

The chief interest of the democratic community of nations, and of this country in particular, is to promote and maintain stability in the area of Central and Eastern Europe in the aftermath of communism's collapse. An unconsolidated, conflict-ridden hot spot in the Balkans does not serve such an interest. Quite apart from the intrinsic moral, legal and historical aspects of the problem, a pragmatically perceived American interest dictates a solution which would take due account of every Yugoslav nation's aspirations.

In this country's media and government circles, there is a perceptible imbalance in this respect, to the Serbs' detriment. This is the result of insufficient information and superficial analysis; it should be supplanted by a comprehensive evaluation of all aspects of the Yugoslav crisis. Even from a purely pragmatic point, more caution should be exercised: more numerous than Croats, Kosovo Albanians, and Slovenes put together, the Serbs are an unavoidable factor in any Balkan equation. If a "solution" were to be imposed on them that would amputate large chunks of their territory and leave millions of their co-nationals under uncertain and hostile foreign rule, the world would have to face a new time bomb and instability in the Balkans for generations to come.

Leaders of nations come and go, but nations are here to stay. If our or any other government was not happy with the election of Dr. Kurt Waldheim as Austria's president, it nevertheless refrained from identifying Austrians as such with him, or calling them "neo-Nazi." In the same vein, if we dislike Serbia's president Milosevic, it would be irresponsible and short-sighted to allow such antipathy to determine our policy towards the entire Serb nation. That nation had been a faithful ally of the United States and the freedom-loving nations in both world wars; it cannot and should not be "wished away."

A "Yugoslav" policy of our Government needs to be devised that would be principled, coherent, and consistent. Then it would not be easily swayed by lobbies and groups whose primary allegiance is with other nations and other causes. Such a policy should be based on those principles which have succeeded everywhere, that is, on the best traditions of law, ethics, and politics of Western liberal democracy.

Assistant Secretary of State Janet Mullins stated in late 1990: We do not believe that there can be Yugoslav unity without democracy; nor do we believe that there is likely to be democracy in individual Yugoslav republics unless the people of Yugoslavia can, through a process of dialogue, maintain some degree of unity.

A lot has happened since. It is becoming clear that, that "unity" to which she referred may only be recreated, after all that has come to pass in Yugoslavia, within some future European framework. But the first step for all Yugoslavs on the long road to a united Europe is to seek satisfaction of the greatest part of legitimate aspirations of the greatest number of Yugoslavs. This would imply acceptance of the following guiding principles: (a) The rights of both Serbs and Croats can be respected if the right

to self-determination of the constituent peoples of Yugoslavia is upheld by all parties. This includes the right of the Croatian (or any other constituent) nation to leave Yugoslavia, and the right of Serbs (and others) to remain, if they so wish.

(b) There must be a flexible attitude towards the question of existing administrative boundaries among constituent federal units.

(c) A mechanism should be put in place to ensure the protection of the civil, national, and other rights of all

Yugoslavs, including those who acquire minority status after final settlement (if this settlement entails separation).

Once these objectives are defined and agreed upon, a set of treaties regulating future relations between the new states on the one hand, and Yugoslavia on the other, can be worked out, with international supervision and guarantees. One can only hope that this would mark the beginning of the end of Yugoslavia's "heart of darkness" in the heart of today's Europe.



N° 2/3, September 1992
SUPPLEMENT

DOSSIER YOUGOSLAVE
Les textes clés

Académie Serbe des Sciences
et des Arts:
'Memorandum' (1986)

Franjo Tuđman:
'Dérive de la réalité historique' (extraits)

Alija Izetbegović:
'Déclaration Islamique'

SOMMAIRE

l'Academie serbe des sciences et des arts: 'Memorandum'	3
Franjo Tudjman: 'Dérive de la réalité historique' (extraits)	28
Alija Izetbegovic: Déclaration islamique'	35

Memorandum

de l'Académie Serbe des Sciences et des Arts

Belgrade, Septembre 1986

(Ce document n'a jamais été publié en Serbie, diffusé sous le manteau, il n'a jamais été reconnu officiellement par l'Académie serbe des sciences et des arts.)

La stagnation dans le développement de la société, les difficultés économiques, les tensions sociales accrues et les conflits ouverts entre les nations suscitent une profonde inquiétude dans notre pays. La crise a gagné non seulement le système politique et économique mais aussi le régime. L'inactivité et l'irresponsabilité au travail, la corruption et le népotisme, l'absence de garanties juridiques, l'arbitraire bureaucratique, le non-respect de la loi, la méfiance croissante et l'égoïsme de moins en moins scrupuleux des individus et des groupes sont des phénomènes courants. L'effritement des valeurs morales et du prestige des institutions dirigeantes de la société, le manque de confiance dans les compétences des décideurs s'accompagnent de l'apathie et de l'exaspération du peuple, de l'aliénation de l'homme de la rue par rapport aux dirigeants et aux symboles du régime. Un examen objectif de la réalité yougoslave laisse penser que la crise actuelle pourrait ébranler la société ce qui aurait des conséquences imprévisibles, on ne peut exclure une issue catastrophique : la désintégration de la communauté étatique yougoslave. Personne n'a le droit de fermer les yeux sur ce qui est en train de se produire, ni sur ce qui pourrait arriver à l'avenir. Notamment l'institution scientifique et culturelle la plus ancienne du peuple serbe ne peut faire comme si de rien n'était. L'Académie serbe des sciences et des arts considère qu'il est de son devoir, en cet instant critique, de faire connaître ses vues sur la situation dans laquelle se trouve notre société, convaincue qu'ainsi elle contribue à

trouver une solution aux problèmes actuels. La nature de ce document cependant ne permet pas de s'écarter des questions-clés de la réalité yougoslave.

I. La crise de l'économie et de la société yougoslaves

1. La crise économique

La crise économique dure depuis 5 ans déjà, et on n'en voit pas le bout. Avec un taux de croissance du produit social de 0,6% par an sur la période 1981-85, la Yougoslavie s'est trouvée parmi les pays les moins dynamiques du monde sur le plan économique. Les autres indices de développement ne sont pas plus réconfortants. Le chômage de près d'un million de personnes ferme à la jeune génération la perspective de résoudre ses problèmes existentiels dans un proche avenir. Des raisons sociales ont déterminé les mesures en faveur de la croissance de l'emploi. Cependant, cet accroissement, en période de stagnation de la production, a eu pour conséquence une baisse de la productivité du travail. L'accumulation brute et le revenu individuel réel ont diminué d'un tiers. L'excédent de la balance des paiements, finalement atteint grâce à la politique du cours réel et à des restrictions sur toutes les formes de consommation, est le seul résultat positif qu'ont eu les efforts faits pour surmonter la crise. Mais il faut juger le fait d'avoir conservé des liquidités en devises à l'aune d'un important endettement, de la perte de l'indépendance économique

du pays dans la conduite de la politique économique et même de la politique de développement ainsi qu'à la lumière de l'état de plus en plus déplorable de l'économie, économie qui n'arrive pas à devenir rentable et efficace. Dans ces conditions, se développe une inflation qui détruit tous les critères économiques et montre l'incapacité de la société à canaliser les flux économiques.

Plus le temps passe, plus il est clair qu'il est impossible de sortir de la crise sans opérer des changements fondamentaux dans le système économique et politique. Le fait que la politique officielle évite de reconnaître les causes véritables de la crise économique, ce qui empêche de prendre des mesures concrètes pour redresser l'économie, est particulièrement inquiétant. Cette dérobade est d'autant moins compréhensible que des analyses économiques ont déterminé les causes de la crise. En dépit des tentatives faites pour ramener les causes de la crise à une réaction inadéquate de la politique économique dans la période 1976-80, les analyses ont montré qu'il faut chercher les origines de cette crise dans les années 60, quand le développement économique a commencé à faiblir pour finalement s'arrêter en 1980. La réforme économique mise en oeuvre à l'époque avait pourtant de bonnes intentions : débureaucratiser l'économie, donner plus d'espace au marché, éliminer la disparité des prix, intégrer l'économie yougoslave dans l'économie mondiale. Malheureusement, seule la disparité des prix a été réduite, sans être éliminée, tandis que les autres objectifs n'ont pas été atteints, même partiellement. Au contraire, non seulement les improvisa-

tions malheureuses dans la stratégie du développement et les solutions boiteuses apportées au système économique ont persisté mais elles se sont même multipliées.

Le développement économique s'est trouvé dès les années 60 à un carrefour. En 1964 a été supprimé le plan quinquennal 1961-65, qui, dans sa volonté de remédier aux goulots d'étranglement, faisait de la croissance de la production des matières premières et d'énergie la tâche première. On n'a pas réussi jusqu'à aujourd'hui à supprimer ces goulots d'étranglement. Pour compléter le tout, cette stratégie de développement a été à l'origine de deux grands échecs. Premièrement, elle n'a pas tenu compte de l'exigence de base du développement optimal de l'économie qui est d'utiliser les facteurs économiques selon leur disponibilité. Optant en faveur d'un usage plus grand du capital social, qui est dans notre pays le facteur le plus rare, la stratégie de développement a épargné le travail vivant qui est le facteur de production le plus abondant. La Yougoslavie n'est pas entrée dans la division internationale du travail avec le facteur qui lui donne des avantages comparatifs. Pour cette raison, le développement économique a été inévitablement non-optimal et a ouvert la voie à une extension explosive du chômage. La deuxième erreur de stratégie a été d'espérer que la hausse des revenus individuels réels, sans prendre d'autres mesures complémentaires, deviendrait un puissant moteur de la hausse de la productivité du travail, à l'instar des pays développés. Cependant, appliquer ce schéma dans les conditions yougoslaves s'est rapidement révélé être une erreur entraînant de nombreuses conséquences sur le plan économique.

Beaucoup de fautes notamment ont été commises dans le choix des décisions fondamentales concernant le système économique. Tout d'abord, la planification a été sapée. Il n'y a pas eu de plan quinquennal pour la deuxième moitié des années 60, et les plans quinquennaux suivants, sans le soutien nécessaire en moyens et en actes, sont restés des déclarations d'intention qui

n'engageaient personne. L'anéantissement de la planification a supprimé les fonctions de coordination de la Fédération, tandis que l'obstruction faite aux forces du marché a, elle, étouffé l'initiative économique. Autrement dit, l'économie ne fut ni orientée, ni abandonnée aux lois de l'autogestion. La tentative faite pour remplacer le plan et le marché par la concertation s'est avérée totalement inopérante. Un système dans lequel tous doivent s'entendre avec tous sur tout n'avait aucune chance de bien fonctionner. Pour cette raison, il a fallu faire appel aux "forces subjectives" et entreprendre une campagne de propagande politique pour réguler les flux économiques.

La décentralisation, conçue à l'origine comme un système devant amener une libération de l'économie vis-à-vis des forces bureaucratiques, a dégénéré en une désintégration de l'économie par territoires et par branches. Huit espaces économiques se sont créés avec leurs économies nationales et leur propre assise idéologique. Le marché yougoslave unitaire a ainsi été brisé. Les républiques et les provinces autonomes ont de plus en plus protégé et fermé leurs économies. Sur cette républicanisation de l'économie s'est greffé le morcellement des entreprises existantes en organisations de base du travail associé. Les entreprises émiettées réclamaient l'intégration pour profiter des avantages que donne une économie de grande dimension mais elles ont subi, avec l'émancipation des organisations de base du travail associé, un morcellement encore plus grand. Ainsi deux formes de désintégration ont entraîné l'économie sur des voies anti-historiques de développement. C'est ce qui peut arriver de pire à une économie.

Les échecs dans la stratégie de développement, dans la mesure où on peut parler en général de stratégie pensée, se sont manifestés, comme beaucoup d'autres défauts du système économique, par la chute non seulement du taux de croissance de la production et de l'emploi, mais aussi par la baisse de la qualité de la production, alors que le succès de nombreux autres points de la

réforme économique dépendait de la croissance. Le taux de croissance de la productivité individuelle du travail dans la période 1966-79, alors qu'on tentait d'introduire un développement intensif, a été inférieur à celui de la période de développement extensif des années 1953 à 1965. La motivation des ouvriers à augmenter la productivité du travail n'a pas été accrue en dépit de la hausse brutale du revenu individuel réel. Cette tendance inattendue pour les décideurs de la politique économique, si elle montre la fragilité de la conception selon laquelle la croissance de la consommation individuelle est suffisante pour mettre en mouvement le développement dans son entier, montre aussi les faiblesses inévitables de "l'économie de concertation", adoptée officiellement, privée d'instruments de contrainte économique.

La productivité du capital social a connu un sort encore plus mauvais. L'efficacité des investissements après 1965 a commencé à chuter rapidement. Du fait des erreurs commises dans le système économique, les entreprises et les communautés socio-politiques ont pris des décisions, notamment en matière d'investissement, sur la base de signaux erronés. L'autarcie des économies des républiques et des provinces n'a pas pris en considération ce que serait la structure optimale de l'économie yougoslave, ni n'a tenu compte du danger de créer des capacités de production superflues. Les crédits d'investissement, que l'inflation a en majeure partie absorbés, ont été utilisés largement et de façon irréfléchie. L'idée selon laquelle on finance la consommation générale et collective par le développement de sa propre économie a conduit les communes à se lancer, sans beaucoup réfléchir dans de nouveaux investissements. Soit par manque d'informations, soit parce que la structure fondamentale des investissements n'était pas planifiée, on a construit des capacités de production superflues. L'accumulation atomisée, car réalisée par branches économiques et par territoires, a ouvert une longue série d'investissements inachevés, ou qui ont traîné en longueur dans les cas où ils ont

été menés à terme. L'accumulation éparpillée, dans des mini-banques a conduit les investisseurs à obtenir avec de petits moyens le revenu le plus élevé possible et le plus d'emplois possible, ce qui a eu pour résultat la construction de capacités de production inutiles dans l'industrie de transformation et l'insuffisance des capacités de production en ce qui concerne les matières premières et l'énergie. Les projets étudiés superficiellement ont été cause de grandes erreurs en matière d'investissement. Il n'existait pas de sanctions économiques ou sociales pour sanctionner des investissements non-justifiés; les politiciens restaient dans l'ombre bien que souvent ils aient influé sur les décisions d'investissement. Tous les facteurs mentionnés, cause d'une moindre efficacité des investissements, sont dus aux solutions apportées dans l'aménagement du système économique. Par conséquent, les échecs du développement économique et les erreurs dans le système économique se manifestant par la baisse de la productivité globale de l'économie (la baisse de la productivité du travail et du capital pris ensemble) sont la cause principale de la crise de l'économie yougoslave.

La politique économique des années 70 qui n'a pas su s'adapter porte aussi une part de responsabilité dans la crise. La neutralisation de l'influence de la productivité globale et de celle de la détérioration des termes de l'échange, due au bond du prix du pétrole, a nécessité une nouvelle répartition du revenu global du fait de l'inflation. L'absence d'une politique des revenus, qui socialement aurait régulé les rapports entre les différentes formes de consommation, a été d'autant plus fatale que la baisse des exportations n'a pas fait obstacle à la politique du cours réel du dinar et aux autres mesures. Toutes ces carences, en particulier quand elles se sont manifestées sous la forme d'un manque de devises, ont contraint à restreindre tardivement toutes les formes de consommation pour empêcher l'extension de la crise, mais celle-ci était déjà enclenchée.

On ne peut totalement

comprendre les causes des revers économiques si l'on ignore l'influence de la philosophie économique qui a inspiré le système économique. Négliger les lois et la contrainte économiques, s'appuyer plus sur la conscience des gens que sur leurs intérêts comme motifs de comportement économique, reconnaître le travail vivant comme seul créateur de revenus, ne pas totalement respecter les dépenses et les catégories économiques dans leur expression réelle, font partie intégrante de la philosophie économique officiellement admise et des solutions institutionnelles qui ont eu en pratique des conséquences d'autant plus lourdes qu'elles ont joui d'un soutien idéologique même quand visiblement elles étaient en contradiction avec les exigences de la rationalité économique. C'est ainsi que s'explique, entre autres, la tolérance envers les rapports faussés d'un point de vue économique, envers la maladie de l'économie et le gaspillage, ce qui dure depuis trop longtemps pour ne pas laisser de traces dans la manière de penser et de traiter l'économie. Les échecs importants dans le domaine économique montrent que même après quatre décennies le principe de rentabilité n'est pas devenu obligatoire et qu'une mauvaise gestion n'est pas sanctionnée sur le plan économique. La subvention de l'économie par le crédit, la socialisation des pertes, le faible taux d'amortissement, la complaisance envers la mauvaise qualité de la production, la croissance pendant des années du revenu individuel réel au-delà de celle du taux de productivité du travail, ont créé des conditions très favorables à l'apparition sur une grande échelle de différentes formes de parasitisme tant dans le domaine économique qu'en dehors de l'économie. Ces éléments ont pu subsister grâce à l'accroissement des dettes envers l'étranger que paieront non seulement les générations actuelles mais aussi les générations futures. La rémunération des résultats du travail n'a pu être réalisée dans l'économie, soit parce que la question de la répartition primaire n'est pas résolue, soit parce que de nombreuses entreprises reçoivent une rente sur les moyens sociaux. A cause de différences sociales qui ne se

fondent pas sur le travail, la motivation des travailleurs à augmenter la productivité du travail est faible. L'acceptation de l'oisiveté et d'autres formes de démagogie sociale sont un prix élevé à payer pour la paix sociale et le maintien des privilèges matériels des couches dirigeantes. Si l'on prend tout cela en compte, il n'est pas étonnant que l'aggravation des conditions de vie soit perçue comme "une attaque des droits acquis", comme le montre la résistance à l'introduction, positive sur le plan économique, d'intérêts à payer et la priorité donnée au paiement des revenus individuels. La contribution importante que donnent pour leur entretien les administrations pléthoriques, dont les dépenses représentent un fardeau insupportable pour l'économie est considérée comme un facteur permettant d'empêcher cette détérioration.

Ce climat économique, plein d'irrationalités, n'a pas manqué d'influer sur le comportement des citoyens qui, jusqu'à l'éclatement de la crise, grâce à l'endettement du pays auprès de l'étranger, ont vu leur niveau de vie croître rapidement. La croissance brutale de la consommation individuelle non exempte d'éléments de gaspillage, s'est inscrite dans la conscience des citoyens comme un acquis mérité. La chute du revenu individuel réel, ce en quoi il faut voir une harmonisation forcée avec le niveau réel de la productivité du travail, est vécue comme une voie de fait et non comme une nécessité objective. Il ne peut en être autrement du fait que dans le pays, depuis des années, on dépense plus que le revenu produit. Une part significative de la population a obtenu des subventions sociales en souscrivant des crédits de consommation ou d'investissement, en achetant à bas prix des marchandises importées, en se voyant attribuer des logements sociaux, et en payant des loyers bas. Ces irrationalités économiques et les rapports économiques pervertis durent depuis longtemps et sont partout facilement perceptibles. Pour cette raison, les citoyens les considèrent comme des phénomènes normaux. Chacun, dans ces rapports, partant d'intérêts étroits, a cherché son modèle

de comportement économique, ce qui a pu être couronné de succès pour certains groupes, mais a conduit à un échec pour l'économie et la société en général. S'est posée la question difficile de savoir comment à nouveau faire du travail la base de la vie, de la situation sociale et économique de l'individu.

2. L'attitude par rapport à la crise

Le sentiment de responsabilité par rapport à l'avenir de la Yougoslavie dictait, par rapport au déclenchement de la crise sociale générale, de définir en premier lieu les dimensions réelles de cette crise et ses véritables causes pour prendre rapidement des mesures afin de sortir de la récession et de cet état d'incertitude. Cependant, on ne l'a pas fait. Il a fallu que trois années passent pour que, dans les documents officiels, on emploie l'expression "crise économique". On en est arrivé là par une reconnaissance progressive et involontaire. Durant les deux premières années de la crise on parlait de "petits revers," de courte durée", "passagers", et surtout de "difficultés de croissance". Il faut mettre ces jugements en rapport avec les affirmations selon lesquelles il n'est pas nécessaire de changer le système de façon fondamentale mais seulement de le mettre en pratique de façon logique. Quand ces affirmations n'ont plus été soutenables, on s'en est sorti avec la thèse selon laquelle la crise yougoslave par ses dimensions est plus importante que ce qu'on pensait initialement, mais qu'elle est par nature exclusivement économique, qu'il faut voir ses causes dans l'influence de l'économie extérieure et une politique économique inadéquate menée après 1976. De cette façon, on tentait d'exclure le facteur politique comme cause possible de la crise économique, on essayait en même temps de préserver le système économique d'un examen critique approfondi en insistant sur la politique économique comme principal responsable. Cette tentative n'a pu réussir longtemps, et il a fallu en arriver finalement à une analyse du système politique. Malheureusement, cette analyse non seulement a éludé les questions-clés concernant le système

politique, mais encore dans son aspect économique est allée à l'encontre des conceptions du "Programme de stabilisation".

Le fait d'avoir reconnu la crise par étapes, puis de l'avoir à nouveau contester, ce qui a fait perdre un temps précieux, reflète les errances, l'indécision, l'impréparation de la politique officielle à effectuer les changements que les conditions nouvelles exigeaient. La temporisation à traiter la crise, à en faire un diagnostic exact, à prendre à temps des mesures, a sapé la confiance en la sagesse de l'Etat, en le courage politique et en la sincérité des personnes qui mènent les affaires publiques ainsi qu'en leur aptitude à rompre avec les errements qui avaient conduit le pays au bord de la faillite. La fuite pour ne pas regarder la crise en face et la résistance à modifier quoi que ce soit d'essentiel s'expriment dans le fait que c'est seulement sous la pression du Front Monétaire International qu'ont été adoptées des mesures économiques qui auraient pu être prises beaucoup plus tôt, qui, alors, auraient causé un choc moindre et auraient eu plus d'effet. Mais rien ne montre de façon plus convaincante les résistances à mener des actions efficaces que le fait que le gouvernement n'applique pas son propre Programme de stabilisation. Ceux qui affirmaient que ce document avait pu être adopté uniquement parce qu'il était trop général pour engager concrètement qui que ce soit avaient raison. C'est pourquoi, on s'attendait à ce que sa mise en application rencontre des difficultés insurmontables du fait des conflits d'intérêts entre les républiques, les provinces et les groupements économiques. La réalisation de ces prévisions a engendré un doute : le Programme de stabilisation a-t-il été vraiment conçu comme une base d'action pour stabiliser l'économie ou lui a-t-il été attribué un rôle de propagande politique pour créer le sentiment dans le public qu'on fait quelque chose de sérieux pour sortir de la crise alors qu'en réalité on s'oppose aux changements nécessaires. La fameuse "Analyse critique du fonctionnement du système politique", qui a même

réhabilité l'idéologie délaissée de "l'économie de concertation" en grande partie responsable de l'échec de l'économie yougoslave, a porté le coup de grâce au Programme de stabilisation qui traduisait une approche réaliste de l'économie. La Yougoslavie a même vu adopter officiellement deux documents aux conceptions économiques fondamentalement différentes. Peut-être est-ce la solution la plus efficace pour maintenir les choses en l'état mais ce ne peut être une solution pour sortir la société yougoslave de la crise.

On cherche parfois à justifier les difficultés économiques et la réaction lente à la crise par les connaissances limitées de la science économique et les divergences des économistes sur des questions-clés. Des différences de point de vue entre économistes existent et existeront toujours, dans tous les pays, mais il revient au gouvernement de trancher et d'assumer la responsabilité de ses choix. Le problème est, cependant, qu'on n'a pas réellement demandé l'avis des économistes. La science économique était acceptable uniquement dans la mesure où elle rationalisait les positions officielles. Pour cette raison, les dirigeants n'ont pas accordé l'attention nécessaire aux avertissements faits en temps utile et aux propositions précieuses que les économistes ont faits d'eux-mêmes. Le fait que la science a été systématiquement négligée pendant toute la période d'après-guerre est peu compréhensible, ce phénomène est d'autant moins rationnel dans une société socialiste qui, en principe, prend la science comme base de son développement. Il faut comprendre cette attitude comme faisant partie intégrante de la subordination du développement économique et des rationalités économiques au renforcement et à la préservation du polycentrisme et du monopole du pouvoir social des dirigeants des républiques et des provinces comme à un objectif non-déclaré qui jouirait d'une priorité absolue. Ce but résulte de la symbiose entre nationalisme, séparatisme et amour du pouvoir, et s'exprime concrètement dans l'effort fait par les agents politiques pour accroître leur pouvoir, en s'appuyant

sur la souveraineté des républiques afin de devenir les arbitres dans leur propre société.

Le large public s'en est aperçu seulement récemment quand cette désintégration pernicieuse, devenue la tendance dominante, a atteint dans l'économie et la société des dimensions alarmantes. Boris Kidric dès 1960 avait fait remarquer le danger que le système politique évolue vers un polycentrisme si on n'y faisait pas obstacle à temps en créant des conseils ouvriers par branches de l'économie au niveau de toute la Yougoslavie. Ses suggestions, malheureusement, n'ont pas été retenues. On a négligé ses avertissements selon lesquels si de tels conseils ouvriers n'étaient pas créés, se formerait un certain nombre de "capitalismes d'Etat aux intérêts particularistes, usant du centralisme bureaucratique à l'égard des collectifs de travail". Aujourd'hui, en Yougoslavie, règne la situation que Kidric redoutait le plus.

Cette situation est le fruit d'une évolution de près de trois décennies. Au cours des années 50 et dans la première moitié des années 60, la démocratisation, le remplacement des organes étatiques par des organes d'autogestion et la déprofessionnalisation de la politique se sont affirmés dans la société. Il semblait que le développement se poursuivrait dans ce sens d'autant plus que, avec une structure équilibrée des investissements et un meilleur rapport entre la coordination et l'initiative, l'économie enregistrait des résultats satisfaisants aussi bien dans l'accroissement de la production et de l'emploi que dans la qualité de la production et la croissance des exportations. La productivité du travail croissait rapidement, le rendement des investissements était important, et les relations économiques avec l'extérieur presque équilibrées. Il semblait qu'il n'y ait plus aucun obstacle d'importance à ce que le système politique et économique se construise sur des bases qui avaient donné des résultats satisfaisants. En réalité, même à l'époque, on pouvait discerner clairement les symptômes du séparatisme et du nationalisme qui

s'exprimaient sous forme de slogans comme "à chacun le sien", "séparons-nous pour mieux nous unir" et par une farouche campagne contre l'unitarisme.

Les événements prirent une mauvaise tournure au milieu des années 60 quand, de façon inattendue, ces signes se sont transformés en tendances dominantes et ont stoppé le cours progressif des changements politiques. Un certain type de relations qui avait été presque dépassé a repris de la vigueur. Au lieu de s'affaiblir comme on s'y attendait le pouvoir et l'Etat se sont renforcés dans les républiques, les provinces et les communes. Ce qui a conduit à sous-estimer la rationalité et l'efficacité économiques, exigences qui s'imposent à une société contemporaine, civilisée. En fait, jusqu'à la réforme économique des années 60 la politique dominait l'économie, mais le développement économique était la tâche politique la plus importante. Mais, quand la politique est devenue un but en soi, l'accent, dans le domaine économique, est passé du développement économique au système économique, de la formation du revenu à sa redistribution, de la production à la consommation. Tout cela montre à quel point on est allé loin, à quel point on a négligé le développement économique, et indique qu'on a rejeté les expériences des pays développés et oublié provisoirement la science économique. Ces idées ont trouvé leur expression la plus complète dans la thèse selon laquelle les exigences de l'autogestion et le rendement de la production ne sont pas compatibles. La tentative non couronnée de succès de réunifier les chemins de fer et bien d'autres exemples témoignent de ce que l'on a sacrifié, sans beaucoup d'hésitation, la rationalité économique la plus évidente quand elle réduisait le pouvoir des dirigeants politiques des républiques et des provinces. Il faut y voir aussi la force du volontarisme politique qui a repoussé tout ce qui entravait son action. Ainsi, le plan qui, une fois adopté, ne permet pas le libre arbitre même pour celui qui l'a adopté, et le marché, compris comme l'indépendance des sujets économiques dans la prise de décision pouvaient

constituer de sérieux obstacles. C'est précisément parce qu'ils gênaient le volontarisme, que le plan et le marché ont été neutralisés, pour que se crée dans l'économie un espace qui ne s'en remette pas aux lois et à la contrainte économiques mais considère tous les rapports comme arbitraires. Dans notre pays, le système économique n'a pas pour tâche principale de soutenir le développement économique et de respecter la rationalité économique mais de servir au renforcement de la position des agents politiques. Il est apparu que le volontarisme politique ne s'arrête même pas devant les lois et que si elles se tiennent en travers de sa route, il ne les respecte pas tout simplement. Le volontarisme allie malheureusement l'ignorance et l'irresponsabilité et transmet généreusement ses caractéristiques à l'économie qu'il tient sous sa coupe. Il n'est plus nécessaire de démontrer à qui que ce soit le primat du politique sur l'économique. Les politiciens en parlent ouvertement comme s'ils n'en étaient pas les principaux responsables.

L'autogestion n'a pas tenu la bride haute au volontarisme politique. La raison en est simple : l'autogestion a été imposée de par la volonté des leaders politiques qui n'ont aucune difficulté à augmenter ou diminuer son champ d'action ou à la contrôler de l'intérieur. La thèse selon laquelle l'autogestion s'affirme le plus complètement dans les organisations de base du travail associé est, en réalité, seulement un biais pour ne pas abandonner ce champ d'action essentiel (macro-économique) dans lequel sont prises des décisions sociales d'importance vitale. Les agents politiques gardent jalousement ce domaine pour eux-mêmes. L'autogestion a été réfrénée dans les années 60 et là réside le germe de nombre de nos malheurs. Elle n'existe pas réellement à un niveau global dans la société, elle n'a jamais été construite comme un système démocratique complet, et on n'a pas tiré les conséquences de cette situation. C'est pourquoi l'autogestion est un principe décoratif et non le fondement de la société. Le système dans son entier n'est pas cohérent. Il n'y a pas

réellement de plan, ni réellement de marché, ni réellement d'Etat, ni réellement d'autogestion.

3. La crise politique

La désintégration de l'économie yougoslave par branches et par territoires résulte directement d'une large et forte tendance anti-historique - la transformation de la fédération telle qu'elle a été constituée par les décisions de la deuxième session de l'AVNOJ (le Conseil Anti-fasciste de Libération Nationale de Yougoslavie) et les premières décennies du développement après la guerre en une sorte de confédération institutionnalisée par la dernière Constitution, celle de 1974. L'histoire connaît plus d'un exemple de métamorphose d'une confédération en fédération, conséquence naturelle des faiblesses évidentes d'une confédération, mais pas un seul exemple de transformation dans l'autre sens. L'évolution d'un Etat fédéral en une union d'Etats est d'autant moins acceptable que, après les changements relativement fréquents qui se sont produits après la guerre, la Yougoslavie s'est dotée d'une Constitution dite "dure" qu'il est difficile de modifier. Onze ans ont été largement suffisants pour percevoir les énormes difficultés dans l'organisation sociale qui découlent toutes du confédéralisme, c'est pour cette raison que la Constitution elle-même s'est trouvée inéluctablement au centre des critiques touchant le système politique.

L'élément de confédéralisme le plus significatif consiste dans l'accord nécessaire des Assemblées de toutes les Républiques et Provinces autonomes pour que soit adopté le moindre changement dans la Constitution, ainsi que dans le fait que les décisions du Conseil des Républiques et des Provinces ne sont considérées comme adoptées que si toutes les délégations ont voté en leur faveur. Dans les deux cas l'opposition d'un seul participant dans le processus de décision a un caractère de veto. Si l'on tient compte des possibilités de négociations en coulisses pour que les solutions soient imposées à la minorité, il est difficile de faire de l'unanimité, prévue par la Constitution,

un principe dans le processus de décision quand il s'agit de questions fondamentales de l'organisation sociale. Malheureusement, cependant, la prise de décision unanime a débordé le cadre donné par la Constitution et sans raison a trouvé place non seulement dans de nombreux lois et règlements mais aussi dans la prise de décision dans les domaines économique, culturel, et sportif.

L'affirmation de la souveraineté des Républiques et des Provinces autonomes avec parallèlement la disparition des fonctions d'impulsion et de coordination de la fédération a ouvert de larges possibilités à la satisfaction des intérêts individuels au détriment des intérêts généraux. La Constitution tentait de s'opposer à ce phénomène en déclarant que les républiques et les provinces autonomes devaient prendre en compte non seulement leur propre développement mais aussi le développement de la Yougoslavie toute entière. Mais l'attention s'est concentrée sur le développement propre de chaque unité tandis que le développement de l'ensemble était très largement négligé. L'équilibre entre l'optimum étroit et l'optimum large est une construction théorique insoutenable qui n'a pas passé l'examen de la pratique. Le phénomène national a pris le pas sur le phénomène de classe, et les Provinces autonomes ont plus insisté sur le fait qu'elles sont des éléments constitutifs de la Fédération que sur le fait qu'elles sont des parties intégrantes de la Serbie. Des équilibres de cette sorte ont servi à calmer ceux qui s'inquiétaient pour la préservation du pays dans son ensemble sur les plans étatique et économique, mais ont aussi servi à encourager les séparatistes à aller plus loin dans la réalisation de leurs buts.

La composition paritaire de la Présidence de la Fédération ainsi que des autres organes suprêmes est un élément de confédéralisme. La clause constitutionnelle selon laquelle les lois fédérales sont exécutées en principe par les organes des Républiques et des Provinces est d'essence confédérale, ce qui en pratique conduit souvent à la non-

exécution des lois. Un autre élément fort de confédéralisme réside dans le fait qu'il n'est pas spécifié que les Constitutions des Républiques et des Provinces autonomes doivent être en conformité avec la Constitution fédérale, elles n'ont simplement pas osées entrer en contradiction directe avec celle-ci. Aucun moyen juridique n'a été prévu pour parer à d'éventuelles contradictions. D'autre part, en cas d'incompatibilité flagrante de la loi de la République ou de la Province avec la loi fédérale, la loi de la République ou de la Province s'applique jusqu'à ce qu'intervienne une décision du Conseil Constitutionnel.

Le système politique actuel de la Yougoslavie est de plus en plus contradictoire, dysfonctionnel, et coûteux. Il multiplie les lourds mécanismes du pouvoir sur trois niveaux, rendant possible un fort accroissement de la bureaucratie et une augmentation des dépenses. Qu'il s'agisse de problèmes politiques, ou de problèmes économiques, le système peut servir d'exemple d'école pour son inefficacité. La prise de décision dans la Fédération se fait si lentement que même quand sont adoptées des mesures justifiées du fait des délais d'application elles perdent la moitié de leur efficacité. A cause du conflit entre les participants à la prise de décision on en arrive souvent à un blocage total et ce pas seulement au niveau de la Fédération. La République de Serbie ne parvient pas depuis plus de dix ans à adopter des lois. Le manque de souplesse du système se manifeste aussi bien dans la prise de nouvelles décisions que dans l'amélioration des décisions prises antérieurement. Le système ne dispose pas de la possibilité de s'adapter rapidement aux situations nouvelles. Son inertie ne permet pas des transformations simples par une procédure courte si le besoin de tels changements se fait sentir. A cela il faut ajouter la fréquente impuissance des organes fédéraux à modifier les lois fédérales. L'organisation sociale se trouve visiblement dans un état de paralysie.

Pour pouvoir mener à bien les changements indispensables, il faut se libérer de cette idéologie qui place au

premier plan les principes nationaux et territoriaux. Tandis que dans la société civilisée contemporaine les fonctions d'intégration se renforcent, avec la pleine affirmation des droits de l'homme et du citoyen, avec le dépassement des formes autoritaires de pouvoir et la démocratisation de la prise de décision, dans notre système politique se renforcent les forces de désintégration, les égoïsmes locaux, régionaux, et nationaux et le pouvoir autoritaire et arbitraire qui, massivement et à tous les niveaux enfreint les droits de l'homme universellement reconnus. La tendance au morcellement des ensembles sociaux, la lutte contre une fédération moderne, démocratique, intégrative, se cache derrière de faux mots d'ordre idéologiques de lutte contre "l'unitarisme" et "le centralisme". Mais la véritable alternative est un fédéralisme intégratif, démocratique dans lequel le principe de l'autonomie des parties constitutives est en harmonie avec le principe de coordination entre ces parties dans le cadre d'un ensemble unique, dans lequel les institutions politiques à tous les niveaux de l'organisation sociale sont démocratiquement constituées, dans lequel la prise de décision se fait par un débat public, libre, rationnel, et non en coulisses, non pas par un arrangement "strictement confidentiel" entre les défenseurs auto-proclamés et auto-élus d'intérêts nationaux particuliers.

Cette attitude envers l'Etat et la nation a bloqué l'espace de développement de l'autogestion. L'autogestion est peu développée et déformée non seulement parce qu'elle est instituée au niveau de la micro-structure sociale, mais aussi parce qu'elle est totalement subordonnée aux organes du pouvoir aliéné, des communes jusqu'aux républiques et aux provinces. La classe ouvrière fragmentée est réduite à un conglomerat de collectifs obligés de se battre entre eux pour la répartition des revenus. Il n'existe pas d'organes d'autogestion pour un ensemble d'entreprises, par branche, ou pour l'ensemble de l'économie qui réguleraient rationnellement la production et orienteraient le développement

économique. L'espace laissé à la prise de décision des organes d'autogestion est réduit au minimum par de nombreux règlements juridiques. Cet espace est de plus limité par les interventions arbitraires des autorités locales unies aux forces technocratiques. Il est paradoxal que, dans une société qui se considère comme socialiste, la classe ouvrière n'ait pas la possibilité de s'organiser ni d'être représentée à l'Assemblée fédérale. La fermeté avec laquelle est rejetée la formation des conseils du travail associé à l'Assemblée fédérale montre à quel point le principe national et territorial est devenu prépondérant par rapport au principe de production.

Pour comprendre ce primat du national dans la politique actuelle de la Ligue des Communistes de Yougoslavie il faut prendre en considération l'influence du Komintern sur le Parti Communiste Yougoslave entre les deux guerres. La stratégie du Komintern à cette époque se basait sur l'appréciation selon laquelle, après l'absence de révolution prolétarienne en Europe occidentale, les partis communistes d'Europe orientale, centrale et méridionale devaient s'appuyer sur les mouvements nationaux, bien que ceux-ci soient nettement anti-socialistes et reposent sur les idées de l'unité nationale et non sur l'unité de classe. Staline s'est engagé personnellement dans l'écrasement de toute résistance à sa stratégie (comme le montre l'exemple d'un des fondateurs du PCY, Sima Markovic). Sperans (Kardelj) a formulé dans cet esprit le règlement de la question nationale dans son livre "Le développement de la question nationale slovène", ouvrage qui a servi de référence dans le développement de la Yougoslavie en une confédération de Républiques et de Provinces autonomes souveraines, ce qu'a finalement institutionnalisé la Constitution de 1974.

Les deux Républiques les plus développées qui, grâce à cette Constitution, ont accompli leur programme national sont aujourd'hui les défenseurs acharnés du système existant. Grâce à la position de leurs dirigeants dans les centres du pouvoir politique, elles ont,

avant et après la rupture des années 60, eu l'initiative dans toutes les questions concernant le système politique et économique. Elles ont taillé à leur dimension et à la taille de leurs besoins le système politique et social de la Yougoslavie. Il est donc normal qu'elles défendent maintenant un système qu'elles ont longuement et avec acharnement créé, un système dans lequel elles voient la réalisation de la plus grande partie de leurs programmes nationaux.

L'idéologie régnante dans ces deux Républiques oblige leurs dirigeants politiques à aller à l'encontre des intérêts économiques du pays tout entier, et même de leurs propres intérêts économiques si ces intérêts limitent leur autonomie politique.

Il n'est pas nécessaire de convaincre qui que ce soit que le séparatisme et le nationalisme jouent un rôle sur la scène sociale, mais on n'a pas suffisamment conscience que c'est la Constitution de 1974 qui a moralement rendu possible cette tendance. L'interaction forte et permanente entre séparatisme et nationalisme a éloigné les nations les unes des autres, jusqu'à un point critique. Les manipulations exercées sur la langue, le fait de pousser les scientifiques et les créateurs dans le domaine culturel vers les Républiques et les Provinces, le pouvoir des particularismes, tous ces signes désolants se sont multipliés. Ces nouvelles ethnogenèses sont à la fois le produit malheureux d'une science limitée sur le plan territorial, soumise à la pression des idées régionales, et à la fois symptomatiques du fait qu'on s'éloigne non seulement du présent et du futur commun mais aussi du passé commun. Comme si chacun tenait à fuir le plus vite possible et le plus loin possible une maison qui s'écroule. Cet état d'esprit indique que la crise politique s'approche du point de déstabilisation totale de la Yougoslavie. Le Kosovo en est le signe le plus évident. Les attaques sur la scène internationale comme par exemple à Slivnice ne laissent à personne de doute sur le fait que les prétendants au territoire yougoslave ont déjà définis leurs intérêts.

Les détenteurs du pouvoir

politique dans ce pays ont mené, ces dernières années, une décentralisation bureaucratique qui est un obstacle au développement de rapports démocratiques. La vie politique en Yougoslavie s'est adaptée lentement et pas totalement à se dérouler dans un cadre pacifique et légal. L'héritage stalinien, et celui du Komintern exercent encore une forte influence. Les rapports au sein du mouvement clandestin : la conspiration, la hiérarchisation, la participation d'un petit nombre de personnes à la prise de décision, l'insistance sur l'unité idéologique, sur la nécessité d'adopter les décisions et de réaliser les tâches sans discuter, les qualificatifs graves (comme "fractionniste", "ennemi") donnés en cas de désaccord ou de protestation envers la ligne politique adoptée, ont laissé des traces profondes. Si à cela on ajoute la tendance à ce que le pouvoir, une fois établi, se défende résolument, alors on comprend pourquoi le chemin qui mène à une véritable démocratie est difficile.

L'espoir en un développement démocratique a fortement grandi dans les années 50 quand la Yougoslavie s'est prononcée pour une débureaucratization de l'économie et de la société, offrant dans le même temps un programme de démocratie socialiste sous la forme de l'autogestion sociale. L'ouverture à de nouvelles idées auxquelles aucun dogmatisme ne pouvait barrer la route a été exprimée par la fameuse phrase du Programme de la Ligue des Communistes de Yougoslavie "rien n'est vraiment sacré". Ce programme social n'était pas suffisamment élaboré pour être clair, les moyens pour le mettre en oeuvre n'étaient pas indiqués, mais il a été largement reçu comme une chance de développement démocratique car il semblait ouvert aux changements et prêt à s'y adapter rapidement.

Ces attentes, cependant, se sont révélées vaines jusqu'à présent. Depuis la moitié des années 60, les tendances à la bureaucratization sont brusquement retombées pour laisser la place à la décentralisation, or cette décentralisation était, par essence, bureaucratique. Le système politique

yougoslave actuel n'a aucun des avantages que présentent les systèmes politiques contemporains. La liberté politique, la participation directe des citoyens à la vie politique et le fonctionnement du système selon des règles et des normes préalablement établies lui font défaut. Le système dans son entier fonctionne selon le principe de l'activisme des sommets de la hiérarchie politique et la passivité politique du peuple. Le Conseil Fédéral de l'Assemblée de la Fédération n'a de fédéral que le nom. Y sont représentés les républiques et les provinces autonomes et non les citoyens d'un Etat fédéral indépendamment de leur appartenance à une république ou une province. Il n'existe pas à l'Assemblée Fédérale de conseil particulier (un Conseil du travail associé) qui représenterait la classe ouvrière yougoslave. Les élections directes, acquis important de notre civilisation, ont cédé la place à des élections indirectes. L'introduction du système des délégués s'est révélée non-fonctionnelle. Les citoyens restent toujours efficacement manipulés. Le peuple est appelé périodiquement à confirmer par "un plébiscite" les choix faits préalablement, hors de la scène politique, par la hiérarchie dominante. Le système électoral non-démocratique conduit les électeurs à ne pas savoir qui ils élisent, ou plutôt qui ils plébiscitent, et les délégués à n'avoir personne à qui rendre compte de leur travail.

En fait, le système politique de la Yougoslavie est une combinaison entre les restes de l'ancien Etat et de l'Etat autoritaire hérité de l'histoire du dit "socialisme réel" de l'Est. Un tel Etat mixte n'est pas capable de faire les réformes indispensables, d'adapter ses institutions et ses objectifs à une société qui change en permanence. L'organisation politique bloquée permet maintenir le statu quo, de préserver une classe politique professionnelle, improductive, non-inventive et de poursuivre une sélection de cadres loyaux et incompétents ce qui a des effets négatifs.

La démocratisation est une condition essentielle aussi bien pour sortir

de cette crise profonde que pour régénérer la société. La Yougoslavie n'a pas besoin d'une démocratie formelle mais d'une démocratisation des consciences et des rapports sociaux. Il est d'autant plus important de revendiquer un système démocratique authentique que notre conscience sociale est particulariste et fragmentée. Il est difficile d'imaginer une véritable démocratisation sans idées alternatives de développement. Du fait que les conceptions actuelles et le travail qui en découle ne donnent pas de résultats satisfaisants, il semble que d'autres opinions et leurs partisans puissent devenir crédibles. Le centralisme démocratique est légitime quand la minorité lors de la prise de décision est un partenaire égal en droits, quand elle est battue par des arguments et défaite lors d'élections à l'issue d'un débat véritablement démocratique. Ce n'est pas le chemin qui a été pris. Toute opinion différente était déclarée fractionniste. La résistance aux propositions faites pour que deux candidats ou plus se présentent aux élections pour pourvoir à un poste, en dépit du fait qu'en l'absence de conceptions alternatives cela n'ait pu menacer la ligne politique établie auparavant, témoigne de la profonde inaptitude aux changements. Cependant, ce choix aurait une énorme importance du point de vue du monopole des cadres exercé par les sommets politiques qui choisissent les délégués pour que ceux-ci les élisent en retour. La situation est telle que, au sein des républiques et des provinces autonomes, se forment des groupes informels qui ont pour but de conquérir les postes les plus influents. De même, au niveau de la Yougoslavie dans son entier la lutte d'idées basée sur des principes et des arguments est remplacée par des coalitions formées pour satisfaire les intérêts des républiques et des provinces et pourvoir à l'indépendance et au monopole des hommes politiques locaux.

Il existe, cependant, encore d'autres formes de restriction du pouvoir politique des citoyens. Les tentatives faites pour s'acheminer vers une libéralisation de la pensée et de la parole ont donné jusqu'à présent des résultats modestes. Certes, il est indiscutable que

dans les mass-media on s'exprime plus librement, même sur certains thèmes qui étaient, jusqu'à ces derniers temps, interdits. Venues des milieux politiques se font entendre des voix qui parlent de la nécessité du dialogue, qui soutiennent qu'il n'y a rien d'extraordinaire à ce que des conceptions différentes coexistent. Ce qui, malheureusement, ne signifie pas que les détenteurs du pouvoir se soient engagés publiquement dans ce sens. Les discours sont restés sans effets même quand ils ont exprimé de grandes vérités. L'opinion publique n'est ni un correctif ni un interlocuteur. Même les scientifiques et les techniciens ne parviennent pas à imposer leurs jugements et leurs propositions argumentés quand ils diffèrent des jugements et des positions établis par les agents politiques.

L'endettement inconsidéré contracté auprès de l'étranger et le grand nombre d'investissements infructueux réalisés attestent le mieux de l'insignifiance du rôle de l'opinion publique. Il est curieux qu'on n'ait pas su combien et à qui devait la Yougoslavie et que pour faire le bilan il ait fallu engager une entreprise étrangère. Pourquoi cachait-on au peuple la plus grande part des dettes? Aujourd'hui on sait quel est le montant de cette dette envers les créanciers étrangers, mais le public ignore quel est le montant des crédits qu'a accordés la Yougoslavie et s'ils sont remboursés régulièrement. Le débat au sujet des centrales nucléaires montre que la pratique non-démocratique, quand il s'agit de décider d'investissements ou d'emprunts auprès de l'étranger, persiste. Il n'est pas seulement question de décisions isolées, il s'agit de l'absence de démocratie élémentaire pour trancher la question : conserver ou changer le système politique et économique. Il est indiscutable que l'opinion publique et l'avis des spécialistes sont résolument favorables à des changements radicaux, mais les hommes politiques ne se sentent toujours pas obligés de se conformer à cet état d'esprit. C'est la preuve que n'ont pas été construits les canaux démocratiques qui transmettraient aux sommets politiques des messages qu'ils

considéreraient comme obligatoires. De plus, aucune société qui se veut démocratique ne peut s'honorer des moyens compromettants de répression que sont les délits verbaux et leur interprétation arbitraire.

Au nom de la civilisation et pas seulement au nom de la démocratie ce type de coercition devrait cesser à jamais. Il serait, cependant, bon que la répression soit renforcée à l'égard des criminels économiques et des autres. S'il y a trop de répression là où ce n'est pas nécessaire et peu là où c'est indispensable c'est parce que l'Etat est dirigé par des motivations et des critères idéologiques primaires. L'Etat, désorganisé au-delà de toute limite raisonnable, a dégénéré avec l'institutionnalisation du volontarisme des républiques, des provinces autonomes et des communes. Beaucoup de nos malheurs proviennent du fait que notre Etat n'est pas un Etat bien organisé, contrôlé démocratiquement, et disposant d'une administration compétente techniquement et responsable devant la société pour exécuter la politique établie. Pour l'heure, personne ne peut remplir de façon satisfaisante les fonctions économiques propres de l'Etat. Cela concerne avant tout la planification à long terme, la politique fiscale et monétaire ainsi que la politique des revenus. Un tel Etat est nécessaire pour que la société se libère d'un pouvoir de décision parallèle. En l'état actuel des choses ceux qui formellement n'ont pas le pouvoir en fait décident, tandis que ceux qui ont formellement le pouvoir, en réalité, ne décident pas. La société n'érigera pas la responsabilité en principe tant qu'elle ne se libérera pas d'un processus de décision informel qui se fait toujours hors du regard et du contrôle du public.

La Ligue des Communistes de Yougoslavie dont la direction a le monopole absolu du pouvoir social constitue l'épine dorsale du système politique. On a pris conscience d'avoir succombé à la tentation de ce monopole, on a réalisé que la Ligue des Communistes vit de ses rentes révolutionnaires, qu'elle est en grande mesure privatisée, qu'en son sein il existe une structure

hiérarchisée de cadres professionnels qui se maintiennent par une loyauté personnelle envers leurs supérieurs, et une obéissance inconditionnelle, que le centralisme démocratique se ramène à ce que les dirigeants décident, et que la base exécute impérativement ces décisions. La Ligue des Communistes de Yougoslavie a fusionné avec l'Etat. De guide idéologique elle est devenue le parti dirigeant. Le manque de démocratie au sein de la Ligue des Communistes se répercute sur la société toute entière. Les prétentions de la Ligue à être l'avant-garde de la société ne s'accordent pas, de toute évidence, avec la situation lamentable qui y règne. C'est ce même constat qui, en URSS et en Chine, après les morts de Staline et de Mao-Zedong, a été la cause directe des tentatives faites pour réviser totalement les rapports existants au sein de la société. Ce n'a pas été le cas dans notre pays. Plus la détérioration de la situation l'exigeait, plus le besoin d'une révision fondamentale était contesté. La majeure partie des mesures à court terme qui avaient été décidées n'a même pas été mise en oeuvre. Au lieu d'agir énergiquement on mène de longues discussions stériles qui créent l'illusion de l'activité. Personne ne prête plus attention aux nombreuses recommandations générales. On a négligé des problèmes urgents qui ne souffraient pas de retard, et on a encore plus omis de poser les questions suivantes : quelle est la place de la société yougoslave dans le monde contemporain, cette société est-elle suffisamment préparée à entamer la troisième révolution technologique?

Ces questions ne se seraient pas posées si le mouvement révolutionnaire ne s'était transformé en un parti de l'ordre, si le regard des forces dirigeantes de la société yougoslave sur leur propre personne n'était devenu profondément conservateur. Des conceptions, sur la structure de la société et sur celle de la classe ouvrière, forgées depuis longtemps et fort éloignées des réalités de la société contemporaine, perdurent. Naturellement, le conservatisme ne se manifeste pas seulement dans l'accent mis sur la place et le rôle des travailleurs physiques à qui, soit dit en passant, la

société n'a pas donné la place nécessaire qu'il était possible de leur accorder dans le socialisme, mais s'est surtout exprimé dans le fait qu'on regarde avec suspicion les spécialistes et les créateurs qui, dans les pays développés, reçoivent, nombreux, des postes de plus en plus importants, en fonction de leur apport créatif. La classe ouvrière ne peut longtemps rester une véritable avant-garde si sa partie intellectuelle est considérée comme un compagnon de route non fiable pour la révolution. La confiance limitée, accordée à l'intelligentsia, a pour conséquence le fait que la société n'avance pas en rythme avec le progrès technologique. La réflexion sur les rapports de production, la prise de décision en ce qui concerne les investissements, l'organisation et le développement de la production, ne font pas partie de l'horizon mental de la deuxième révolution technologique qui est sur le point de quitter la scène de l'histoire. Le bon moment pour suivre la troisième révolution technologique est, semble-t-il, déjà passé.

Les carences du système politique sont si nombreuses et si importantes qu'elles se trouvent au centre des secousses qui ébranlent la société yougoslave dans son entier. L'élimination de ces manques doit commencer par une révision fondamentale de la Constitution sans aucun a priori et sans aucune charge idéologique. Les raisons d'une telle révision résident non seulement dans les faiblesses du système politique mais aussi dans les carences économiques fondamentales de la Constitution comme : le contenu inadéquat de la propriété sociale et son institutionnalisation, le caractère non-fonctionnel du mécanisme de l'autogestion, la détermination non-scientifique des revenus, le concept développé de façon insuffisante et inconséquente du mécanisme du marché planifié, la mauvaise définition de la place et de la responsabilité des organisations de base du travail associé, etc.

Les juristes s'accordent généralement sur le fait que la Constitution de tout pays doit être courte, les principes fondamentaux concernant

l'ordre social formulés clairement, les droits et les obligations précisément définis pour que tout citoyen puisse sans difficulté les comprendre et se les rappeler. Une telle Constitution n'est pas seulement le fruit de l'expérience et de la connaissance auxquelles est parvenu le droit mais relève aussi du droit des citoyens dans un pays démocratique et civilisé. Notre Constitution de 1974 ne s'en est pas tenue aux principes évoqués. L'aspiration à faire preuve en toute occasion d'originalité dans la recherche des solutions sociales, dans la mesure où il ne s'agit pas d'une volonté délibérée de rendre le texte obscur, a eu pour conséquence le fait que la Yougoslavie a été dotée de la Constitution la plus longue du monde. Y ont même trouvé place des questions aussi mineures que le problème du logement des militaires ou la façon dont on devient contremaître, toutes choses qui devraient être réglées dans des actes législatifs ou réglementaires. Une terminologie inadéquate rend le texte constitutionnel incompréhensible pour le commun des mortels, et pas seulement pour eux. Des phrases de plus de cent mots, des articles qui comprennent plusieurs pages de texte, l'emploi inégal et erroné des termes, témoignent du niveau incroyablement bas de la technique juridique. Cela montre aussi que la science juridique n'a pas suffisamment influé sur le texte de la Constitution.

4. La crise morale

Parallèlement à la crise économique et politique, une crise morale pèse lourdement sur la société yougoslave. Ses causes nombreuses ont des raisons historiques profondes. Mais, dans une société idéologique comme la nôtre, la crise morale est, par définition, suscitée par : une crise idéologique, l'échec du programme idéologique de la révolution, les déviations par rapport aux buts et aux principes socialistes proclamés, les contradictions entre les discours et les actes des dirigeants politiques, le système juridique non-élaboré, la magistrature de mauvaise qualité et dépendante, l'arbitraire bureaucratique et les privilèges, le conformisme moral et

l'encouragement du carriérisme, l'absence d'une critique libre et ouverte aussi bien des faits que des idées, des détenteurs du pouvoir et des fonctions officielles, et par conséquent, l'absence d'une opinion publique démocratique agissant en tant que conscience morale de la société. On ne s'est pas opposé au très fort exode rural et aux tentations qu'il porte en lui par une politique d'acclimatation, avec des normes de comportement et des normes morales clairement établies. La conscience paysanne partout présente, effritée, animée par l'idée selon laquelle tout ce qui n'est pas explicitement interdit est permis, et tendant à respecter uniquement les intérêts immédiats et à négliger totalement les intérêts plus lointains, a pu longtemps subsister pour, dans des conditions de crise, devenir une force qui détruit les assises de la morale, favorisant les actes criminels ou autres qu'il est difficile d'harmoniser avec les valeurs de la société socialiste.

Partout la propriété sociale est attaquée : vol, concussion et corruption constituent une part de revenus complémentaires réguliers pour un si grand nombre de citoyens que cette sorte de revenus doit être prise en considération pour apprécier l'importance de la consommation individuelle. N'est pas non plus sans effet l'exemple des organisations du travail et parfois des institutions administratives qui commettent des infractions à la loi qui restent impunies. Les privilèges persistent bien qu'ils fassent l'objet d'une condamnation unanime par le peuple. La conscience du travail honnête n'existe pratiquement plus. Peu nombreux sont ceux qui se posent la question de savoir ce qu'ils ont fait pour mériter le salaire qu'ils reçoivent. Les conditions de gestion ne sont pas uniformisées ce qui conduit à l'abandon du principe de rémunération selon le travail fourni. Les revenus individuels dans les entreprises dépendent souvent moins du travail que d'une certaine habileté à voter en faveur de prix plus élevés ou en faveur d'une quantité de travail moindre. Couvrir systématiquement les pertes des uns par les gains des autres agit de façon peu

stimulante sur les deux parties. Un relativement grand nombre de personnes s'est enrichi légalement en dehors du travail. L'accentuation des différences sociales qui découle de la situation déplorable dans l'économie et la société est d'autant plus insupportable sur le plan économique et injustifiable sur le plan moral qu'elle se produit dans les conditions complexes de la crise.

Le chômage aussi agit de façon destructrice sur la morale des masses. Le népotisme est un phénomène généralisé, donner la priorité aux gens de sa famille lors de l'embauche est devenu presque un droit coutumier. Le chômage est un problème social difficile non seulement parce qu'un grand nombre de jeunes n'ont pas une vie indépendante, mais aussi parce qu'une grande partie de la population, mieux qualifiée que celle qui a un emploi, reste improductive alors que son intégration dans le monde du travail améliorerait beaucoup la situation. La démoralisation de ces personnes et de leurs familles, le manque d'espoir des écoliers et des étudiants qui étudient sans perspective d'embauche, ainsi que la psychologie de ceux qui, ayant enfin obtenu un travail après avoir attendu plusieurs années, y voient simplement leur pain quotidien et sont dépourvus de l'ambition de se distinguer en travaillant plus, d'autant que, au cours de leur attente, ils ont perdu contact avec leur profession et ont oublié une grande partie de ce qu'ils avaient appris, sont regrettables. L'action du soi-disant travail temporaire à l'étranger n'est pas moins pernicieuse. Dans le peuple prédomine la conviction selon laquelle on ne peut correctement gagner sa vie ni bien vivre d'un travail honnête dans ce pays. Non seulement la foi en un travail consciencieux se perd mais aussi celle en le socialisme dont l'aurole se ternit face à la réputation des régimes existant dans les pays où travaillent les émigrés.

La perte de confiance et la faible motivation de la population sont des manifestations visibles de la crise morale. La mobilisation générale de toutes les forces populaires pour résoudre les problèmes sociaux existants n'est pas possible actuellement. De larges couches de la population n'ont pas clairement

conscience de ce qu'est s'engager et se sacrifier pour des buts sociaux généraux. L'idéologie officielle qui, au lieu de proposer un programme socialiste réel, n'offre que des proclamations politiques vides a épuisé ses possibilités mobilisatrices. L'écart entre les principes socialistes et la réalité ossifiée est si profond qu'il fait naître massivement l'apathie, le repli sur soi et une exaspération toujours plus grande. Les réformes qui aujourd'hui pourraient restaurer le climat social et peut-être inverser le mouvement ne seront pas suffisantes demain.

La destruction du système de valeurs, plus grave plus le temps passe, ne touche pas que la norme morale. La situation est telle qu'on ne connaît quasiment plus l'échelle de valeurs de la société yougoslave. L'étendue des besoins n'est jamais sérieusement soumise à une discussion démocratique. Pour cette raison la priorité des besoins se forme spontanément, en général sous l'influence de la mentalité de consommation. Cette psychologie, alliée à un primitivisme débridé, a renforcé le mauvais goût en matière de littérature, de musique, de films et dans les distractions de toutes sortes. Le développement de ces tendances est même consciemment et systématiquement stimulé par la presse, la radio et la télévision. Sous la pression agressive du mauvais goût qui règne en maître, les vraies valeurs culturelles sont restées sans grande influence malgré les nombreuses oeuvres d'importance réalisées par les créateurs yougoslaves. Peu d'efforts sont faits pour que ces oeuvres soient offertes à un large public.

La crise de la culture ne se manifeste pas seulement dans le fait que les vraies valeurs sociales ne peuvent concurrencer des valeurs bon marché. La culture se régionalise de plus en plus, elle n'a plus de portée yougoslave et universelle, elle sert pour une bonne part les aspirations des républiques et des provinces autonomes à être leur propre maître même en ce domaine. La provincialisation générale de la culture abaisse l'échelle de valeurs et permet une affirmation sociale beaucoup plus grande des créateurs de moindre talent.

Le séparatisme et le nationalisme, profondément ancrés dans la culture provinciale, se font de plus en plus agressifs.

5. La société moderne

Cette crise profonde dans tous les domaines de la société yougoslave pose de nombreuses questions dont deux se détachent tout particulièrement : qu'est-il advenu du projet de construction d'une nouvelle société, projet pour lequel sont tombées tant de victimes? Où nous situons-nous aujourd'hui par rapport à la civilisation européenne moderne?

Une analyse scientifique sélective affranchie aussi bien de l'apologie idéologique (qui s'oppose à tous changements dans le système) que du scepticisme idéologique (qui rejette le système dans son ensemble et ce depuis ces débuts) montre toute la contradiction du développement après la guerre et explique pourquoi, après une période de croissance matérielle satisfaisante, de démocratisation progressive et d'émancipation spirituelle, sont apparus des conflits sociaux à la fin des années 60 ainsi que la restauration de l'autoritarisme au début des années 70, la perte de la stabilité et des équilibres structurels, la stagnation sur le plan matériel et le désarroi toujours plus grand sur le plan spirituel.

L'effondrement auquel on est arrivé ne serait pas si pénible et durable s'il n'était que la conséquence d'une politique erronée. La nouvelle stratégie politique mise en oeuvre dans les années 60 n'était pas seulement un projet de réforme économique mais aussi la fin du processus de démocratisation politique et économique, la fin de la désaliénation de la politique, la fin de l'orientation vers le long terme du développement économique, la fin de la construction d'une fédération unitaire. Le nouveau projet social d'affirmation des égoïsmes catégoriels et des égoïsmes nationaux a conduit à un conflit sans fin entre les valeurs morales jusqu'alors acceptées et la démoralisation toujours plus grande des masses.

Pour expliquer pourquoi après

le développement réussi de la période 1953-65 on est arrivé à la rupture fatale de 1965, il faut prendre en considération de nombreux facteurs : la préférence donnée aux intérêts individuels et catégoriels par rapport aux intérêts généraux, les aspirations matérialistes de la nouvelle classe moyenne, la suprématie des intérêts des républiques les plus développées, la défense du monopole polyocratique du pouvoir conduisant à renforcer la pression en faveur de réformes démocratiques, les résistances vivaces qu'offrait la tradition patriarcale à l'émancipation. Parmi les facteurs extérieurs il faut particulièrement prendre en compte la pression des grandes puissances qui, dans le domaine politique, ont soutenu l'autoritarisme et, dans le domaine économique, ont souhaité et ont finalement réussi à mener le pays vers une dépendance technologique et économique peu enviable par rapport à l'étranger. Néanmoins, il ne faudrait pas se contenter d'une explication qui idéaliserait le projet de transformation révolutionnaire et les succès incontestables obtenus au cours des deux premières décennies du développement d'après-guerre, et qui comprendrait les errements postérieurs et les effondrements comme une simple déformation de ce projet due aux agents dominants. La vérité historique est qu'il existe des limites dans ce projet même, ainsi que dans la vision initiale qui (en dépit de toutes ses idées humanistes d'émancipation) met l'accent sur le rôle de la force et de la dictature dans la période de transition ainsi que dans la façon même dont cette vision a été interprétée et appliquée dans notre pays sous la pression du stalinisme et de l'héritage du Komintern.

La résistance victorieuse au stalinisme a mobilisé des forces sociales considérables qui ont assuré l'indépendance nationale, l'industrialisation du pays, une croissance économique enviable dans la période 1953-65, les premières formes d'autogestion et la libération spirituelle des cadres idéologiques étroits existant dans le domaine de la culture. Cependant, les rapports hiérarchiques une fois

établis n'ont pu être dépassés. Ils se sont révélés être la limite infranchissable du processus de démocratisation. Ce processus a été toléré et encouragé tant qu'il libérait les forces créatrices au niveau de la micro-structure sociale dans des domaines d'activité éloignés de la politique. Il a été strictement contrôlé quand il s'est étendu aux institutions politiques avec la revendication de la déprofessionnalisation et de la débureaucratiation de la politique, et a été définitivement arrêté quand il a menacé les centres du pouvoir politique avec la revendication d'élections plus libres et la demande de transformer les organes d'Etat en organes d'autogestion. La réforme économique de 1965 a, au fond, opéré un changement dans l'orientation stratégique du développement social: le projet de démocratisation politique a été remplacé par un projet de libéralisation économique. L'idée de l'autogestion dont l'essence est la désaliénation de la politique a été remplacée par l'idée de la décentralisation qui a conduit à l'établissement de centres régionaux d'un pouvoir aliéné. L'éthique de la solidarité et de la justice sociale a été remplacée par un esprit d'individualisme exclusif et par l'apologie de l'intérêt catégoriel. Le volontarisme politique, hardi et dynamique dans les premières décennies de l'après-guerre, quand il pouvait compter sur le soutien massif du peuple, est devenu maintenant statique et décidé à défendre le système, alors qu'il est évident que ce système est incohérent et inefficace.

Le problème fondamental de la société yougoslave n'est pas que le projet historique issu de la guerre de libération ait été réalisé de façon incomplète et déformée. Tous les projets dans l'histoire jusqu'à nos jours ont vu leur réalisation s'accompagner d'éléments de restauration et conduire finalement à toutes sortes de combinaisons entre l'ancienne société et la nouvelle. Cependant, malgré le fait que les projets ne remplissaient pas tous leurs buts émancipateurs, de tels hybrides se sont révélés être des civilisations avancées qui rendaient possible la sortie de la

crise et un développement social accéléré.

L'écart jamais vu jusqu'à présent dans l'histoire entre les proclamations normatives et la réalité est une des principales caractéristiques de la société yougoslave. Selon l'idéologie officielle, la société yougoslave a déjà dépassé tous les acquis de la civilisation moderne qui existe à l'Ouest et à l'Est : elle a réalisé la plus grande forme de démocratie, elle a assuré le pouvoir de la classe ouvrière grâce à l'autogestion, elle est parvenue à la fraternité et à l'unité des peuples, elle a supprimé l'étatisme, pour la première fois dans le monde elle a démontré qu'une économie de marché efficace peut exister sous le socialisme. En réalité, notre société se trouve en deçà du niveau de civilisation moderne. En Yougoslavie, les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen peuvent toujours être violés en toute impunité, les élections des responsables sont une fiction, le pouvoir judiciaire dépend du pouvoir exécutif; la liberté de parole, l'organisation et la manifestation publique sont limitées par l'arbitraire bureaucratique et des règlements qui permettent de pourchasser les idées qui diffèrent de l'opinion officielle. La classe ouvrière n'a pas légalement le droit de s'auto-organiser, de faire grève et n'a aucune influence réelle sur le processus de décision politique. Les conflits d'intérêts antagonistes, l'exploitation et la faible coopération entre les économies nationales autarciques caractérisent les rapports nationaux. On ne peut plus sérieusement parler d'une politique unique de développement et d'un marché unique. L'étatisme n'est pas supprimé, au contraire, il s'est déplacé au niveau des républiques où il est plus irrationnel et plus pernicieux. Quand dès 1967-68 sont apparues la conjonction de l'inflation, de la stagnation et du chômage, "la réforme économique" mal conçue a été abandonnée, et on n'est jamais parvenu à une économie de marché moderne régulée par les instruments d'une politique globale de développement. A la différence des autres sociétés mixtes contemporaines, la combinaison

yugoslave spécifique entre les éléments d'une société autoritaire pré-moderne, d'une société bourgeoise et du socialisme, définitivement mise en forme par la Constitution de 1974 ne possède pas le minimum de cohérence nécessaire pour assurer plus longtemps le développement social.

Sans changer cette Constitution et le système politico-économique qu'elle a construit il est impossible de résoudre un seul des problèmes actuels fondamentaux de notre société, impossible d'arrêter le présent processus de désintégration et l'enfoncement dans une crise toujours plus grave. Il est indispensable de chercher des solutions en tenant compte des grands principes civilisateurs suivants qui sont des conditions nécessaires au développement d'une société moderne:

a) La souveraineté des peuples

A la base même de la civilisation moderne se trouve l'idée qu'à la source du pouvoir politique se trouve le peuple lui-même, que l'unique autorité politique légitime est celle qui découle de la libre expression de la volonté du peuple, et que par conséquent n'existent pas de bases morales et juridiques pour qu'une élite qu'elle soit de droit divin ou qu'elle s'appuie sur une religion, une race, une classe, l'appartenance idéologique, des mérites historiques ou sur toute autre justification, s'arroge le droit de parler, de décider et de se servir de la force au nom du peuple. Le peuple peut seulement abandonner le pouvoir politique pour un temps déterminé à ses représentants, gardant le droit de les élire, de les contrôler et de les remplacer, de les destituer, par la force si nécessaire, s'ils enfreignent "le contrat social" et qu'au lieu des intérêts généraux du peuple ils servent leurs intérêts particuliers. Le principe de souveraineté du peuple a été énoncé par la philosophie politique démocratique et affirmé en pratique par les révolutions démocratiques du XVIIIème siècle. Cependant, la théorie socialiste a tiré des conséquences radicales, extrêmes, de ce principe. Si le monopole du pouvoir économique est une des bases permettant la formation d'une élite qui peut s'imposer à la société

et atteindre un contrôle total de la vie politique, alors toutes les institutions qui rendent possible ce monopole que ce soit le capital ou un Etat bureaucratique ne sont pas compatibles avec le principe de souveraineté du peuple. En ce sens la souveraineté totale du peuple serait réalisée seulement dans une société sans classes dans laquelle la vie politique, économique et culturelle, serait organisée de façon démocratique. La condition première pour une telle démocratie ("la démocratie des soviets" ou "l'autogestion intégrale") est le libre choix et la révocabilité de tous les responsables, le contrôle populaire de leur travail, le partage du pouvoir, l'absence de privilèges bureaucratiques. Ces conditions préalables sont depuis longtemps réalisées dans la société moderne. La Yougoslavie n'a pas encore atteint ce stade bien qu'elle ait depuis longtemps proclamé les idées d'autogestion, de débureaucratization et de déprofessionnalisation de la politique.

b) L'autodétermination des nations

Dans la société moderne toute oppression politique et toute discrimination sur une base nationale est inacceptable. La solution yougoslave de la question nationale a pu au début être prise pour un modèle exemplaire avec une fédération multinationale dans laquelle le principe d'un Etat unique et d'une politique unique de l'Etat était efficacement allié au principe de l'autonomie politique et culturelle des nations et des minorités nationales. Au cours des deux dernières décennies le principe de l'unité a faibli au profit du principe de l'autonomie nationale qui, lui, s'est renforcé et s'est transformé, en pratique, en souveraineté des parties constitutives de la Fédération (des républiques qui, en règle générale, ne sont pas homogènes d'un point de vue national). Les faiblesses qui, dès le départ, étaient présentes dans ce modèle sont devenues de plus en plus manifestes. Toutes les nations ne sont pas égales en droit : la nation serbe, par exemple, n'a pas eu le droit d'avoir son propre Etat. Des parties du peuple serbe qui, nombreuses, vivent dans d'autres

républiques n'ont pas le droit, à la différence des minorités nationales, de se servir de leur langue et de leur alphabet, de s'organiser politiquement et culturellement, de développer ensemble la culture unique de leur peuple. L'expulsion, à laquelle il est impossible de mettre fin, des Serbes du Kosovo montre très clairement que les principes qui défendent l'autonomie d'une minorité (les Albanais) ne sont pas respectés quand il est question d'une minorité au sein d'une minorité (les Serbes, les Monténégrins, les Turcs et les Roms au Kosovo). Vu cette forme de discrimination nationale, la Yougoslavie ne peut être considérée comme un Etat moderne et démocratique.

c) Les droits de l'homme

L'époque moderne commence avec l'affirmation des droits de l'homme. Ce furent à l'origine les droits du citoyen : la liberté de pensée, de conscience, de parole, de mouvement, la liberté de s'organiser, de manifester publiquement, la liberté d'élire ses représentants. Au XXème siècle aux droits du citoyen se sont ajoutés des droits socio-économiques: le droit au travail, au libre choix de son métier, le droit à l'instruction, le droit à une rémunération égale pour un travail égal, le droit à la sécurité sociale. L'Assemblée Générale des Nations-Unies a formulé tous ces droits dans "la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen", adoptée le 10 décembre 1948. Notre pays est un des Etats-membres à avoir présenté cette déclaration. La Yougoslavie est aussi signataire de l'Acte final d'Helsinki et de tous les autres documents internationaux analogues. Il est indiscutable que de nombreux Etats contemporains ont un degré inférieur d'accomplissement des droits de l'homme. Mais dans notre pays "les délits verbaux" sont toujours poursuivis, interdits et détruits les livres et retirés de l'affiche les pièces de théâtre qui sont "inacceptables sur le plan des idées", réduite l'expression publique d'idées, interdites l'organisation et la manifestation; l'utilisation du droit constitutionnel d'envoyer des pétitions de protestation aux organes de l'Etat est qualifiée d'acte

hostile, les auteurs d'arrêt de travail de protestation (1) sont poursuivis, les élections des responsables se transforment en farce d'auto-nomination. Tant que tout ceci se produira, nous ne pourrons pas nous considérer comme une nation civilisée et éclairée.

d) La rationalité

L'époque moderne est une période de rationalité. Les institutions sociales et la manière d'organiser la vie sociale toute entière doivent réussir l'examen de la raison. Ce n'est pas toujours une rationalité des buts : la grande faiblesse de notre époque est la séparation entre la politique, l'éthique et la science. Mais la rationalité des instruments et la possibilité de trouver des moyens adaptés aux buts fixés et à l'application d'une politique déterminée sont la condition sine qua non de tout Etat moderne. Ce qui, donc, signifie que tout Etat moderne est un grand système dont les parties se régulent, se coordonnent et se gouvernent ensemble, que les règles du jeu sont claires, stables et qu'elles ne peuvent être changées qu'à la suite d'une analyse et d'une préparation sérieuses; que les fonctionnaires de l'Etat sont élus avant tout d'après leur compétence et leur intégrité; que la prise de décision, dans une large mesure, s'appuie sur des informations sûres et une analyse des coûts et des profits envisagés. Dans notre pays, aucune des conditions pour mener une politique rationnelle n'est remplie : notre société est constituée de huit systèmes distincts, peu liés entre eux, il n'existe pas une politique unique de développement, et même si elle existait sur le papier elle ne pourrait être mise en oeuvre; les règles du jeu sont changées en permanence au gré des circonstances et dans le meilleur des cas on ne les connaît qu'un an à l'avance; les responsables sont avant tout élus sur la base du critère de loyauté, et sont dans une grande mesure incompetents et moutonniers; les décisions sont prises à la va-vite, de façon arbitraire et partielle, sans discussion publique préalable, sur la base d'informations peu sûres, provenant d'une seule source, sans prendre en

considération les alternatives possibles. Tant qu'un tel style de travail, non-rationnel, prédominera dans notre société, nous ne pourrons nous considérer comme une société moderne.

Il ressort de cette analyse que la démocratisation politique et le renouvellement radical des cadres, l'autodétermination véritable et l'égalité en droit des membres de tous les peuples yougoslaves, dont le peuple serbe, la réalisation totale des droits de l'homme et du citoyen ainsi que des droits socio-économiques et la rationalisation qui s'en suit du système politique yougoslave et de la politique du développement, sont des conditions préalables indispensables sans lesquelles on ne peut envisager de sortir la société yougoslave de la crise actuelle.

II. La situation de la Serbie et du peuple serbe

1. la Serbie

Beaucoup de maux dont souffre le peuple serbe ont fait leur apparition dans des circonstances qui sont communes à tous les peuples yougoslaves. Cependant, d'autres malheurs encore affligent le peuple serbe : 1) le retard du développement de l'économie de la Serbie, 2) les relations juridiques non-équilibrées avec la Yougoslavie et les provinces autonomes, 3) ainsi que le génocide au Kosovo, phénomènes apparus sur la scène politique avec une force conjuguée qui rend la situation tendue, si ce n'est explosive. Ces trois questions épineuses résultent d'une politique menée depuis longtemps à l'égard de la Serbie, par leur intensité dramatique elles menacent non seulement le peuple serbe mais aussi la stabilité de la Yougoslavie dans son ensemble. Pour cette raison, il faut leur prêter attention.

Il n'était pas nécessaire d'avoir beaucoup de connaissances et de données pour faire la preuve du retard, depuis de

nombreuses années, de la Serbie sur le plan économique. Pourtant on ne l'a reconnu officiellement que dans le plan quinquennal de 1981-85 qui prescrivait que, dans cette période, des mesures seraient prises pour mettre fin à cette tendance. Cet engagement est rapidement tombé dans l'oubli. Cinq ans ont passés et une nouvelle interrogation s'est fait jour : La Serbie suit-elle le même rythme de développement que l'ensemble du pays? Des analyses argumentées ont confirmé ce qu'on savait déjà, à savoir que l'économie serbe, d'après les indicateurs appropriés, avance en permanence en deçà de la moyenne yougoslave et prend de plus en plus de retard. Ce développement plus lent n'a pu permettre de dépasser le retard économique existant sur une partie de son territoire où vivent près de 1,5 million d'habitants dont le revenu est d'environ 30% inférieur à celui des trois républiques les moins développées.

Les études n'ont pas laissé le moindre doute, le retard relatif de la Serbie est en premier lieu le résultat d'un faible taux d'investissements par habitant, et non d'une moindre efficacité des investissements. D'après les statistiques officielles, le rendement des investissements en Serbie dans la période après-guerre n'était inférieur qu'à celui de la Slovénie et de la Voïvodine, pour la décennie 1976-83 il est le plus élevé en Yougoslavie. Ce fort rendement pouvait en partie compenser la baisse du produit social due au taux moindre des investissements mais ne pouvait empêcher que la valeur créée par les ressources financières, par habitant, soit à un niveau tout au plus de 80,5% de celui de la moyenne yougoslave, ce qui est plus faible même qu'au Monténégro et en Bosnie - Herzégovine, deux républiques qui ont le statut de républiques sous-développées.

Au cours de toute la période d'après-guerre, l'économie de la Serbie a été soumise à un échange inégal. Exemple actuel de cet échange : le bas prix de l'énergie électrique qui est fournie en grandes quantités aux autres républiques. Les instruments et les mesures de la politique actuelle, économique, monétaire et de crédit, et

particulièrement la contribution au Fonds de la Fédération pour le développement des régions insuffisamment développées sur le plan économique sont les facteurs les plus importants du retard relatif de la Serbie dans la période récente. Si l'on ajoute à cela que les républiques les plus développées, du fait du manque de moyens d'accumulation en Serbie, ont pénétré par leur capital l'économie serbe (l'agriculture, l'industrie agro-alimentaire, le commerce et le système bancaire) on obtient l'image d'une économie dépendante et délaissée dans le cadre de l'espace yougoslave.

La discrimination exercée à l'encontre de l'économie de la Serbie dans la période de l'après-guerre ne peut totalement s'expliquer si l'on ne prend pas en compte les relations entre les nations entre les deux guerres telles que les voyait et les jugeait le Parti Communiste de Yougoslavie. Le Komintern, autoritaire, qui dans ses efforts pour réaliser ses projets stratégiques et tactiques sur le plan international aspirait à briser la Yougoslavie, a marqué de son empreinte ces domaines décisifs.

Se justifiant idéologiquement en opposant la nation serbe "oppressive" aux autres nations "opprimées", cette politique illustre parfaitement le fait qu'on a fait passer avant la doctrine marxiste de la division en classes de chaque nation le pragmatisme politique qui, cherchant à utiliser les frictions entre les nations, a repoussé à l'arrière-plan l'internationalisme. Ce qui explique pourquoi le Parti Communiste de Yougoslavie n'a pas tenté de faire ses propres analyses et de connaître la vérité sur la nature économique des relations entre les nations. Le jugement porté sur ces relations et qui se ramène à ce que la politique hégémonique de la bourgeoisie serbe s'accompagnait de sa domination économique est en fait emprunté aux partis bourgeois séparatistes. Ni avant, ni après la guerre, le Parti Communiste de Yougoslavie n'a eu l'envie de dresser par lui-même un tableau exact de la situation, ni de se lancer dans une discussion qui pourrait remettre en question des jugements établis depuis

longtemps et des positions sur lesquelles il reste inébranlable jusqu'à aujourd'hui. Ce qui est d'autant plus surprenant que, sans mener des études particulières, en jetant un simple coup d'oeil sur les indicateurs de base du degré de développement en 1948, on pouvait établir que la Serbie n'avait pas eu une situation économique privilégiée entre les deux guerres. Le caractère agraire très accentué de son économie mettait clairement en évidence le retard de l'industrialisation. La part de l'agriculture dans la formation du produit social était très grande alors que celle de l'industrie était inférieure à la moyenne yougoslave. Le Parti Communiste sur la base de ces faits non seulement n'a pas revu son jugement mais n'a pas accordé la moindre attention aux travaux des institutions scientifiques qui, dès le début des années 50, ont montré, preuves à l'appui, que la situation économique de la Serbie entre les deux guerres avait été fondamentalement différente. La répétition systématique, pendant quatre décennies, d'un jugement émis avant la guerre montre qu'il y a un grand intérêt politique et économique à maintenir ce point de vue erroné. Celui-ci a pour objet d'inculquer au peuple serbe un sentiment de culpabilité pour contrecarrer sa résistance à la domination politique et économique à laquelle il est soumis.

La politique d'après-guerre concernant l'économie de la Serbie se fondait aussi sur les jugements d'avant-guerre. Cette politique a été très clairement énoncée dans le premier plan quinquennal. Celui-ci a assigné, de façon injustifiée, à la Serbie le rythme d'industrialisation le plus lent après la Slovaquie. En pratique, cette politique a commencé par le transfert dans d'autres républiques d'ateliers de production d'avions, de camions et d'armes, suivi de leur rachat obligatoire et s'est poursuivie avec la politique de différence des prix des matières premières et des produits agricoles, par un taux d'investissement par habitant plus faible que la moyenne yougoslave et par une contribution obligatoire au développement des régions sous-développées. Mais rien ne témoigne plus

de la situation de dépendance de la Serbie que le fait qu'elle n'a pas eu l'initiative dans aucune des questions-clés touchant le système politique et économique. Il faut examiner la position de la Serbie dans le contexte de la domination politique et économique exercée par la Slovaquie et la Croatie, moteur, jusqu'à présent, de tous les changements.

La Slovaquie et la Croatie ont débuté avec les plus hauts niveaux de développement et ont réalisé le développement le plus rapide. Avec l'amélioration de leur situation relative, l'écart entre elles et les autres parties de la Yougoslavie s'est fortement accru. Cette pratique qui s'écarte de la politique proclamée du développement uniforme n'aurait pas été possible si le système économique n'avait été partial, si ces deux républiques n'avaient été en situation d'imposer des solutions qui répondaient à leurs intérêts économiques. Les activités industrielles, prépondérantes dans leur économie, ont bénéficié au cours de toute la période d'après-guerre de conditions favorables à la production grâce au régime paritaire des prix, ainsi qu'aux barrières douanières. La place plus grande accordée au marché dans les années 60 a touché les régions les plus développées. Il faut interpréter la suspension du plan quinquennal 1961-65 qui mettait au centre du développement de la production les matières premières et l'énergie, comme l'expression de la volonté de ces républiques d'éviter d'investir dans les régions sous-développées relativement riches en ressources naturelles. Le développement de la Yougoslavie à cette époque s'est basé plus sur la constitution des facteurs de production dans les deux républiques développées que dans le reste du pays. Pour cette raison, la force de travail n'a pas reçu une place adéquate dans l'orientation du développement ce qui a affecté la Serbie et les régions sous-développées.

La subordination économique de la Serbie ne se laisse pas totalement appréhender si l'on n'examine pas sa situation politique subalterne qui a été déterminante. Pour le Parti Communiste l'hégémonie économique du peuple serbe entre les deux guerres était indiscutable,

indépendamment du fait que l'industrialisation de la Serbie se faisait à un rythme plus lent qu'en moyenne en Yougoslavie. C'est sur cette plate-forme idéologique que se sont formés des façons de penser et des comportements qui ont influé de façon décisive sur les événements politiques ultérieurs et sur les relations entre les nations. Les Slovènes et les Croates avant la guerre ont créé leurs Partis Communistes nationaux et ont, en conséquence, eu de l'influence au Comité central du Parti Communiste de Yougoslavie. Leurs dirigeants politiques sont devenus les arbitres dans toutes les questions politiques pendant et après la guerre. Ces deux républiques voisines partageaient un destin historique similaire, avaient la même religion et aspiraient à la plus grande autonomie possible, et en tant que républiques les plus développées elles avaient des intérêts économiques communs, toutes raisons suffisantes pour établir une coalition durable et chercher à dominer politiquement. Cette coalition a été renforcée par la collaboration pendant de longues années de Tito et de Kardelj, les personnalités les plus éminentes de la Yougoslavie d'après-guerre qui disposaient de l'autorité absolue. Le monopole des cadres leur a permis d'influer de façon essentielle sur la composition des sommets politiques de la Yougoslavie, de toutes les républiques et provinces autonomes. Tous connaissent la très grande contribution d'Edouard Kardelj à la préparation et à l'adoption des décisions prises par l'AVNOJ ainsi qu'à la mise en place de toutes les Constitutions d'après-guerre. Il était bien placé pour asseoir dans les fondements de l'ordre social ses positions personnelles qui ne pouvaient être contestées. La fermeté avec laquelle la Slovénie et la Croatie aujourd'hui s'opposent à tout changement constitutionnel montre à quel point la Constitution de 1974 leur convient. Les analyses faites sur l'ordre social n'avaient aucune chance d'être acceptées si elles différaient des conceptions des deux autorités politiques, et même après leurs morts rien n'a pu être fait étant donné que la Constitution

est préservée de tout changement par la possibilité de veto. Si l'on prend tout cela en compte, on ne peut contester le fait que la Slovénie et la Croatie ont établi une domination politique et économique grâce à laquelle elles réalisent leurs programmes nationaux et leurs aspirations économiques.

Dans ces conditions, le peuple serbe, accusé constamment d'être "opresseur", "unitariste", "centraliste", "policier", n'a pu obtenir d'être l'égal en droit des autres peuples de la Yougoslavie, pays pour lequel il a supporté les plus grands sacrifices. La politique revancharde à l'égard des Serbes a commencé avant la guerre, on considérait qu'une "nation oppressive" n'a pas besoin d'un parti communiste. Au Comité Central du Parti Communiste de Yougoslavie, les Serbes étaient relativement peu représentés, et certains d'entre eux, sans doute pour garder leur place, déclaraient appartenir à d'autres nations. La Serbie au cours de la guerre n'était pas en position de participer de façon totalement égalitaire à la prise de décisions qui ont nui aux relations ultérieures entre les nations et ont porté préjudice à l'ordre social en Yougoslavie. Le Conseil Antifasciste de Serbie a été créé dans la deuxième moitié de l'année 1944, plus tard que dans les autres républiques, et le Parti Communiste de Serbie n'a été constitué qu'à la fin de la guerre. Pour la deuxième session de l'AVNOJ la majorité des délégués serbes a été élue parmi les unités militaires serbes et les membres de l'état-major qui se trouvaient alors sur le territoire de la Bosnie - Herzégovine, à la différence de la majorité des délégués des autres républiques qui sont venus de leur territoire et qui avaient derrière eux des organisations politiques nationales constituées avec des positions et des programmes construits.

Ces faits historiques montrent qu'au cours de la guerre la Serbie n'était pas de façon formelle et encore moins en réalité sur un pied d'égalité quand ont été prises les décisions d'importance concernant le futur ordre étatique. Ce qui ne veut pas dire que les Serbes ne seraient pas prononcés de leur plein gré en faveur du fédéralisme en tant que

système convenant le mieux à une communauté multinationale, mais on a vu qu'ils se sont trouvés sans préparatifs préliminaires et sans soutien de leurs organisations politiques dans la situation de souscrire à des solutions qui ouvraient de larges possibilités pour les briser. La situation des Serbes pouvait être en temps voulu prise en considération, examinée et équilibrée du point de vue de leur intégrité nationale et de leur libre développement culturel alors que sont toujours prises des solutions qui affectent les intérêts vitaux du peuple serbe.

Dans la période d'après-guerre, la gravité des conséquences sociales et économiques dues à la thèse d'une nation exploitatrice et de nations exploitées a poussé à demander que l'on cesse, sans délai, d'en abuser, car la Serbie était dans une situation économique peu enviable. Exempter la Serbie de sa contribution au Fonds de la Fédération n'aurait-il pas renforcé sa capacité d'accumulation et accéléré son développement économique, n'aurait-ce pas été l'occasion d'esquisser la fin de cette politique. On s'attendait à ce que les représentants politiques de la Serbie expriment cette revendication logique et justifiée et persistent jusqu'à ce qu'elle soit prise en compte. L'étonnement a été grand quand ils ont accepté de payer un taux de contribution important en échange de la promesse réconfortante mais vague que cette contribution serait matériellement compensée sur un autre plan.

Cette solution ne correspond pas aux diagnostics émis sur le retard économique de la Serbie, par ailleurs les délégués serbes ont commis un acte historique irresponsable envers leur propre peuple. La capitulation des représentants politiques de la Serbie pose de nombreuses questions et notamment celle de leur droit à prendre un tel engagement. Se pose la question de savoir qui est mandaté pour accepter une décision qui condamne l'économie de la Serbie à un retard durable et dont les conséquences politiques sont inévitables. Il s'agit là des moyens énormes nécessaires pour amorcer le développement économique de la Serbie

et résoudre la question du chômage d'un grand nombre de jeunes gens, nombre plus important que dans n'importe quelle autre république. Sans consulter par un référendum le peuple serbe, seul habilité à décider de son sort, personne n'aurait dû oser usurper le droit de discuter, de décider et de consentir, derrière des portes closes, à poser des limitations sérieuses au développement économique de ce peuple.

La Serbie, la conscience en paix car ayant le sentiment d'avoir grandement rempli son devoir de solidarité, pouvait demander à se soustraire à la contribution au Fonds. Seule elle a supporté des sacrifices réels pour le développement des trois républiques sous-développées et du Kosovo, payant l'aide apportée aux autres de son propre retard. Ce qui n'a pas été le cas des trois régions développées. L'emploi d'un taux de contribution proportionnel au produit social n'a pas maintenu la règle fondamentale qui est d'évaluer les obligations selon la puissance économique des participants. La Slovénie, la Croatie et la Voïvodine ont été exemptées d'une contribution proportionnelle, ce qui leur a permis non seulement de se développer normalement mais aussi d'améliorer leur situation relative par rapport à la moyenne yougoslave. Pour la Serbie cependant ces taux de contribution ont représenté une charge énorme. Son économie donnait près de la moitié de son épargne nette aux régions sous-développées.

Bien que par sa contribution elle ait aidé au développement des régions sous-développées et allégé d'autant le fardeau des régions développées, la Serbie se heurte à l'incompréhension des uns et des autres au sujet de son retard. L'intérêt des deux parties, à savoir les deux types de régions, les pousse vers une coalition destinée à maintenir la situation existante qui satisfait leurs intérêts au détriment de la Serbie. La coalition anti-serbe s'est manifestée dans le cas du taux de contribution au Fonds Fédéral plus clairement et avec moins de tact politique que jamais auparavant. On a obligé la Serbie à accepter, ouvertement sous la pression, le taux de

contribution. Cette pression est significative car elle montre que la discrimination traditionnelle à l'égard de la Serbie ne s'est pas affaiblie, et qu'elle s'est peut-être même accrue.

Ce type de pression n'était pas nouveau si l'on considère la période de l'après-guerre. La nouveauté aurait été que la Serbie résiste énergiquement à cette pression. Malheureusement, ça n'a pas été le cas. La résistance a été plus forte qu'auparavant, mais pourtant insuffisante. Les dirigeants serbes n'ont pas utilisé tous les moyens juridiques dont ils disposaient, isolés avec leurs revendications justifiées, il semble même qu'ils n'aient pas pensé à la réponse adéquate qui sous-entendait l'ouverture d'une crise politique s'il n'était pas possible de faire autrement. Les hommes politiques de la Serbie se sont révélés incapables d'assumer la tâche historique que leur a imposée l'ensemble extraordinairement complexe des relations internes au sein de la communauté yougoslave. Ce moment historique exigeait d'eux qu'ils donnent à comprendre qu'il était temps de mettre fin à la pratique d'après-guerre qui consistait à remplacer les politiciens qui ont posé la question de l'égalité de la Serbie, de la discrimination exercée à l'égard des économistes, des sociologues, des philosophes et des écrivains de Serbie qui soulignaient les phénomènes socialement pervers et mettaient en garde contre les conséquences des solutions erronées, comme l'était le fait d'éloigner les économistes capables, ce qui a désarmé l'économie de la Serbie et affaibli sa compétitivité sur le marché.

L'attitude envers le retard économique de la Serbie montre que la politique revancharde envers elle n'a pas faibli avec le temps. Au contraire, entretenue par son propre succès, elle s'est de plus en plus renforcée pour finalement déboucher sur un génocide. La discrimination envers les citoyens de Serbie qui, à cause de la représentation paritaire des républiques, ont moins de postes de fonctionnaires fédéraux et de délégués à l'Assemblée Fédérale que les autres, est politiquement insoutenable; la voix d'un électeur de Serbie vaut moins que celle d'un électeur de n'importe

quelle autre république ou province autonome. Sous cet éclairage, la Yougoslavie ne se présente pas comme une communauté de citoyens égaux en droit ou de peuples et nations égaux en droit, mais comme une communauté de huit territoires égaux en droit. Cependant, même cette égalité ne vaut pas pour la Serbie du fait de sa situation juridique et politique particulière qui perpétue la tendance à ce que le peuple serbe soit placé sous un contrôle permanent. L'idée directrice de cette politique était "une Serbie faible, une Yougoslavie forte", ce qui a conduit à penser que si on permettait aux Serbes, nation la plus nombreuse, un développement économique rapide, cela présenterait un danger pour les autres nations. D'où l'utilisation de tous les moyens possibles pour limiter le plus possible son développement économique et sa consolidation politique. Une des limitations les plus fortes réside dans l'actuelle situation constitutionnelle de la Serbie qui n'est pas clairement définie et renferme des contradictions internes.

La Constitution de 1974 a de fait divisée la Serbie en trois parties. Les provinces autonomes sont sur tous les plans mises sur le même pied que les républiques, hormis le fait qu'elles ne sont pas définies comme des Etats et qu'elles n'ont pas le même nombre de représentants dans les organes de la Fédération. Elles compensent cette carence par le fait qu'à travers l'Assemblée Républicaine elles peuvent intervenir dans les affaires internes de la Serbie au sens restreint du terme (2), tandis que leurs Assemblées sont complètement autonomes. Le statut politique et juridique de la Serbie au sens strict n'est pas défini, ce n'est ni une république ni une province. Les relations au sein de la République de Serbie sont confuses. Le Conseil Exécutif qui est l'organe de l'Assemblée Républicaine est en réalité le Conseil Exécutif de la Serbie au sens strict. Ce n'est pas le seul illogisme existant dans la délimitation des compétences. L'autonomie des provinces, trop large et fermement établie de façon institutionnelle, crée deux lignes de fracture au sein du peuple serbe. Il est vrai

que les forces autonomistes et séparatistes ont insisté sur l'élargissement de l'autonomie, mais elles l'auraient difficilement réalisé si elles n'avaient obtenu un soutien moral et politique de la part des républiques dans lesquelles les tendances séparatistes n'ont jamais disparu.

L'extension de l'autonomie était motivée par la conviction qu'on atteindrait une plus grande égalité en droit des nations et une meilleure gestion des affaires publiques. Les événements au Kosovo à la fin des années 60 ont montré que tout peut arriver quand l'autonomie s'accroît. Pratiquement aucune raison ne justifiait l'extension de l'autonomie de la Voïvodine. Cet accroissement a donné une forte impulsion à l'autonomisme bureaucratique, à un séparatisme qui n'existait pas auparavant, à la fermeture de l'économie, au volontarisme politique. En Voïvodine et hors des provinces a grandi l'influence de ceux qui cherchent par la désinformation à diviser le peuple serbe en "Serbes de Serbie" et en "Serbes d'au-delà des rivières"(3). Les provinces sont devenues grâce à l'aide qui leur a été apportée de tout coeur "des éléments constitutifs de la Fédération", ce qui leur a donné la possibilité de se sentir et de se comporter comme des unités fédérales, oubliant qu'elles sont des parties constitutives de la République de Serbie. L'équilibre dans le dualisme n'a pu être maintenu. Le comportement actuel des provinces montrent qu'en pratique les forces séparatistes et autonomistes ont totalement pris le dessus. La République de Serbie ne peut agir dans l'intérêt du peuple auquel elle appartient.

L'ensemble complexe des relations non-résolues au sein de la République de Serbie découle logiquement de son statut constitutionnel et du choix de cadres séparatistes et autonomistes qui justement, du fait de leur orientation, jouissaient de la bienveillance de ceux qui disposaient du monopole des cadres en Yougoslavie. Sans le contrepoids nécessaire de la coordination, la régionalisation se transforme, en règle générale, en étroitesse d'esprit, en es-

prit de clocher et en aveuglement envers les intérêts larges de la nation.

Ceux qui, de tout coeur, ont aidé à implanter les germes des conflits internes dans la Constitution, se présentent aujourd'hui comme les arbitres, les conciliateurs qui, par la symétrie bien connue des torts partagés, donnent des leçons et à la Serbie au sens strict et aux provinces, suggérant que l'on cherche les solutions dans les Constitutions. De cette façon, une fois la situation compliquée, elle restera telle qu'elle, et la Serbie continuera à dépenser son énergie à tenter de dépasser des conflits sans avoir la possibilité d'y parvenir totalement. C'est peut-être ce qui était voulu avec l'accroissement de l'autonomie des provinces, d'autant que les suites des situations conflictuelles en Serbie permettent aux autres de s'immiscer dans ses affaires internes et ainsi de maintenir leur domination sur cette république. Depuis la fédéralisation de la Ligue des Communistes de Yougoslavie, l'ingérence dans les affaires intérieures d'une république n'est possible qu'à l'égard de la Serbie.

Les relations entre la Serbie et les provinces ne peuvent se ramener à des interprétations formelles et juridiques des Constitutions des provinces. Il est avant tout question du peuple serbe et de son Etat. Une nation qui, à l'issue d'une longue lutte sanglante, est à nouveau parvenue à avoir son Etat, une nation qui s'est d'elle-même déterminée en faveur d'une démocratie, qui a eu 2.5 millions de morts dans les deux dernières guerres, s'est vue déclarer, par une commission du parti, que, seule, après quatre décennies passées dans la Yougoslavie, elle n'a pas son propre Etat.

2. Le Kosovo

L'expulsion du peuple serbe du Kosovo est un témoignage spectaculaire de sa défaite historique. Au printemps 1981, une guerre tout à fait spéciale, mais ouverte et totale, qui a ses origines dans les différentes périodes de changements administratifs, politiques et constitutionnels, a été déclarée au

peuple serbe. Conduite habilement, les rôles ayant été répartis, avec le soutien actif et pas seulement passif et peu caché de certains centres politiques dans notre pays, soutien plus néfaste que l'appui apporté par les pays voisins, cette guerre ouverte qu'on ne regarde toujours pas en face et qu'on n'appelle pas de son nom véritable dure depuis près de cinq ans. Elle se déroule donc depuis plus longtemps que n'a duré la guerre de libération dans ce pays, du 6 avril 1941 au 9 mai 1945. L'insurrection au Kosovo et en Métochie, juste avant la fin de la guerre, organisée avec la coopération des unités nazies, a été en 1944-45 militairement écrasée, mais il s'avère qu'elle n'a pas été vaincue politiquement. Sous son aspect actuel, déguisée sous un nouveau contenu, elle se développe avec plus de succès et approche de la victoire. On n'a pas définitivement réglé nos comptes avec l'agression fasciste, les mesures prises jusqu'à présent en ont seulement supprimés les signes extérieurs alors qu'en fait ses buts explicites, inspirés par le racisme, buts qu'il faut atteindre à tout prix et par tous les moyens, se sont renforcés. Des peines drastiques envers les jeunes délinquants ont même été prononcées afin de susciter et approfondir les haines entre les nations.

Cinq années d'une longue guerre au Kosovo ont convaincu ses meneurs et ses tenants qu'ils sont plus forts qu'ils ne pensaient, qu'ils jouissent de la part de différents centres de pouvoir dans le pays même d'un soutien incomparablement plus grand que celui dont bénéficient les Serbes du Kosovo de la part de la République de Serbie, ou que reçoit cette république de la part des autres républiques yougoslaves. L'agression est ainsi encouragée, les représentants les plus officiels de la Province ainsi que ses intellectuels sont poussés à se comporter non seulement de façon arrogante mais aussi cynique, faisant de mensonges des vérités, et appelant chantage le fait que leurs droits soient réduits. Les forces politiques organisées de notre pays, qui ont accompli une révolution dans des conditions presque impossibles, sous le joug de l'ennemi le plus puissant de ce siècle,

s'avèrent tout à coup non seulement inefficaces, incapables, mais aussi quasiment pas intéressées à répondre à une guerre ouverte de la seule façon qui convient : par une défense résolue du peuple et du territoire. Quand l'agression sera défaite, il ne faudra pas que régler la situation politique par des arrestations, une "différencialisation", une discrimination, entre ceux qui étaient pour et ceux qui étaient contre nous, par l'appel à de fausses loyautés, mais par une véritable lutte révolutionnaire, par des confrontations ouvertes, avec la libre expression et manifestation d'opinions divergentes.

Le génocide physique, politique, juridique, culturel de la population serbe du Kosovo et de Métochie est la défaite la plus grave qu'a subie la Serbie dans ses luttes de libération depuis la bataille d'Orasac en 1804 jusqu'à l'insurrection de 1941. La responsabilité de cette défaite revient avant tout à l'héritage du Komintern, héritage toujours vivant dans la politique du Parti Communiste de Yougoslavie et aux partisans chez les communistes serbes de cette politique, aux erreurs politiques et idéologiques ruineuses, à l'ignorance, à l'incompétence mais aussi à l'opportunisme invétéré, après la guerre, de générations de politiciens serbes toujours sur la défensive, toujours plus préoccupés de ce qu'on pense d'eux et du statut timide qu'ils ont donné à la Serbie que des faits objectifs qui conditionnent le futur du peuple qu'ils dirigent.

Les nationalistes albanais, les dirigeants politiques du Kosovo ont commencé à renverser, avec une tactique définie et un but clair, les relations nationales égales en droit, pour lesquelles au Kosovo et en Métochie se sont le plus battus justement des combattants serbes. La région autonome, au moment propice, a obtenu le rang de province autonome, puis le statut de "partie constitutive de la Fédération" et jouit de plus grandes prérogatives que le reste de la République à laquelle elle appartient formellement. L'étape suivante de "l'escalade", l'albanisation du Kosovo et de la Métochie, s'est préparée le plus légalement du monde. De même

l'unification de la langue littéraire, du nom de la nation, du drapeau, des manuels scolaires, avec l'Albanie suivant les instructions de Tirana a été faite de façon aussi ouverte que l'était la frontière entre les deux territoires. Les complots qui d'ordinaire se trament en secret se sont formés au Kosovo non seulement de façon manifeste mais même démonstrative. Pour cette raison, beaucoup ont considéré les désordres de masse de 1981 plus comme une façon pour les Albanais de fanfaronner que comme un phénomène nouveau, dangereux pour le pays tout entier, de même que plus tard toute vérité sur l'expulsion des Serbes du Kosovo a été considérée comme une ingérence dans les affaires albanaises, et que les écrits de la presse belgradoise sur les événements ont été plus condamnés que les incendies, les massacres, les viols, les profanations, actes qui, en majorité, sont restés jusqu'à aujourd'hui impunis politiquement et pénalement.

L'attitude qu'ont les responsables et le pouvoir envers la violence dont est victime le peuple serbe a un poids particulier. En passant sous silence et en étouffant les crimes, en évitant de dire tout de suite la vérité, en enterrant l'enquête et l'action pénale, on encourage la petite et la grande terreur, en même temps que se crée une image fautive, enjolivée de la situation au Kosovo. De plus, l'aspiration à trouver pour justifier la violence à l'égard des Serbes un alibi politique dans la soi-disant réciprocité de la haine, l'intolérance et le revanchisme, et ces derniers temps de plus en plus souvent dans l'action imaginée de l'ennemi "extérieur", c'est-à-dire de l'ennemi situé hors de la province, du nationalisme serbe de "Belgrade", persiste toujours. L'affaire Martinovic est significative non seulement à cause de sa violence particulière qui rappelle les temps les plus sombres où les Turcs pratiquaient le supplice du pal mais aussi à cause du refus obstiné à ce que la vérité soit établie et reconnue par une procédure pénale régulière. Au lieu d'être une occasion d'affirmer la valeur suprême de la loi et des droits de l'homme, cette affaire est comprise au Kosovo comme

l'occasion de souligner la souveraineté de la Province, souveraineté dont elle ne bénéficie pas d'après la Constitution, et d'imposer à la République de Serbie le principe de "la non-ingérence dans les affaires intérieures de la Province", principe qui fonctionne dans les relations internationales, interétatiques.

Les Serbes au Kosovo et en Métochie ont non seulement un passé qui s'est incarné dans de précieux mouvements culturels et historiques mais ils ont aussi des valeurs spirituelles, culturelles, morales; ils ont une terre natale qui a une existence historique. Les exactions qui à travers les siècles ont raréfié la population serbe du Kosovo et de Métochie, à notre époque, reçoivent une conclusion qui n'était pas souhaitable. L'exode des Serbes du Kosovo et de Métochie, dans la Yougoslavie socialiste, par son ampleur et son caractère dépasse toutes les étapes précédentes de cette grande déportation du peuple serbe. Jovan Cvijic, en son temps, avait estimé que lors des migrations, depuis la grande migration sous l'égide d'Arsène Carnojevic en 1690, jusqu'aux premières années de ce siècle, près de 500.000 Serbes, dont environ 150.000 entre 1876 et 1912, ont dû quitter leurs foyers sous la pression exercée par la terreur brutale du puissant bachi-bouzouk albanais local. Au cours de la dernière guerre, près de 60.000 colons et autochtones serbes ont été expulsés, mais par la suite cette vague d'émigration a connu un véritable raz de marée : au cours des vingt dernières années près de 200.000 Serbes ont quitté le Kosovo et la Métochie. Ce qui reste du peuple serbe quitte sa terre à un rythme soutenu et, d'après tout ce qu'on sait, chassé par la violence et la terreur psychologiques, morales et physiques, il se prépare à un exode final. Dans moins de dix ans, si n'intervient pas un changement fondamental, il n'y aura plus de Serbes au Kosovo, mais il y aura un Kosovo ethniquement pur. Le but explicite des racistes grand-albanais, énoncé déjà dans les programmes et les actions de la Ligue de Prizren de 1878 à 1881 sera totalement atteint.

La pétition des 2015 Serbes de Kosovo Polje remise à l'Assemblée

Fédérale et à d'autres institutions du pays est la conséquence logique de cette situation. Aucune instance ne peut contester au peuple serbe le droit de se défendre de la violence et de l'extermination par tous les moyens légaux. S'il ne peut trouver ce recours dans la Province, le peuple peut et doit la chercher auprès de la République et de la Fédération. La visite des citoyens de la Province à l'Assemblée Fédérale est l'expression de ce droit. On peut condamner et considérer comme hostiles et inacceptables ces démarches uniquement d'un point de vue autonomiste, séparatiste et chauviniste.

Le destin actuel du Kosovo n'est plus "complexe", ni ne peut se ramener plus longtemps à une autocritique vide de sens, à des résolutions inintelligibles, à des plateformes générales, c'est tout simplement une question qui concerne tout le pays! Entre la ségrégation que mènent les Provinces et qui se fait de plus en plus dure et les arbitrages fédéraux qui paralysent toute mesure véritable, souvent urgente, l'enchaînement des problèmes non-résolus se transforme en un cercle vicieux. Le destin du Kosovo reste une question vitale pour le peuple serbe tout entier. Si elle n'était pas résolue par la seule solution véritable, si une réelle sécurité et une égalité en droit pour tous les peuples qui vivent au Kosovo et en Métochie ne sont pas instaurées, si des conditions, objectives et durables, favorables au retour du peuple chassé ne sont pas créées, cette partie de la République de Serbie deviendra un problème européen aux très lourdes conséquences. Le Kosovo représente un des points les plus importants à l'intérieur des Balkans. La diversité ethnique dans de nombreux territoires des Balkans correspond au profil ethnique de la péninsule balkanique et la revendication d'un Kosovo ethniquement pur n'est pas seulement une menace lourde et directe pour tous les peuples qui s'y trouvent en minorité mais, si elle aboutit, elle inaugurerait une vague d'expansion, représenterait une menace réelle et quotidienne pour tous les peuples de la Yougoslavie.

3. La Croatie

Le Kosovo n'est pas la seule région où le peuple serbe souffre de discrimination. La baisse du nombre de Serbes en Croatie de façon absolue et pas seulement relative en est une preuve suffisante. D'après le recensement de 1948, en Croatie, il y avait 543 795 Serbes, soit 14,48%. D'après le recensement de 1981 leur nombre était tombé à 531 502, soit 11,5% du nombre total d'habitants en Croatie. En trente trois ans de paix, le nombre des Serbes en Croatie a diminué même par rapport à l'époque d'après-guerre quand a été effectué le premier recensement alors qu'on connaît les conséquences que la guerre avait eues sur les habitants serbes.

La Lika, le Kordun et la Banija sont restés les territoires les moins développés en Croatie, ce qui a fortement encouragé l'émigration des Serbes vers la Serbie ainsi que les migrations vers d'autres régions de la Croatie où les Serbes en tant que nouveaux arrivants, minoritaires et socialement inférieurs, sont poussés vers l'assimilation. D'ailleurs, le peuple serbe en Croatie est, de façon générale, soumis à une politique d'assimilation raffinée et efficace. Font parties intégrantes de cette politique l'interdiction de toutes les associations et institutions culturelles serbes en Croatie, alors qu'elles avaient une riche tradition dans l'Empire austro-hongrois et dans la Yougoslavie d'entre les deux guerres, et l'imposition d'une langue officielle qui porte le nom d'un autre peuple (le croate) marquant ainsi l'inégalité en droit des nations. Cette langue est rendue obligatoire pour les Serbes de Croatie par une clause constitutionnelle, tandis que les puristes de la langue, Croates d'orientation nationaliste, systématiquement et résolument l'éloignent de plus en plus de la langue serbo-croate parlée dans les autres Républiques, ce qui contribue à l'affaiblissement des liens entre les Serbes de Croatie et les autres Serbes. Ce qui se paye de l'interruption de la continuité de la langue chez les Croates eux-mêmes et de l'élimination des termes internationaux précieux pour la communication avec d'autres cultures, en particulier dans le domaine de la science

et de la technique. Mais le peuple serbe de Croatie n'est pas seulement coupé de sa mère-patrie, celle-ci n'a pas la possibilité de s'informer de son sort, de sa situation économique et culturelle, pas même comme certaines nations en Yougoslavie ont des liens avec leurs compatriotes vivant dans d'autres pays. L'intégrité du peuple serbe et de sa culture dans la Yougoslavie toute entière pose la question de la survie et du développement de ce peuple.

Le destin des institutions serbes nées pendant la guerre, et immédiatement après, rentre dans cette image générale. Dans la lutte de libération nationale et aussitôt après, la vie nationale des Serbes de Croatie s'est développée de façon intensive dans des institutions politiques, culturelles et scolaires particulières. Par une décision de principe du Comité Exécutif du Conseil Anti-fasciste de libération nationale de Croatie du 10 novembre 1943 a d'abord été fondé, puis constitué le 12 janvier 1944 dans Otocac libéré le Club serbe des Membres du Conseil anti-fasciste, direction nationale et politique du peuple serbe de Croatie. A la fin de la guerre, sur l'initiative du Club serbe, s'est tenu à Zagreb, le 30 septembre 1945, le premier congrès des Serbes de Croatie lors duquel près de 30 000 participants ont créé le Comité National des Serbes de Croatie, "organisation politique large du seul peuple serbe de Croatie" et entrant dans la composition du Front National.

Parallèlement à un engagement direct dans ces corps politiques, les Serbes ont fondé des institutions culturelles et ont commencé à pourvoir à une éducation nationale. Ainsi, le 22 octobre 1944, sur les ruines de l'église de Glina dans laquelle les oustachi ont commis de terribles massacres, a été fondée la chorale serbe "Obilic" et moins d'un mois plus tard, le 18 novembre, toujours à Glina, a été créé l'association serbe pour la culture et l'éducation "Prosvjeta". A côté de "Prosvjeta" dans le cadre de laquelle s'est développée une activité d'édition avec la mise en place d'une imprimerie, le 4 janvier 1948 ont été fondés à Zagreb la Bibliothèque serbe centrale et le Musée des Serbes de Croatie. De plus, à partir du 10

septembre 1943, le mouvement de libération nationale s'est adressé au peuple serbe dans un journal spécifique, imprimé en cyrillique, "Srpska Rijec", la Parole serbe. Dans les années d'après-guerre "Srpska Rijec" a changé de nom et est devenue "Prosvjeta", la Culture. Dès 1944 - 45, le Mouvement de libération nationale a fourni aux enfants serbes de Croatie un abécédaire en cyrillique, tandis que la Présidence du Conseil anti-fasciste de libération nationale de Croatie, par sa décision du 18 juillet 1944, garantissait à l'alphabet cyrillique une totale égalité en droit avec l'alphabet latin et la prépondérance dans les écoles à majorité serbe sur le territoire de la Croatie.

Tout ceci signifiait plus pour le peuple serbe qu'une simple reconnaissance de son rôle dans la lutte de libération nationale. Dans une déclaration "Au peuple serbe de Croatie" du 12 janvier 1944, le Club Serbe a expliqué sa création comme "le signe de l'égalité en droit des Serbes et des Croates" et "la garantie que les intérêts du peuple serbe seront correctement représentés dans la Croatie libre". Le Comité Central des Serbes de Croatie, à l'occasion de sa création, s'est défini comme "l'organisation politique du seul peuple serbe en Croatie" dont le but est de permettre "le développement d'une pensée libre" "garantie suffisante que les Serbes en Croatie jouiront à l'avenir des avantages d'un peuple aux droits égaux". Les Serbes eux-même ressentaient toutes leurs conquêtes acquises au prix du sang comme "les marques tangibles de l'égalité en droit des peuples serbe et croate en Croatie".

Telle était la situation pendant la guerre et immédiatement après la guerre, puis tout a changé. Les Serbes n'ont jamais estimé que l'une de ces institutions étaient inutiles, qu'il fallait la supprimer ou la remplacer par une autre qui correspondrait mieux à l'esprit du temps. Cependant, toutes ces organisations ont été supprimées, les unes après les autres, au cours des années 50 sur décision des organes de la République de Croatie. La dernière à avoir été supprimée a été l'Association culturelle serbe "Prosvjeta", ce qui a été fait par une décision de police le 23 mai 1980. La

conférence républicaine de l'Alliance Socialiste du Peuple Travailleur de Croatie s'est appliquée à justifier ce fait accompli. Les conclusions de sa réunion, tenue le 2 octobre 1980, parlent d'un changement radical d'orientation par rapport à la période de la guerre et de l'après-guerre.

Ses conclusions au fond ne laissent aucune place à quelles que revendications que ce soit à créer des institutions propres au peuple serbe en Croatie : "le soin de toutes les questions concernant la culture, l'histoire, la vie et la puissance créatrice des nations serbe et croate dans la République de Croatie ne peut être laissé à aucune association ou organisation nationale particulière". Cette position est commentée ainsi : "S'il est justifié que nos nationalités développent de façon indépendante des institutions ou des clubs culturels, il n'est pas justifié que ces institutions soient créées en-dehors des autorités, où que ce soit en Yougoslavie, et notamment en Croatie, que ce soit par les Serbes ou les Croates". A la fin il est dit ceci : "Il faut se battre pour que les Serbes en Croatie ne soient pas niés en tant que peuple, pour que dans certains manuels scolaires on ne les traite pas "d'immigrés". Nous avons une histoire, une culture, une langue communes mais il faut respecter les spécificités de chacun". Lors de cette réunion, il a aussi été dit qu'il était nécessaire de travailler à ce qu'en Croatie le cyrillique soit plus enseigné. Aucun corps politique, ni en Croatie, ni en dehors de Croatie ne s'est élevé contre les positions prises à cette conférence et par l'Alliance Socialiste du Peuple Travailleur de Croatie; toutes les formes de vie nationale du peuple serbe en Croatie, acquises au cours d'une longue histoire et dans la lutte de libération nationale ont cessé définitivement et officiellement d'exister. La conception des relations entre les nations qu'avait établie le mouvement de libération nationale a été radicalement repensée, les garanties constitutionnelles concernant les droits et les libertés des nations ainsi que les droits des citoyens ont été remises en question. La portée pratique des déclarations "nous devons veiller à", "il

faut se battre", "il faut plus enseigner le cyrillique" etc, ne peut se mesurer qu'en les confrontant avec la politique réelle à l'égard de la langue qui est menée dans la République de Croatie. L'ardeur et la passion mises à construire une langue croate spécifique, ce qui est en contradiction avec l'idée d'une langue commune aux Croates et aux Serbes, ne laisse pas à long terme beaucoup de perspectives au peuple serbe de Croatie de conserver son identité nationale.

Excepté lors de l'existence de l'Etat Croate Indépendant, les Serbes de Croatie n'ont jamais été dans le passé autant menacés qu'aujourd'hui. La résolution de la situation nationale des Serbes de Croatie s'imposera comme une question politique primordiale. Si l'on ne trouve pas de solution, les conséquences pourront en être dommageables à plusieurs niveaux, non seulement en Croatie mais aussi dans la Yougoslavie toute entière.

Le fait que hors de Serbie et notamment en dehors de la Serbie au sens strict vit un très grand nombre de Serbes, supérieur au nombre total de membres des autres peuples pris séparément, donne un poids crucial à la question de la situation du peuple serbe. D'après le recensement de 1981 vivent hors du territoire de la République de Serbie 24% des Serbes, c'est-à-dire 1 958 000 Serbes, soit plus qu'il n'y a en Yougoslavie de Slovènes, d'Albanais, de Macédoniens, chaque peuple pris séparément, et presque autant que de Musulmans. Hors du territoire étroit de la Serbie vivent 3 millions 285 mille Serbes, soit 40,3% de leur nombre total. Dans le processus général de désintégration qui a gagné la Yougoslavie, les Serbes sont plus fortement touchés. Le cours actuel des événements en Yougoslavie va en sens contraire de l'évolution qui a été la nôtre pendant des décennies et des siècles avant que ne soit créée une patrie commune. Le processus s'est orienté vers la destruction totale de l'unité nationale du peuple serbe. Le cas de l'autonomie de la Voïvodine peut servir à illustrer le fait que tout est subordonné à ce but.

4. La Voïvodine

L'autonomie a été accordée à la Voïvodine entre autres raisons parce que le peuple serbe dans la monarchie habsbourgeoise y aspirait depuis la fin du XVII^{ème} siècle. Les Serbes en Autriche, puis en Autriche-Hongrie, souhaitaient la création d'une région autonome (d'un despotovinat ou d'un voïvodinat, ainsi qu'on qualifiait d'ailleurs la Serbie) pour conserver leur individualité nationale et leur appartenance confessionnelle à l'orthodoxie, alors qu'ils étaient entourés de Hongrois et d'Allemands plus nombreux et plus puissants. Par la création d'une région autonome particulière sur le territoire d'un Etat étranger (dans l'Etat d'autrui) les Serbes ont travaillé à l'affaiblissement de cet Etat, toujours dans la perspective de s'en séparer facilement au moment propice et de s'unir avec leurs frères au Sud de la Sava et du Danube.

Telle était autrefois la situation de la Voïvodine que les Serbes de Serbie ont aidée à créer en versant leur sang lors de la révolution de 1848-49. Aujourd'hui tout est inversé. Les dirigeants politiques de la Province autonome de Voïvodine ne travaillent pas au rapprochement et au rassemblement mais visent à la plus grande autonomie possible et à la séparation d'avec la République de Serbie. Bien que ce processus soit non-naturel, contraire à la logique historique, il donne des résultats évidents et contribue puissamment à l'éclatement du peuple serbe.

5. Le système scolaire, l'enseignement

Le peuple serbe, marqué depuis plus d'un demi-siècle du sceau de l'infamie car accusé d'avoir été le geôlier des autres peuples yougoslaves, n'a pas eu la possibilité de chercher dans sa propre histoire un soutien. Cette histoire même a été mise en question sur de nombreux points. La tradition démocratique pour laquelle la Serbie s'est battue et a opté au XIX^{ème} siècle à cause de l'esprit de parti et de la non-objectivité de l'historiographie officielle est restée jusqu'à ces derniers temps complètement dans l'ombre du mouvement socialiste et ouvrier serbe. Ainsi l'image historique des apports réels, dans les domaines juridique, culturel et

étatique, de la Serbie à la société civile est si appauvrie et réduite que, ainsi déformée, elle n'a pu servir de substrat spirituel et moral ou de point d'appui pour préserver et régénérer la conscience historique serbe. Les efforts consciencieux et courageux des Serbes de Bosnie - Herzégovine et de toute la jeunesse yougoslave, à laquelle appartenait Mlada Bosna, ont subi un sort semblable et ont été repoussés au second plan des contributions à l'idéologie de classe dont les porteurs et les créateurs étaient les austro-marxistes, opposants convaincus des mouvements nationaux de libération.

Sous l'action de l'idéologie dominante, les acquis culturels du peuple serbe sont aliénés, appropriés ou dévalorisés, ils sont négligés ou tombent en décrépitude, la langue est étouffée, l'écriture cyrillique se perd petit à petit. L'arbitraire et l'ignorance règnent dans le domaine de la littérature. L'intégrité culturelle et spirituelle n'est pas contestée aussi grossièrement à aucun autre peuple yougoslave. Aucun héritage littéraire et artistique n'est aussi saccagé et pillé que l'héritage serbe. Les critères politiques de l'idéologie dominante sont imposés à la culture serbe comme plus valables et plus forts que les critères scientifiques et historiques. Tandis que les cultures et littératures slovène, croate, macédonienne et monténégrine jouissent aujourd'hui de leur intégrité, seules, la culture et la littérature serbes sont systématiquement morcelées. Idéologiquement il est légitime, dans la perspective de l'autonomie, que se réalise en toute liberté la fragmentation et la dispersion de la littérature serbe en écrivains de Voïvodine, du Monténégro ou de Bosnie - Herzégovine. Sont détachés de la littérature serbe ses meilleurs écrivains et les oeuvres les plus importantes pour établir artificiellement de nouvelles littératures régionales. L'appropriation et le démembrement de l'héritage culturel serbe va si loin que dans les écoles on apprend que Njegos n'est pas un écrivain serbe, que Laza Kostic et Veljko Petrovic sont des écrivains de Voïvodine, Petar Kocic et Jovan Ducic des écrivains de Bosnie - Herzégovine. Hier il n'était pas permis à Mesa Selimovic de se déclarer

écrivain serbe, et même aujourd'hui on ne respecte pas sa volonté d'entrer dans la littérature serbe. La culture serbe a un plus grand nombre d'écrivains jugés comme politiquement non-convenables, interdits, passés sous silence ou mal vus qu'aucune autre littérature yougoslave, ils sont le plus possible effacés de la mémoire littéraire.

Seuls des écrivains serbes célèbres sont sur les listes noires de tous les mass-media yougoslaves. Dans les programmes scolaires de lecture la littérature serbe est lourdement lésée car elle est subordonnée de façon mécanique au critère administratif de l'équilibre entre les républiques et les provinces et non au critère de la quantité ou de la valeur. Dans les programmes scolaires des républiques et des provinces le passé historique du peuple serbe est non seulement grossièrement réduit pour des raisons idéologiques mais aussi expliqué à l'aide de commentaires chauvinistes. De cette façon l'importance de la culture et du patrimoine spirituel serbes est minimisée, et un appui important pour la conscience morale et historique de soi-même échappe au peuple serbe. L'essor culturel sur une échelle vraiment révolutionnaire des premières décennies de l'après-guerre, manifesté par l'établissement d'un large réseau d'institutions éducatives, depuis l'enseignement primaire jusqu'à l'enseignement supérieur, a décliné à la fin des années 60. On est entré dans une phase de stagnation et de régression de plus en plus manifeste, et aujourd'hui notre enseignement et notre type d'éducation avec le système scolaire et d'enseignement existant sont très extensifs et primitifs, notre système éducatif a un retard difficilement rattrapable, il est en deçà des besoins et des buts de la société et de la civilisation contemporaines. Le système scolaire, fondé sur une soi-disant instruction orientée, avec un enseignement de basse qualité, a connu un désastre total. Plusieurs générations sont spirituellement mutilées et appauvries; nous avons obtenu une surproduction de semi-spécialistes primitifs, incapables d'intégrer à des postes qualifiés l'économie et l'activité sociale,

ils ne sont pas préparés à un développement créatif et intellectuel. Il n'y a pas un pays au monde à avoir établi un système éducatif plus diversifié. En tout, en Yougoslavie, il y a cent dix lois fédérales, républicaines et provinciales, qui traitent de différentes formes d'enseignement; beaucoup de ces lois ont été modifiées à plusieurs reprises de sorte qu'il est parfois nécessaire de mener des recherches pour parvenir au texte de loi primitif.

En Yougoslavie, l'enseignement n'a jamais été aussi extensif, dégradé, d'aussi mauvaise qualité qu'aujourd'hui. La pratique législative a créée légalement huit systèmes d'enseignement qui s'éloignent de plus en plus les uns des autres sans qu'aucune concertation sur des bases communes ne puissent arrêter un tel développement. La délibération et la concertation sur un substrat commun, fréquentes ces derniers temps après quinze ans de division systématique de la communauté yougoslave, ressemblent à une utopie stérile. Il faut avant tout éliminer les lois qui conduisent à la division pour pouvoir maintenir le trait d'union qui existe sur ce territoire depuis plus de cent cinquante ans. Au lieu de cela nous créons et nous créerons des générations qui seront de moins en moins yougoslaves, des nationalistes romantiques toujours plus insatisfaits et des nationalistes égoïstes. Un pays qui n'a pas un système d'éducation unique ne peut espérer être unitaire dans le futur.

Depuis l'époque de l'humanisme, du XV au XVI^{ème} siècle, on pense que l'école doit servir à l'accomplissement d'une dimension vitale de chaque individu, à la réalisation de toutes les possibilités anthropologie et intellectuelles que l'homme apporte à son entrée dans la vie. L'idée selon laquelle l'école doit servir seulement à préparer au travail et à la formation professionnelle et doit être conditionnée par ces objectifs est mauvaise. C'est un vestige de la culture du prolétariat (proletkult) qui conduit à la création d'une conscience servile et primitive. L'orientation des jeunes gens et des jeunes filles à partir de l'âge de quatorze

ans vers une profession unique est génératrice d'une non-liberté fondamentale.

La lutte idéologique contre "l'élitisme" a produit un fruit malheureux : nous avons depuis au moins deux décennies, dans tous les domaines sociaux et dans l'enseignement, répondu au besoin de médiocrité. Aucune société ne combat l'élite de la connaissance, du savoir et du savoir-faire, de la science et de l'innovation. En luttant contre cette élite nous avons créé une autre élite, celle d'individus occupant des postes élevés qui sont à même d'offrir à leurs enfants les moyens d'acquérir des connaissances que l'école primaire et secondaire ne donne plus. La situation matérielle de l'enseignement a abaissé son statut social, tandis que le critère "d'aptitude morale et politique" a terriblement encouragé le conformisme moral et politique, le carriérisme, et l'université, en particulier certaines facultés des sciences humaines, est privée des meilleurs cadres intellectuels de notre génération. Dans aucun pays d'Europe le système d'enseignement n'a été conduit à une telle situation de stagnation sur le plan matériel et social.

Au moment même où on gaspillait sans compter les moyens financiers, on menait une politique de restriction financière à l'égard de l'université qui recevait de moins en moins d'argent. Pendant dix ans les facultés n'ont pas eu la possibilité de choisir de nouveaux assistants, tant et si bien que dans les plus anciennes universités yougoslaves, notamment celle de Belgrade, la moyenne d'âge dans le corps enseignant était élevée. Dans notre pays, l'université et la science, qui sont dans tous les pays le levier fondamental du développement à l'époque de la révolution technologique et informatique, sont totalement négligées. "Les réformes" de l'université, le plus souvent dictées par le pouvoir politique et non par des raisons scientifiques (l'enseignement à trois niveaux, "la transformation des facultés en organisations du travail associé", etc) ont été infructueuses. La séparation de la science et de l'université, la création de barrières systémiques et

administratives entre la science dans "les instituts" et celle dans les universités a causé de grands dommages. L'université a perdu les laboratoires, des programmes parallèles ont été créés, la science s'est désunie au niveau des cadres, la circulation normale des travailleurs scientifiques allant des universités aux instituts et des instituts aux facultés a été rendue impossible.

En conclusion, il faut changer le système scolaire, les lois sur l'enseignement, moderniser et humaniser les programmes scolaires, ouvrir des écoles spécialisées, soutenir tout particulièrement les élèves doués, changer totalement la situation matérielle défavorable de l'enseignement, prêter une attention particulière au profil spirituel et non pas seulement idéologique des enseignants, attirer à l'université les forces scientifiques et intellectuelles, créer de par la loi l'unité du système éducatif dans la République de Serbie.

Dans ce dur moment de crise nous devons dès aujourd'hui commencer à penser à demain, au XXI^{ème} siècle, bien que les conditions sociales et économiques ne nous soient pas favorables nous devons commencer à créer la vision du monde de demain quand la civilisation sera basée sur la micro-électronique, l'intelligence artificielle, la robotique, l'informatique, la fécondation artificielle, la manipulation génétique. Pour ces raisons, l'Académie serbe des sciences et des arts propose que tout de suite, sans partis pris idéologiques et dogmatiques, sans l'inertie "autogestionnaire", nous passions à une réorganisation sérieuse et profonde des bases institutionnelles et sociales de notre science dans le sens de la modernisation et de l'efficacité grâce à des investissements plus importants, que nous nous préoccupions plus de la jeunesse scientifique en accordant plus de liberté et d'indépendance aux personnalités créatrices dans l'établissement des programmes scientifiques et des programmes de recherches. En un mot, il faut le plus tôt possible et avec tout le potentiel scientifique s'orienter vers le cours actuel de la science mondiale.

6. Le nationalisme

Après les conflits dramatiques entre les nations au cours de la deuxième guerre mondiale il semblait que le nationalisme avait fortement décru, qu'il était sur le point de disparaître totalement. Un tel sentiment s'est avéré illusoire. Ca n'a pas duré longtemps avant que le nationalisme n'entame son essor, pour qu'à chaque changement constitutionnel se mettent en place les conditions pour qu'il fleurisse. Le nationalisme a été créé d'en haut, ses principaux initiateurs étaient les hommes politiques. La raison principale de la crise actuelle qui a de multiples dimensions repose dans la défaite que le nationalisme a infligé au socialisme. Les processus de désintégration de toutes sortes qui ont conduit la communauté yougoslave au bord de la faillite, joints à la décomposition du système de valeurs, sont les conséquences de cette défaite.

Ses racines se trouvent dans l'idéologie du Komintern et dans la politique nationale du Parti Communiste de Yougoslavie avant la guerre. Cette politique s'est basée sur le revanchisme envers le peuple serbe en tant que nation "oppressive", ce qui a eu des conséquences sur les rapports entre les nations, le système politique et économique, le sort des valeurs morales et culturelles après la seconde guerre mondiale. On a imposé au peuple serbe un sentiment de culpabilité devant l'histoire, et il est le seul peuple à ne pas avoir résolu sa question nationale, à ne pas avoir obtenu un Etat à l'instar des autres nations. Pour cette raison, il est essentiel de lever, avant tout, l'hypothèque de la culpabilité historique qui pèse sur le peuple serbe, de réfuter officiellement la thèse selon laquelle il a joui d'une situation économique privilégiée entre les deux guerres, il est capital de ne pas nier ses luttes de libération et sa contribution à la création de la Yougoslavie.

L'établissement de l'intégrité totale, nationale et culturelle, du peuple serbe, indépendamment de la république ou de la province autonome où il se trouve, est son droit d'un point de vue

historique et démocratique. Pour le peuple serbe, l'égalité en droit et un développement indépendant ont un sens historique très profond. En moins de cinquante ans, deux générations successives ont été exposées à l'extermination, à l'assimilation forcée, à la conversion, au génocide culturel, à l'endoctrinement idéologique, au discrédit et au reniement de leur propre tradition, sous le poids du complexe de culpabilité qui leur a été imposé; intellectuellement et politiquement désarmé, le peuple serbe a été soumis à des épreuves trop pénibles pour ne pas laisser des traces profondes dans l'esprit, traces qui ne peuvent s'oublier à la fin de ce siècle de grandes avancées technologiques de l'esprit humain. S'il espère avoir un avenir dans la famille des peuples civilisés, le peuple serbe doit obtenir la possibilité de se retrouver, de redevenir un sujet de l'histoire, de regagner la conscience de son être historique et spirituel, de respecter ses intérêts économiques et culturels, de parvenir à un programme social et national qui animera les générations actuelles et futures. Le statut actuel peu favorable du peuple serbe ainsi que les manifestations de chauvinisme et de serbophobie toujours plus violentes poussent au renouveau et à l'extériorisation toujours plus forte de la susceptibilité nationale du peuple serbe et à des réactions qui peuvent mettre le feu aux poudres et sont donc dangereuses. Il est de notre devoir de ne pas négliger et sous-estimer ces dangers. Mais cependant nous ne pouvons accepter le partage idéologique et politique des torts historiques réalisé par la lutte de principe contre le nationalisme serbe. Le rejet de ce partage fatal à l'esprit et à la morale, qui introduit des injustices et des contre-vérités, est la condition préalable pour qu'agisse efficacement une conscience démocratique, yougoslave, humaniste, dans la culture serbe contemporaine.

Que les citoyens et la classe ouvrière ne soient pas représentés de façon adéquate à l'Assemblée Fédérale ne peut être imputé seulement au fait qu'on a favorisé le national mais doit aussi être attribué au fait qu'on a cherché

à mettre la Serbie dans une situation inégale en droit et à réduire ainsi son influence politique. Mais le plus grand malheur provient du fait que le peuple serbe n'a pas d'Etat comme en ont les autres nations. Il est vrai que l'article premier de la Constitution de la République de Serbie stipule que la Serbie est un Etat, mais se pose inévitablement la question de savoir quel est cet Etat qui se déclare incompetent sur son propre territoire? qui ne dispose pas des moyens d'établir l'ordre sur une partie de son territoire? qui ne peut assurer la sécurité des personnes et des biens, empêcher le génocide au Kosovo et arrêter la déportation des Serbes de leurs foyers séculaires? Cette situation révèle la politique de discrimination qui a été menée à l'encontre de la Serbie, en particulier si l'on tient compte du fait que la Constitution de la Fédération Yougoslave lui a imposé une fédéralisation interne, source durable de conflits entre la Serbie au sens strict et les Provinces autonomes. Le nationalisme albanais agressif au Kosovo ne peut être réprimé si la Serbie ne cesse pas d'être la seule république dont les relations internes sont réglées par les autres.

La Constitution de la Fédération Yougoslave établit de façon formelle l'égalité en droit de toutes les républiques, en fait, elle impose à la République de Serbie qu'elle se dessaisisse d'une bonne partie de ses droits et de son pouvoir au profit des provinces autonomes dont elle règle en grande partie le statut. La Serbie doit ouvertement déclarer que ce système lui est imposé, en particulier le statut des provinces, promues de fait au rang de républiques qui se sentent plus un élément constitutif de la Fédération qu'une partie de la République de Serbie. En dehors du fait que la Constitution de la Fédération n'a pas pris en compte l'Etat du peuple serbe, elle a créé des difficultés insurmontables à son établissement. La révision de cette Constitution pour satisfaire les intérêts légitimes de la Serbie s'impose inévitablement. Les Provinces autonomes devraient devenir de véritables parties constitutives de la

République de Serbie, un degré d'autonomie qui ne met pas en cause l'intégrité de la République et garantit la réalisation des intérêts généraux de la communauté large devrait leur être accordé.

La question non-résolue du statut d'Etat de la Serbie n'est pas la seule tare à laquelle il faudrait remédier par des changements constitutionnels. La Yougoslavie est devenue avec la Constitution de 1974 une communauté étatique très lâche dans laquelle on réfléchit à d'autres alternatives, qui ne sont pas uniquement yougoslaves, comme le montrent les déclarations récentes des responsables slovènes et les positions antérieures des politiciens macédoniens. De telles réflexions et une désagrégation profonde amènent à penser que la Yougoslavie est menacée par le danger d'une désintégration encore plus grande. Le peuple serbe ne peut tranquillement attendre l'avenir dans une telle incertitude. Pour cette raison on doit donner la possibilité à toutes les nations en Yougoslavie de déclarer leurs aspirations et leurs intentions. La Serbie dans ce cas pourrait elle-même déterminer et définir son intérêt national. Des discussions et un accord devraient précéder la révision de la Constitution. Naturellement la Serbie ne devrait pas prendre une position passive, attendre seulement ce que les autres diront, comme elle l'a fait à maintes reprises jusqu'à présent.

En s'engageant en faveur de l'option prise par l'AVNOJ, la Serbie doit prendre en compte le fait que ça ne dépend pas que d'elle, que les autres peuvent faire d'autres choix. Aussi doit-elle examiner clairement ses intérêts

économiques et nationaux pour ne pas être surprise par les événements. La Serbie, en insistant sur un système fédéral, contribuerait non seulement à l'égalité en droit de tous les peuples en Yougoslavie mais aussi à la résolution de la crise politique et économique.

La situation d'égalité en droit pour laquelle la Serbie doit s'engager sous-entend qu'elle puisse, à l'instar des autres, faire des propositions en vue de résoudre les questions-clés, politiques et économiques. Quatre décennies de passivité de la part de la Serbie se sont révélées néfastes aussi pour la Yougoslavie toute entière qui s'est privée des idées et de la critique d'un milieu qui a une longue tradition étatique, un sentiment aigu de l'indépendance nationale et une riche expérience dans la lutte contre les usurpateurs internes des libertés politiques. Sans une participation égalitaire en droit du peuple serbe et de la Serbie dans le processus de prise de décision et dans l'exécution de ces décisions, la Yougoslavie ne peut être forte, et son existence même en tant que communauté démocratique et socialiste serait mise en question.

Conclusion

Une phase de développement de la communauté yougoslave et de la Serbie se termine visiblement avec la vétusté de l'idéologie, la stagnation générale et la régression toujours plus marquées dans les sphères économique, politique, morale et culturelle. La situation impose impérativement des réformes radicales, mûrement réfléchies, fondées scientifiquement et menées énergiquement, et concernant la structure complète de l'Etat et des organisations sociales de la communauté

yougoslave des peuples, la sphère du socialisme démocratique, une entrée plus rapide et profitable dans la civilisation contemporaine. Les réformes sociales doivent stimuler le plus possible les ressources naturelles et humaines du pays tout entier pour que nous devenions une société productive, éclairée et démocratique, capable de vivre de son travail et de sa création, et d'apporter sa contribution à la communauté mondiale.

La condition première de la transformation et du renouveau est la mobilisation démocratique de toutes les forces intellectuelles et morales du peuple, non seulement pour mettre en oeuvre les décisions prises par les forums politiques mais aussi pour réaliser démocratiquement les programmes et le projet pour l'avenir, tâche d'une grande importance sociale pour laquelle, pour la première fois dans l'histoire récente, s'uniraient la connaissance et l'expérience, la conscience et le courage, l'imagination et la responsabilité.

L'Académie des Sciences et des Arts déclare à cette occasion qu'elle est prête à s'engager de tout coeur et de toutes ses forces dans cette tâche dont dépend notre destin, et qu'elle est prête à assumer les charges historiques de notre génération.

1. Terminologie officielle pour désigner les grèves qui n'ont pas d'existence légale

2. Serbie au sens strict ou Serbie au sens restreint du terme = la république de Serbie privée des deux provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine

Traduction: Muriel Ecuier

©1992 M. Ecuier

Franjo Tudjman: “DÉRIVE DE LA RÉALITÉ HISTORIQUE” (extraits)

(Titre original: **BESPUCA POVJESNE ZBILJNOSTI,**
Nakladni Zavod Matice Hrvatske, Zagreb, 1990., p. 480)

Page 148

Le terme d’“holocauste” a été attribué aux terribles souffrances infligées aux Juifs par les nazi en Europe, et à leur extermination. Ce terme a été introduit par l’écrivain Juif et Prix Nobel, Elie Wiesel, à partir de la traduction grecque du mot biblique de “shoah”, qui signifie “offrande brûlée” (273). L’usage même de ce terme nous rappelle que nous parlons de victimes semblables à celles des temps bibliques, aussi bien que des bûchers ou de l’automutilation des Juifs dans l’Europe médiévale et dans leur pays (le 15 mai 1940), ont choisi de mourir plutôt que d’être tués dans la suite par les nazis, montre bien combien cette tradition de l’auto-sacrifice, dans son sens le plus profond, était vivace (274). L’explication de tels cas d’auto-sacrifice, particulièrement les cas de sacrifices collectifs, est, sans aucun doute, à rechercher plus dans la tradition sacrificielle, que dans la couardise ou la peur.

Page 149

Si nous négligeons les origines médiévales, les théories les plus récentes proviennent primordialement de France et d’Angleterre (Gobineau, Lapouge, 5C.Fr.) Ammonet H.S. Chamberlain) - très probablement parce qu’il s’agissait de justifier les conquêtes coloniales; mais le développement le plus complet se fera en Allemagne et l’extrême sera atteint par la doctrine raciste de A. Rosenberg, et par le programme pan-germaniste d’Hitler. L’idée de la mission universelle du

“Herrenvolk” allemand, considéré comme la race la plus élevée, était aussi fondée sur l’assomption d’une “solution finale” à la question Juive, au sens où les Juifs devaient disparaître définitivement de l’histoire européenne et allemande. L’explication de ce fait doit probablement être recherchée-en plus des racines historiques-dans le fait que l’impérialisme allemand, pour des raisons géopolitiques, visait principalement à établir sa domination sur l’Europe. Et ainsi, le “nouvel ordre européen” de Hitler pouvait être justifié par la nécessité à la fois d’éliminer les Juifs (plus ou moins indésirables dans tous les pays européens) et de corriger le péché(anglo-français) de Versailles.

Pages 155-158

Concernant le nombre total de victimes Juives pendant la seconde guerre mondiale, nous ne trouvons nulle part des faits établis même approximativement d’une manière scientifique. D’une part, les estimations vont d’environ quatre millions (G. Reitlinger, 1953) jusqu’à six millions (J. Lestchinsky et l’American Jewish Congress, 1946, et N. Levin, 1968 et 1973) (292). Raul Hilberg, dont l’ouvrage (1961 et 1973), riche de données et de faits, dépasse celui de Levin, soutient que le nombre total des victimes a été d’environ cinq millions, soit environ un tiers de la population Juive d’avant la guerre, mais dans ses données statistiques il note que sur 5.100.000 victimes, seules 900.000 sont identifiées dans des dossiers, et il a des doutes sur certains autres chiffres

au sein de son dénombrement global des victimes (293). C’est probablement pour cette raison qu’il croit nécessaire de mentionner que, d’un autre côté, le chiffre de six millions est considéré par certains comme extrêmement “exagéré”, citant même le chiffre d’un million de victimes comme un “jugement impartial” (294).

Le nombre estimé des victimes (jusqu’à six millions) est trop fondé sur des témoignages émotionnellement déformés ainsi que sur des données unilatérales et exagérées, reposant sur les dédommagements et les règlements demandés, après la guerre, aux auteurs, maintenant vaincus, des crimes de guerre: cela est prouvé par le fait que, même dans des ouvrages sérieux (et celui de N. Levin en est incontestablement un), les données concernant Jasenovac sont exagérées: 770.000 victimes y auraient été tuées, dont 22.000 Juifs, bien qu’il soit dit ailleurs que les Juifs de Croatie furent déportés vers l’Est, sur l’ordre des Allemands, et qu’en outre, une partie trouva refuge dans la zone italienne. Et même si le chiffre mythique de Jasenovac apparaît véridique, l’anecdote du panier de yeux, rapportée par Malaparte, est encore multipliée, sans doute pour donner plus d’authenticité à de pareilles données ou témoignages (295).

Le cas d’Auschwitz nous montre bien combien nous sommes loin d’une connaissance exacte des faits, et comment des recherches plus détaillées, plus compréhensives et sans passion, pourront seules nous

fournir le nombre approximativement exact des victimes. Auschwitz (nom allemand de la ville de Oswiecim) est devenu le symbole de l'holocauste Juif, parce l'opinion mondiale, après la guerre, a largement répandu l'estimation qu' environ quatre millions de prisonniers ont été tués dans ce camps, la plupart Juifs, dans des chambres à gaz, ou fusillés, ou pendus ou sont morts de faim et d'autres maladies. Ce chiffre, qui est la base du nombre total des victimes, date de 1945 et provient de l'accusation présentée par les procureurs alliés victorieux contre les chefs du troisième Reich. Dans cette accusation, il est stipulée qu' au total 5.700.000 Juifs ont été tués, dont 4.000.000 à Auschwitz et 1,5 million à Maidanek. Par la suite, ces chiffres sont devenus des lieux communs dans le monde entier, et ils ont même été augmentés, non seulement dans des journaux protonazis (sic), mais aussi dans des publications historiques et dans les dictionnaires; dans ses travaux, nous lisons sans cesse que dans les camps allemands, 11 millions de personnes ont été tuées, dont 6 étaient Juives, et les 5 restants étaient essentiellement des Polonais, d'autres slaves, des Tziganes, ainsi que des ressortissants d'autres pays européens... Ces données, cependant, requièrent d'autres recherches, ne serait-ce que parce qu' un rapport établi par le gouvernement polonais en 1945, affirme que le total de population tuée en Pologne atteint 5.384.000, dont 3.200.000 étaient des Juifs (297). Cela, évidemment, met en question les chiffres de 11 millions et de 6, ne serait-ce que pour la raison bien connue qu'un plus petit nombre de victimes provient des autres pays européens. Dans les articles d'Encyclopédie, à côté du caractère symbolique d'Auschwitz, les auteurs insistent très lourdement sur le chiffre de 4 millions, mais dans les travaux historiques, on peut même trouver des références à "quelques centaines de milliers" (298). Pour ce qui concerne Lublin - Maidanek, nous lisons dans une Encyclopédie, que "4 millions (aussi) de victimes y furent gazées", alors que selon une autre publication il n'y en eut que 360.000 dont 200.000 étaient Juives, le reste principalement des

polonais) (269). Cela seul établit la totale incertitude des données.

Ainsi nous trouvons de grandes divergences (y compris dans la publication de livres), et cela même dans des ouvrages aussi sérieux que ceux de R. Hilberg ou de N. Levin. Dans leurs volumineux traitements des victimes Juives, ils ont utilisé toutes les sources possibles, mais ils ont omis de les soumettre à la nécessaire analyse critique, aussi bien en ce qui concerne le nombre des victimes qu'en ce qui concerne les méthodes employées. Ainsi N. Levin (qui estime, comme nous l'avons vu, le nombre total des victimes Juives à 6 millions) dit, pour Auschwitz, que "par extermination directe" 22 millions de Juifs ont disparu, mais qu'il y en a encore 300.000 qui moururent ' les uns dans les chambres à gaz, les autres, de faim, de fatigue, de conditions de travail inhumaines, de coups et blessures et des chambres à gaz' (301). Par opposition, R. Hilberg (qui estime le nombre total à 5,1 million) stipule que un million de personnes sont mortes à Auschwitz 'dans des chambre à gaz' (301). Ces auteurs varient aussi énormément dans leur estimation des chiffres de Maidanek, mais non pas exactement dans les mêmes proportions, c'est-à-dire 11 fois à 10 fois. N. Levin écrit: "Ce qui a eu lieu à Belzec avec des centaines de milliers de victimes Juives, eut aussi lieu à Treblinka, Sobibor et Maidanek" (302), alors que R. Hilberg parle de 'dizaine de milliers' de victimes pour Maidanek (303).

Naturellement, ces exemples de données soit non vérifiées soit hautement contradictoires, ne remettent pas en question l'immensité du nombre des victimes de guerre, particulièrement des victimes Juives et polonaises, mais aussi d'autres peuples; en outre, elles ne sont pas essentielles s'agissant d'incriminer les auteurs des crimes de génocide, elles confirment cependant cette tendance, historiquement vérifiée, qui mène à toutes sortes d'exagérations concernant les événements historiques - les gloires aussi bien que les horreurs.

Elles nous rappellent aussi combien il est difficile de parvenir à la vérité historique: la trahison de cette vérité n'a jamais contribué à la

disparition des erreurs historiques, mais, bien au contraire, à leur exagération, ce qui est oublié, comme par malédiction, de tous ceux qui manquent de respect pour la vérité et qui, foulant aux pieds les droits d'autrui et la vie elle-même, en tirent pour eux-mêmes quelque profit temporaire.

Qu'il en soit ainsi, que ce phénomène continue de se répéter, comme quelque loi inévitable, en flux continuel et au milieu des contradictions, peut être établi à partir de l'histoire de chaque peuple et, naturellement de celle du peuple Juif lui-même, depuis le temps de la Bible jusqu'à aujourd'hui. En fonction des circonstances historiques ou des changements, telle nation particulière victime de "sacrifice brûlé" devient à son tour celle qui inflige la violence génocide. Ou le contraire. En plus, ces nations oublient les faits de leur propre histoire, les événements cruels, et surtout leurs causes, qu'elles attribuent régulièrement aux autres.

Pages 160-161

En tout cela arrive au milieu des années quatre - vingts, alors que la judaïsme mondial éprouve toujours le besoin de nous rappeler ses victimes durant l'"holocauste", en allant même jusqu'à essayer d'empêcher l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim, d'être élu Président de l'Autriche! Il n'y avait pas de raisons à cette conduite, étant donné que, pendant la II^e guerre mondiale (sous l'uniforme d'un officier subalterne de l'armée allemande), il n'a pu ni être l'auteur de "crimes de guerre" ni être en position de prendre des décisions qui ont mené à leur exécution. Mais exactement comme l'on peut être sourd et aveugle à ce qui arrive sous son propre nez sur l'ordre des généraux israéliens et de leur gouvernement, n'est-ce pas une preuve que l'étroitesse d'esprit et la stupidité prévalent - et le judaïsme n'est évidemment pas une exception à cette règle.

Et c'est précisément à cause de cela, l'exemple du peuple Juif a été, et demeure, instructif de multiples façons. Après tout ce qu'il a enduré au cours de l'histoire, spécialement pendant la seconde guerre mondiale, le peuple Juif va se lancer dans une politique si

cruelle de génocide, que l'on peut l'appeler "Judéo-nazisme". Et cela nous vient non pas de quelque anti-sémite endurci, mais d'un professeur israélien, J. Leibowitz, un des rares Juifs en faveur d'une reconnaissance des droits du peuple palestinien. La révolte palestinienne généralisée sur la rive Ouest et dans le territoire de Gaza (que les Juifs appellent Judée et Samarie, selon l'Ancien Testament) a révélé au monde, et à Israël lui-même, à la fin de 1987, qu'il ne s'agissait pas seulement d'une affaire d'expulsion des palestiniens, ou de l'OLP d'Arafat, mais de celle du peuple palestinien vivant sous l'occupation israélienne. Et le fait que des hommes de 26 ans, c'est-à-dire des hommes nés après la guerre des Six Jours, au cours de laquelle Israël s'est emparé de territoires grands comme trois fois ce qu'il avait alors, - le fait que ces jeunes gens soient entrés sur la scène politique montre aussi bien le caractère intolérable de la politique 'judéo - nazie' et l'impossibilité de faire admettre à un peuple opprimé qu'il est privé de son droit à un foyer national. La politique systématique de construction d'établissements Juifs, à la place d'établissements palestiniens, la discrimination politique, économique et culturelle, aussi bien que l'oppression brutale de la population palestinienne—tout cela a contribué à élargir le fossé entre les deux peuples. Dans les vingt dernières années, 350 000 palestiniens des territoires occupés ont passé quelque temps dans les prisons israéliennes, ce qui représente plus de 50% de la population adulte. Dans les universités israéliennes, les arabes sont empêchés d'étudier l'aviation et l'électricité, aussi bien que la géographie et l'archéologie, étant donné que ces sujets touchent au problème des frontières ou à l'histoire. Et cela n'est encore, évidemment, qu'une forme de génocide spirituel, en comparaison à celui qui fut commis par les expulsions en masse et les représailles brutales (305). Que signifie ce passage facile du nazisme-fascisme au judéo - nazisme?

Lorsque un mouvement ou un peuple, un état ou ses alliances, une religion ou une idéologie, affronte un ennemi qu'il (ou elle) considère comme dangereux pour sa survie ou comme le

principal obstacle à sa domination, il (elle) fera tout ce qu'il (elle) peut, il (elle) utilisera tous les moyens possibles pour contrôler son ennemi ou pour le détruire, s'il (elle) ne peut pas le soumettre à sa volonté. Il (elle) sera seulement dissuadé de se conduire ainsi, si il (elle) court le danger d'être soi-même détruit(e) dans le processus.

Pages 172-173

Depuis l'origine des conceptions mythologiques jusqu'au développement postérieur des systèmes religieux et idéologique et même jusqu'aux conceptions philosophico scientifiques du monde, l'esprit humain s'est toujours mû dans un labyrinthe hanté de contradictions concernant la signification ou la non signification de la violence dans l'existence historique. En effet, dans le processus historique aussi bien de l'individu que d'un peuple, la violence est un phénomène sous-jacent constant, la cause et la base de la survie ou de la disparition. Nous sommes confrontés à sa présence inévitable dans un match éternel et dans les changements que les coups du destin produisent; tout cela conditionne le destin historique, le destin particulier comme le général - c'est-à-dire: la Vie et la Mort, le Bien et le Mal, l'Amour et la Haine, l'Harmonie et le Conflit, la Guerre et la Paix, ou encore la béatitude de toutes les beautés et l'horreur de toutes les horreurs...

Comme nous avons pu le conclure de ce qui précède, au commencement (Juif) même de nos civilisations, qui deviendront plus tard occidentales, depuis les temps anciens où le sommet de la pensée historico-philosophique était représenté par le Dieu de la Bible, Jahvé - la violence génocidale est une apparition naturelle, en accord avec l'homme et sa nature sociale, aussi bien qu'avec la nature mythologico - divine. La violence est non seulement permise, elle est même recommandée; mieux même, elle est en accord avec les paroles du Tout puissant Jahvé; elle doit être utilisée toutes les fois que cela est nécessaire pour la survie ou le renouveau du Royaume du Peuple Choisi, ou pour la sauvegarde et la propagation de sa foi, la seule véritable.

En raisonnant de la sorte, la pensée historique humaine se trouve, évidemment, dès le début en contradiction avec elle-même. Consciente de la profondeur du gouffre et de la pression qu'exercent les efforts de la vie et les impulsions destructives, mais incapable de les éliminer de la réalité historique, elle est incapable de surmonter même son propre désespoir. Et si fort qu'elle cherche à s'élever au dessus du bien et du mal, au dessus des mouvements historiques et des périodes, elle perd pied, elle s'échappe de la réalité historique terrestre vers quelque félicité céleste, dans un autre monde, ou dans un futur radieux, libre de conflits, toujours vers un horizon inaccessible.

Toute violence est le fruit de la haine, qui est le contraire de l'amour, mais si voisin de celui-ci, qu'elle devient son autre côté, inséparable. Bien que selon l'enseignement de la Bible—Dieu ait créé les hommes pour vivre dans l'amour, comme des frères, la haine, née de la jalousie, cherche à éliminer ses rivaux et mène au meurtre, depuis la première génération de l'homme (Gen. 4, 2-8). Et depuis le monde ne cesse d'être victime de la haine et de la violence (Prov. 2,24; Tit. 3,3). Et exactement comme Cin se dresse contre Abel, Esau contre Jacob et les fils de Jacob contre Joseph, de même les Egyptiens se dresseront contre Israël (Ps. 105.25), les étrangers contre Jérusalem (Isa. 60.15). Les ennemis du peuple élu, le peuple de Dieu, sont des ennemis, ou des criminels, ce qui justifie la haine et la guerre sainte d'Israël contre tout ceux qui le haïssent (Deut. 7.1-6). Le principe: "Aime ton prochain et hais ton ennemi!" (Mt. 5.43), en vertu duquel tout ennemi national (cad: d'Israël) était regardé comme un ennemi de Dieu, a nécessairement mené à la justification de même les plus scandaleuses violences. Dès lors, le Dieu d'amour est ambigu: il est aussi Dieu de haine, qui hait ses ennemis, les agresseurs et les pécheurs (Ps. 11.5; 31.7; 5.6.), qu'ils soient des individus (mais ces individus souvent désignent une communauté, comme Jacob - Israël, ou Esau - Edom), ou des nations entières. Et ainsi pour préserver son identité et constituer un état indépendant, la pensée juive biblique a fait d'Israël le peuple choisi,

le peuple saint qui, au nom de Jahvé, avait des droits spéciaux dans ses rapports avec tous les autres peuples (Deut. 7.6; 9.26; 14.2; Ezech. 19.5; Jos. 2.3), le peuple qui aspirait, grâce à la religion, à inclure tous les autres peuples en lui-même, le peuple de Dieu, de telle sorte que le fils de David puisse régner sur tous les peuples (Ps. 2; 76.96.10; Is. 2.2; Zach. 14.16), et que Jérusalem devienne le centre du monde entier (Is. 2). Et tous les moyens peuvent être employés pour réaliser ce but saint. Et pourquoi pas, quand le Tout Puissant Jahvé Lui-même est non seulement identifié au Peuple Juif, mais est aussi à son service: "Je serai l'ennemi de votre ennemi" (Ez. 23.22). Il s'ensuit de là que les guerres d'Israël seront les "guerres de Jahvé", et leur but sera l'extermination totale de l'ennemi (Deut. 7.3; Jos. 6). Prédéterminée par l'état de son peuple, la pensée juive biblique a fait de Dieu un terrible guerrier qui, pour Israël, tue les premier-nés des Egyptiens (Ez. 12) et appelle "l'anathème" (c'est-à-dire la destruction totale) sur l'ennemi, aussi bien les êtres vivants que le butin. Le meurtre de l'ennemi devient l'un des principes religieux de la guerre sainte (Nb. 21.2...; Jos. 6), un principe qui ne doit pas être transgressé, parce que, si l'ennemi n'est pas détruit, la défaite suivra comme punition (I Sam. 15; Jos. 7). Pour obtenir une haine complète, l'ennemi est ravalé au rang du démon ou de bêtes féroces. Lorsqu'il réalise sa malédiction contre le peuple Egyptien, comme aussi bien contre les autres nations infidèles, Dieu lui-même menacera d'utiliser des bêtes sauvages (Ez. 7.26-8.28; Prov. 16.1-12; Deut. 28.26; Lev. 26.22). Et l'image terrifiante des cités et des villes abandonnées, laissés aux animaux sauvages, évoque celle de pogrom sur des communautés humaines entières ou même des nations (Is. 34.11...; Jer. 9-1000; 49-51; Zeph. 2.14..).

Née de la folie de l'oppression, de l'extermination, de la persécution, de la dévastation ou de la destruction, la pensée biblique ne voit pas d'autre route de salut pour celui qui est persécuté et menacé qu'une puissante contre-attaque: "Que le mal frappe l'oppresseur, qu'à chaque coup réponde un coup" (Ps. 140.12). De là il suit naturellement que de tels actes,

aussi bien que toutes les formes de guerre sainte, ne sont pas considérés comme agressifs, mais plutôt comme un moyen de débarrasser le monde du mal. Mais il n'est que trop facile de franchir les limites entre violence justifiée et violence injustifiée. En imprimant le nom de justice sur tous les crimes, et d'un autre côté en acquiesçant à tous les types de violence pour pouvoir les dompter, la pensée biblique se rend compte qu'elle est prise dans un réseau de contradictions et de doubles-liens. C'est pour cela qu'au lieu d'approuver le fantastique pouvoir de la vengeance, elle se dresse contre les crimes d'une violence sans justification et ordonne: déplace les populations, ouvre le ventre des femmes enceintes, mets le feu, précipite les enfants sur les rochers, opprime les nouveaux arrivants (Am. 1.1-2.8; Ez. 3.9; 21-23; Deut. 24.20).

La pensée biblique comprend que chaque guerre de conquête, même les guerres saintes d'Israël, mène à de nouvelles guerres. Et que l'ennemi, que l'opprimé a été incapable de conquérir, périclète à la fin des fins, victime de lui-même, de sa propre folie; Guerre et violence provoquent souffrance morale et hésitation spirituelle, et il n'y a pas moyen de s'en sortir. Et bien que le but de Dieu soit la paix, l'expérience montre que toutes les nations l'obtiennent par la victoire, laquelle résulte de la guerre et de la violence.

Page 316-319

Tout cela montre que nous devons entreprendre des recherches objectives sur tous les camps et camps de travail, et en particulier sur celui de Jasenovac. Les crimes Ustashi—comme ceux des Tchetsniks ou de tous les autres en des temps et des lieux différents—ne seront pas moins 'énormes', s'ils sont dépeints tels qu'ils ont été. Tout au contraire - en les exagérant monstrueusement, on obtient l'effet inverse: d'un côté, manque évident d'assurance et, de l'autre, production de encore plus de haine irrationnelle. Les promoteurs du mythe de Jasenovac, depuis le tout début jusqu'à maintenant, insistent sur le fait que le camp de Jasenovac a été conçu dans le but explicite de liquider tous les prisonniers, et que chaque jour, des centaines et mêmes

des milliers de Serbes, de Juifs, de Tziganes et de communistes ont été tués. La vérité est que ce camp était organisé comme "un camp de travail" et qu'il contenait de nombreux établissements agricoles et industriels. Des MILLIERS, et même des dizaines de milliers, de malheureux ont été envoyés au camp, la plupart en petits groupes de dix ou de cent, mais beaucoup aussi étaient relâchés et envoyés dans des camps en Allemagne. Pendant toute la durée de leur séjour, les prisonniers étaient épuisés et torturés par des conditions de travail incroyablement contraires à l'hygiène, ils étaient aussi torturés et tués pour la plus mince désobéissance—spécialement les faibles et les vieux, et de temps en temps, ils étaient assassinés d'une manière bestiale, en petits ou grands groupes (en groupes de dix ou de cents), particulièrement pour venger l'assassinat d'ustashi ou parce qu'ils avaient tenté de s'échapper. C'est de cette façon que quelques milliers (probablement 3 ou 4) de prisonniers périrent. Pour la plus grande partie des Tziganes, mais aussi des Serbes, des Juifs et même des Croates. Je suis persuadé que leur nombre peut être évalué précisément, sauf peut-être pour les Tziganes, au moyen de recherches plus approfondies.

Lorsque l'on juge de l'état de ce camp, en prenant en considération son but aussi bien que les crimes qui y ont été commis, il est important de rappeler qu'il était tenu au moyen, entre autres choses, d'un système d'auto-management par les prisonniers eux-mêmes. En ce domaine, je suis depuis longtemps arrivé à la conclusion que les individus qui ont expressément exagéré les crimes des ustashi, l'ont fait pour des raisons spécifiques et cachées. A ce sujet le rapport de Vojislav Prnjatovic, prisonnier de Sarajevo, contient une description assez authentique. Le rapport a été écrit le 11.03.1942, après sa libération de Jasenovac, au département des réfugiés du gouvernement Nedic à Belgrade. Les prisonniers étaient employés à travailler sur des grandes étendues de terre dans la région entre Jasenovac et Stara Gradiska. Les propriétaires de ces terres étaient des Serbes, qui

“étaient partie déportés volontaires, partie déportés forcés”. Et comme dans cette région, il existait une usine installée par les Frères Bacic inc., qui avait été saisie par l’Etat Croate, parce que Bacic avait émigré en Serbie”, il était dans l’intention des ustashi de faire spécialement de Jasenovac un camp de travail industriel, étant donné que de bonnes usines avaient été installées sur cette terre pour la production de chaîne, d’objets métalliques, de cadenas, de pinces, de fer-blanc, de tapisseries, d’armes, de pièces détachées d’automobile, d’appareils électriques, de briques, une scie à vapeur, une station d’électricité y avaient été installés, qui fournissait l’électricité à la ville elle-même”. Les prisonniers étaient divisés en trois groupes: “Les libres, les semi-libres et les ordinaires”, et l’administration oustachi coexistait avec l’auto-administration des prisonniers dans le camp. L’administration oustachi était responsable du commandement et de la supervision du camp, tandis que “l’auto-administration des prisonniers signifiait que les prisonniers eux-mêmes administraient la vie et le travail à l’intérieur du camp, selon les ordres et les désirs des oustachi. De cette façon, les prisonniers étaient responsables de ce qui concernait la nourriture et l’approvisionnement, ainsi que les questions d’ordre et de propreté au sein du camp”. Les “prisonniers libres” pouvaient non seulement se déplacer librement à l’intérieur du camp et dans la ville de Jasenovac, “mais ils allaient même, sans être accompagnés, dans des voyages d’affaire, dans toutes les régions de la Croatie, pour acheter des marchandises.” Les “prisonniers ordinaires” pouvaient se déplacer dans le camp pendant la journée, avec cette seule restriction qu’ils devaient se tenir à au moins 5m des fils de fer barbelés des clôtures. “A la tête de la hiérarchie des prisonniers” on trouvait le chef du camp, qui avait un adjoint, lequel était responsable des services d’approvisionnement et de comptabilité; ensuite venaient les chefs de bloc et les groupes de travail. La totalité du groupe de prisonniers chargés de l’administration était constituée de ‘prisonniers-libres’; et tous ces postes étaient occupés par des Juifs; sur les 25 chefs de bloc et

chefs de groupe de travail, seulement trois étaient des Serbes. Chaque bloc avait son superviseur ainsi que 4 moniteurs. “Tous les prisonniers ... étaient employés selon leur qualification dans le civil”, et “là les ouvriers spécialisés ainsi que les artisans s’en sortaient le mieux, étant donné qu’ils étaient employables dans les ateliers”, et pour le travail à l’extérieur, mais seulement si les postes qualifiés étaient occupés.

“Les prisonniers-libres ne vivent pas dans le camp lui-même, mais dans la ville de Jasenovac, dans des appartements privés, où ils peuvent aussi faire venir leur famille. Et ainsi, ils vivent librement avec leur famille, à Jasenovac. Malheureusement, cela n’est le cas que des Juifs.”

“Les équipes de prisonniers reçoivent une nourriture spéciale, pour l’équipe, qui est bonne et savoureuse, et ils reçoivent une miche de pain entière par jour de 0.900 kg.” Cela s’applique à ceux qui travaillent dans les équipes, tandis que “les prisonniers ordinaires reçoivent la nourriture ordinaire”, qui, comme celle fournie pour les malades, est “en dessous de tout standard”. La mauvaise alimentation, le dur travail et les conditions anti-hygiéniques entraînaient l’affaiblissement des prisonniers “ce qui les menait directement à leur mort, étant donné que lorsqu’ils deviennent malades et épuisés, ils sont alors systématiquement “liquidés”. C’est seulement en janvier 1942, avant l’arrivée d’une Commission internationale, qu’un service de première urgence et un hôpital ont été établis, mais les prisonniers n’y étaient envoyés que dans la plus extrême nécessité étant donné que les ustashi “faisaient irruption dans l’infirmerie et dans l’hôpital toutes les deux ou trois semaines”, en tiraient les malades et les liquidaient devant l’hôpital ou dans le cimetière. Tous les prisonniers, sauf ceux qui étaient à l’hôpital, devaient travailler, et si la discipline est violée, l’ustasha “avait le droit de tuer le prisonnier sans encourir la moindre culpabilité”, et “pas un jour ne se passe sans qu’au moins un ustashi n’utilise ce droit”. A côté de ces meurtres individuels, il y avait occasionnellement des “meurtres en

masse”, lorsque de nouveaux convois arrivent, ou lorsque l’effectif du camp “dépasse 100.000”, et que les ustashi appellent à une “attaque” pour sélectionner “un nombre déterminé de prisonniers dans le but de les liquider”. Concernant les nombres, Prnjatovic soutient que de décembre 1941 à janvier 1942, “environ 3.400 nouveaux arrivants furent tués”. Les Juifs étaient de 5 à 10 fois plus nombreux que les Serbes? Parce qu’ils “étaient arrivés plutôt et qu’ils avaient accaparé toutes les responsabilités les plus importantes dans la hiérarchie des prisonniers”, de manière à maintenir leurs privilèges, “ils intriguaient continuellement et d’une façon habile les Serbes”, mais “comme les ustashi avaient plus de confiance dans les Juifs”, “les Serbes en plus des mauvais traitements que leur infligent les ustashi, subissaient aussi ceux que leur infligent les Juifs”: “Un Juif reste un Juif, même dans le camp de Jasenovac. Dans le camp, ils gardent tous leurs défauts, sauf qu’ils deviennent plus visibles. Egoïsme, habileté, avarice, tromperie et manie du secret sont leurs principales caractéristiques.” (492). Ce jugement de Prnjatovic semble exagéré, on pourrait même dire qu’il est de caractère anti-sémite, mais d’autres témoins parlent de la même façon. Certains des officiels Juifs du camp étaient armés et prenaient part aux meurtres (493). Qui plus est: c’est les Juifs qui, dans une large mesure, “conduisaient les processus de sélection”, c’est-à-dire qu’ils choisissaient quels prisonniers seraient liquidés, et faisaient en partie les exécutions.

D’autres témoignages de ce genre sont encore renforcés par Ante Ciliga, ancien membre du Politburo du CC du Parti Communiste de Yougoslavie, sur la base d’expérience personnelle. Il a passé plus d’une année (du 14. 12. 1941 au dernier jour de 1942) dans une prison oustachi et dans le camp de Jasenovac. Ensuite, jusqu’à l’été 1944 il était à Zagreb. Dans ses Mémoires, il compare les pires camps de Pavelic à ceux de Staline en Sibérie, auxquels il a aussi survécu, mais, dans sa perspective marxiste, il aborde la question de la façon dont les Juifs se comportaient dans le camp (494). Bien que le camp de Jasenovac ait été modelé sur les camps allemands, puisque même

les baraques d'habitation avaient été importées d'Allemagne, sa "spécificité" consistait précisément dans la condition et le rôle des Juifs. "A Jasenovac, les Juifs étaient responsables de la gestion du camp; ils étaient la force intérieure dans le camp". Le commandant ustashi du camp n'était responsable que de la désignation du prisonnier chargé de la gestion des prisonniers; ce dernier choisissait ses collaborateurs, les responsables de la gestion du camp, et ceux-ci à leur tour choisissaient leurs subordonnés, pour "les équipes", pour "les centaines", pour les "dizaines". Et ils étaient tous, "de la plus haute position à la plus humble, depuis l'administrateur, jusqu'au gardien des vaches", des Juifs "avec quelques rares exceptions". Le fait que l'administration du camp était laissée aux mains des Juifs était en contradiction avec l'antisémitisme officiel du régime de Pavelic, que Hitler lui avait imposé. S'il en est ainsi, c'est parce que le parti de Pavelic, d'une façon ou d'une autre, "était fondamentalement philosémite, en particulier, c'était le parti Juif parmi les Croates", c'est aussi parce que "les Juifs étaient son adversaire le moins dangereux en Croatie". C'est aussi parce que "les Serbes représentaient l'ennemi n° 1, et les communistes l'ennemi n° 2" (495). Les Allemands eux-mêmes en étaient arrivés à cette conclusion, dans le rapport mentionné plus haut, à savoir qu'en définitif, la question Juive - dans l'esprit des directives allemandes - était résolue seulement en Serbie, et non pas dans l'Etat indépendant de Croatie, étant donné que les Juifs y trouvèrent la protection de l'Eglise catholique contre le gouvernement (496).

La participation des Juifs à la liquidation des tziganes à Jasenovac devient explicite dans l'affaire dite de l'or des Tziganes (1942). "Le processus de liquidation à Gradina - écrit Ciliga - fut aussi réalisé par un groupe de Juifs" et comme les Juifs étaient responsables des magasins "où les biens appartenant à ceux qui avaient été liquidés étaient placés et classifiés", ils tombèrent sur de grandes quantités d'or qui avait été cousu dans les vêtements des victimes. Pour pouvoir dissimuler à l'extérieur du camp les ducats ainsi cachés ("pour des temps

meilleurs") les Juifs suscitèrent l'intérêt de certains oustachi, en particulier d'un lieutenant, qui était le frère du commandant du camp. Mais comme l'un des membres de l'administration du camp les plus engagés révéla cette affaire à Luburic, le lieutenant ustashi ainsi que cinq Juifs compromis dans l'affaire—des membres de l'équipe de direction du camp—furent exécutés devant tous les prisonniers, et la personne qui avait révélé le vol fut nommée par la suite administrateur du camp. Dans une autre affaire, quatre personnes furent tuées parce qu'on les surprit en train de vendre des marchandises du camp. Deux d'entre elles étaient des gardes ustashi du camp, qui aidaient les Juifs chargés des magasins du camp à expédier des marchandises à l'extérieur. Ces cas montrent qu'il y avait une connexion entre l'administration du camp et le commandement ustashi. Ce dernier eut recours à des mesures drastiques pour préserver "la pureté" dans ses rangs. Mais dans le camp, et particulièrement parmi les Juifs, c'était, pour ainsi dire, "norme générale... que l'on pouvait faire des dénonciations auprès des ustashi, si cela pouvait vous être de quelque utilité". Lorsque le "groupe Juif" ("D") eut été liquidé à cause de l'affaire de l'or, "c'est parmi les tziganes que fut désormais choisie l'assemblée des assassins". "Ils recevaient une nourriture spéciale, avec du vin", jusqu'à ce que leur tour vienne (497).

Page 320

Selon Ciliga, c'est le caractère particulier de la religion des Juifs qui explique leur conduite. Ils "gardaient jalousement le monopole de l'administration interne du camp" et "prenaient l'initiative lorsqu'il s'agissait de préparer et de provoquer des meurtres non seulement individuels mais de masse, parmi les non-Juifs, communistes, partisans et Serbes." "Cette dureté et cette irrationalité propres à l'Ancien Testament, ce double standard de Moïse, ces deux lois régissant une seule et même chose, selon qu'elle s'applique à un Juif ou à un non-Juif, et pour finir le commandement suprême de Moïse... Dieu te commande d'exterminer les autres et de prendre leur place, puisque vous êtes le peuple élu" - tous ces

principes sont vivants d'une certaine façon dans ce groupe et "le gouvernement". D'où leur impitoyable dureté et leur orgueil plein de confiance en soi: "Tu tues les autres pour te sauver, toi-même et ton groupe". Comme ils sont, en moyenne, plus intelligents et plus éduqués que les autres, "les Juifs règlent la question des meurtres mutuels d'une manière bien plus intelligente et prévoyante, à leur avantage." De leur point de vue, tuer était "justifié non seulement par des raisons égoïstes, mais aussi par des raisons morales." Le principe du monothéisme adopté par Moïse et le fait qu'il s'agissait du peuple élu, faisait que le peuple Juif était tout à la fois la "plus fermée" de toutes les nations et "la plus universelle". L'universalisme et l'internationalisme ne sont que l'un des monuments élevés au nationalisme Juif. Et à Jasenovac: "ce n'est pas les non Juifs qui commencèrent par séparer les Juifs d'eux-mêmes... mais ce sont les Juifs qui, les premiers, se séparèrent, en se proclamant le peuple choisi". Comme ils sont séparés, "ils pensent comme un peuple séparé, ils pensent qu'ils ont le droit de faire ce qu'aucun autre peuple n'a le droit de faire... en s'imaginant qu'ils sont tellement plus intelligents que n'importe quel autre peuple, ils croient qu'ils pourront éternellement duper et jouer le monde entier". Et c'est pour cette raison que "Jasenovac... mutatis mutandis représente l'histoire mondiale des Juifs pour près de deux mille ans." Les Juifs provoquent envie et haine, mais tout particulièrement parce qu'ils sont "la nation la plus malheureuse dans le monde", toujours les victimes "de leurs propres ambitions aussi bien que de celles des autres nations", et quiconque essaie de montrer qu'ils sont eux-mêmes les causes de la tragédie Juive, est immédiatement classé parmi les anti-sémites, et s'attire la haine des Juifs (499).

Le récit de Ciliga montre qu'on avait confié aux Juifs l'administration de la prison du camp jusqu'en 1944: à ce moment, le camp avait eu trois officiels Juifs (Diamanstein, Spiler et Wiener), et qu'ils furent suivis par deux communistes croates (R. Vlah et V. Bornemisa). Ces changements se produisirent, dit-on, en résultat d'un

changement dans la politique ustashi, dans le contexte, lui-même changeant, de la guerre (500).

Notes:

273. *Le thème des offrandes brûlées se trouve dans les textes bibliques en relation aux peuples élu, le peuple Juif. Les victimes offertes à Dieu étaient aussi bien animées qu'inanimées: nourriture, diverses espèces d'animaux, mais aussi bien être humain. Peu à peu les offrandes au Temple bannissent le sacrifice humain, en faveur du sacrifice animal, mais dans le Nouveau Testament, "Le servent de Dieu offrira sa vie comme victime en signe de réconciliation" (Isaïe, 53). La meilleure illustration de la continuité de la conception de la victime entre l'Ancien et le Nouveau Testament, est fournie par le Christ lui-même: lorsqu'il s'offre lui-même comme victime sur la Croix, c'est à la fois un acte d'holocauste, d'expiation et un sacrifice de groupe (cf. BT, 1571-9). Pour les anciens Grecs, l'holocauste (holos= "entier" + caustos = "brûlé") était la cérémonie au cours de laquelle une victime était entièrement brûlée (ch. B. Klaic, Rjecnik starih rijeci, 1980, p. 551). Sur la remise en circulation du terme par E. Wiesel, ch. Glas Koncila, XXVI, 36 (691), 06. 09. 1987, 1, 4.*

274. *N. Levin, The Holocaust. The destruction of European Jewry 1933-1945, 1973, text with photograph between p. 158-159.*

292. *G. Reitlinger, The final Sollution, 1953, estime que les pertes Juives vont de 4 194 000 à 4 591 000 victimes, et J.Lestchinsky, sur la base d'informations provenant de l'American Jewish Congress de 1945 et 1955, place*

ce chiffre à 5 957 000. N. Levin est aussi en faveur de cette valeur de 6 000 000 (1968 et 1973); cf. N. Levin, op., cit., p. XII et 715-718.

293. *R. Hilberg, op., cit., p. 670. 767.*

294. *Voir N.Muhlen, The Return of Germany, Chicago, 1953, p. 157; R. Hilberg, op. cit., p. 677.*

295. *Mentionné plus haut: cf. Levin, op., cit., p. 514-517.*

296. *Mentionné plus haut: K. Ploetz, Auszug aus der Geschichte, 1968, p. 1537.*

297. *Déclaration relative aux dommages de guerre et aux pertes subis par la Pologne (1939-1945)*

298. *Mentionné plus haut: The Columbia - Viking Dzsk Encyclopedia (1964), p. 755; Enciklopedija leksikografskog zavoda, 551961), p. 592; Mala enciklopedija Prosvete (1959), p. 222; Leksikon JLZ, p. 715.*

299. *Dans Encyclopedia LZ (1978), p. 502: pour Maidanek le chiffre cité est de 4 millions, et dans le Leksikon LZ (1974), p. 580, le nombre des victimes est: 200 000 Juifs et 160.000 Polonais.*

300. *N. Levin, op. cit., p. 316*

301. *R. Hilberg, op. cit., p. 572-573*

302. *R. Hilberg, op. cit. p. 313.*

(303) *R. Hilberg, op. cit., p. 572 - 573. Dans les tableaux de la p. 572, on trouve le nom de 'Dublin', mais sur la carte n°7, p. 573, il est évident que le terme se réfère à 'Dublin (Maidanek)'*

492. *Voir A. Miletic, op. cit, III, p. 106-119. Il est dommage que dans son traitement des documents, Miletic n'ait pas essayé d'expliquer l'illogisme évident des dates: dans son texte, Prnjatovic déclare qu'il a été envoyé du camp de Jasenovac "le 30 mars", alors qu'en haut et en bas du document, on trouve la date: " 11 mars 1942", et que dans le vol. I, dans le document n.° 82, sur lequel Prnjatovic se base, il est stipulé que ce 'rapport' devait prendre effet après cette date. Ainsi, d'un point de vue formel, au lieu d'avoir des documents clairs, nous avons la confusion.*

493. *Le prisonnier Branko Popovic rapporte, le 14.4.42, à sa Libération de Jasenovac, comment un Juif, appelé 'le Bulgare', a battu un dénommé Ivic, alors qu'il était malade, et l'a ensuite tué d'un coup de couteau (cf. Miletic, op. cit. III, p. 128).*

494. *Ante Ciliga, Sam Kroz Europu u ratu [Seul à travers l'Europe en guerre], Rome, 1978, p. 217-346.*

495. *Même auteur, p. 227, 230-233, 278-279.*

496. *Cf. R. Hilberg, op. cit., p. 433-442; N. Levin, op. cit., p. 511-517; B. Krizman, Ustashe i Trci Reich [les Ustashi et le Troisième Reich], p. 337-338.*

497. *A. Ciliga, op. cit., p. 233-237, 252-253, 265.*

499. *A. Ciliga, op. cit., p. 275-277; 280-287; 307 - 312.*

500. *Même auteur, p. 337.*

Alija Izetbegovic: DECLARATION ISLAMIQUE

(Titre original: ISLAMSKA DEKLARACIJA
Mala muslimansa biblioteka, Sarajevo 1990.)

Un programme d'islamisation des Musulmans et des peuples musulmans.

NOTRE BUT: L'islamisation des Musulmans
NOTRE DEVISE: croire et se battre

BISMILLAHIRAHMANIRRAHIM!

La déclaration que nous rendons publique aujourd'hui ne constitue nullement une lecture qui doit prouver aux étrangers ou à ceux qui doutent, la supériorité de l'Islam sur tel ou tel système, sur tel ou tel groupe d'idées.

Elle s'adresse aux Musulmans qui savent où est leur appartenance et qui dans leur coeur ressentent clairement de quel côté ils se tiennent. Cette déclaration représente pour eux un appel à tirer les conséquences nécessaires de cet amour et de cette appartenance.

Le monde musulman se trouve dans un état d'ébullition et de changements. Une chose est sûre: quelle que soit l'apparence de ce monde, quand les changements le feront sortir du premier cercle, il ne sera plus celui de la première moitié de ce siècle. L'époque de la passivité et de la paix est révolue à jamais.

Tous, et surtout les puissants étrangers de l'Est et de l'Ouest, cherchent à profiter de cette période de changements et de mouvements. A la place de leurs armées, ils infiltrent leurs idées et leurs capitaux, et par cette nouvelle forme d'influence, essaient de nouveau d'atteindre le même but: assurer leur présence et maintenir les peuples musulmans dans un état d'impuissance spirituelle

et matérielle et de dépendance politique.

La Chine, la Russie et l'Occident se disputent pour savoir qui dominera telle partie du monde musulman. Leur dispute est insensée. Le monde musulman appartient non à eux, mais aux peuples musulmans.

Car un monde de 700 millions d'hommes, qui possède d'énormes ressources naturelles, occupe une toute première place géographiquement, est de surcroît l'héritier d'une colossale tradition culturelle et politique, et qui est le porteur de la pensée vivante islamique, ne peut rester longtemps dans une position de mercenaire. Aucune puissance ne pourra empêcher la nouvelle génération musulmane de mettre fin à cette situation anormale.

C'est ainsi persuadés que nous annonçons à nos amis et à nos ennemis que les Musulmans ont décidé de prendre en main et de réaliser selon leur conception, le destin du monde islamique.

De ce point de vue la déclaration ne contient pas d'idées que l'on pourrait considérer comme entièrement nouvelles. Elle est la synthèse des idées que l'on entend de plus en plus fréquemment un peu partout et qui ont une même valeur dans toutes les parties du monde musulman. Mais sa nouveauté tient dans son exigence que les programmes et les idées soient placés dans une action organisée en vue de leur réalisation.

La lutte pour ces nouveaux buts n'a pas commencé aujourd'hui. Bien au contraire, son histoire connaît déjà ses martyrs sur des pages entières de victimes et de souffrances. De

nombreux individus et de courageux petits groupes affrontant les puissantes forces du paganisme se sont aussi sacrifiés. L'ampleur et la difficulté du problème exige maintenant une action organisée pour et par des millions de personnes.

Nous consacrons notre message au souvenir de nos amis tombés pour l'Islam.

Sarajevo 1970
Dzumadel-ula, 1390

Voulons-nous que les peuples musulmans cessent de tourner en rond et sortent du cercle de la dépendance, de l'arriération et de la pauvreté; voulons-nous que de nouveau d'un pas sûr, ils s'engagent sur la voie de la dignité, de la culture, et qu'ils deviennent les maîtres de leur destin; voulons-nous que de nouveau jaillissent pleinement les sources du courage, du génie et des vertus; en ce cas, montrons le chemin qui mène à ce but: La réalisation de l'Islam dans tous les domaines de la vie privée des particuliers, dans la famille et dans la société, par la renaissance de la pensée religieuse islamique, et la création d'une communauté islamique unique, du Maroc à l'Indonésie.

Ce but peut sembler impensable et lointain, mais il est réel, car il est le seul à être du domaine du possible. Par contre, tout programme non-islamique peut sembler proche et à la portée du but, mais il est pour le monde islamique une pure utopie, parce qu'il repose sur

le domaine de l'impossible.

L'histoire démontre un fait clair: l'Islam est la seule pensée qui a pu émouvoir l'imagination des peuples musulmans et susciter en eux la dose de discipline nécessaire, inspiration et énergie. Aucun autre idéal, étranger à l'Islam, n'a jamais pu exercer un effet important ni dans le domaine de la culture, ni dans celui de l'état. En réalité, tout ce qui, dans l'histoire des peuples musulmans, constitue un souvenir de grandeur et de valeur, a été créé sous l'égide de l'Islam. Quelques milliers de véritables guerriers islamiques ont, à eux seuls forcé l'Angleterre dans les années cinquante, à se retirer de Suez, alors que les armées unies des régimes nationalistes arabes perdent pour la troisième fois la bataille contre Israël. La Turquie en tant que pays islamique, a régné sur le monde. La Turquie en tant que copie européenne, représente un pays de troisième ordre comme il y en a une centaine de par le monde.

Un peuple, comme un individu, qui a accepté l'Islam, est incapable de vivre et de mourir pour n'importe quel autre idéal. Il est inconcevable qu'un musulman puisse se sacrifier pour n'importe quel empereur ou président, quel que soit son nom, ou bien à la gloire de quelque nation, parti ou quoique ce soit de semblable, car son intuition islamique le fait distinguer les sortes d'athéisme et d'idolâtrie. Le Musulman ne peut que mourir au nom d'Allah et pour la gloire de l'Islam, ou bien désertir le champ de bataille.

En conséquence, les périodes de passivité et de stagnation correspondent à une absence d'alternative islamique ou bien à une incapacité des milieux musulmans à emprunter cette voie ascendante. Elles sont l'expression négative du monopole spirituel que l'Islam a sur le monde islamique.

Acceptant cet état de faits comme l'expression de la volonté divine, nous affirmons clairement que le monde islamique ne peut se renouveler "sans" et "contre" l'Islam. L'Islam et ses conséquences sur la place de l'homme dans le monde, sur la mort et sur les rapports entre l'homme et Dieu, entre l'homme et l'homme, restent l'irremplaçable et durable fondement éthique, philosophique, idéologique et politique de toute action véritable

en vue du renouveau et de l'amélioration de l'état des peuples musulmans.

L'alternative est claire: ou bien un mouvement en vue du renouveau islamique, ou bien la passivité et la stagnation. Pour les peuples musulmans, il n'existe pas de troisième possibilité.

I. L'ARRIÉRATION DES PEUPLES MUSULMANS

Conservateurs et Modernistes

L'idée du renouveau islamique, avec sa conception des capacités de l'Islam non seulement à éduquer l'homme mais à ordonner le monde, aura toujours des adversaires parmi deux catégories de gens: les conservateurs qui réclament les anciens modèles, et les modernistes qui aspirent aux modèles étrangers. Les premiers précipitent l'Islam dans le passé, les seconds lui préparent un avenir qui n'est pas le sien.

En dépit de leurs grandes différences, ces deux catégories d'hommes ont quelque chose en commun: l'une et l'autre voient seulement la religion dans l'Islam, ils comprennent ce mot dans son acceptation européenne: une certaine insuffisance pour la finesse et la logique de la langue, mais plus encore, une incompréhension de l'Islam et de son rôle dans l'histoire et dans le monde, qui les amène à traduire le din islamique par "religion", ce qui est, pour une raison particulière, tout à fait erroné.

Même si cela représente une répétition et une confirmation des vérités fondamentales de l'origine et de la pensée de l'homme, l'approche de l'Islam est innovatrice sur un point: sur sa volonté d'unir la religion et la science, la morale et la politique, l'idéal et l'intérêt. En admettant l'existence de deux mondes, le monde naturel et le monde intérieur, l'Islam enseigne que l'homme représente un pont entre ces deux mondes. Hors de cette unité, la religion pousse à l'arriération, au rejet de toute vie active, et la science à l'athéisme.

En partant du fait que l'Islam est seulement une religion, les conservateurs en viennent à la conclusion que l'Islam n'est pas nécessaire, et les modernistes que

l'Islam ne peut pas ordonner le monde extérieur. Le résultat pratique est identique.

Le principal représentant, mais non l'unique, de la conception conservatrice dans le monde islamique d'aujourd'hui est constitué par les hodjas et les cheykhhs qui, à l'inverse des données bien établies sur l'inexistence de clergé dans l'Islam, se sont organisés en une classe particulière. Cette classe monopolise l'interprétation de l'Islam et se présente comme l'intermédiaire entre le Coran et les hommes. Comme clercs, ils sont théologiens, comme théologiens, ils sont nécessairement dogmatiques, et puisque la religion est donnée une fois pour toutes, elle est à leur avis interprétée une fois pour toutes, et le mieux est de la laisser telle qu'elle a été donnée et définie il y a plus de mille ans.

Par cette inévitable logique dogmatique, les théologiens deviennent des ennemis farouches de toute nouveauté. La constante construction de la charia comme loi dans le sens de l'application des principes du Coran à toutes les situations qu'apporte l'évolution du monde, équivaut à une agression contre l'intégrité de la foi. Peut-être y a-t-il là de l'amour pour l'Islam, mais un amour pathologique d'hommes bornés et arriérés, dont l'étreinte mortelle a quasiment étouffée la pensée encore vivante de l'Islam.

Il serait pourtant faux de croire que l'Islam est resté un livre fermé entre les mains des théologiens. Toujours plus fermée à la science et plus ouverte au mysticisme, la théologie a autorisé d'introduire dans ce livre beaucoup d'éléments irrationnels, totalement étrangers à la science islamique. Celui qui connaît la nature de la théologie comprendra pourquoi elle n'a pas su résister à la tentation pour la mythologie et pourquoi elle y voyait un certain enrichissement de la pensée religieuse. Le monothéisme du Coran qui est le plus pur et le plus parfait dans l'histoire de l'enseignement religieux, a été complètement compromis, tandis qu'en pratique, est apparu un odieux commerce de la foi. Ceux qui se considéraient comme les interprètes et les gardiens de la foi, ont fait d'elle un

métier agréable et avantageux, et ont accepté sans trop de remords, une situation dans laquelle ses recommandations n'étaient pas du tout appliquées.

Les théologiens sont devenus des hommes fautifs à une place erronée. Et maintenant que le monde musulman montre tous les signes d'éveil, cette classe devient l'expression de tout ce qui est triste et sclérosé dans ce monde. Elle s'est montrée totalement incapable de guider le moindre effort constructif pour que le monde islamique prenne conscience des périls qui le guettent.

Quant aux soi-disant progressistes occidentaux, aux modernistes, ils représentent partout dans le monde islamique un véritable malheur, parce qu'ils sont nombreux et influents, particulièrement au sein des gouvernements, dans l'éducation et dans la vie publique en général. Considérant l'Islam à travers les hodjas et les conservateurs, et persuadant les autres de la réalité de cette vision, les modernistes s'insurgent contre tout ce qui représente cette pensée. On reconnaît ces soi-disant réformateurs dans les pays musulmans actuels, au fait qu'ils se vantent habituellement de ce dont ils devraient avoir honte, alors qu'ils ont honte de ce dont ils devraient être fiers. En général, ce sont des "fils à papa" qui ont fait leurs études en Europe, d'où ils reviennent avec un profond sentiment d'infériorité à l'égard de la richesse de l'Ouest, et de supériorité à l'égard du milieu pauvre et arriéré dont ils sont issus. Sans l'éducation islamique et sans lieu moral et spirituel avec le peuple, ils perdent rapidement les critères élémentaires, et s'imaginent qu'en détruisant les conceptions, les traditions et les croyances locales, et en y introduisant d'étrangères, ils créeront sur ce sol en une nuit l'Amérique qu'ils admirent exagérément. A la place du niveau de vie ils apportent le culte du niveau de vie; à la place des possibilités de développement de ce monde ils développent des désirs et ouvrent la route à la corruption, au primitivisme, et au chaos moral. Ils n'ont pas compris que la puissance du monde occidental ne réside pas dans sa manière de vivre mais dans sa manière de travailler, que cette force n'est pas dans la mode,

l'athéisme, les clubs de nuit, les jeunes générations dépravées, mais dans le travail organisé, l'assiduité, la connaissance et la responsabilité.

Le mal le plus grave n'est pas que les Occidentaux aient exploité les modèles étrangers, mais qu'ils n'aient pas su les exploiter, ou plus exactement, qu'ils n'ont pas su développer un sentiment puissant pour ce qui est bien. Ils ont repris non un produit utile, mais un négatif sous-produit étouffeur d'un processus de civilisation.

Dans la masse des valeurs douteuses que notre Occident apporte à la maison, se trouvent généralement différentes idées "révolutionnaires", des programmes de réforme et ce genre de "doctrines salvatrices" qui résolvent tous les problèmes. Parmi ces "réformes" il y a des exemples étonnants de myopie et d'improvisations.

Ainsi, par exemple, Mustafa KEMAL qui a été visiblement davantage un guerrier qu'un réformateur culturel et dont les services rendus à la Turquie doivent être ramenés à une juste mesure, a, par une de ces réformes, interdit le port du fez. Mais il est apparu rapidement qu'en modifiant la forme des couvre-chefs on ne pouvait changer ce qui était dans la tête, ni les habitudes des hommes, et encore moins véritable situation; ainsi, tous les problèmes des Turcs, hier avec le fez, aujourd'hui avec le chapeau, sont restés rigoureusement les mêmes.

Il y a déjà plus d'un siècle que beaucoup de peuples, en dehors des sphères de la civilisation occidentale, se posent le problème des rapports avec cette civilisation. Doit-on adopter une attitude de rejet total, ou bien d'une adaptation prudente; ou encore accepter tous les aspects de cette civilisation sans opérer de choix? La tragédie et le triomphe de nombreuses nations ont dépendu de la réponse qu'elles ont donné à cette question décisive.

Il existe des réformes qui reflètent la sagesse d'une nation et d'autres qui en expriment au contraire le reniement. Le Japon et la Turquie offrent de ce point de vue un exemple classique dans l'histoire contemporaine.

A la fin du siècle passé et au

début de celui-ci, ces deux pays présentaient une image très semblable. Tous deux étaient de vieux empires, avec leur physionomie propre et leur place dans l'histoire. Tous deux se trouvaient sensiblement au même niveau d'évolution, avec un glorieux passé qui pouvait constituer un grand privilège ou un lourd fardeau. En un mot, ils avaient pour l'avenir sensiblement les mêmes chances.

Puis se sont produites les réformes dans les deux pays. Pour continuer à vivre selon son modèle, le Japon a essayé d'unir traditions et progrès. En Turquie, les modernistes ont choisi la voie contraire. Aujourd'hui la Turquie est un pays de troisième ordre, tandis que le Japon se trouve au sommet des nations mondiales.

La différence dans la philosophie des réformateurs japonais et turcs n'a été nulle part aussi claire et caractéristique que dans la question de l'écriture. Alors que la Turquie exclut l'écriture arabe, qui par sa simplicité et avec ses vingt-huit signes appartient aux écritures les plus parfaites du monde, le Japon refuse d'introduire l'alphabet latin. Il conserve son alphabet compliqué qui, après la réforme, outre les quarante six signes, compte également 880 idéogrammes chinois. Aujourd'hui au Japon il n'y a pas d'illettré, tandis qu'en Turquie, quarante ans après l'adoption de l'alphabet latin, plus de la moitié de la population est illettrée; ce résultat est si éclatant qu'il devrait rendre la vision même aux aveugles.

Mieux. Il est rapidement apparu qu'il n'était pas question seulement de l'écriture comme moyen d'enregistrement. Les véritables raisons et leurs conséquences étaient beaucoup plus profondes et significatives. L'essence de toute civilisation humaine et du progrès se trouve dans la continuation et non dans la destruction et la négation. L'écriture est la manière dont une nation se souvient et perdure dans l'histoire. Par la suppression de l'écriture arabe, tout le trésor du passé de la Turquie, conservé dans l'écrit a été perdu, et par ce seul geste, elle s'est effondrée jusqu'aux limites de la barbarie. Avec d'autres réformes "parallèles", la nouvelle génération

turque s'est trouvée sans base spirituelle et dans une sorte de vacuité spirituelle. La Turquie a perdu sa "mémoire", son passé. A qui était-ce profitable?

Les protecteurs du modernisme dans le monde islamique n'appartenaient pas à l'espèce des sages populaires qui savent dans le changement de conditions, réaliser de manière nouvelle les idéaux et les valeurs antiques. Ils se sont soulevés contre ces mêmes valeurs et souvent avec un cynisme glacial et une déroutante myopie, ils ont piétiné les biens sacrés détruit la véritable vie pour la remplacer par une imitation de vie. Comme conséquences de ces sauvageries, en Turquie et ailleurs se sont formées ou sont sur le point de se former, des nations-plagiats: des pays spirituellement troublés, sans identité propre et sans sentiment pour leur propre voie. En eux tout est inauthentique et artificiel, sans véritable enthousiasme ni force, à l'image du rayonnement mensonger de leurs villes européanisées. Un pays qui ne sait pas ce qu'il est, ni d'où il tire ses racines, peut-il clairement concevoir la direction à emprunter et à quoi il doit aspirer ?

L'exemple de quelques réformes de Kemal peut sembler brutal mais, peu importe, ces réformes représentent le modèle de toute approche des Occidentaux des problèmes du monde islamique et des moyens par lesquels ils pensent "réparer" ce monde. C'est toujours l'aliénation, la fuite devant les vrais problèmes, devant le travail épuisant de l'élévation morale du peuple, et l'orientation vers des choses superficielles et extérieures.

Qu'a pu signifier l'indépendance d'un pays musulman, où la direction des affaires est entre les mains de cette sorte de gens? Comment ont-ils utilisé cette liberté?

En acceptant le modèle d'idées étrangères et en recherchant des appuis politiques étrangers, ceux de l'Ouest ou ceux de l'Est, peu importe, chacun de ces pays a volontairement, sur la parole de leur nouveau gouvernement, accepté un nouvel esclavage. Il s'est constitué une sorte de dépendance spirituelle et matérielle dont le contenu est une philosophie

étrangère, une manière de vivre étrangère, une aide étrangère, un capital étranger, un soutien étranger. Ces pays ont obtenu une indépendance formelle, mais n'ont pas acquis la véritable liberté, car toute liberté est principalement une liberté spirituelle. L'indépendance d'un peuple qui n'a pas d'abord obtenu cette liberté spirituelle, bientôt se limitera à son hymne et à son drapeau - bien peu de choses pour une véritable indépendance!

La lutte pour la véritable indépendance des peuples musulmans doit partout reprendre à nouveau.

Les causes de l'impuissance

Ces deux types d'hommes - les conservateurs et les modernistes représentent la clé pour comprendre l'état actuel des peuples musulmans. Néanmoins, ils ne sont ni les véritables, ni les ultimes causes de cet état. Une analyse plus approfondie montre que dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de l'expression et de la manifestation d'une cause beaucoup plus profonde: la dégradation et le rejet de la pensée islamique.

L'histoire de l'Islam n'est pas seulement, même dans sa plus grande partie, l'histoire progressive de la réalisation de l'Islam dans la vie réelle. Elle est tout autant le récit de l'incompréhension, la négligence, la duperie et le mauvais emploi de cette pensée. Par là, l'histoire de tout peuple musulman est la chronologie à la fois de brillantes réussites et de triomphes comme de tristes illusions et défaites. Tous nos triomphes et toutes nos défaites, politiques et morales, sont le reflet de notre acceptation de l'Islam et de son application dans la vie. L'affaiblissement de l'influence islamique dans la vie pratique du peuple a toujours été suivi par la dégradation des hommes et des institutions politiques et sociales.

Toute l'histoire de l'Islam depuis le début jusqu'à nos jours s'est développée sous l'influence de cette coïncidence. Dans ce parallélisme se trouve quelque chose du destin constant des peuples musulmans et une des lois de l'histoire islamique.

Deux moments caractéristiques de l'histoire islamique - l'un dans une époque d'ascension, l'autre

dans une période de décadence - peuvent parfaitement illustrer cette loi.

Moins de cent ans après la mort de Mahomet survenue en 632, le pouvoir spirituel et politique islamique s'étend sur un territoire immense de l'Océan Atlantique jusqu'à l'Indus et la Chine, et de la mer Aral jusqu'aux basses terres du Nil. La Syrie est conquise en 634, Damas tombe en 635, l'Inde et l'Egypte sont atteintes en 641, Carthagène en 647, Samarcande en 676, l'Espagne en 710. Les Musulmans sont devant Constantinople en 717, en 720 dans le sud de la France. A partir de 700, des mosquées existaient dans le Shan-tung et vers 830 l'Islam parvient jusqu'à Java. Cette expansion unique à laquelle aucune autre ne peut être comparée ni antérieurement, ni postérieurement, a ensuite créé un espace pour le développement de la civilisation islamique dans trois cercles culturels: en Espagne, au Moyen-Orient, et en Inde qui dans l'histoire recouvrent une période de près de mille ans.

Que représentent aujourd'hui les Musulmans dans le monde?

La question pourrait se poser d'une autre manière: à quel degré sommes-nous musulmans ?

Les réponses à ces questions sont intimement liées.

- Nous sommes asservis: à un moment, en 1919, il n'existait aucun pays musulman indépendant une situation sans exemple dans le passé, et d'ailleurs, dans l'avenir,

- Nous sommes illettrés: aucun pays musulman, entre les deux guerres mondiales, n'a compté plus de 50 % de lettrés. Le Pakistan s'est trouvé au moment de son indépendance avec 75 % d'analphabètes, l'Algérie avec 80 %, le Nigéria avec 90% (par contre, il n'y avait pas d'illettrés aux X et XIème siècles en Espagne islamique).

- Nous sommes pauvres: le revenu national par habitant est de 220 \$ en Iran, 240 \$ en Turquie 250 \$ en Malaisie, 90 \$ au Pakistan, 85 \$ en Afghanistan, 70 \$ en Indonésie, alors qu'aux USA il est de 3.000 \$ (1966). La part du secteur industriel dans le revenu national pour la plupart des pays musulmans est de 10 à 20 %. Le nombre de calories dans la nourriture quotidienne est en moyenne de 2000 alors que dans les pays d'Europe de l'Ouest il est de

3.000 à 3.500.

- Nous sommes une communauté divisée: au lieu que la société soit sans pauvreté et sans luxe, la société musulmane est allée à l'opposé. Contrairement à la loi coranique "... que ces richesses (biens) ne restent pas dans le cercle des riches parmi vous" (Coran 39n), les richesses se sont progressivement accumulées entre les mains d'un nombre restreint. Avant la réforme agraire en Irak, en 1958, sur 22 millions de dunums (mesure turque: 1 dunum équivaut à 10 ares - note du traducteur) de terres cultivables, environ 18 millions, soit 82%, étaient détenus par de riches propriétaires terriens. Dans le même temps, il y avait 1,4 millions de paysans sans aucune terre.

C'est cet état que certains ont appelé avec raison, "la nuit de l'Islam". En fait, cette nuit a commencé comme un crépuscule dans nos coeurs. Tout ce qui nous est arrivé dans le passé ou le présent, n'est jamais que l'écho ou la répétition de ce qui s'est passé antérieurement en nous-mêmes (Coran 13/12).

Car nous, Musulmans, ne pouvons pas être asservis sans instruction et plongés dans la discorde. Nous ne pouvons l'être que comme renégats de l'Islam. Toutes nos défaites confirment cette réalité.

Le phénomène de l'abandon de l'Islam, qui s'exprime le plus souvent par le refoulement de la pensée islamique de la sphère de la vie active vers la sphère de l'éphémère et de la passivité, peut être étudié très clairement à l'image du Coran comme le facteur central de l'idéologie et de la pratique islamique.

Il faut noter que chaque ascension des peuples islamiques, chaque période de dignité a commencé par l'affirmation du Coran. L'expansion de l'Islam précoce, dont le cours étonnant a été évoqué plus haut et qui s'est poursuivi sur deux générations, a conduit l'Islam jusqu'au bord de l'océan atlantique à l'ouest et aux approches de la Chine à l'est, ne représente pas le seul, mais seulement le plus illustre exemple. Tous les grands mouvements dans le cours de l'histoire islamique confirment cette loi de parallélisme.

Quelle a été la position du Coran à l'époque précédant la période de

stagnation et de retrait ?

La fidélité envers ce Livre n'a pas cessé, mais elle a perdu son caractère actif et conserve son caractère irrationnel et mystique. Le Coran a perdu l'autorité de la loi, mais s'est investi de "sainteté". Dans son analyse et son interprétation, la sagesse a cédé la place à l'orgueil, l'essence à la forme, et les grandes pensées à la virtuosité récitative. Sous l'influence constante du formalisme théologique le Coran a été de moins en moins lu et de plus en plus appris (récité), tandis que les commandements concernant la lutte, la droiture, le sacrifice personnel et matériel, amers et désagréables pour notre inertie, se sont dissous et ont disparu dans le ronronnement du texte coranique appris par coeur. Cet état artificiel a graduellement été accepté comme normal, car il convenait à la masse toujours grandissante de Musulmans qui ne pouvaient pas rompre avec le Coran, et n'avaient pas la force d'appliquer ses lois dans la vie.

Dans cet état de fait, il faut chercher une explication psychologique à cette apparition de la récitation exagérée du Coran. Le Coran se récite, s'interprète, se récite, s'étudie, puis de nouveau se récite. On répète un millier de fois une de ces phrases, pour ne pas être obligé une seule fois de l'appliquer. On a créé une connaissance étendue et minutieuse sur la manière de prononcer le Coran, pour fuir la question: comment l'appliquer dans la vie. A la fin on a transformé le Coran en un simple son, dépourvu de sens ou de contenu compréhensible.

Toute la réalité du monde musulman avec cet écart entre les paroles et les actes; avec sa débauche, sa saleté, son injustice et sa lâcheté; avec ses mosquées monumentales mais vides; avec ses turbans grands et blancs, sans idéal ni courage; avec l'hypocrite phrase islamique et la pose religieuse; avec cette foi sans foi, ce n'est que l'expression extérieure de cette profonde contradiction dans laquelle se trouve le Coran et dans laquelle la fervente fidélité à ce livre, combinée avec une ignorance absolue de ses principes dans la pratique.

C'est dans ce rapport avec le Coran que se trouve la première, la principale, la véritable cause de

l'arriération et de l'impuissance des peuples musulmans. La deuxième cause, qui a une valeur universelle, c'est l'instruction, c'est à dire le système éducatif dans son sens le plus large.

Depuis des siècles nos peuples n'ont pas d'hommes instruits. A leur place il y a deux autres catégories, indésirables toute les deux: les non instruits et les mal instruits. Dans aucun pays musulman nous n'avons une instruction suffisamment développée et qui en outre conviendrait à la conception morale de l'Islam et aux besoins du peuple. Cette institution particulièrement sensible pour toute société a été soit négligée par nos dirigeants, soit abandonnée aux étrangers. Les écoles, à qui les étrangers ont fourni l'argent et le cadre, et par suite le programme et l'idéologie, n'ont pas instruit les Musulmans, pas même les nationalistes. Dans celles-ci, on a injecté à nos futurs intellectuels les "vertus" de l'obéissance, la soumission et l'émerveillement devant le pouvoir et la richesse des étrangers; là encore, les éducateurs étrangers créent cette intelligentsia, avec une mentalité vassale, qui demain remplacera efficacement les étrangers, parce que ces intellectuels se sentiront et se comporteront comme de véritables étrangers dans leur propre pays. Il serait très instructif de déterminer quel est le nombre d'écoles et de collèges qui, directement ou indirectement sont tenus par des étrangers, puis de réfléchir sur les raisons de ce magnifique don.

Il faudrait étudier les programmes de ces institutions, ou voir ce qu'ils contiennent et plus encore, ce qu'il ne contiennent pas. On verrait alors clairement que la véritable question n'est pas de savoir si notre intelligentsia désire et veut trouver le chemin vers son peuple, vers les véritables tendances et intérêts de celui-ci, mais si elle, telle qu'elle est, peut trouver ce chemin. Il s'agit d'une échelle de valeurs et d'idéaux qui lui est imposée et du gouffre psychologique qui est créé. Il n'est plus besoin de chaînes en acier pour soumettre nos peuples. Le même pouvoir possède les fils de soie de l'instruction étrangère qui, paralyse la volonté et la conscience de la partie

cultivée d'un peuple. Tant que l'instruction est ainsi, les dirigeants étrangers et leurs vassaux, dans les pays musulmans, n'ont pas à craindre pour leurs positions. Au lieu d'être une source de rébellion et d'opposition contre eux, ce type d'instruction est leur meilleur allié.

Ce gouffre tragique entre l'intelligentsia et le peuple, qui représente l'une des plus sombres marques sordide de notre situation générale, s'approfondit de l'autre côté aussi. Ressentant le caractère étranger et non-islamique de l'école qui leur est offerte, le peuple la refuse d'instinct, de sorte que l'éloignement s'accroît de part et d'autre. Et l'on dresse une absurde accusation selon laquelle les milieux musulmans ne seraient pas favorables aux écoles. En réalité, il est clair qu'il ne s'agit pas d'un refus de l'école en tant que telle, mais d'un rejet d'une école étrangère qui a perdu tout lien spirituel avec l'Islam et le peuple.

L'indifférence des masses musulmanes

La révolution que les modernistes ont réalisée dans beaucoup de pays musulmans, a été comme un règlement presque orienté contre la foi et conduit sous le mot d'ordre de laïciser la vie politique et sociale. De ce point de vue elle rappelait la lutte entre un état matinalement éveillé et l'église en Europe, au seuil du Nouveau siècle. Mais ce que pour l'Occident a pu signifier légalité et progrès, représente pour le monde islamique un processus artificiel, qui n'a pu réaliser aucun changement constructif. La laïcité et le nationalisme n'ont eu ici aucun contenu positif et n'ont été que la négation de quelque chose. Étrangers par leur origine et leur contenu, ils ont été l'expression parfaite de la misère spirituelle qui régnait. Par eux, a commencé pratiquement le dernier acte du drame du monde musulman. Par la situation qui est apparue, cet acte pourrait s'intituler "Duel absurde". De quoi s'agit-il ?

Toute renaissance s'impose comme le résultat d'un contact créateur, d'une sympathie ou d'une concordance intérieure entre les éléments conscients et dirigeants d'une société et les larges couches du peuple. Le

groupe dirigeant est la volonté et la pensée, et le peuple le cœur et le sang de tout mouvement profond. Sans la coopération ou tout au moins l'accord de l'homme moyen, toute action reste superficielle et sans véritable efficacité. La torpeur des masses peut être dominée si elle est la conséquence de l'opposition naturelle à l'effort, au danger, et à la lutte. Cette torpeur est impossible à vaincre si elle représente le refus de l'idéal même de la lutte parce que cet idéal est contraire à la volonté la plus intime, et aux sentiments de la masse.

C'est justement le deuxième cas, dans une forme plus ou moins claire, que nous voyons dans tous les pays musulmans, dans lesquels les modernistes essayent de promouvoir leur programme. Ils flattent et menacent, supplient et obligent, organisent et réorganisent, changent les appellations et les personnalités, mais ils se heurtent à un refus tenace, et à l'indifférence des gens simples qui forment la majorité des nations. Habib Bourguiba - est cité ici uniquement comme exemple et représentant d'une large tendance - porte des costumes européens, parle français à la maison; il isole la Tunisie du monde non seulement islamique mais aussi arabe, restreint l'enseignement religieux, appelle à l'abandon du jeûne pour le ramadan, parce que le jeûne affaiblit la production du travail et seul dans un lieu public déguste un jus d'orange pour donner l'exemple adéquat pour ensuite s'étonner de la passivité, de l'absence de soutien des masses tunisiennes à ses réformes "savantes". Les modernistes ne seraient pas ce qu'ils sont s'ils ne faisaient preuve de cette sorte d'aveuglement.

Les peuples musulmans n'accepteront jamais ce qui est clairement opposé à l'Islam, car l'Islam n'est pas seulement idée et loi, l'Islam est devenu amour et sentiments. Celui que se dresse contre l'Islam ne récoltera rien d'autre que haine et opposition.

Par leur actions, les modernistes ont créé un état intérieur de conflit et de confusion dans lequel tout programme devient impossible. Les masses veulent une action islamique, mais sans leur intelligentsia, elles ne peuvent pas la mener à

bien. L'intelligentsia aliénée impose son programme, mais ne trouve pas assez d'hommes prêts à donner leur sang, leur sueur et leur émerveillement pour cet idéal de papier. On en vient à une interposition des forces et l'état qui lui est propre d'impuissance et de paralysie.

Il existe un ordre, une dynamique, un bien-être, un progrès qui peuvent se bâtir sur ce sol et sous ces cieux, mais ce ne sont pas l'ordre, le progrès et le bien-être de l'Europe et de l'Amérique. L'indifférence des masses musulmanes n'est pas une indifférence en soi. C'est la manière par laquelle l'Islam populaire s'est défendu contre les attaques des vassaux et des étrangers. Partout où est apparue la plus petite perspective de la bataille islamique, l'homme moyen a apporté les preuves de sa capacité à se battre, à endurer et à périr. C'est ce qu'ont démontré les Turcs dans la phase libératrice de la bataille contre les Grecs après la défaite de la première guerre mondiale, la résistance héroïque en Lybie contre l'occupation italienne, et l'exemple récent de la bataille contre l'Angleterre, dans la région de Suez, la guerre pour l'indépendance de l'Algérie, pour conserver l'Indonésie et pour l'influence islamique au Pakistan. Chaque fois qu'il a fallu mobiliser les masses, on a utilisé, même temporairement, même faussement les paroles islamiques. Là où il y a de l'Islam, il n'y a pas d'indifférence.

Aux sentiments clairs des masses islamiques est nécessaire la pensée qui les mobilisera et les orientera. Mais cela ne peut pas être n'importe quelle pensée. Cela doit être une pensée qui correspond à ces sentiments profonds. Et ce ne peut être que la pensée islamique.

Il n'existe aucune possibilité pour que les masses musulmanes et leurs dirigeants intellectuels et politiques d'aujourd'hui puissent s'entendre et que l'un des deux abandonne son idéal. En perspective, on ne distingue qu'une seule issue: la création et le rassemblement d'une nouvelle intelligentsia qui pense et se sent islamique. Cette intelligentsia ensuite brandirait la bannière de l'ordre islamique et ensemble avec les masses musulmanes, s'engagerait dans une action pour la réalisation de celui-ci.

II. L'ORDRE ISLAMIQUE

LA FOI ET LA LOI

L'ordre islamique - Que signifie cette parole traduite dans le langage pensé, parlé et senti par notre génération ?

La plus brève définition de l'ordre islamique le définit comme l'unité de la foi et de la loi, de l'éducation et de la puissance, de l'idéal et de l'intérêt de la communauté spirituelle et de l'état, de l'acte volontaire et de la contrainte.

En tant que synthèse de tous ces composants, l'ordre islamique contient deux considérations fondamentales: la communauté islamique et le pouvoir islamique.

Le premier est le contenu, et le second est la forme de l'ordre islamique. La société islamique sans pouvoir islamique est inaccomplie et impuissante. Le pouvoir islamique sans la société islamique est utopie ou violence.

Le Musulman, en général, n'existe pas en tant qu'individu. S'il veut vivre et demeurer Musulman, il doit créer un milieu, une communauté, un ordre. Il doit transformer le monde, ou alors c'est lui même qui sera transformé.

L'histoire ne connaît aucun mouvement islamique véritable, sans qu'il ne soit en même temps un mouvement politique. Cela découle du fait que l'Islam est une croyance, et en même temps une philosophie, une éthique, un ordre des choses, un style, une atmosphère; en un mot, une manière de vivre intégrale.

On ne saurait avoir la foi islamique en oeuvrant, en créant, en s'amusant, en gouvernant d'une manière non islamique. Cet état de désaccord induirait à l'hypocrisie (ou vénère Dieu dans la mosquée et en dehors on le trompe), ferait des gens malheureux plein de conflits (on ne peut ni rompre avec le Coran, ni trouver la force de lutter pour le changement des conditions réelles dans lesquelles on vit), des sortes de moines et d'excentriques (on se retire du monde car il n'est pas islamique) et, finalement, ceux qui seraient pris dans ce dilemme rompraient avec l'Islam et

accepteraient la vie et le monde tel quel, à savoir comme les autres l'ont façonné.

L'Ordre islamique est l'état de société sans ce conflit et un système de rapports où le Musulman se trouve en parfaite harmonie avec son milieu.

A la question: qu'est-ce que la société musulmane? nous répondons: c'est la communauté composée des Musulmans, et nous considérons qu'avec cela tout est dit ou presque tout.

Le sens de cette définition implique qu'il n'y ait pas de systèmes d'institutions, de rapports et de lois pouvant être séparés de leurs sujets et pour lesquels on pourrait dire: c'est cela le système islamique. Aucun système n'est islamique ou non islamique par lui même. Il est constitué par les hommes.

L'Européen croit que la société est régie par la loi. Déjà depuis la "République" de Platon, puis à travers les utopies connues des régimes idéaux de la société, jusqu'à la plus récente de ces utopies, le Marxisme, l'esprit européen est en quête d'une esquisse, d'un schéma, d'après lequel on pourrait construire la société idéale par un tour de passe-passe, en changeant les rapports entre les gens ou les groupes de gens.

Par contre, dans le Coran, on trouve relativement peu de véritable "loi", plus de "croyance" et d'exigence quant à la pratique en harmonie avec cette croyance.

Un grand nombre de lois et une complexité de juridiction est généralement le signe que quelque chose est "pourri" dans la société et qu'il faut s'arrêter de faire des lois et commencer l'éducation des gens. Lorsque la détérioration d'un milieu dépasse certaines limites, les lois deviennent impuissantes, ou elles tombent dans les mains de fonctionnaires de justice dépravés, ou elles deviennent ouvertement ou de manière voilée l'objet d'un jeu pervers, de la part de milieux dépravés.

Le vin, le jeu et l'occultisme - ces trois vices très répandus et enracinés dans le Moyen et le Proche-Orient ont été écartés pour longtemps sur un territoire immense, rien qu'avec un seul précepte du Coran et l'unique explication que c'est Dieu qui l'a

interdit.

Dès que cette religion est affaiblie, les jeux de hasard, l'ivrognerie et l'occultisme reprennent le dessus et le niveau plus élevé de la culture du milieu immédiat n'a fait aucun obstacle. La loi de la Prohibition en Amérique, promulguée au nom de la science du siècle et appliquée avec la force d'une des communautés les plus organisées au monde, a du être finalement abrogée dans les années 40, après 13 ans de vains efforts remplis de violences et de crimes.

La tentative d'introduire la prohibition dans les pays scandinaves s'est terminée également par un échec.

Cet exemple, ainsi que bien d'autres, démontre clairement que la société ne saurait s'améliorer autrement qu'au nom de Dieu et par l'éducation de l'homme et qu'il faut emprunter uniquement ce chemin menant sûrement vers le but.

En affirmant dans chacune de ces manifestations le principe d'approche spirituelle intérieur l'Islam n'en est pas resté là. Il a tenté d'arracher au diable ses propres moyens. Si l'Islam dans la relation homme-monde ne partait pas de l'homme lui-même, il ne serait pas une religion, mais s'il en restait là, il ne serait que religion et n'aurait pas fait autre chose que de représenter la répétition de l'enseignement de Jésus sur l'idéal de la part éternelle de l'être humain. A travers Mahomet et le Coran, l'Islam s'est tourné vers l'homme vrai, le monde extérieur, la nature, pour devenir un enseignement sur l'homme et la vie entière. A la croyance s'est associée la loi, à l'éducation la contrainte. L'Islam est devenu un ordre.

L'Islam n'est pas seulement une religion.

Dans le passage qu'indique la véritable révolution dans l'évolution de l'enseignement religieux, l'Islam se montre différent des autres religions, doctrine et philosophie de la vie. Il est question d'un nouveau point de vue et d'une approche singulière dans laquelle se reflète un aspect tout-à-fait original de la philosophie de l'Islam. Le noyau de cette philosophie est l'exigence que l'on vive en même temps une vie intérieure et extérieure, morale et sociale, spirituelle et physique, ou plus

exactement que l'on accepte consciemment et volontairement ces deux aspects de l'existence comme la détermination et le sens de la vie humaine sur terre (Coran 28/77).

Traduisant cette exigence dans le langage de tous les jours, nous pourrions dire: Appartient à l'Islam celui qui croit que la vie doit être régie non seulement par la religion et la prière, mais aussi par le travail et la science, celui qui considère qu'il ne s'agit pas seulement d'éduquer les gens, mais aussi d'alléger et améliorer leur existence sur terre et qui considère qu'il n'y a aucune raison que ces deux buts soient sacrifiés l'un à l'autre.

Le principal message du Coran est contenu dans la croyance en Dieu et là se trouve tout l'Islam. Tout le reste n'est que son explication et son développement. Cet aspect de l'Islam mis à part, le fait qu'il contienne le principe même de l'ordre islamique comme l'unité de la croyance et de la politique, mène à d'autres conclusions importantes, dont la signification principale et pratique est immense.

La première et la plus importante de ces conclusions est sans doute celle sur l'impossibilité du lien entre l'Islam et d'autres systèmes non islamiques. Il n'y a pas de paix ni de coexistence entre la "religion islamique" et les institutions sociales et politiques non-islamiques. Le dysfonctionnement de ces institutions et l'instabilité des régimes dans les pays musulmans qui se manifestent la plupart du temps par des fréquents changements et des coups d'état, est la conséquence de leur opposition à l'Islam, comme sentiment conducteur et fondamental du peuple dans ces pays. Ayant le droit de gouverner lui-même son monde, l'Islam exclut clairement le droit et la possibilité de la mise en oeuvre d'une idéologie étrangère sur son territoire. Il n'y a donc pas de principe de gouvernement laïque et l'état doit être l'expression et le soutien de concepts moraux de la religion.

De tout temps, et pour chaque génération, demeure le devoir de réaliser dans des formes et des moyens nouveaux les messages de l'Islam.

Il existe des principes islamiques immuables qui déterminent les rapports entre les

hommes, mais il n'existe aucune structure économique, sociale ou politique immuable.

Ceci est seulement la première et la plus importante conclusion dans l'approche de l'Islam en tant qu'ordre intégral. Les trois autres conclusions, non moins importantes - mais moins exclusives sont:

Premièrement, du fait même qu'il s'est prononcé pour ce monde, l'Islam s'est déclaré pour le monde le mieux régi. Rien de ce qui peut améliorer le monde, ne peut être rejeté a priori comme non islamique.

Deuxièmement, l'ouverture au monde signifie l'ouverture à la science. Toute solution, pour être islamique, doit remplir deux conditions: elle doit être d'une efficacité et d'une humanité maximum. Elle doit donc être la plus haute expression de la concordance des attitudes de la foi et de la science, et,

Troisièmement, en désignant une forme de lien entre la croyance et la science, la morale et la politique, individuelles et collectives, spirituelles et matérielles, questions sur lesquelles le monde d'aujourd'hui est divisé, l'Islam regagne à nouveau le rôle de pensée médiatrice et le monde islamique, le rôle de nation médiatrice dans le monde divisé.

Représentant la promesse d'une "religion sans mysticisme et d'une science sans athéisme", l'Islam peut également intéresser tout le monde sans distinction.

L'ordre islamique de notre époque - les thèses

Il existe des principes islamiques immuables, qui déterminent les rapports entre un homme et un autre et entre un homme et la communauté, mais il n'existe aucune structure immuable de l'économie, de la société et de la politique qui serait donnée a priori et pour toujours: les sources islamiques ne contiennent pas la description d'un tel système.

La façon selon laquelle s'organiseront chez les Musulmans l'économie, la société et le gouvernement dans le futur sera différente de celle du passé. Il

appartient à chaque époque et à chaque génération de trouver les formes nouvelles et les moyens nouveaux pour réaliser les messages de l'Islam dans un monde qui n'est pas éternel et qui est incessamment soumis aux transformations.

Il appartient à notre génération aussi de prendre un tel risque et de faire cette tentative.

Conscients de l'inévitable insuffisance de telles définitions et en nous limitant aux principes dont l'importance nous semble aujourd'hui la plus grande, nous les exposons de la manière suivante:

1. (L'homme et la communauté)

La société islamique est une communauté organisée de croyants. En dehors d'elle, il n'y a aucune autre solution, scientifique, révolutionnaire ou socialiste. Toute solution qui n'est pas le fruit de la résurrection intérieure d l'homme - et cela ne se fait pas sans Dieu - est fautive.

La société islamique ne peut être fondée uniquement sur les intérêts économiques et sociaux ou tout autre facteur technique. Communauté de fidèles, elle contient dans sa substance l'appartenance religieuse et émotionnelle. C'est l'élément le plus visible de la "dzemaat", cellule fondamentale de la société islamique.

A la différence des sociétés abstraites aux inter-relations profanes de leurs membres, la "dzemaat" est une communauté intérieure et concrète, fondée sur l'appartenance spirituelle dans laquelle les relations entre les hommes sont entretenues par le contact personnel et la mutuelle connaissance. Dans cette communauté les hommes sont face aux hommes et non membres anonymes face à d'autres membres identiques. La "dzemaat", facteur de reconnaissance et de rapprochement des hommes, concourt à la solidarité et à l'harmonie intérieure de la société. Elle aide à dissiper le sentiment de solitude et de rejet du à la technicité et à l'urbanisation croissante.

De surcroît, cette "dzemaat" crée une sorte d'opinion générale qui agit, sans violence mais efficacement, à l'encontre de tout transgresseur potentiel des normes sociales ou morales. Dans la "dzemaat" personne n'est

seul, laissé à lui-même pour faire n'importe quoi, ni abandonné sans aide morale ou matérielle. Si le musulman n'est pas conscient de la présence de ses semblables, la société musulmane est en faillite.

L'islam veut que l'homme tende la main à l'homme. Tant que cela n'est pas fait, rien n'est fait. L'islam ne souhaite pas prolonger éternellement la situation dans laquelle l'état use de la force pour protéger les hommes les uns des autres. Cette situation peut être acceptée seulement sous condition et provisoirement. La force et la loi sont les moyens de la justice ; la vraie justice est dans le cœur des hommes, sans cela elle n'existe pas.

2. (L'égalité entre les hommes)

Deux faits magistralement significatifs - l'unité de Dieu et l'égalité des hommes - sont affirmés dans le Coran de façon si claire et explicite qu'une seule interprétation littérale est possible : il n'y a pas de divinité hormis Dieu ; il n'y a pas de peuple élu, de race ou de classe préférée, tous les hommes sont égaux. L'islam ne peut accepter la division des hommes en groupes selon un critère de classe qui est profane et objectif. Mouvement religieux et spirituel, il n'admet aucune différence entre les hommes qui ne comprennent des critères moraux. Si les hommes doivent être différents, ce sera en fonction de ce qu'ils sont réellement, c'est à dire selon leur valeur spirituelle et éthique (Coran, 49/13). Tous les hommes justes, et peu importe comment ils gagnent leur vie appartiennent à la même communauté ainsi que les brigands et les escrocs appartiennent à la même "classe" quelle que soit leur appartenance politique ou leur situation.

3. (La fraternité des musulmans)

"Tous les musulmans sont frères" (Coran, 49/10). Par ce message le Coran a désigné le but qui, parce qu'exigeant, peut être la source d'inspiration d'un constant progrès. Dans l'homme et dans son environnement d'énormes changements doivent être accomplis pour réduire l'éloignement de cette fraternité proclamée.

Dans ce principe nous voyons l'appel et le devoir pour la communauté

islamique de créer les institutions adéquates et de prendre des mesures concrètes pour que la vie réelle des musulmans soit de plus en plus empreinte de marques de fraternité. Le nombre et la nature des mesures, initiatives et lois, qu'un pouvoir islamique aurait à prendre en appelant au principe de fraternité de tous les musulmans est pratiquement illimité.

Rappelons ici l'existence de grandes différences sociales dont les féodalités représentent le cas extrême. Le rapport entre le paysan et son suzerain n'est pas un rapport de fraternité mais de soumission et de dépendance, et comme tel, il est directe opposition au principe coranique.

4. (L'unité des musulmans)

L'islam contient le principe d'ummet", c'est à dire la tendance à l'union de tous les musulmans dans une communauté unique - religieuse, culturelle et politique. L'islam n'est pas la nationalité, mais la supranationalité de cette communauté.

Tout ce qui sépare les hommes de cette communauté (sectes, "mezhebs", partis politiques etc.) par l'idéologie ou bien par les biens matériels (grandes disparités de fortune, les rangs sociaux) est contraire au principe d'unité et doit être supprimé ou limité.

Dans le monde musulman actuel, l'islam est le point de départ, le panislamisme la suite pour délimiter les frontières entre les tendances islamiques et non islamiques. Une communauté islamique est d'autant plus grande que l'islam détermine ses relations intérieures et le panislamisme ses relations extérieures. L'islam est son idéologie, le panislamisme sa politique.

5. (La propriété)

Bien que l'islam reconnaisse la propriété privée, la nouvelle société islamique devra proclamer clairement que toutes les grandes sources de richesse nationale et tout particulièrement les richesses naturelles, seront obligatoirement la propriété commune et serviront les intérêts de tous. Le contrôle social des sources de richesse est indispensable afin d'empêcher un enrichissement excessif des particuliers, mais aussi

pour assurer les fonds nécessaires à la réalisation du programme de développement entrepris par la communauté pour organiser de mieux en mieux la vie de la population. Différemment organisée, la participation de l'état aux affaires est, pourtant, aussi répandue aux U.S.A, qu'en Union soviétique ou en Suède, montrant ainsi qu'il ne s'agit pas d'idéologie mais de nécessité de vie dans les sociétés humaines modernes.

Une autre réserve en ce qui concerne la propriété privée est expressément indiquée dans le Coran : l'obligation de l'utiliser pour le bien commun (Coran, 49/34). Il n'existe donc pas dans l'islam la propriété privée telle qu'elle est définie dans le droit romain. Par rapport à ce dernier, la propriété privée de la "charia" a un droit en moins (ius abutendi - le droit d'abuser) et une obligation en plus (obligation d'user pour le bien commun). Pour un véritable état islamique, les conséquences concrètes issues de cette différence sont énormes. Sur la base de cette citation du Coran, toutes les mesures pratiques qui empêchent les abus de la propriété privée sont légales. Eliminer l'injustice et l'inégalité, surtout le gaspillage au milieu de la pauvreté, tout phénomène qui casse la communauté et sépare les hommes, seront un jour posés devant la société islamique en tant que question centrale et examen de passage pour juger les véritables prises de position morales et éthiques qu'elle représente.

6. ("Zekjat" et l'usure)

Parmi les recommandations islamiques ayant une signification sociale spécifique, une place à part est tenue par une règle et une interdiction : "zekjat" et l'usure.

Dans le "zekjat" nous voyons le principe établi de responsabilité mutuelle des hommes soucieux de s'entraider. Une fois proclamé, ce principe peut devenir la base de diverses formes d'aide, conformément au développement et aux besoins de la société. Aujourd'hui dans le monde musulman, le "zekjat" est l'affaire privée de chaque individu et, à l'état actuel de la conscience sociale et religieuse, il n'est pas appliqué. L'absence du "zekjat" est visible

partout. Il est pourtant une institution de droit issue de l'organisation islamique dont le fonctionnement devrait être rétabli, y compris par l'usage de la force.

L'interdiction de l'usure (Coran, 278/279) établit une règle permanente de la société islamique, interdiction qui signifie la mise hors la loi de toute sorte de rente ou d'autres formes de profit due à la seule possession des biens parce que contraires aux principes moraux sur lesquels est construite la vie publique islamique.

7. (Le principe républicain)

En dehors des biens personnels, l'islam refuse tout principe héréditaire et tout pouvoir absolu. Le pouvoir absolu d'Allah signifie le refus absolu d'autres puissances (Coran, 7/3 ; 12/40) "Toute soumission aux personnes qui comprend l'insoumission au Créateur, est interdite" (Mahomet). Dans l'histoire du premier (et probablement jusqu'à présent) Etat unique authentiquement islamique - la période des quatre premiers califes - nous indique clairement trois aspects essentiels du principe républicain de gouvernement : 1. L'éligibilité du chef de l'état ; 2. La responsabilité du chef devant le peuple ; 3. L'obligation de conduire de façon communautaire les affaires du pays. Ce dernier est particulièrement recommandé dans le Coran (3/159 ; 42/38) Les quatre premiers chefs de la communauté islamique n'étaient ni rois, ni empereurs. Ils étaient choisis par le peuple. Le califat héréditaire représente l'abandon du principe électif pourtant clairement affirmé comme institution de l'islam.

8. (Pas de divinité hormis Dieu)

Dans la mesure où nous pensons que l'établissement d'une société islamique est le but incontournable qui ne peut pas être objet de contestation, nous rejetons d'autant plus l'inafaillibilité d'une personne sans égard quant à ses mérites ou sa position sociale. Dans ce sens là, la société islamique est la synthèse de l'autorité absolue (par rapport à son programme) et de la démocratie absolue (par rapport à l'individu).

L'islam ne connaît pas les plus sages, les plus savants, les infaillibles

ou les immortels. Mahomet, lui-même, était pécheur et il a été puni en tant que tel (Coran, 80/1-12). Dans ce domaine là, le Coran est un livre réaliste, un livre anti-héros. Le phénomène de culte de personnalité, très fréquent en orient comme en occident, est tout à fait étranger à l'islam, parce qu'il est une forme d'idolâtrie (Coran, 9/31). Le jugement de valeur pour chaque homme est sa vie personnelle, ce qu'il apporte à la communauté et ce qu'il reçoit d'elle. Toute la gloire et la reconnaissance appartiennent à Dieu, et il est le seul à juger les mérites de chacun.

9. (L'éducation)

La foi étant le fondement de la société islamique, l'éducation n'est pas seulement une de ses fonctions, mais sa composante essentielle. C'est tout d'abord l'éducation religieuse et morale dans la famille, puis à l'école.

Le devoir particulier d'une société islamique est la lutte efficace pour éliminer toutes les formes d'une mauvaise éducation. L'islam a interdit, le gouvernement islamique empêchera par des mesures concrètes :

- toute forme d'alcoolisme
- la prostitution publique ou privée
- la pornographie dans la parole, l'image, le film et la télévision
- les maisons de jeu et les boîtes de nuit ou tout autre amusement incompatible avec les valeurs morales de l'islam.

10. (L'Enseignement)

La scolarisation d'une nouvelle génération, la création d'habitudes de travail, est une partie intégrante de l'éducation. Avec l'unité, l'enseignement est le deuxième facteur décisif de l'émancipation rapide du monde musulman, de son état actuel d'infériorité. Les pays musulmans n'ont pas beaucoup de capitaux et c'est pour cela qu'ils doivent investir tout ce qu'ils ont dans ce qui est le plus rentable : l'enseignement.

Il n'y a pas de véritable indépendance si nous n'avons pas la possibilité d'utiliser et de développer nous-mêmes les acquis de la science. A ses débuts l'Islam a, sans préjugés, pris en considération le savoir des civilisations précédentes. Pourquoi, aujourd'hui, l'Islam agirait-il autrement envers les acquis de la civilisation euro-américaine avec laquelle il est en

contact.

En fait, la question n'est pas d'accepter ou de ne pas accepter la science et la technologie, parce que si nous voulons survivre nous sommes obligés de les accepter, mais de savoir si nous allons le faire de façon mécanique ou avec créativité, avec ou sans dignité. La question est en fait de savoir si nous allons dans ce progrès inévitable perdre ou conserver notre individualité, notre culture et nos valeurs.

Par conséquent, nous pouvons dire avec assurance que l'enseignement dans le monde musulman actuel requiert des changements très rapides et radicaux aussi bien qualitatifs que quantitatifs. Qualitatifs : pour que l'éducation soit libérée de la dépendance spirituelle et dans certains cas matérielle à l'égard de l'étranger, et qu'elle puisse servir à éduquer le Musulman en tant qu'homme et en tant que membre de la communauté musulmane. Quantitatifs : pour que, dans les plus brefs délais, soient créées les conditions pour que toute la jeunesse et toutes les couches sociales soient scolarisées. Dans un premier temps, la mosquée peut servir d'école. Si les programmes pour l'enseignement sont couronnés de succès, il n'y a pas de domaine dans lequel nous pourrions subir un échec.

11. (La liberté de conscience)

L'éducation du peuple et surtout les médias, journaux, radio, télévision, cinéma, doivent être aux mains d'hommes qui ont une autorité islamique, morale et intellectuelle, incontestable. On ne peut permettre, et c'est presque partout la règle, que les médias soient aux mains d'hommes pervers et dégénérés qui transmettent le non-sens et le vide de leur propre vie aux autres. A quoi pouvons-nous nous attendre si de la mosquée et de la télévision nous viennent des messages différents ?

Cependant, ça ne veut pas du tout dire que le régime islamique peut devenir une dictature des esprits, dans laquelle les vérités seraient proclamées par le pouvoir et qui élèverait une jeunesse uniformisée et sans caractère. Cela veut seulement dire qu'il existe quelques positions élémentaires et des règles de conduite qui devront toujours

être respectées. Dans l'islam, du fait du principe proclamé de la liberté religieuse (Coran 2/226), toute pression physique ou psychologique est interdite et inutile, si l'on se réfère au principe du consensus "idzma". ("Mon peuple ne peut pas être en accord avec l'erreur" Mahomet) Bien que l'islam soit puritain, il est aussi libéral à cause de son ouverture envers la nature et la joie, toute l'histoire de l'islam en témoigne. Parce qu'il reconnaît Dieu, mais ne reconnaît aucun dogme, ni aucune hiérarchie, l'islam ne peut pas se transformer en une dictature, et toute forme d'inquisition et de terreur sur les esprits y est impossible.

Le renouveau islamique ne peut pas commencer sans une révolution religieuse, mais il ne peut continuer avec succès et se réaliser sans une révolution politique.

Notre voie ne débute pas par la conquête du pouvoir, mais par la conquête des hommes.

12. (Islam et indépendance)

Il n'y a pas de régime islamique sans indépendance et liberté. Et inversement, il n'y a pas d'indépendance ni de liberté sans l'islam. Cette dernière assertion est à double sens. Premièrement l'indépendance est réelle et durable uniquement si elle est le résultat d'une conquête spirituelle. C'est alors le signe qu'un peuple s'est trouvé, a découvert ses forces intérieures, sans lesquelles l'indépendance conquise n'a pas de contenu et ne peut être durable. Dans l'affirmation de la pensée islamique, dans la vie quotidienne, chaque peuple musulman vit cette découverte avec soi-même, sa libération spirituelle, condition de sa libération sociale et politique.

Deuxièmement, le soutien réel qu'un peuple musulman peut donner au pouvoir est directement proportionnel au caractère islamique de ce pouvoir. Il est moindre si le pouvoir s'éloigne de l'islam. Les régimes non-islamiques sont totalement privés de soutien et ils doivent, qu'ils le veulent ou non, le chercher à l'étranger. La dépendance dans laquelle ils tombent est une des causes principales de leur orientation non-islamique.

Ainsi, un régime islamique se définit comme une démocratie réelle et

non formelle, une démocratie de consensus. Cette forme de démocratie existe là où le pouvoir transforme en pensée et en action ce que le peuple ressent, là où il agit comme la volonté directe du peuple. L'établissement d'un régime islamique apparaît comme l'acte suprême de la démocratie, parce qu'il signifie la réalisation des plus profondes aspirations du peuple musulman et de l'homme ordinaire. Une chose est sûre, quoi que veuillent certains riches et l'intelligentsia, l'homme ordinaire veut l'islam et veut vivre dans une communauté musulmane. La démocratie ici n'est pas issue de principes et de proclamations mais de faits. Le régime islamique n'utilise pas la violence tout simplement parce qu'il n'en a pas besoin. Inversement, un régime non-islamique, en sentant la résistance et l'hostilité constantes du peuple, trouve une seule issue dans la violence. Sa transformation en dictature est une étape obligatoire et incontournable.

13. (Travail et combat)

La société islamique doit prendre en charge la mobilisation des ressources humaines et naturelles, et inciter au travail et au renouveau de l'activité. La survie, la puissance ou la faiblesse, de la société musulmane est régie par les mêmes règles que celles des autres communautés, et dans ce sens, notre société ne jouit d'aucun privilège de droit divin. (Coran 5/57)

Il faut éliminer deux choses de la psychologie de notre opinion publique : la foi dans les miracles et l'attente d'une aide étrangère.

Les miracles n'existent pas, seuls existent ceux que créent les hommes, par leur travail et leur savoir. Il n'y a aucun magicien qui, d'un coup de baguette, va mettre en fuite l'ennemi, supprimer la pauvreté, éduquer le peuple et apporter le bonheur. Magicien est le nom de notre laxisme ou de notre faux espoir, qui grandit avec le sentiment de notre impuissance, quand le nombre des difficultés et des problèmes dépasse nos possibilités et nos moyens de combat.

Croire en l'aide d'autrui est la deuxième forme de superstition. Nous avons pris l'habitude de chercher et de trouver parmi certains pays non-musulmans l'ami désintéressé ou

l'ennemi juré et c'est cela que nous avons appelé notre politique étrangère. Quand nous comprendrons qu'il n'y a en fait ni vrais amis ni vrais ennemis, quand nous nous rendons responsables de nos ennuis au lieu d'incriminer "les plans diaboliques de l'ennemi", ce sera le signe du début de notre maturité et d'une période plus heureuse et moins décevante. Du reste, même s'il y avait des pays prêts à nous aider sans contreparties politiques et matérielles, ça ne pourrait pas changer radicalement notre position. Parce que la richesse ne peut pas être importée dans un pays. Elle doit être créée dans ce pays par le travail. Ce que nous voulons réaliser nous devons le faire seuls. Personne ne veut et ne peut le faire à notre place.

Ce programme de travail a une base qui peut être la source d'un encouragement exceptionnel. Les ressources matérielles et les possibilités du monde islamique sont énormes. Une seule partie de ce monde, l'Indonésie, est le troisième territoire le plus riche au monde (après les Etats-Unis et l'URSS). Le monde islamique, pris dans son ensemble, tient la première place.

Annonçant la renaissance, nous n'annonçons pas une période de sûreté et de quiétude, mais une période d'agitation et d'épreuves. Il y a trop de choses qui demandent à être détruites. C'est pour ça que ce ne seront pas des jours de bonheur mais des jours de fierté. Le peuple qui dort ne peut se réveiller que sous les coups. Ceux qui veulent du bien à notre communauté ne doivent pas la priver de dangers, de malheurs. Au contraire, ils doivent faire tout pour que notre communauté utilise le plus tôt possible ses forces, et mette à l'épreuve toutes ses possibilités, qu'elle prenne des risques, en un mot, qu'elle ne dorme pas mais qu'elle vive. Seulement réveillée et active elle peut trouver elle-même sa voie.

14. (La femme et la famille)

La position de la femme dans la société musulmane doit être modifiée en tenant compte de ses devoirs de mère et de ses dispositions naturelles à éduquer la jeunesse. Une mère malheureuse, non instruite, ne peut pas élever ni éduquer des fils et des

filles qui mèneront le changement, qui conduiront avec succès la renaissance du peuple musulman. L'islam doit prendre l'initiative de faire reconnaître la maternité comme une fonction sociale. Les harems doivent être supprimés. Personne n'a le droit de se référer à l'islam pour maintenir l'absence de droits de la femme, les abus de cette sorte doivent disparaître.

Ces prises de position ne sont en aucun cas le féminisme de type occidental, lequel a voulu imposer à la société les critères, les caprices, la domination d'une couche pervertie du genre féminin. Ce n'est pas non plus l'égalité au sens européen. La société musulmane veut souligner le fait que l'homme et la femme ont une même valeur, et mettre en évidence leurs différences qui doivent être sauvegardées. Le principe de la valeur identique de l'homme et de la femme découle directement du fait qu'ils ont les mêmes obligations religieuses et morales, obligations formulées à plusieurs endroits dans le Coran (en particulier dans le verset 33/55).

La civilisation a fait de la femme, soit un objet qui s'utilise, soit quelque chose dont on est l'esclave, mais elle lui a pris sa personnalité, qui seule est porteuse de valeur et de respect. En faisant abstraction de la maternité, elle a privé la femme de sa fonction essentielle et irremplaçable. A l'heure actuelle, alors que la famille traverse une crise sérieuse, que sa valeur est mise en question, l'islam réaffirme son attachement à cette forme de vie. En apportant la sérénité au nid familial, en éloignant les facteurs qui le détruisent (l'alcool, l'amoralisme, l'irresponsabilité) l'islam, en pratique, protège les intérêts de la femme saine et normale. Au lieu d'une égalité abstraite, il assure à la femme l'amour, le mariage et les enfants, avec tout ce que cela signifie pour une femme.

Le droit de la famille et le droit du mariage, qui ont été formulés dans les premiers siècles de l'islam, auront besoin d'être réexaminés en fonction de l'évolution de la conscience humaine et sociale qui a tendance à réduire la polygamie et à éliminer graduellement de la vie pratique, et il faut aller dans le sens d'une diminution du nombre de divorces, et dans ce cas protéger sur un plan matériel les

femmes et les enfants.

15. (La fin ne justifie pas les moyens)

Dans la lutte pour instaurer un régime islamique tous les moyens sont permis, tous sauf un, le crime. Personne n'a le droit de salir le beau nom de l'islam, ni de ce combat, par l'utilisation excessive de la violence. La communauté musulmane doit encore une fois affirmer que la justice représente un de ses fondements. Le Coran ne nous a pas ordonné d'embrasser nos ennemis, mais il nous a explicitement ordonné d'être justes et de pardonner (Coran 4/135 et 16/126). L'utilisation de la force doit se faire selon ce principe.

La formule: la fin justifie les moyens, est devenue la cause de nombreux crimes. Un but élevé ne peut pas justifier des moyens méprisables, mais par contre, l'utilisation de moyens indignes peut abaisser et compromettre tout but. Plus nous sommes moralement forts, moins nous avons besoin de recourir à la force qui est l'arme des faibles. Ce que la force ne peut faire, la générosité, le courage, le peuvent (Coran 16/125, 26/34-35).

16. (Les minorités)

Le régime islamique peut se réaliser uniquement dans les pays où les Musulmans sont majoritaires. Sans cette majorité, le régime islamique se base seulement sur le pouvoir (parce qu'il manque le second élément: la société musulmane) et il peut se transformer en violence.

Les minorités non-musulmanes dans l'Etat islamique, à condition qu'elles soient loyales, peuvent jouir de la liberté religieuse.

Les minorités musulmanes dans les communautés non-islamiques, à condition qu'elles jouissent des garanties de la liberté religieuse et puissent mener une vie normale et se développer normalement, sont loyales et doivent respecter toutes les obligations envers cette communauté, à l'exception de celles qui portent préjudice à l'islam et aux Musulmans.

La position des minorités musulmanes dans les communautés non-islamiques dépendra toujours de la force et du prestige dont dispose la communauté musulmane dans le

monde.

17. (Les rapports avec les autres communautés)

Les rapports de la communauté islamique avec les autres communautés dans le monde reposent sur les principes suivants:

- 1) la liberté religieuse (Coran 2/256)
- 2) la force et de la défense active (Coran 8/61-62, 42/39-42, 2/190-192)
- 3) l'interdiction de mener une guerre d'agression et de commettre des crimes (Coran 2/190-192, 42/42)
- 4) la coopération et la connaissance mutuelle des peuples (Coran 49/13)
- 5) le respect des engagements (Coran 9/4)
- et 6) la réciprocité (Coran 9/8)

III. LES PROBLEMES DE L'ORDRE ISLAMIQUE AUJOURD'HUI

La renaissance de l'islam - Une révolution ou une politique?

L'ordre islamique est non seulement religieux, mais aussi politico-social. Le chemin pour y accéder passe-t-il par un renouveau religieux, ou bien par une révolution politique?

En voici la réponse: la renaissance islamique ne peut commencer sans une révolution religieuse, mais elle ne peut non plus continuer efficacement et s'accomplir sans une révolution politique.

Cette réponse, que la renaissance islamique définit comme une double subversion, morale et sociale, mais dont la priorité est évidemment le renouveau religieux, suit par principe et par la nature même de l'islam, mais aussi par quelques sombres faits, marqués par la vérité du monde musulman actuel.

Ces faits parlent de la situation morale difficile dans le monde musulman, de la détérioration du caractère, du pouvoir de la corruption et de la superstition, de la paresse et de l'hypocrisie, du règne de coutumes et d'habitudes non islamiques, de la dureté, du matérialisme et de l'inquiétante absence d'enthousiasmes et d'espoir. Peut-on dans un tel état de faits débiter

directement une transformation politique et sociale, quelle qu'elle soit ?

Tout peule avant d'être appelé à accomplir son rôle dans l'histoire, a dû vivre une période de purification intérieur et d'acceptation pratique de certains principes moraux fondamentaux. Toute force dans le monde débute par une fermeté morale. Toute défaite débute par une faiblesse morale. Tout ce qui se veut être réalisable, doit d'abord l'être dans l'âme humaine.

Que signifie le renouveau religieux comme la première condition de l'ordre islamique ? Elle signifie avant tout deux choses "une nouvelle consigne et une nouvelle volonté.

Le renouveau religieux est la conscience du vrai but de la vie, pourquoi l'on vie, et pourquoi l'on devrait vivre. Ce but est-il un confort personnel ou collectif, la gloire et la grandeur de ma race ou de ma nation, l'affirmation de la propre personne, ou le règne de lois divines sur la terre.

Dans notre cas le renouveau religieux signifie pratiquement l'islamisation des gens qui se nomment les musulmans, ou de ceux que d'autres appellent ainsi. Le point de départ de cette islamisation est la fois inébranlable en dieu et une pratique stricte et sincère de normes religieuses et morales de la part des musulmans.

La deuxième composante du renouveau religieux est la volonté d'accomplissement d'impératifs imposés par la conscience du but. C'est pourquoi le renouveau est une qualité d'envole moral et d'enthousiasme, une psychose de la domination de l'esprit sur les objets, un état d'idéalisme pratique et vécu, par lequel les hommes ordinaires deviennent capables d'exploits extraordinaires, de courage et de sacrifice.

Elle est une nouvelle qualité de foi et de la volonté dans laquelle les unités de mesures quotidiennes du possible cessent d'être valables et dans laquelle l'individu jusqu'au sacrifice de soi-même pour son idéal.

Sans ce nouvel état d'esprit et de sentiments, il est impossible d'obtenir le véritable changement quelconque dans le monde musulman d'aujourd'hui.

Par ces raisonnements surgira

toujours, même temporairement le dilemme que le raccourci vers l'ordre islamique mènerait par la prise du pouvoir lequel aurait créé ensuite les institutions correspondantes et aurait poursuivi systématiquement l'éducation religieuse, morale et culturelle du peuple comme la première condition pour la construction d'une société économique. Ce dilemme n'est qu'une tentation. L'histoire ne connaît aucun changement véritable venu du pouvoir. Chacun a commencé par l'éducation et en lui-même a signifié l'appel moral.

D'autre part, la formule confiant à n'importe quel pouvoir et aux institutions de celles-ci l'installation de l'ordre islamique ne répond pas à la question: d'où vient le pouvoir lui-même. Qui l'instaurera-t-il et l'exercera-t-il, de quel genre d'hommes ce pouvoir et ses institutions seront-ils composés ? Enfin, qui contrôlera le comportement de ce même pouvoir et qui assurera qu'il ne dégénère et ne commence à servir à lui-même au lieu de servir le but au nom duquel il est instauré

Il est possible de remplacer un groupe au pouvoir par un autre et on voit cela tous les jours. Il est possible que la tyrannie des uns soit remplacée par la tyrannie des autres et il est aussi possible de faire changer les propriétaires des biens de ce monde.

Il est possible de changer les noms, les drapeaux, les hymnes et les slogans au nom desquels tout cela se fait. Mais, avec tout cela il est impossible de faire un seul pas vers l'ordre islamique, vers une nouvelle compréhension du monde et vers un nouveau rapport de l'homme avec lui-même, avec les hommes, avec le monde.

L'idée d'appeler au secours partout, puissance au quelque pouvoir a pour racine dans l'aspiration naturelle de l'homme d'éviter la première et la phase la plus difficile du Djihad, c'est le combat avec soi-même. Il est difficile d'éduquer les hommes mais il est encore plus difficile de s'éduquer soi-même.

Le renouveau religieux, déjà d'après sa définition comprend le commencement de soi-même, de sa vie personnelle. Au contraire, la puissance prend toujours en considération l'autre.

Pour cette raison, le mouvement dont

le but principal est de valoriser l'ordre islamique, doit avant tout être un mouvement moral.

Il doit moralement émouvoir les gens et représenter une fonction morale les faisant élever et les faisant meilleurs.

Là est la différence entre un mouvement islamique et un parti politique, laquelle suppose l'égalité des opinions et des intérêts, mais n'introduit pas les valeurs étiques et n'arrange pas non plus moralement les hommes.

Position sur la priorité de renouveau religieux, a entre autres un appui certain. Parmi les sources islamiques:

- premièrement, le coran dit que la régénération intérieur est la première condition de tout changement et d'amélioration d'état d'un peuple (coran 13/12).

- deuxièmement, cette loi s'est affirmée et dans la pratique de début de l'islam et du combat de Mahomet A.S., pour l'instauration du premier ordre islamique de l'histoire.

Cela est démontré par le fait que le coran pendant les premières treize années a continué la délibération et l'accentuation exclusive de questions de croyance et de responsabilité et pendant ces premières treize années, il a approché l'examen d'aucun problème social ou politique ou de formulation de quelconque loi de la société basée sur l'islam.

On attend encore trois choses importantes du renouveau religieux:

1) Le renouveau religieux pourra seulement créer la résolution disant, que les prescriptions du coran, particulièrement celles dirigées contre les maux sociaux enracinées, ou gênant pour les détenteurs du pouvoir et de la richesse, s'appliquent sans hésitations et sans compromis.

Le renouveau religieux pourra les faire exécuter sans violence et sans haine, car elles seront comprises et accueillies par tout le monde, ou par la majorité, comme accomplissement de la prescription de dieu, et comme un fait juste.

2) La régénération islamique ne peut être imaginée non seulement sans les hommes prêts à avoir des facultés énormes, et prêts à des sacrifices matériels et sans une collaboration

loyale. Comment pourra-t-on assurer que les efforts, l'abnégation et le sacrifice des uns ne soient pas exploités pour réaliser la seigneurie et les ambitions des autres ? Comment pourra-t-on empêcher que la tragédie du défaut moral si fréquente dans la nouvelle histoire islamique ne se reproduise ?

Chaque ordre social, et islamique de même ressemblera toujours davantage aux hommes qui le créent et l'appliquent, qu'aux principes qu'ils proclament.

3) A cause d'un sous développement énorme, le monde islamique sera obligé d'adopter une très grande vitesse d'éducation et d'industrialisation. Le développement accéléré est partout caractérisé par de tels phénomènes d'accompagnement comme le despotisme, la corruption, la destruction de la famille, l'enrichissement rapide et non justifié, l'arrivée au premier plan d'individus débrouillards et sans scrupules, l'urbanisation rapide avec la rupture des traditions, la vulgarisation des rapports sociaux, la propagation de l'alcoolisme, de la drogue et de la prostitution. Le barrage contre cette inondation de sous culture et du primitivisme peut être seulement une pure et forte foi en dieu et la pratique des prescriptions religieuses de la part de toutes les couches sociales. Seule la foi pourra protéger la culture contre la menace de destruction exercée par la civilisation. Le progrès matériel et technique seul, comme certains exemples le démontrent clairement, peut se transformer en un retour manifeste vers le barbarisme.

Le pouvoir islamique

L'accentuation de la priorité sur la rénovation religieuse et morale ne signifie pas que l'ordre islamique pourra être réalisé sans le pouvoir islamique et ne peut être comprise ainsi.

Cette position signifie que nous ne commençons pas par la conquête du pouvoir, mais par la conquête des hommes, et que la régénération islamique est premièrement le bouleversement dans le domaine de l'éducation, et seulement ensuite dans le domaine de la politique.

Nous devons être, alors, tout d'abord, des prédicateurs et ensuite des soldats. Nos moyens sont

“l'exemple personne, le livre, la parole.

A quel moment la force accompagnera-t-elle ce moyen là ?

Le choix de ce moment est toujours une question précise et dépend de bon nombre de facteurs. On peut toutefois établir une règle générale: le mouvement islamique doit et peut prendre le pouvoir dès qu'il est normalement et numériquement fort à tel point qu'il puisse non seulement détruire le pouvoir existant non islamique, mais aussi qu'il soit en mesure de construire le nouveau pouvoir islamique. Cette différence est importante, car la destruction et l'édification ne demandent pas un degré égal de préparation psychologique et matérielle.

Agir plus tôt ici est tout aussi dangereux que d'agir avec retard!

Conquérir le pouvoir en profitant d'un heureux concours de circonstances sans la préparation morale et psychologique suffisante et sans un minimum indispensable de cadres forts et bien formés, signifie réaliser encore un coup d'état, non une révolution islamique (le coup d'état est la continuation de la politique non islamique de la part d'un autre groupe de gens ou au nom de principes différents). Agir avec retard dans la conquête du pouvoir, signifie se priver d'un moyen puissant pour la réalisation des objectifs du mouvement islamique et offrir au pouvoir non islamique l'occasion de porter un coup au mouvement et décimer ces cadres.

Ce dernier fait est illustré par l'histoire récente qui montre suffisamment d'exemples tragiques et édifiants.

Nous ignorons le réalisme qui condamne et qui met dans une position d'infériorité les peuples musulmans, ne leur laissant aucun espoir.

L'histoire n'est pas seulement changement perpétuel, mais aussi la réalisation ininterrompue de l'impossible et de l'inattendu.

LE PAKISTAN: REPUBLICQUE ISLAMIQUE

Quand il est question du pouvoir islamique, l'exemple du Paki-

stan, seule république Islamique déclarée, est incontournable.

Nous rendons hommage au Pakistan, malgré certains échecs et difficultés, parce qu'il est le fruit de la tendance à établir l'ordre islamique et que ceux qui l'ont imaginé et l'ont réalisé étaient guidés par une claire pensée islamique.

Le Pakistan constitue la répétition générale quant à l'introduction de l'ordre islamique dans des conditions contemporaines et au niveau de développement actuel. C'est sur l'exemple pakistanais que les défenseurs de l'Islam doivent et peuvent s'instruire sur la manière d'agir ou de ne pas agir.

L'expérience négative du Pakistan (les expériences négatives étant toujours plus importantes) peut se résumer en deux points :

Insuffisance d'unité et de solidarité des forces organisées qui ont donné vie à l'idée d'Ikbal au Pakistan. Bientôt après la création du Pakistan, il s'est avéré que la Ligue Islamique contenait des éléments inégaux, des points de vue divergents quant aux questions essentielles de l'organisation de la société et de l'Etat. De ce point de vue, la Ligue était à peine plus qu'un parti politique classique et, face aux graves dilemmes auxquels était confronté le Pakistan, elle n'a pu maintenir son unité.

- Approche formaliste et dogmatique de la réalisation des données islamiques dans l'expérience pakistanaise. Les penseurs et les législateurs du Pakistan au lieu de se tourner vers les problèmes urgents de l'enseignement, épuisèrent leur énergie et se divisèrent sur l'application plus ou moins stricte du code pénal coranique et du code des mariages. Tandis qu'ils menaient des discussions interminables pour savoir s'il fallait couper la main du voleur ou l'envoyer simplement en prison, un type particulier de vol, la corruption, a pris des proportions jamais vues provoquant la crise qui a ébranlé les fondations du Pakistan en tant qu'Etat.

Les leçons de 20 ans d'existence du Pakistan sont claires, elles nous apprennent que:

- Premièrement: la lutte pour l'ordre islamique et la reconstruction fondamentale de la société musulmane

ne peuvent être menées avec succès que par des individus endurcis et formés, et qui appartiennent à une organisation ferme et homogène. Cette organisation n'est aucunement un parti politique issu de l'arsenal de la démocratie occidentale; elle doit être un mouvement basé sur l'idéologie islamique avec de nets critères d'appartenance morale et d'idée;

- Deuxièmement: la lutte pour l'ordre islamique est aujourd'hui la lutte pour la réalisation de l'essence de l'Islam; cela signifie qu'il faut assurer dans la pratique un enseignement religieux et moral du peuple et réaliser les premiers éléments de justice sociale. A cette étape, les formes ont une signification secondaire; et

- Troisièmement: la fonction de la république islamique n'est pas en priorité de déclarer l'égalité des hommes, ni la fraternité de tous les Musulmans, mais de lutter pour réaliser dans la pratique une partie des nobles principes de l'Islam. L'Islam éveillé doit brandir dans chaque milieu le drapeau d'un ordre social plus juste et bien montrer qu'avec la lutte pour l'Islam, commence la guerre contre l'ignorance, l'injustice et la pauvreté-guerre où il n'y aura pas ni compromis ni reculades. Si l'Islam ne le fait pas, ce drapeau tombera dans les mains de démagogues et de faux sauveurs de la société, pour accomplir leurs buts égoïstes.

Ces messages laissent un goût amer. Mais nous continuons à croire dans le Pakistan et dans sa mission au service de l'Islam mondial. Car il n'y a pas de cœur musulman qui ne palpité à l'évocation d'un pays aussi cher que le Pakistan, bien que cet amour, comme tout amour, connaisse aussi des peurs et des inquiétudes. Le Pakistan est notre grand espoir au milieu de tant de tentations.

PAN-ISLAMISME ET NATIONALISME

Dans une des thèses pour l'ordre islamique contemporain, nous avons mentionné que la fonction naturelle de l'ordre islamique était le rapprochement de tout les Musulmans et de toutes les communautés musulmanes du monde. Dans les con-

ditions actuelles, cette tendance implique la lutte pour la création de la grande Fédération Islamique, du Maroc à l'Indonésie et de l'Afrique tropicale à l'Asie centrale.

Nous nous rendons parfaitement compte que la simple allusion à cette vision dérange une catégorie d'individus dans notre milieu, qui se disent ou se considèrent comme des réalistes. Mais ceci ne fait que nous pousser à proclamer notre but plus clairement et plus haut. Nous ignorons ce réalisme qui condamne les peuples musulmans à une durable position d'infériorité et ne laisse aucune place à la tentative et à l'espoir. Ce réalisme, issu de la petitesse et du respect pour les puissants du monde, veut dire que les maîtres restent les maîtres et les mercenaires, des mercenaires. Cependant, l'histoire n'est pas seulement récit de changements constants, mais aussi celui de la réalisation perpétuelle de l'impossible et de l'inattendu. Tout ce qui compose la réalité du monde aurait semblé impossible 50 ans auparavant.

Il existe manifestement deux réalismes: le notre et celui des défaitistes et des petits faiblards. Il nous semble qu'il n'y a rien de plus naturel pour les Musulmans, donc de plus réaliste, que de réaliser différentes formes d'unités ayant pour but la solution des problèmes communs, et d'adhérer petit à petit à certaines structures supra-nationales (économiques, culturelles, et politiques) en vue d'actions coordonnées et communes dans certains domaines importants. Pour nos "réalistes" (comprenez: nos faiblards), cette idée semble irréaliste. Ils sanctionnent l'état existant, qui de nouveau, pour notre conception du réalisme, représente l'exemple de quelque chose d'évidemment non naturel, voire d'absurde. Pour nous par exemple, il est absolument inacceptable et irréel qu'à l'époque actuelle de concentration et d'alliance, le peuple arabe soit fractionné en treize communautés d'Etat; que, dans les questions les plus importantes, les pays musulmans soient opposés; que l'Egypte musulmane ne se sente pas concernée par les souffrances des Musulmans d'Ethiopie et du Cachemire; qu'au temps de plus grandes confrontations des pays

arabes avec Israël, la Perse musulmane conserve des relations amicales avec l'agresseur; etc., etc. Si donc il existe quelque chose qui n'est pas réel, ce n'est pas l'unité musulmane, mais précisément l'absence de cette unité, l'état actuel de désunion et de discorde.

Il n'y a pas de but historique (sauf s'il est en désaccord avec les faits naturels ou historiques) que les gens ne sauraient réaliser par la volonté commune et le travail commun. L'utopie à laquelle on croit et pour laquelle on travaille cesse d'être une utopie. Mais nos faiblards ne peuvent ni ne veulent croire ou travailler; et c'est là que réside leur "réalisme" dégradant. Quand ils nous disent que l'unité des Musulmans n'est qu'un rêve irréalisable, ils n'expriment que leur propre impuissance. Cette impossibilité n'est pas dans le monde mais dans leur cœur. L'idée de l'unité de tous les Musulmans n'est l'invention de personne, pas plus que la belle aspiration de tel ou tel réformateur ou idéologue. Elle a été établie par le Coran même, sous la devise connue "les Musulmans sont frères"; l'Islam l'a sans cesse entretenue et renouvelée dans la conscience des gens par le jeûne commun, le pèlerinage à La Mecque et à la Kaba, comme centre spirituel unique créant de cette manière une sensation constante d'appartenance et de communauté à travers le monde musulman.

Celui qui un jour, après un malheur qui a frappé un peuple musulman éloigné, descend parmi les gens ordinaires, pourra ressentir la force de ce sentiment de condoléances et de solidarité.

Comment se fait-il que ce "pan-islamisme populaire de masse", indiscutablement présent en vue des forts sentiments de masse, reste sans grande influence dans la vie réelle et dans la politique des pays musulmans. Pourquoi demeure-t-il un juste sentiment sans s'élever jusqu'à la conscience vraie d'un destin commun? Comment expliquer le fait que la nouvelle des souffrances des Musulmans aussi bien en Palestine, en Crimée, au Sinkjang, au Cachemire ou en Ethiopie suscite partout un sentiment de tristesse et une condamnation unanime, et qu'en même temps, aucune action ne suive ou

qu'elle soit complètement disproportionnée par rapport au sentiment?

La réponse à cette question se trouve dans le fait que, contrairement au ressentiment du peuple ordinaire, l'action consciente des cercles d'élite éduqués en Occident ou sous l'influence occidentale, relève de l'idée non pas de pan-islamisme mais de nationalisme. L'instinct et la conscience des peuples musulmans ont été divisés et opposés, et dans cette situation aucune action importante n'était et ne sera possible.

De ce fait, le pan-islamisme actuel est avant tout l'essai de faire concorder conscience et sentiment, afin de vouloir ce que nous sommes et de ne point accepter ce que nous ne sommes point.

Cet état détermine le caractère et le destin du nationalisme dans le monde musulman aujourd'hui.

Pendant que partout dans le monde le nationalisme avait le caractère de larges mouvements populaires, car il représentait l'affirmation des tendances populaires (la chanson, le folklore et particulièrement la langue), dans les pays musulmans, on retrouve une forme de nationalisme peu développée ou même une espèce de nationalisme non populaire et non national. Il faut chercher l'explication de cet état d'un côté dans le fait que les sentiments populaires ont été absorbés par le pan-islamisme, de l'autre dans le fait que le nationalisme a été imaginé comme remplacement de l'Islam et que, comme tel, depuis le début il a représenté un mouvement anti-islamique. Se trouvant dans une lutte naturelle contre le passé et la tradition du peuple (car ses traditions sont toujours et uniquement musulmanes), les mouvements nationalistes des pays musulmans se trouvent en situation d'accomplir une zone de dénationalisation très semblable à celle de leurs prédécesseurs colonialistes. Le statut de la langue arabe, par exemple, dans certains pays arabes du moins en ce qui concerne la position de l'administration nationaliste - n'est pas plus avantageux que du temps de l'occupation anglo-française. Même si dans ce domaine des entreprises se font, c'est sans grand enthousiasme ou c'est l'acte de forces non

développées (comparer avec les Juifs qui ont introduit en Israël un hébreu presque oublié). La raison d'une telle position par rapport à la langue arabe est très simple: cette langue, en tant que langue du Coran et de la civilisation musulmane, est plus l'instrument des sentiments musulmans que celui des sentiments arabes ou nationalistes. Les protagonistes du nationalisme constatent clairement ce fait (ou bien le ressentent instinctivement), et trouvent une solution sans précédent: tout comme leur administration, ils parlent la langue de leurs ex-occupants (!). Dans un monde musulman qui n'est pas profondément pénétré par l'Islam, il n'y a pas de patriotisme.

Ces conclusions sont confirmées aussi par le fait que les idées nationalistes dans le monde musulman ne sont pas islamiques à l'origine. L'illustration la plus flagrante en est le Moyen Orient, où des intellectuels syriens et des Libanais chrétiens figurent parmi les pionniers du nationalisme, tous ayant reçu leur éducation à l'Université Américaine (et d'abord au collège protestant syrien) et à l'Université St. Joseph à Beyrouth. Cela se confirme si l'on examine les racines spirituelles et historiques du mouvement de Kemal en Turquie, de Soekarno en Indonésie, le parti Baas dans certains pays arabes et toute une quantité de groupes nationalistes et révolutionnaires dans le monde musulman.

Les peuples musulmans n'ont donc point de "don" pour le nationalisme. Doivent-ils s'apitoyer sur ce point ?

Quand bien même nous laisserions de côté la vérité claire que le principe d'une communauté spirituelle est supérieure au principe de la nation, nous devrions, étant donné la situation du moment, conseiller à nos peuples de ne pas même se donner la peine d'acquiescer cette "faculté". Et aux peuples qui vivent depuis des siècles dans des communautés nationales, l'avenir requiert qu'ils s'habituent progressivement à de nouvelles formes de vie commune, qui permettent un rassemblement dans des formes plus larges. Ceux qui dans la France et l'Allemagne d'aujourd'hui, voyant à long terme, conseillent à leurs

concitoyens de se sentir moins Allemands ou Français mais plutôt Européens. La création de la CEE - bien que cette thèse puisse paraître inacceptable - est l'événement le plus constructif de l'histoire européenne du XXe siècle. Et la création de cette structure supra nationale est la première victoire des peuples européens sur le nationalisme. Le nationalisme devient un luxe trop coûteux pour les petites et même pour les relativement grandes nations.

Le monde contemporain se trouve face à un développement qui est, d'une certaine manière, sans comparaison dans l'histoire. Avec de coûteux programmes d'éducation, de recherche, de production, de défense, etc., ce développement nécessite une concentration jamais vue de gens et de moyens et ne donne objectivement de chance qu'aux grandes nations ou plus précisément encore aux unions de nations. Deux unions aujourd'hui dirigent le monde, l'américaine et la soviétique et bientôt l'union européenne en formation qui s'affirme de plus en plus clairement sur la scène politique. Une communauté incapable de rassembler vingt millions d'habitants et deux cents milliards de \$ de PNB (cet ordre de grandeur ayant tendance à l'accroissement) ne peut suivre le mouvement et devra se satisfaire d'une place subalterne. Une telle communauté ne peut ni en gouverner une autre, ni même se gouverner elle-même. Le degré de développement ne constitue donc plus un facteur déterminant mais est remplacé par ces grandeurs absolues: la Chine, dans son développement se trouve bien loin derrière la France ou l'Angleterre, qui grâce à leur immense concentration de gens et de moyens, montrent une supériorité dans la présente compétition. Cette situation représente une chance pour le monde musulman qui n'est pas développé mais grand.

Il existe encore une chose qui appelle de manière alarmante les pays musulmans au rassemblement et aux efforts communs.

Le sous-développement économique et culturel des pays musulmans est aggravé de jour en jour par le taux élevé de natalité de leurs habitants. Deux pays musulmans,

l'Égypte et le Pakistan occupent les deux premières places pour la natalité dans le monde. Selon certaines estimations, chaque année viennent au monde vingt millions de Musulmans et si la croissance poursuit à cette cadence, la monde musulman dans les frontières existantes doublera d'ici la fin de ce siècle. Peut-on accueillir, nourrir, scolariser et employer tous ces millions qui attendent de naître ? Ce développement démographique dramatique, s'il n'est pas suivi d'un développement économique et social aussi rapide, restera potentiellement plein de dangers et d'incertitudes. Dans les vingt dernières années, cette "inflation démographique" a absorbé dans sa globalité toute la croissance de production, si bien que dans la plupart des pays musulmans, le PNB par tête d'habitant est inférieur à celui d'il y a deux décennies. Donc, la croissance démographique au lieu de constituer un facteur

de puissance dans le monde musulman unifié devient une source de crise et de désespoir pour les pays musulmans divisés.

Il est clair que les pays musulmans ne peuvent lutter individuellement contre ce problème. Se confronter à cette situation et combler en même temps les décennies perdues de recul et de stagnation n'est possible qu'avec un nouvel atout: l'union. Ce que les Arabes, les Turcs, les Perses, les Pakistanais ne peuvent résoudre seuls, les Musulmans le peuvent dans un effort qui sera commun et coordonné.

Chaque pays musulman peut construire sa liberté et son bien être, à condition qu'il édifie la liberté et le bien être de tous les Musulmans. Le riche Koweït et la Lybie ne peuvent survivre en tant qu'îlot de bien être dans une mer de pauvreté. Si ces pays ne construisaient pas une solidarité musulmane et n'aidaient pas les pays musulmans voisins, s'ils se laissaient dominer par l'égoïsme, ne provoqueraient-ils pas un comportement identique ? Ceci mènerait à un état de haine et de chaos, favorable à l'ennemi. En accomplissant leur devoir les riches pays musulmans réalisent ce but dans leur plus grand intérêt.

L'alternative de chaque pays

musulman est claire: ou bien, uni avec les autres pays musulmans, il s'agit d'assurer la survie, le progrès et la force pour surmonter les tentations, ou bien chuter de jour en jour, et tomber sous la dépendance de riches étrangers. Le moment historique actuel donne à cette union une nouvelle dimension: elle n'est plus le beau désir d'idéalistes et de visionnaires; l'union est devenue une nécessité, un besoin, une loi de survie et une condition de dignité dans le monde d'aujourd'hui. Ceux qui, pour quelque raison ou motif que ce soit, soutiennent la division actuelle, se trouvent pratiquement du côté de l'ennemi.

L'instinct pan-islamique des masses musulmanes s'accorde parfaitement avec cet impératif de la situation historique. Et dans ce domaine aussi les progressistes sont ceux qui, avec leur nationalisme, n'expliquent rien.

CHRISTIANISME ET JUDAÏSME

Compte-tenu de l'espace dont on dispose ici, il n'est pas possible de présenter le rapport de l'Islam à toutes les autres doctrines et systèmes hors de la sphère islamique. Il est malgré tout indispensable de présenter ce rapport avec les deux plus importantes religions: Christianisme et Judaïsme, et avec les deux systèmes dominant dans le monde: capitalisme et socialisme.

Quant au rapport avec le Christianisme, nous distinguons la doctrine du Christ et celle de l'Eglise. Dans la première, nous voyons la parole divine, déformée sur certains points. Dans l'autre, nous voyons une organisation qui, avec son incontournable hiérarchie, sa politique, sa richesse, et son intérêt est devenue non seulement non-islamique, mais aussi anti-Christ. Chacun veut définir sa position par rapport au Christianisme, et cherche à savoir s'il est question de la doctrine du Christ ou de celle de l'Inquisition, et l'Eglise, dans son être historique a toujours balancé entre deux pôles. Plus l'Eglise est l'expression des enseignements éthiques de l'Évangile, plus elle est éloignée de l'Inquisition et de ce fait, plus proche de l'Islam. Nous saluons les nouvelles tendances

dans l'Eglise, déclarées par le dernier concile du Vatican, car nous y voyons un certain rapprochement vers l'essence du Christianisme. Si les Chrétiens le désirent, l'avenir pourra donner naissance à la compréhension et la collaboration de deux grandes religions pour le bien de tous les gens et de l'humanité entière, autant que le passe fut l'occasion de leur déraisonnable mésentente.

Le point de vue de l'Islam sur le Judaïsme est fondé sur le même principe. Nous avons vécu des siècles durant avec les Juifs et avons même formé une culture et dans certains cas nous ne pouvons différencier avec assurance ce qui dans cette culture est islamique et ce qui est juif.

Cependant, sous la conduite des Sionistes, des Juifs ont en Palestine commencé une action qui est autant inhumaine et insensée qu'aventureuse et aveugle. Cette politique n'a d'intérêt qu'à court terme et perd de vue les rapports durables et le rapport de force global qu'ont eu les Juifs et les Arabes dans le monde. Elle a jeté en Palestine une provocation pour tous les Musulmans du monde. Jérusalem n'est pas seulement le problème des Palestiniens ou des Arabes, mais celui de tous les peuples musulmans. Pour conserver Jérusalem, les Juifs devraient vaincre l'Islam et les Musulmans, ce qui Dieu merci, se trouve hors de leur pouvoir.

Nous voudrions faire une différence entre les Juifs et les Sionistes, si les Juifs pouvaient trouver eux-mêmes la force de s'en différencier. Espérons que les victoires militaires qu'ils ont obtenues contre les régimes arabes brouillés (non pas contre les Arabes ni les Musulmans), ne leur feront pas tourner la tête et qu'ils choisiront d'éliminer la confrontation qu'ils créent, afin de voir s'offrir la possibilité d'une vie commune sur le territoire palestinien. Par contre, s'ils continuent de cette manière, poussés par leur orgueil, ce qui semble plus vraisemblable, alors pour le mouvement islamique et pour tous les Musulmans du monde, il ne restera qu'une seule solution: continuer la lutte, l'élargir, et la prolonger de jour en jour et d'année en année sans tenir compte des victimes et du temps qu'elle pourrait nécessiter, jusqu'à ce qu'ils

soient forcés de rendre chaque pouce de terre, dont ils se sont emparés. Quel que soit l'arrangement ou le compromis qui pourrait mettre en question ces droits élémentaires de nos frères en Palestine, il représenterait une trahison pouvant détruire le système moral sur lequel est basé notre monde.

Ces positions ne représentent aucunement une nouvelle politique de l'Islam qui, par rapport aux Chrétiens ou aux Juifs, serait dictée par les circonstances. Elles sont en fait la conclusion pratique tirée des points importants musulmans quant à la reconnaissance du Christianisme et du Judaïsme et sont tirées de manière quasi littérale du Coran (Coran, 29/45; 2/136; 5/47-49).

CAPITALISME ET SOCIALISME

Sous quelles formes structurales et politiques se manifesterait et se réaliserait la renaissance musulmane de notre époque ? Des modèles d'organisation et de société, caractéristiques de la civilisation occidentale (comme la démocratie parlementaire, le capitalisme, le socialisme) valent-ils aussi pour la société musulmane, et notre société sera-t-elle dans l'obligation de passer par ces étapes ou par des étapes semblables ?

Au cours des deux derniers siècles, il s'est établi partout la conviction que chaque pays doit vivre ce changement, qui mène vers la démocratie parlementaire.

L'évolution la plus récente et surtout celle d'entre les deux guerres a affirmé certains faits opposés et a démontré que la démocratie classique ne figure pas comme étape indispensable dans l'évolution de communautés sociales et pratiques. De manière semblable, certains essaient aujourd'hui de démontrer que le socialisme est une option indispensable sur laquelle se guident, qu'elles le veulent ou non, les sociétés humaines. Cependant le développement actuel des pays d'Europe et d'Amérique dits capitalistes apporte un démenti assez clair à ces défenseurs de la nécessité historique, et montre certaines voies de développement assez inattendues. A l'autre bout du monde, au Japon, il

y a eu passage direct d'une économie féodale à un modèle qui serait appelé, en Europe, la forme supérieure du capitalisme monopolistique. Les schémas qu'ont formés les gens, afin de systématiser le développement historique, se sont avérés très relatifs, alors que les règles du développement de la société bien que présentes, n'ont apparemment pas la nature que leur ont attribuée les penseurs européens des 18^e et 19^e siècles.

Ce déterminisme inventé refoulait la conscience des dernières générations, tout en étant de plus exploité comme un puissant moyen psychologique de propagation d'idées. En fait, le système agit sur l'état d'un pays dans la mesure où, avec plus ou moins de succès, il stimule ou organise directement le travail qui constitue la source réelle de toute richesse.

Libérés de la psychose de la nécessité historique et grâce à la position moyenne de l'Islam, nous pouvons sans préjugé prendre en considération les bons et les mauvais côtés des constitutions existantes non plus en tant que capitalisme et socialisme, mais comme une certaine pratique des sociétés contemporaines dans le monde d'aujourd'hui.

Les formules exclusivement capitalistes ou socialistes n'existent plus nulle part. Le développement accéléré après la seconde guerre mondiale les a dépassées. Seule l'économie politique marxiste pétrifiée, qui est de moins en moins une science et de plus en plus au service de la politique, ne cesse de répéter les anciennes constatations comme si rien n'avait changé dans le monde ces 50 dernières années. Si l'on en juge selon de nombreux et importants symptômes, les critères classiques de ce qui est capitalisme ou socialisme, deviendront très prochainement inadéquats, pour définir les phénomènes économiques et sociaux dans la phase du développement qui est devant nous.

Ne nous guidant donc pas par des paroles et des dénominations et tenant compte uniquement des faits tels que nous les voyons, nous devons reconnaître l'évolution considérable du monde capitaliste durant ces trente dernières années, son dynamisme, sa capacité d'activer l'économie et la sci-

ence, et de s'assurer un haut niveau de libertés politiques et de sécurité légitime. De même, nous ne pouvons pas ignorer les acquis du système socialiste, en particulier dans le domaine de la mobilisation des ressources matérielles pour l'enseignement et pour l'élimination des formes classiques de la pauvreté.

De même, nous ne pouvons pas perdre de vue les côtés sombres et inacceptables de leur progrès, comme les profondes crises qui de temps en temps bouleversent ces deux systèmes.

La franchise pragmatique de l'Islam quant à la résolution des problèmes d'ordonnance du monde, implique aujourd'hui l'avantage de connaître sans préjugés les expériences positives et négatives des autres, avant tout des USA, de l'URSS et du Japon. Ces trois pays représentent en principe et pratiquement, trois approches différentes de la résolution des problèmes fondamentaux du pouvoir et du bien être.

Le développement du capitalisme ces trente dernières années a démontré l'inexactitude de certains fondements du marxisme. Rappelons trois de ces fondements:

1. La contradiction entre les forces productrices et les rapports de production ne s'est pas montrée nécessaire dans le capitalisme. Le capitalisme non seulement maîtrise cette contradiction, mais a permis un développement jusque-là jamais vu ainsi qu'un élan de production, de science, et de productivité du travail;

2. La classe ouvrière dans les pays capitalistes les plus importants ne s'est pas engagée par le biais de la révolutionnaire, et

3. La relation entre l'Être et la Conscience, entre la base et la superstructure, ne correspond pas à ce que Marx affirmait. Nous avons le capitalisme en Suède et nous l'avons en Argentine aussi. Les différences à la base dans ces pays constituent des différences de degré (les deux pays étant capitalistes); les différences dans leurs superstructures (formes du pouvoir politique, ou juridique; religion; la psychologie, art et ailleurs) présentent des différences fondamentales.

Il est évident que l'évolution du monde n'a pas suivi la voie tracée par Marx. Les pays progressistes ont conservé et fait évoluer le capitalisme, tandis que le socialisme a vaincu dans nombre de pays en voie de développement, ce qui représente, du point de vue marxiste, une anomalie inexplicable.

Comment justifier l'intérêt que portent les pays en voie de développement à certaines formes de l'économie socialiste?

En premier lieu, cette forme d'économie s'est avérée plus rentable pour l'organisation d'une économie extensive, seule issue pour des pays sans richesse de base (capitiaux, cadres expérimentés, discipline de travail etc.) Secundo: un milieu arriéré se concilie plus aisément avec les différentes restrictions comme la limitation des libertés individuelles, le centralisme, un pouvoir fort, qui caractérisent toujours certaines formes de socialisme. Tertio: bien que dépassé en tant que science, le socialisme a continué d'exister en tant que mythe et aventure. Cette face du socialisme, très significative, n'explique pas seulement les raisons de son influence notablement plus forte dans les pays catholiques que dans les pays protestants et germaniques.

Au contraire, l'essence pragmatique du capitalisme correspond mieux au rationalisme d'une société développée. Il s'est avéré que les formes de l'économie capitaliste fonctionnent avec succès dans une société dotée des instruments démocratiques du pouvoir, d'un haut niveau culturel et d'un degré élevé de libertés politiques individuelles. Ces conditions peuvent, dans une large mesure, neutraliser certains aspects inhumains de l'économie capitaliste, sans pour autant diminuer sensiblement son efficacité.

Il n'existe donc rien concernant la fatalité imaginaire d'un tel système ou d'un autre. Ce qui en réalité est inévitable, c'est le *perpetuum mobile* de l'économie, basé sur des progrès constants de la science et de la technique. Le perfectionnement des outils et du processus de production serait, semble-t-il, la seule activité dans ce domaine où les gens "doivent" travailler.

C'est pourquoi le dilemme ne se pose pas plus pour l'Islam que pour le monde en général. Ce dilemme est faux et artificiel. Il s'agit du choix et du perfectionnement constant d'un système régissant les rapports de la propriété et de la production, qui pourront efficacement et en conformité avec les conceptions islamiques de l'économie étatique, stimuler de la meilleure façon le travail et les activités, en résolvant les problèmes qui s'imposent inévitablement avec le développement de la production et des techniques.

CONCLUSION

Ce ne sont-là que quelques idées maîtresses et dilemmes essentiels de la renaissance islamique qui, dans la conscience des hommes, gagnent toujours davantage la signification d'une renaissance générale du peuple musulman, tant morale et culturelle que politique. Malgré tous les échecs et toutes les déceptions, la renaissance islamique est le dénominateur commun pour l'espoir de son implantation dans de très vastes régions du monde.

Aucun Musulman pour qui l'appartenance à l'Islam n'est pas due à un pur hasard, pour qui elle représente un programme et une obligation, ne saurait rejeter cette vision. Néanmoins, nombreux sont ceux qui se posent la question: quelles sont les forces qui pourront réaliser cette vision?

Pour répondre à cette question inévitable, nous allons présenter la nouvelle génération islamique qui a mûri ces dernières années. Cette génération, forte d'une centaine de millions de jeunes gens et de jeunes filles, née au sein de l'Islam, grandie dans l'amertume de la défaite et de l'humiliation, unifiée dans le nouvel esprit patriotique de l'Islam, qui refusera de vivre sur ses lauriers et de l'aide étrangère et qui se rassemblera autour des objectifs qui signifient: la vérité, la vie et la dignité,— cette génération porte en elle la force qui pourra réaliser cet exploit fantastique et confronter chaque tentation.

Cette génération n'aurait jamais pu se manifester dans le passé. Il a fallu vivre jusqu'au bout une époque d'illusions et de chimères pour aboutir à l'impuissance des fausses divinités,

de tous ces pères des peuples et des sauveurs des peuples, des rois et des médias. Il a fallu qu'on nous inflige une défaite au Sinaï, qu'on mette en péril l'Indonésie, qu'on ébranle le Pakistan, qu'on entende beaucoup parler de liberté, de bien être et de progrès, alors qu'on n'a vu se réaliser que la tyrannie, la pauvreté et la corruption. Tout cela était indispensable pour que vienne le temps du désenivrement et pour qu'apparaisse une génération consciente que le passé n'était fait que d'erreurs désespérées, et qu'une seule issue est possible pour le monde islamique: se tourner vers ses propres sources spirituelles et matérielles, en clair: l'Islam et l'islamisme.

Le monde islamique aujourd'hui présente une extraordinaire diversité de peuples, de races, de lois et d'influence, mais il existe quelque chose qui, dans chaque endroit du monde, suscite le même respect et la même dévotion: le Coran. Et il existe aussi un sentiment qui est le même à l'Ile de Java, en Inde, en Algérie, au Nigéria: c'est le sentiment d'appartenance à la communauté panislamique. Ces deux ferveurs, en tant que sentiments naturels de millions de simples gens, contiennent des réserves d'énergie en sommeil, et représentent tout ce qui est commun et identique dans le monde musulman contemporain. Cela fait que le monde est aujourd'hui déjà une communauté émotionnelle réelle aux dimensions mondiales, plus peut-être: une communauté plurinationale émotionnelle (bien que non organisée) dans le monde.

En tant que partie intégrale de cette manière d'être et comme résultat d'une longue influence de l'éthique musulmane, nous trouvons dans ce monde, sous la forme de sagesse populaire, des notions vivantes sur l'égalité des hommes, sur la justice sociale, sur la tolérance et le respect à l'égard de tout ce qui vit. Ces vérités ne font pas, d'elles mêmes, que le monde soit meilleur et plus humain, mais elles promettent un monde meilleur et plus humain.

Les sentiments mentionnés témoignent que le monde musulman est bien vivant, car là où se trouvent amour et compassion, il n'y a pas mon mais vie. Le monde islamique n'est pas

un désert, il est un champ vierge qui attend ses laboureurs. Grâce à ses certitudes, notre devoir devient réel et possible. Ce devoir veut que ces deux sentiments, qui ne sont actuellement que des forces en sommeil, soient transformés par nous en forces vives. L'attachement au Coran doit se transformer en la volonté ferme pour qu'il soit appliqué. La communauté islamique émotionnelle soit se muer en une communauté consciente, organisée, de même que l'humanisme populaire devrait avoir des idées claires qui deviendront la somme morale et sociale des futures lois et institutions.

Qui pourra procéder à cette transformation, et comment?

Agir sur les événements en général est une action sociale. Chaque combat couronné de succès n'est qu'un combat commun, organisé. La jeune génération pourra effectuer sa tâche de renaissance seulement si ses aspirations et la valeur personnelle de chaque homme sont conjuguées avec les méthodes d'une action coordonnée et générale. La création de ce mouvement, ayant un but et un programme uniques et fondamentaux, se présente comme une condition sine qua non, et comme le point de départ de la renaissance de chaque pays musulman.

Ce mouvement va rassembler des gens déjà éduqués, éduquer ceux

qui ne le sont pas, définir des objectifs et trouver les chemins qui y mènent. Ce mouvement apportera partout la vie, la pensée, l'action. Il deviendra la conscience et la volonté d'un monde sortant d'un sommeil long et profond.

Adressant ce message à tous les Musulmans du monde, nous soulignons clairement qu'il n'existe pas de pays promis, de faiseurs de miracles ni de Mehdi. Ce qui existe c'est la voie du travail, de la lutte et du sacrifice.

Dans les moments de tentation, gardons toujours à l'esprit deux choses: nous avons la bénédiction de Dieu et l'adhésion de notre peuple.

VA@NA I HITNA PORUKA
^ITAOCIMA

Ovim, ~etvrtim brojem 'DIJALOG'-a, zavr{avamo Tom I i u isto vreme 1992. godinu. U martu 1993 izlazi broj 5, Tom II.

Na na{e veliko iznenadjenje nai{li smo na mnogo ve}i uspeh nego {to smo o~ekivali. Tom uspehu ste i vi umnogome doprineli.

Najve}i broj ~itaoca je odmah shvatio da je jedan od va`nijih ciljeva ~asopisa, naime na{a `elja da {to objektivnijim ~lancima i bazi-nim dokumentima obave{tavamo kako na{e tako i strane ~itaoce, medija i institucije o događajima, stvaranjima i problemima u zemljama jugoslovenskog prostora. To obja{njava da u proseku objavljujemo vi{e od polovine tekstova na va`nijim stranm jezicima. Ogromna ve}ina ~itaoca nam to ne zamera; naprotiv, izra`ava ne samo svoje veliko zadovoljstvo za takav poduhvat nego tra`i kako da nas {to vi{e pomogne u na{oj akciji.

Svaki doprinos, bilo u vidu ~lanka, dobrovoljnih priloga ili u tra`enju novih pretplatnika u svojoj sredini, medju svojim prijateljima - bio bi od neizmerive va`nosti za nas sve. Jer je u interesu sviju nas da svetska javnost bude {to bolje upoznata i sa stavovima, obja{njavanjima i

dokumentima kako na{ih tako i stranih osoba koje `ele da doprinesu dijalogu u raznim sferama `ivota, izmedju raznih profesija, ljudi raznih generacija i narodnosti.

Da li }emo imati i dalje i jo{ ve}ih uspeha u tom poduhvatu, te{ko je predvideti. Ako ni{ta ne poku{amo, sigurno je da ni{ta ne}emo ni postiji. Ali smatramo da bi trebalo sve da uradimo kako bi dostigli ciljeve koje smo sebi postavili.

Sa brojem 4 zavr{ava se va{a godi{nja pretplata. Apelujemo na vas da odmah obnovite godi{nju pretplatu, koja je, morate sebi priznati, vrlo skromnog iznosa i **ostaje nepromenjena do 31. aprila 1993(*)**. ^ek treba poslati na ime i adresu poverenika zemlje u kojoj `ivite. Za Francusku poslati ~ek na ime i adresu 'Dijalog'-a. Sve te podatke kao i visinu godi{nje pretplate, na}i }ete na poslednjim stranicama ~asopisa.

Po{tanski tro{kovi su veliki. Mi ne mo`emo sebi dozvoliti da {aljemo i dalje ~asopis dosada{njim pretplatnicima koji ne obnove svoju pretplatu do **kraja marta meseca 1993**. Mi se nadamo da }e nas pretplatnici razumeti, da nam ne}e zameriti na{ eventualan postupak i nadamo se naro~ito da }e nam pokazati solidarnost obnavljaju}i svoju pretplatu odmah po prijemu ove poruke.

Bogoljub Ko~ovi}



NARUDZBENICA

Godisnja pretplata* (cetiri broja): 100 FF; 30 DM; £10; US\$22. Institucije 160 FF ili odgovarajuci iznos u drugoj valuti.

Zelim da se pretplatim na godinu dana (jedan volumen, cetiri broja) na casopis "DIJALOG"

Zelim da pomognem casopis "DIJALOG" dobrovoljnim prilogom i prilazem (iznos) _____

Prilazem cek u ukupnom iznosu od _____

Ime i prezime _____

Adresa _____

Potpis _____

Datum _____



Pretplatu poslati na ime predstavnika DIJALOGA u vasoj zemlji



PREDSTAVNISTVA

Mrgud Bojanic
5A Tring Avenue
London W5
England

Vladeta Vuckovic
2754 Southridge Drive
South Bend, Ind, 46614
USA

Bogoljub Kochovich
17, Chemin du pont
d'Herville
78520 Guernes (par Limay)
France.

Dusan Pavlovic
4564 Avenue Coolbrook
Montreal, Qué, H3X 2K6
Canada

Vesna Vuckovic
Zollstrasse 6/208
8005 Zürich
Switzerland

Milos Saicic
1 Bradford Street
Mt. Lawley, WA 6050
Australija

Milan Vuckovic
Salmanskirchen 2
8059 Bockhorn
Germany

Goran Nikolic
Dunavska 21
21207 Ledinci
Yugoslavia

Milorad Sekuljev
Klöverväg 65
23238 Arlöv
Sweden



BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an, quatre numéros/volume: 100 FF; 30 DM; £10; US\$22.

- Je désire m'abonner à "DIALOGUE" pour 1 an
- Oui, je désire aider le journal "DIALOGUE (la somme) _____

Ci-joint mon règlement de (la somme) _____

Nom et prénom _____

Adresse _____

Signature _____ Le _____



DIALOGUE, Bogoljub Kochovich, 17, Chemin du pont d'Herville, 78520 Guernes (par Limay), France.

